

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

La Chancelière allemande en visite à la Chambre



M. Laurent Mosar et Mme Angela Merkel © SIP / Charles Caratini

Les relations bilatérales entre l'Allemagne et le Luxembourg ont figuré au centre de l'entretien que la Chancelière fédérale d'Allemagne, Mme Angela Merkel a eu avec le Président de la Chambre des Députés, M. Lau-

rent Mosar. Mme Merkel a promis de s'engager en faveur d'une amélioration des liaisons ferroviaires entre le Grand-Duché et la Rhénanie-Palatinat. «Les liaisons ferroviaires jouent un rôle vital pour le développement écono-

mique de la région transfrontalière en particulier et pour la Grande Région en général», a précisé le Président Mosar à l'issue de son entrevue avec la Chancelière.

Mme Angela Merkel est le premier chef de gouvernement allemand à effectuer une visite officielle au Parlement luxembourgeois.

L'entretien a porté par ailleurs sur des questions de société telles que l'euthanasie et le mariage homosexuel, sur le nouveau rôle des parlements nationaux suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et sur le secret bancaire. Dans ce contexte, le Président de la Chambre a été d'accord avec la Chancelière pour souligner l'importance de la convention avec l'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, dont l'entrée en vigueur est imminente.

Quel nouveau concept pour l'OTAN?



M. Aivis Ronis, expert de l'OTAN, a eu une entrevue avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le nouveau concept stratégique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou OTAN (North Atlantic Treaty Organization ou NATO en anglais) a figuré au centre de l'échange de vues des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration avec le Letton Aivis Ronis en date du 5 mars. M. Aivis Ronis fait partie du groupe d'experts chargés par le Secrétaire général de l'OTAN de réfléchir au développement d'un nouveau concept,

le 4^e depuis la création de l'Alliance en 1949. Le groupe, présidé par Mme Madeleine Albright, remettra ses recommandations au Secrétaire général de l'OTAN le 5 mai 2010.

«Le nouveau concept stratégique de l'OTAN tend à sauvegarder la démocratie et assurer la pérennité de la paix en Europe. Aujourd'hui, certains dangers potentiels pour la paix restent d'actualité, mais de nouvelles menaces s'y ajoutent comme l'extrémisme, les attaques via Internet («cyber-attacks»), le terrorisme

ou l'accès aux armes de destruction massive», a expliqué M. Ronis.

Concernant l'OTAN, les députés se sont notamment intéressés à l'adhésion de nouveaux pays, comme l'Ukraine ou la Géorgie, et au dialogue avec la Russie. Cette dernière est considérée par certains pays membres de l'OTAN comme source d'instabilités. «L'OTAN conçoit la Russie comme partenaire important dans la lutte contre le terrorisme, dans la politique de défense et dans le cadre d'opérations militaires», a affirmé Aivis Ronis. «L'OTAN reste ouverte à tout pays remplissant les conditions d'adhésion», a conclu l'expert letton.

Au fil de ses 60 années d'existence, l'OTAN s'est déjà dotée de trois concepts stratégiques:

- en 1949, à sa création, la mission de l'OTAN consistait à assurer la sécurité de ses pays membres face à la menace soviétique,

- en 1991, suite à la fin de la Guerre froide, le deuxième concept tendait la main aux ennemis de hier,

- en 1999, le troisième concept prônait le principe de la coopération internationale (non-prolifération, désarmements) et l'importance des relations politico-militaires (élargissement, partenariats).

Le quatrième concept stratégique devra tenir compte de la lutte contre le terrorisme international (attaques du 11 septembre 2001) et des missions hors zone (implication de l'OTAN en Afghanistan depuis 2003).

19^e séance mercredi 3 février 2010
20^e séance jeudi 4 février 2010

Améliorer le contact avec le Parlement des Jeunes



Les Présidents Laurent Mosar et Sammy Wagner

Le Parlement des Jeunes, créé par la loi sur la jeunesse du 4 juillet 2008, réunit quelque 200 jeunes. Il a notamment pour mission de favoriser la participation des jeunes dans le fonctionnement de la société. Ses représentants ont été reçus le 3 mars par le Bureau de la Chambre.

«Nous souhaitons améliorer le contact direct entre les commissions du Parlement des Jeunes et les commissions parlementaires de la Chambre des Députés», ont confirmé les Présidents Laurent Mosar et Sammy Wagner. «Les jeunes doivent pouvoir communiquer à haute voix leur avis sur les sujets intéressant les deux assemblées.»

Les représentants des deux parlements ont également évoqué d'autres formes de collaboration, comme les visites et échanges de vues avec les députés, la mise à disposition de locaux ou l'implication dans les processus de réflexion sur des sujets touchant le budget des recettes et des dépenses, la politique étrangère ou encore la coopération.

Au cours de ses deux premières assemblées plénières depuis sa création, le Parlement des Jeunes a notamment adopté deux résolutions, l'une portant sur les droits de l'enfant, l'autre sur la réorientation écologique du Luxembourg. Une troisième assemblée plénière s'est tenue le 20 mars passé.

Les espaces verts, sujet d'une pétition

Afin de promouvoir l'aménagement d'espaces verts autour des logements, la Ligue luxembourgeoise du Coin de Terre et du Foyer a rassemblé plus de 6.500 signatures. La pétition a été remise au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

«Nous nous inquiétons du développement actuel de nos villes et villages qui va au détriment de l'environnement», a expliqué le Président de la Ligue CTF, M. Jean Kieffer. «Les habitants ne

peuvent quand même pas vivre dans des îlots en béton! Un pré, un jardin doivent faire partie d'un «chez soi» digne de ce nom. Nous nous engageons pour des habitations humaines. La qualité écologique et conviviale des conditions de vie des familles au Luxembourg nous tient à cœur.»

Le Président de la Chambre des Députés a transmis la pétition à la commission parlementaire compétente, à savoir la Commission des Pétitions.



M. Jean Kieffer (2^e de droite) de la Ligue CTF remet une pétition au Président de la Chambre.

DANS CE NUMÉRO

Égalité de salaire entre hommes et femmes	p. 254
Éducation aux médias	p. 246
Responsabilité pénale des personnes morales	p. 258
Sommaire des séances publiques N°s 19 et 20	p. 274
Sommaire des questions parlementaires	p. Q92

Visite au Centre Pontalize et à la Maison St-Joseph



Le Président Laurent Mosar et la Commission de la Famille auprès des personnes âgées.

La Direction du Centre Pontalize à Ettelbruck a présenté ses différents services lors de la visite, le 3 mars, du Président de la Chambre, accompagné des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances.

Les parlementaires ont ainsi visité le Centre intégré pour personnes âgées qui regroupe 48 chambres, la Maison de soins qui héberge 97 personnes, et le

Centre psycho-gériatrique. Ils se sont particulièrement intéressés au service de soins «OASE». Ce service offre un encadrement psycho-émotionnel à des personnes souffrant d'une maladie incurable, de graves déficiences mentales et ne pouvant plus s'exprimer par la parole.

Le Directeur du volet «accueil et hébergement» du Centre Pontalize, M. Jean Feith a souligné que l'institution tient à être com-

plètement ouverte et transparente, avec aussi bien des visites de l'extérieur que des sorties des pensionnaires dans la ville d'Ettelbruck.

L'après-midi, les parlementaires se sont rendus à la Maison de retraite «Jousefshaus» à Remich. Le directeur, M. Jean Bohler a présenté l'établissement qui héberge 120 personnes et accueille en priorité les ressortissants du canton.

La gestion des déchets intéresse la Lituanie

Le système de gestion des déchets au Grand-Duché s'est trouvé au centre de l'entretien du 3 mars entre une délégation de la Commission de la Protection de l'Environnement du Parlement de Lituanie et la Commission du Développement durable de la Chambre.

La Lituanie réfléchit actuellement à la mise en place d'un nouveau système de gestion des déchets. Les députés du Parlement lituanien se sont notamment intéressés

- à l'organisation des flux des différentes catégories de déchets (déchets ménagers, industriels, médicaux, biologiques, emballages, équipements électriques et électroniques, piles et accumula-

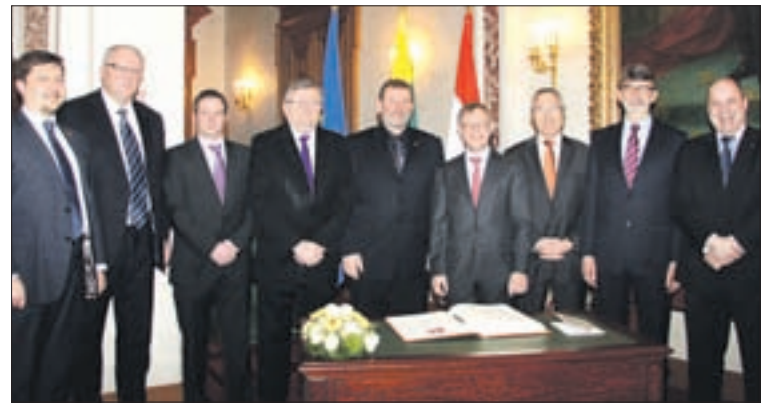
teurs, véhicules hors d'usage, boues de stations d'épuration);

- aux systèmes de collecte, de recyclage et d'élimination des déchets;

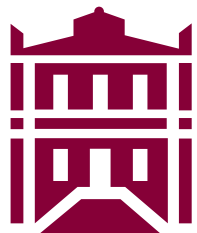
- aux données statistiques sur les différents types de traitement des déchets (recyclage, mise en décharge, incinération)

- et à la législation couvrant les transferts, la valorisation et le financement d'infrastructures.

La visite de la délégation lituanienne s'est déroulée sur trois jours. Elle a également compris la présentation du centre d'information Superdreckskescht à Colmar-Berg, une visite de l'usine d'incinération SIDOR à Leudrange et du centre de recyclage Oeko-Center à Hesperange.



Rencontre d'une délégation lituanienne avec des membres de la Commission du Développement durable.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°8 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Responsabilité pénale des personnes morales

5718 - Projet de loi

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Le projet de loi vise à introduire en droit luxembourgeois un régime général de responsabilité pénale des personnes morales. Il a été élaboré en tenant compte des obligations internationales engagées par le Luxembourg, que ce soit au niveau de l'Union européenne ou encore dans le cadre d'autres organisations internationales (OCDE, Conseil de l'Europe, ONU).

S'il est vrai que dans un contexte communautaire et international la mise en place d'un régime de la responsabilité pénale des personnes morales est de mise, notamment dans une optique qui consiste à rapprocher - comme le souligne à juste titre le Conseil d'État - les législations pénales nationales, sans toutefois qu'il n'y ait harmonisation, il n'en reste pas moins que la responsabilisation pénale des personnes morales s'accommode difficilement avec l'esprit inhérent aux systèmes juridiques basés sur les codes napoléoniens. En effet, ces derniers retiennent précisément le principe de l'irresponsabilité pénale des personnes morales. Intégrer ce principe dans un système de droit napoléonien n'est, dès lors, pas aisé.

La France et la Belgique ont, entre-temps, fait l'expérience de ces difficultés

d'adaptation de leurs systèmes d'inspiration napoléonienne aux nouvelles exigences en matière de responsabilité pénale. Le Luxembourg, par le biais du projet de loi sous rubrique, est en train de le faire. Il n'est, dès lors, guère étonnant que la difficulté d'introduire la responsabilité pénale des personnes morales dans un tel système ait marqué les travaux parlementaires du présent projet à bien des égards, un peu comme un fil rouge. Il n'empêche que les solutions dégagées par la commission juridique sont à la fois pragmatiques et s'alignent, autant que faire se peut, sur les principes de base de notre système juridique.

En ce qui concerne le contexte international, qui a inspiré le présent projet de loi, celui-ci a été amplement décrit par le Conseil d'État en son avis du 19 janvier 2010. Il y est renvoyé.

Outre le fait que l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales incarne, comme le souligne le Conseil d'État, la volonté du Luxembourg de s'associer pleinement aux efforts entrepris dans de nombreux domaines, tant au niveau communautaire qu'international, pour permettre une lutte efficace contre la criminalité, le système de la responsabilité pénale des personnes morales comporte un certain nombre d'avantages.

La responsabilité pénale des personnes morales devrait, dans un certain nombre de cas, renforcer la situation de la victime. À l'avenir, celle-ci aura, dans de nombreux cas, un auteur, personne morale, pénalement responsable et solvable face à elle. Elle n'aura plus besoin d'obtenir une condamnation au pénal de l'auteur, personne physique, qui peut s'avérer être in-

solvable, ce qui l'obligeait à saisir ensuite la justice civile pour obtenir réparation de son préjudice de la part de la personne morale dont relève la personne physique, auteur de l'infraction.

Des catastrophes, comme le naufrage du pétrolier de l'Erika du 12 décembre 1999 en France, ont souligné l'utilité d'un système dans lequel les personnes morales sont pénalement responsables.

Plus près de nous, au Luxembourg, il doit être permis de penser que le principe de la responsabilité pénale des personnes morales, en combinaison avec le principe de l'opportunité des poursuites, dont le Parquet peut faire usage, aurait conduit à un résultat différent dans une affaire qui a récemment fait la une de l'actualité, en l'occurrence l'affaire de l'accident mortel du Rallye de Luxembourg en 2004 organisé dans le nord du pays. Si le Parquet avait pu à l'époque poursuivre dans cette affaire la personne morale, le résultat aurait pu être non pas une condamnation au pénal du président de l'a.s.b.l. organisatrice, mais une condamnation de l'a.s.b.l. elle-même. Du moins, cette hypothèse aurait-elle été une option, alors qu'en l'état actuel du droit elle ne l'est pas.

Faut-il souligner que le raisonnement qui précède est basé sur le principe de

l'opportunité des poursuites, alors qu'il est clair que par ailleurs la responsabilité pénale de la personne morale n'exclut pas celle des personnes physiques, auteurs ou complices de la même infraction?

Dans le même ordre d'idées, il doit être permis de penser que, du moins dans un certain nombre de cas, les accidents dans des usines ou plus largement dans l'industrie ne conduiront plus ipso facto à l'inculpation du directeur d'usine ou du chef d'entreprise. Encore une fois, rien n'exclut par principe que la personne morale et la personne physique soient toutes deux inculpées. Ce sera le cas notamment dans les hypothèses où en dehors de défauts ou de déficiences dans le processus organisationnel ou d'autres processus (imputables à l'entreprise), une faute pénale spécifique peut être reprochée au dirigeant, personne physique. De façon plus générale, on peut penser que dans des cas graves, c'est le principe du cumul de la responsabilité pénale de la personne morale ou de la personne physique qui prévaudra, alors que dans les cas peu graves, c'est le principe de l'opportunité des poursuites qui conduira à engager des poursuites, soit contre l'un, soit contre l'autre, en fonction des spécificités de l'espèce.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 20.04.2007

Rapporteur: M. Jean-Louis Schiltz

Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Christine Doerner)



20.01.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi

25.01.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.02.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2010
Loi du 3 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°36, page 614

Sauvegarde des Droits de l'Homme

6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole No 14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de permettre l'application immédiate des dispositions d'ordre procédural contenues dans le Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004.

Le Luxembourg a approuvé le Protocole N°14 par la loi du 6 mars 2006. Il est rappelé que ce Protocole a pour objectif d'améliorer le système de contrôle de la Convention précitée. Il vise plus particulièrement à introduire certaines procédures dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales afin de maintenir et de renforcer l'efficacité à long terme du système de contrôle en raison principalement de l'augmentation constante de la charge de travail de la Cour européenne des Droits de l'Homme. En vertu du Protocole N°14, un juge unique peut déclarer irrecevables des requêtes ou les rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire et la Cour peut déclarer une requête individuelle irrecevable si par exemple le requérant n'a pas subi de préjudice important. Toutes ces modifications vont alléger considérablement le fonctionnement de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

L'article 19 dudit Protocole soumet l'entrée en vigueur de cet instrument à sa ratification préalable par tous les États

membres. Le processus de ratification par l'ensemble des 47 États membres du Conseil de l'Europe a cependant pris du retard et le Protocole N°14 n'a pas pu entrer en vigueur. Cette situation porte préjudice au fonctionnement adéquat de la Cour européenne des Droits de l'Homme et bloque le processus de réforme.

Les Parties contractantes ont dès lors décidé de réagir en élaborant un protocole additionnel, le Protocole N°14bis. Ledit Protocole N°14bis est prévu uniquement en tant que mesure provisoire et intérimaire en attendant l'entrée en vigueur du Protocole N°14. Il se limite délibérément à l'introduction de plusieurs éléments procéduraux prévus par le Protocole N°14 et ce dans le but d'augmenter sensiblement la capacité de traitement des requêtes par la Cour européenne des Droits de l'Homme. Parmi les modifications reprises du Protocole N°14 on peut citer:

- l'ajout de la formation de juge unique parmi les formations juridictionnelles de la Cour européenne des Droits de l'Homme;

- la possibilité reconnue au juge unique de déclarer une requête irrecevable ou de la rayer du rôle lorsqu'une telle décision peut être prise sans examen complémentaire, c'est-à-dire dans des affaires parfaitement claires dans lesquelles l'irrecevabilité s'impose d'emblée;

- la possibilité pour le comité de trois juges saisi d'une requête individuelle de déclarer celle-ci irrecevable ou de la rayer du rôle des affaires lorsqu'elle peut être prise sans examen complémentaire ou bien de la déclarer recevable et statuer conjointement quant au fond lorsque la question relative à l'interprétation ou de ses Protocoles, qui est à l'origine de l'affaire, fait l'objet d'une jurisprudence bien établie de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

En second lieu est ajouté un nouvel alinéa 3 à l'article 45 de la loi précitée du 6 février 2009, l'alinéa 3 actuel devenant le nouvel alinéa 4. Cet ajout a pour objet de permettre à l'État de prendre en compte, pour le calcul des frais de personnel à sa charge, la part patronale de la retenue pour pension des fonctionnaires communaux et employés communaux fonctionnarisés intervenant dans l'enseignement fondamental et non repris par l'État. En effet, vu le montant important de cette charge, et compte tenu du fait que les agents concernés interviennent dans l'enseignement fondamental désormais étagés, le fait de ne pas la prendre en compte pour déterminer les parts respectives de l'État et des communes dans la répartition

des frais de personnel, léserait de façon sensible l'un des deux partenaires et serait contraire à l'esprit de collaboration entre l'État et les communes qui a présidé à la mise en œuvre de la réforme scolaire.

Étant donné que, d'une part, l'intervention dans l'enseignement fondamental d'un certain nombre d'agents communaux perdure depuis la rentrée scolaire 2009-2010 et que, d'autre part, les conventions en voie de conclusion entre l'État et les communes concernées sortiront leurs effets à partir de la même date, il est proposé que la présente loi sorte ses effets à partir de la mise en vigueur de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, c'est-à-dire le 15 septembre 2009.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.11.2009

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

07.01.2010 Désignation d'un rapporteur

21.01.2010 Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.02.2010
Loi du 2 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°41, page 636

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.10.2009
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

02.12.2009 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

02.12.2009 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.01.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.01.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.02.2010
Loi du 2 mars 2010.
Mémorial A: 2010, N°32, page 574

Personnel de l'enseignement fondamental

6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier deux dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. L'article 45 précité règle les conditions d'intervention dans l'enseignement fondamental du personnel enseignant et socio-éducatif

non repris par l'État et continuant donc à bénéficier du statut d'agent communal. Il prévoit que l'État participera sur base conventionnelle aux frais de rémunération de ces agents.

La première modification a pour objet de préciser les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 45 de la loi précitée du 6 février 2009. Il est explicité que le montant calculé des frais de personnel à charge de l'État ne peut pas dépasser le montant des frais de personnel à charge des communes. Il s'agit d'éviter ainsi que les frais de personnel à charge de l'État ne dépassent le montant réellement déboursé par les communes.

Chamber TV

weist all öffentlich Sitzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

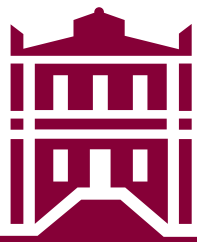
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*



Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. 6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
 - Déclaration de recevabilité
3. Ordre du jour
 - M. le Président, M. André Hoffmann
4. Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann
 - M. André Hoffmann
5. Ordre du jour (suite)
 - M. le Président
6. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Jacques-Yves Henckes
7. Ordre du jour (suite)
 - M. Jacques-Yves Henckes, M. le Président, M. Lucien Lux, M. Fernand Boden, M. le Président
8. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Jean-Louis Schiltz
9. 6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)
 - Vote sur la motion (adoptée)
11. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)

 - Exposé: M. Claude Adam
 - Exposé: M. Mill Majerus
 - Débat: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Motion: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, M. Claude Adam (motion renvoyée en commission)
12. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes
 - Exposé: Mme Lydie Err
 - Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann
 - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Claude Wiseler, Nicolas Schmit et Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés:

6101 - Projet de loi portant modification des articles L.243-1 à L.243-5 du Code du Travail

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des Chances, le 20.01.2010

6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Dépôt: Mme Lydie Polfer, le 20.01.2010

6103 - Projet de loi portant modification de l'article 353 du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.01.2010

6104 - Projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1) du Code du Travail
2) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

3) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

4) du Code d'instruction criminelle et

5) du Code pénal

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 25.01.2010

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.01.2010

6106 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de l'Inde, signée à Luxembourg, le 30 septembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 25.01.2010

6107 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.01.2010

6108 - Projet de loi portant modification de l'article 10 de la loi du 18 février 1885 sur les pouvoirs et la procédure en cassation

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2010

6109 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections parlementaires au Tadjikistan

Dépôt, à la demande de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 02.02.2010

3) Du 25 au 29 janvier 2010 s'est tenue à Strasbourg la 1^{re} partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté les six membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir: la présidente de la délégation, Mme Lydie Err; le vice-président, M. Norbert Hauptert, et les Membres effectif et suppléants Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, un débat d'actualité: Que peut faire l'Europe pour Haïti?; la situation au Proche-Orient; la lutte contre la traite des êtres humains: promouvoir la convention du Conseil de l'Europe; la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et l'identité de genre; la corruption judiciaire; le respect de la liberté des médias; augmenter la représentation des femmes en politique par les systèmes électoraux, dont le rapport de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes a été élaboré et présenté par Mme Lydie Err en sa qualité de rapporteur; rétention administrative des demandeurs d'asile et des migrants irréguliers en Europe; résolution des problèmes de propriété des réfugiés et des personnes déplacées; biodiversité et changement climatique, etc.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats de la susdite session Mme Brasseur est intervenue en sa qualité de Président

du groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe de l'APCE et que M. Huss a été nommé Président de la sous-commission du développement durable de la Commission de l'environnement, de l'agriculture, des questions territoriales.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (dix résolutions et dix recommandations) ont été distribués.

La 2^e partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 26 au 30 avril 2010. Elle sera précédée par la réunion de la Commission permanente de l'APCE qui se tiendra à Paris, le 12 mars 2010.

2. 6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 26. Januar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi Nummer 6102 vun der Madame Lydie Polfer, eng Ofännerung vum Ofdreiwungsgesetz.

Schleisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Ordre du jour

De 27. Januar huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgende modifizierten Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer, éischtens, de Projet de loi 6089 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental, nom Basismodell; dann eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Medienerziung souwéi eng Orientierungsdebat iwwert d'Medienerziung am Rapport 2009 vum ORK, nom Modell 1; an drëttens eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP iwwert d'Loungläichheet bei Mann a Fra.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer: éischtens, de Projet de loi 5718 iwwert d'Responsabilité pénale, nom Modell 1; de Projet de loi 6076, d'Unerkennung vun engem Protokoll vun der Mënscherechtskonventioun, nom Basismodell; an drëttens eng Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert d'Nanowëssenschaften, och nom Modell 1.

Freet een d'Wuert zum Ordre du jour?

Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech proposéieren eng Modifikatioun vum Ordre du jour, an zwar eng Ajoute. An zwar als Ajoute, eng Propositioun vun enger Resolutioun.

4. Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann

Dat, wat am Moment ugekënnegt ass mat der Dikrecher Brauerei, dat ass esou dramatesch fir déi Leit, déi betraff sinn a fir d'Regioun.

D'Fermeture vun engem Site an Entloosung, manifestement ouni eng valabel ekonomesch Begrënnung, ausser där, fir d'Benefisser, déi schonn héich sinn, nach ze steigern. An ech mengen, dass mir als Chamber an esou enger Situatioun eis Verantwortung missten iwwerhuelen.

An duerfir proposéieren ech an där Resolutioun d'Schafung vun enger Spezialkommissioun mat der Missioun - dat steet da méi genau natierlech am Text vun der Proposition de résolutioun -, fir déi Situatioun ze analyséieren, déi ekonomesch Situatioun, déi sozial Situatioun, a fir ze ënnersichen, wat fir eng Instrumenter dass mer am Moment hunn, fir kënnen ze intervenéieren respektiv wéi eng nei legislativ oder reglementaresch Instrumenter mer eis kënne ginn, fir op esou Situatiounen adequat ze reagéieren an d'Allgemengwuel virun onberechtigten Partikularinteressen ze sécheren.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant que

- la fermeture du site productif de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch et les licenciements massifs annoncés par la direction constitueraient non seulement un drame social pour les salarié/es concerné/es et leurs familles, mais aussi un grave préjudice pour le développement social et économique de la région, et seraient contraires à l'objectif d'une régionalisation cohérente du développement économique;

- le maintien d'une forte activité industrielle est vital pour l'avenir économique et social du Pays;

- ni l'évolution du chiffre d'affaires, ni celle de la demande, ni celle de la productivité, ni celle surtout des bénéfices de l'entreprise ne justifient la fermeture du site et les suppressions d'emplois;

- les licenciements seraient abusifs selon les termes mêmes de notre Code du Travail, puisque non fondés «sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise» (Art. L.124-11, (1));

- la population attend des responsables politiques et notamment de la Chambre des Députés une forte réaction qui soit à la hauteur des enjeux,

décide

- d'instituer, conformément à l'article 18 du Règlement de la Chambre des Députés, une commission spéciale, composée de représentants de tous les groupes et sensibilités politiques, et chargée des missions suivantes:

1. analyser en détail la situation économique de la Brasserie de Luxembourg et du groupe auquel elle appartient;

2. évaluer avec précision les conséquences sociales et économiques d'une fermeture du site;

3. examiner dans quelle mesure le cadre législatif existant permet des mesures d'urgence pour sauver le site, la production et les emplois;

4. élaborer des propositions d'élargissement du cadre législatif et réglementaire permettant d'intervenir rapidement dans des cas comparables;

5. définir une stratégie et un cadre juridique pour garantir la maîtrise de la société sur son développement social et économique.

(s.) André Hoffmann, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira.

5. Ordre du jour (suite)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann.

Kënne mer dës Resolutioun op den Ordre du jour vun dëser Woch huelen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann ass nach eng Wuertmeldung vum Här Jacques-Yves Henckes zum Ordre du jour.

6. Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Jo. Här President, ech wollt och froen, fir eng Motioun ze déposéieren, déi eng Motioun ass, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir

eng Stratégie d'achat, fir nohalteg ze kafen am Kader vun de Marchés publics, an och fir e Memo auszuschaffen un d'Administratiounen, wéi se sollten akafen. Well do brauch et e bëssen Hëllef.

Déi Motioun ass an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn. Ech hat proposéiert, datt déi eenzel Parteien déi kéinte mat ënnerstëtzen. An duerfir déposéieren ech se elo mat den Ënnerschrëften, also mat der Ouverture fir d'Signature vun deenen anere Parteien, wa se dat wëlle maachen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'État ne peut ignorer dans sa gestion quotidienne les objectifs de développement durable qu'il souhaite voir prendre en compte par les entreprises et les consommateurs;

- considérant que les dépenses de fonctionnement des administrations doivent apporter une contribution significative face aux défis environnementaux et sociaux;

- considérant que ces dépenses de fonctionnement doivent être économiquement et financièrement efficaces et contribuer au soutien des éco-produits et des écotecnologies;

- considérant que les administrations doivent établir les dispositions assurant la prise en compte des objectifs d'un développement durable dans le fonctionnement des services et des établissements publics placés sous leur responsabilité;

- considérant qu'il y a partant lieu d'établir une stratégie d'optimisation des achats éco-responsables de l'État et des communes incluant le but de réduire les frais de fonctionnement administratifs et les coûts de construction,

demande au Gouvernement

- d'élaborer une stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables.

(s.) Jacques-Yves Henckes, François Bausch.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été co-signée par MM. Eugène Berger, Fernand Boden et Roger Negri.)

7. Ordre du jour (suite)

An ech géif och natierlech froen, fir datt déi Motioun op den Ordre du jour vun dëser Woch kënn, an datt mer da kéinten doriwuer ofstëmmen; hoffentlech mat enger grousser Unanimitéit.

► **M. le Président.**- Den Här Henckes huet also hei eng Motioun déposéiert an e fret, ob déi op den Ordre du jour vun dëser Woch kënn.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Interruption)

Déi éischt huet fënnf Ënnerschrëften.

Här Henckes, hei si just zwou Ënnerschrëften drop. Dir musst also nach dräi Ënnerschrëften...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Ech hat proposéiert an der zoustänneger Kommissioun, datt se offe wier, fir datt déi aner Parteien, net nuren déi vun der Opposition, mä och déi vun der Majoritéit se mat kéinten ënnerschreien. Duerfir steet dat lech zur Verfügung.

Wann Der dat wëllt, da kënn Der dat maachen. Wann net, hu mer séier nach dräi Ënnerschrëften derbäi. Bis elo huet nach den Här Bausch mat ënnerschriwwen, mä déi aner...

(Interruption)

Mir woren alleguerten eens, fir et an deem Sënn ze maachen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Kommt, mer stëmme muer den Owend driwwer of. Um Enn vun der Sitzung muer stëmme mer doriwuer of.

► **M. le Président.**- Also, den Här Henckes huet elo déi Motioun hei deposéiert. Et ass also d'Méiglechkeet, datt nach do aner Kolleegen déi ënnerschreien.

Ech wëll just wëssen: Ass de Plenum hei domadder d'accord, datt mer iwwert déi Motioun diskutéieren, entweder haut oder muer?

(Interruption)

Den Här Lux, wann ech gelift.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech géif proposéieren, datt mer dat muer géife maachen um Enn vun eise Ordre du jour.

► **M. le Président.**- Ass d'Chamber domadder d'accord?

Den Här Boden, wann ech gelift.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Mir haten dës Motioun, wéi den Här Henckes gesot huet, an der Kommissioun. Mir waren do alleguer d'accord dermat. Se ass ëmgeännert ginn. Och de Minister huet säin Accord ginn. De Minister huet mer gesot, e wär extra haut heihinner komm, well e gesot kritt hätt, déi Motioun wär wahrscheinlech um Ordre du jour. Ech mengen, mir sollen dat direkt maachen. Dat misst a fënnf Minutte fäerdeg sinn.

► **M. le Président.**- Da géif ech, wann d'Chamber domadder d'accord ass, d'Wuert dem Nohaltegkeetsminister, dem Här Wiseler, ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wann Dir eens sidd, mir schléissen eis un, Här President.

► **Une autre voix.**- Maja.

► **M. le Président.**- Här Nohaltegkeetsminister, Dir hutt d'Wuert.

8. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Jo. Merci, Här President. Mir haten effektiv eng ganz interessant Diskussioun an der Nohaltegkeetskommissioun iwwert déi do Froestellung, wou et effektiv esou ass, datt een éischtens muss wëssen, datt eng ganz Rei vun deene Propositionen respektiv déi Aart a Weis, wéi mer ekologesch Marché-publicé maachen oder nohalteg Marché-publicé maachen, elo an der Gesetzgebung, déi mer 2008 geännert hunn, de toute façon dran ass. Dat heescht, de Prinzip hu mer an eiser Gesetzgebung. D'Méiglechkeete si momentan an der Gesetzgebung virginn.

Elo feelen awer, wann een dat wëllt an d'Praxis ëmsetzen, an dat war de Souci och vun dem Här Henckes a vun der ganzer Kommissioun, déi praktesch Uleedungen.

Déi éischt Uleedung, dat ass, fir am Fong ze soen, mir sollen e Memo ausschaffen, wéi een der öffentlecher Hand - deenen eenzelne Ministèren, mä awer och der Gemeng - ka soen, wéi se soll un esou Saachen erugeen. An do ass et och kloer, datt de Ministère wëllt esou e Memo ausschaffen.

Dat Zweet, dat ass, fir dann och déi eenzel Produkten an déi eenzel Aart a Weisen, wéi een nohalteg akeeft, dann och esou ze preziséieren. Do wësse mer, datt mer de toute façon schonn en ekologesche Leitfaden am Bau hunn, datt och dee fréiere Ministère de l'Environnement den „oekoToppen“ agefouert hat, mat darselwechter Zilsetzung, datt och am Portail des Marchés publics déi Methode mussen ugi sinn, wéi een domadder handelt. An dat muss an engem ganzen Ensembel zesummegefaasst sinn.

Dat ass am Fong dat, wat dës Motioun seet. An duerfir, mengen ech, ass se fir d'Regierung absolut akzeptabel an unhuelbar, a well mer op dee Wee souwisou wëlle goen.

Merci.

► **M. le Président.**- Wie wëllt soss nach zu dëser Motioun Stellung huelen?

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Also, ech weess net, wéi mer hei procedéieren.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ass den Här Henckes de Messenger, oder wat?

► **M. le Président.**- Gutt. Den Här Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Et ass jo scheinbar an der Kommissioun en Accord iwwert den Text vun där Motioun

hei. Duerfir géif ech mengen, datt mer den Text och sollen hei ausdeelen an datt mer en da solle stëmmen. Ech géif awer séier drëm bieden, datt an Zukunft, wa Motiounen aus de Kommissiounen erëmmen kommen hei an de Plenum, datt dat iwwert de Wee vun der Conférence des Présidents geet.

► **M. le Président.**- Gutt. Ech géif da vläicht proposéieren, datt déi Motioun elo ausgedeele gëtt an datt mer dann herno zum Vote iwwerginn. Ech géif da proposéieren, datt mer elo emol géife mam Ordre du jour virufueren.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6089 iwwert d'Personal am Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Berger, Adam a Kartheiser. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Gesetz vum 6. Februar 2009 huet de Stat d'Personal vum Enseignement fondamental iwwerholl. De Projet de loi 6089 handelt iwwert d'Dispositiounen vum Artikel 45 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Personal vum Enseignement fondamental.

E puer Donnéeën zu der Geschicht vum Projet. De Projet de loi ass de 24. November 2009 hei an der Chamber vun der zoustänneger Ministesch deposéiert ginn. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet de Projet den 30. November 2009 aviséiert. De Statsrot huet den 18. Dezember 2009 säin Avis ginn. An an der Éducatiounskommissioun ass de Projet de loi unanime den 21. Januar vun dësem Joer ugeholl ginn.

Dëse Projet de loi ännert op zwee Punkten den Artikel 45 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 ëm. Den Artikel 45 definéiert d'Relatiounen zwëschen dem Léier- an dem sozioéducativ Personal, déi net beim Stat agestallt sinn, d'Chargé-de-coursen also, déi am Statut vum Agent communal bei de Gemengen agestallt sinn.

Dës zwou Ännerungen betreffen: éischtens, beim zweeten Abschnitt vum Artikel 45 kënn derbäi, datt de Montant vun de Personalkäschte vun de Chargé-de-coursen - mir schwätze vu ronn 800 Leit, déi betraff sinn -, deen de Stat wäert bezuelen, net ka méi héich si wéi de reelle Montant, dee vun de Gemenge bezuelen ginn ass. Et ass evident, datt am Artikel 45 preziséiert ginn ass, datt d'Frais de rémunération vun de Chargéen iwwert d'Konventiounen tëscht dem Stat an de Gemenge geregelt sinn.

Déi zweet Ännerung mécht et méiglech, dass de Stat d'Part patronale vum Léier- a sozioéducativ Personal iwwerhëlt. Duerch d'Gesetz vum 6. Februar 2009 schafft dës Personal am Enseignement fondamental, an duerfir missten d'Gemengen dës Ausgabe bezuelen. Fir datt de Stat dës Part vun de Gemenge - mir schwätze vun enger Part patronale vun 20,33% bei de Pensiounen - iwwerhuele kann, kënn en neien Abschnitt 3 derbäi. D'Gemenge ginn also vun dëser Charge entlaascht, well den Enseignement fondamental elo ënner staatlecher Autoritéit ass.

De bestoenden Artikel 3 am ale Gesetz ännert net a gëtt elo den Alinea 4.

Dës Ëmännerungen triede fir d'Schouljoer 2009/2010 a Kraaft.

Als Ofschluss sief nach preziséiert, dass de Statsrot zu dësem Projet de loi säin Accord ginn huet. Ech géif deen och am Numm vu menger Fraktioun ginn, an ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauschert hutt.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech emol dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden méndlechen a schréftlechen Rapport. Gläichzäitig wëll ech kloerstellen, datt et sech bei deem Gesetzestext zwar em ee klengen an och technesch Text handelt, deen awer op deen zweete Bléck eng relativ grouss Bedeitung huet. Et geet hei virun allem em d'Finanzéierung vun Aarbechtsplazen am Enseignement fondamental, an indirekt do em gläich Unerkennung fir gläich Leeschtung.

Dat neit Gesetz iwwert den Enseignement fondamental ass virun engem gudden Joer hei an de Chamber gestëmmt ginn. Deemoos ass awer vergiess ginn, déi finanziell Bedeegung vum Stat an de Paie vum Schoul- an Erzéiungspersonal, dat net vum Stat iwwerholl gouf an am Virrang am Statut vum Gemengebeamte beschäftegt ass, ganz ze iwwerhuelen.

Dofir wäert d'Gesetz, esou wéi de Rapporteur et elo just a sengem Rapport erkläert huet, op zwee ganz prezise Punkte geännert ginn.

Esou gëtt am zweeten Ofsaz vum Artikel 45 preziséiert, datt d'Käschte vum Schoulpersonal, dat dem Stat ennersteet, net iwwert de Käschte vum Schoulpersonal, dat vun de Gemenge beschäftegt gëtt, leien däerf.

Doriwwer eraus gëtt en neien drëtten Ofsaz an d'Gesetz vum 6. Januar 2009 geschriwwen. Et gëtt festgehalen, datt de Stat bei der Berechnung vun esou enger Bedeegung an de Käschte vum Schoulpersonal mat Gemengestatut déi ganz Part patronale vun de Pensionne mat abezitt an datt dat och mam Akraaftriede vun deem Gesetz, dat heescht op de 15. September 2009, a Kraaft trëtt.

Et wor am Virus schonn erkläert ginn, et muss ee wëssen, datt d'Part patronale bei de Gemengen bei 20,33% läit an domat bedeitend méi héich ass wéi bei de Fonctionnaires beim Stat.

Här President, Dir gesitt also, datt et bei deemem Projet net einfach just drëms geet, e Gesetz, dat net perfekt wor, unzepassen, mä datt et vill méi drëms geet, datt, éischens, d'Finanzéierung vun de Paie vum Schoulpersonal mat Gemengestatut korrekt geregelt a geséichert ass, an, zweetens, datt sech d'Gemengen an de Stat op eng gerecht Aart a Weis un deene Käschte bedeelegen.

An deemem Sënn gëtt dem Leitmotiv am Gesetz vum Enseignement fondamental Rechnung gedroen, nämlech eng stabil Basis schafe fir eng fair a vertrauensvoll Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen. De Stat weist deemno mat deemem Gesetzesprojet, datt hien och a wirtschaftlech schlechten Zäiten, déi vun Onsécherheet bestëmmt ginn, seng Verantwortung iwwerhëlt an de Gemengen an hirem Personal zur Säit steet.

Erlaabt mer, Här President, all deene Leit e grouse Merci vun der CSV-Fraktioun auszudrücken, déi bei deeser schwiereger Ëmsetzung vum neie Grondschulgesetz mat vill Engagement a Kompetenz bäigedroen hunn, der Grondschul an neien Élan ze ginn. Et sinn d'ëst Mataarbechter vum Éducatiounsministère, d'Schoulpersonal, d'Elteren an och d'Gemengen.

Aus all deesen Iwwerleeungen eraus ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a bieden lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, deesen Text och ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Eicher Merci. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Jo. Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerze Bericht. Hei handelt et sech em, ech géif soen, technesch Aspekter zu deem Schoulgesetz. A meng Fraktioun wäert hei och hiren Accord ginn.

Ech wëll awer nach eng Kéier trotzdeem rappéléieren, datt mer deem ganze Gesetz d'lescht Joer net zougestëmmt haten, well mer do weiderhin och nach Bedenken hunn, enner anerem mat deem Prinzip, datt elo d'Nominatioun vum Personal net méi vun de Gemengen, mä vum Stat gemaach gëtt.

Mir haten och deemoos gesot, datt mer onbedéngt e Schouldirekter an eise Grondschoule brauchen. Dat si Positiounen, déi mer och weiderhi wäerte verteidigen. An ech sinn och iwwerzeegt, datt mer an Zukunft wäerten nach déi eng oder aner Kéier iwwert dat Gesetz hei léigiféieren, well et muss nogebessert ginn.

Dat gesot, géif ech awer den Accord dann zu deenen zwee prezise Punkten hei vu menger Fraktioun hei erabrëngen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Berger Merci. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi méndlechen a säi schréftlechen Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. le Président.**- An och Merci dem Här Adam. An als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 6089 kann d'ADR och d'accord sinn. Ech wëll awer och vläicht soen hei direkt, datt et e Projet ass, deen dorauer resultéiert, datt dat Gesetz vum 6. Februar 2009 net anstänneg preparéiert war. Soss wär et jo elo net néideg, hei déi Korrektur nodréiglech ze huelen.

An net nëmmen a sengen administrativen Aspekter wor dat Gesetz net anstänneg preparéiert, mä och a senger pedagogeschen Aspekter. Mir haten hei schonn e puermol driwwer geschwat.

Mä wa mer scho vum Personal schwätzen, wat an de Schoule schafft, da wëllt ech awer d'Geleeenheet huelen, fir d'Madame Minister op d'Situatioun vun de Chargé-de-coursen unzschwätzen. Mir hu verschidde Kategorien an där vu Chargé-de-coursen - mir hunn der, déi fir de Stat a fir d'Gemenge schaffen; mir hunn der à durée déterminée, à durée indéterminée -, an et wär ganz interessant, vläicht och emol gewuer ze ginn, wéi dann déi statutaresch Froen an deem Zesammenhang vun der Regierung gesi ginn.

A wa mer schonn d'Chance hunn, hei iwwer eis Schoulen ze schwätzen, well et ass e wichtege Sujet, da wëllt ech awer och déi Froen eng Kéier opwerfen, déi vu grousser Aktualitéit ass. An dat ass déi vun all deene jonke Leit, déi d'Schoulen ofbriechen, ouni Diplomer ze hunn. A wann d'Madame Minister hei d'Wuert hält herno, da kéint se eis och vläicht eng Kéier soen, wat se gedenkt ze maachen, fir där Situatioun Här a Meeschter ze ginn. Ech wëll just och feststellen, datt ënnert deene jonke Leit, déi d'Schoul ouni Diplomer ofbriechen, eng ganz héich Zuel virun allem och vu Jongen ass.

Eng lescht Fro, an ech profitéieren heivunner, fir déi do Froen ze stellen, dat ass dee „Boys' day“ a „Girls' day“ deen elo organiséiert gëtt an nächster Zukunft. Ech froe mech, wann do e puer honnert Kanner deelhuefen, wéi eng Konsequenzen dat huet op de Schoulbetrieb an op déi aner Kanner, déi net do deelhuefen; wéi dat organiséiert ass.

Et wär sécher gutt - an do wär et interessant, der Madame Minister hir Meinung ze héieren -, fir dat vläicht op fräie Mëtter - oder gëtt dat gemaach? - oder a Schoulvakanzen ze organiséieren, fir datt de Schoulbetrieb net gestéiert gëtt duerch esou Initiativen an deem dote Genre.

Voilà! Ech si gespaant op Är Äntwerten. Ech soen lech villmoos Merci.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ass dat eng Froestonn hautdesdags?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An elo huet... Neen, elo kënt d'Madame Ministesch drun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir kommen ni zu Wuert.

(Interruption)

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här Gibéryen.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe Merci dem Rapporteur an och menge Virriedner. Dat Gesetz, e klengt Gesetz, wat de Mëtteg d'Chamber wäert da stëmmen, dat ass effektiv technesch. Ech wollt just e puer Prezisioune ginn.

Am Prinzip ass et jo esou, dass an der Grondschul alleguerten d'Leit, déi intervenéieren, vum Stat ugestallt sinn. Si sinn iwwerholl ginn an also och vum Stat bezuelt ginn, ausser déi Leit, déi aus verschiddenen Ursachen nach bei de Gemengen ugestallt sinn. An, fir dass déi kënnen an der Schoul intervenéieren, gi Konventiounen mat der Gemeng gemaach.

Dat heescht, mir hunn... De Stat huet elo säit der Rentrée ronn 800 Chargéen iwwerholl, déi virdru bei de Gemengen e Kontrakt haten. Déi sinn elo beim Stat à durée indéterminée agestallt. Da sinn e puer eenzel Chargéen, déi aus perséinlechen Ursachen net wollten iwwerholl ginn, déi bleiwen da bei der Gemeng.

An dann hu mer eng zweet Kategorie. Dat sinn déi, déi Fonctionnaires communales waren. Dat sinn haaptsächlech déi zweete Intervenanten am Précoce. Dat si jo keng Schoulmeeschteren a Léierinnen, mä dat sinn Éducateuren. Déi haten e Statut als Fonctionnaire communale. A fir déi ze iwwerhuelen, mussen mer en extrat Gesetz maachen, well do mussen d'Carrière gekuckt ginn, fir dass déi ugepasst ginn zwéshent der Gemeng an dem Stat, fir dass d'Leit an der Carrière net ze vill en Duerjernee kréien.

An dat sinn... Duerfir hu mer de Gemenge Konventiounen geschéckt, fir dann alleguerten déi Leit, déi elo nach intervenéieren an der Schoul an nach e Statut hu vun der Gemeng, dass mer de Gemengen déi Fraisé kënnen rembourséieren.

An do steet am Gesetz vum Januar 2009, dass de Stat dat bezilt, wat e géif bezuelen, wa se beim Stat wäeren. A vu, dass awer d'Gemenge vill méi eng héich Contributioun an d'Caisse de prévoyance vun de Fonctionnaires an Employés communaux, an dat da méi gëtt wéi dat, wat de Stat géif bezuelen, wa se beim Stat ugestallt wäeren, hu mer dann elo décidéiert, mir géifen dann de Gemengen alles rembourséieren. Dat heescht, déi 20,30%, déi d'Gemeng muss bezuelen an d'Pensionskeess vun de Fonctionnaires communaux, déi géif de Stat dann de Gemengen och mat fir de Calcul en compte huelen.

Dat do ass et, den Objet vun deemem Gesetz. A méi ass et och net. Wat d'Chargéen ugeet - wéi gesot, ech mengen, ech hätt dorobber geäntwert -, déi sinn iwwerholl gi vum Stat; alleguerten déi, déi sech ugemellt hunn.

An da gëtt et effektiv eng Rei Leit, déi en neie Kontrakt hunn: Chargés à durée indéterminée. Dat sinn déi Leit, déi ersetze ginn. Dir wësst, dass mer Leit sichen, déi ersetze ginn, well mer e Mangel u Remplaçanten hunn. An ech mengen, dass mer dat alles no de Regele vun der Fonction publique, wéi dat muss sinn, esou maachen.

Wat d'Fro vun... Wat zwar näischt mam Gesetz ze dinn huet; mä all Fro ass jo ëmmer gutt an all Kontext. Mir beméien eis fir d'Décrocheuren. Ech mengen, mir ginn all Joer e Rapport eraus, wou mer do dru sinn. D'ALJ suivéiert déi jonk Leit. Mir kucken, se zréck an d'Schoul ze kréien. Mir hunn de Projet École de la deuxième chance. An ech denken, ee wichtege Usaz ass deen, fir eis Kanner esou opwuesen ze loossen, dass se esou mann wéi méiglech Échecher hunn an dass mer se guer net aus der Schoul fortgoe loossen ouni Certificatioun.

A wat den „Girls' day, Boys' day“ ugeet, ass dat ee feste Bestanddeel säit Jore vun der Lëtzebuerger Schoul. Et gëtt och... Et ass eng Evoluitioun regelméisseg gemaach. Do gëtt och ëmmer erëm gesot, wéi interessant a wéi wichteg dass et ass, well jo d'Oriëntatioun vun de Jongen an de Mee-

dercher awer och eng Aufgab ass vun der Schoul, fir hinnen ze weisen, wat et am Beruff vu Méiglechkeete gëtt. An deenen zéng Joer, säit et dat gëtt, ass d'Schoul do-duerjer net perturbéiert ginn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci, Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dese Projet de loi ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Also, ech géif lech bieden ofzestëmmen.

De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6089 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Paul-Henri Meyers), Ali Kaes (par M. Fernand Boden), Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Lucien Thiel), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

10. Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)

Ech géif da proposéieren, vu datt Der elo alleguerten déi Motioun ausgedeelt kritt hutt vum Här Henckes a vu datt d'Regierung mat där Motioun d'accord ass, datt mer direkt doriwwer och nach géifen ofstëmmen. Vu datt do e grouse Konsensus ass, ginn ech dervun aus, datt mer mat engem Vote par main levée kënnen ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär domadder déi Motioun mat der Unanimitéit vun der Chamber ugeholl.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Aktualitéitsstonn, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Medienerzéiung ugefrot huet, an duerno eng Orientéierungsdebatt iwwert deesen Aspekt vum Rapport 2009 vum ORK. D'Riedezäit ass folgendermoos festgelaucht: Hei gëtt d'Riedezäit souwuel vun der Heur d'actualité wéi vum Débat d'orientation zesummegezielt. An et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Ber-

ger, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam, den Här Colombara an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo deen honorabelen Här Claude Adam als Vertrieber vun der Fraktion vun deene Gréngen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

11. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias

et

Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)

Exposé

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President. Eng Welt ouni Medie kann ee sech haut kaum méi virstellen. Moies gi mer eventuell duerch de Radio waakreg gemaach, liesen dat Wichtigst vum Dag virdrun an der Zeitung, ginn eng Äntwert op eng SMS oder eng E-mail, ruffe mam Handy anzwousch un, an et soll Kanner ginn, déi moies schonn, ier se an d'Schoul ginn, Mickey-Mais oder aner Saachen op der Tëlee kucken oder iwwer DVD oder Computer.

Fir awer net ze vill an d'Negatiivt ze falen, well mir der Meenung sinn, datt d'Medien am Prinzip eppes ganz Positives sinn, well ech dee positiven Expositant hei - d'Maus - mat an de Sall kucke loosse.

Ee flotten Abléck an den Émgang mat de Medie gétt zum Beispill eng Ceps-Etüd vum Mee 2009. Hei gi mer gewuer, datt méi wéi 20% vun de Kanner tëschent sechs an zéng Joer all Dag méi wéi dräi Stonnen d'Tëlee kucken. Bei de Kanner vun eef bis 16 Joer sinn dat souguer wäit iwwer 30%.

Video oder DVD gétt vu 84% vun de Kanner a Jugendleche genotzt. Émmerhin nach ronn 65% vun hinne lauschtere Radio, géint allerdéngs 90% bei den Erwuesenen. An déi Jonk interesséiere sech beim Radio natierlech fir d'alleréischte fir d'Musik. An et ass anscheinend och esou, datt et jee no Milieu eng Präferenz fir Rock a Pop respektiv fir Techno, Funk, Rap, Hip-Hop a Soul gétt.

Ënnerscheeder zu den Erwuesene gétt et och, wat d'Notze vun der geschriwwener Press uegt. D'uebel esou vill Erwuesener wéi Kanner lese regelméisseg d'Zeitungen an d'Zätschrëften. An dat ass och net weider verwonnerlech, well d'Kanner jo emol fir d'éischt musse gutt Lieser ginn. An den Interessi un Informatioun ass jo net onbedingtprioritär fir Kanner.

A wann ee sech och oft driwwer beklot, datt d'Kanner net genuch Bicher lesen, da freet et mech awer feststellen, datt Kanner bis 13 Joer, datt d'Kanner bis 13 Joer nach ëmmer däitlech méi lese wéi d'Erwuesener. Eréischt d'Alterskategorie vun deene 14-jährege passt sech dem relativ déiwen Niveau vun interesséierte Bicherleser am Erwuesenenalter un. Dat Bild deckt sech iwwerengs och mat den Erkenntnisser vu PIRLS a PISA.

Laut Stater waren 2008 ronn 83% vun den Haushalter mat engem Computer equipéiert an 80% haten een Internetuschloss. Mir leien do mat de skandinavische Länner am Spëtzelopelton, och wat d'Vitesse vun der Connexion betrëfft. Am Rapport vum ORK steet, datt zu Lëtzebuerg déi meeschte Kanner hiren éischten Handy oder souguer PC géife kréien, ier se néng Joer al sinn.

Här President, ech mengen, datt schonn eleng dës Zuelematerial däitlech drop hiweist, datt haut den Émgang mat Medien a Medieninhalte eng Basiskompetenz, eng transversal Kompetenz, eng Schlüsselqualifikatioun ass, genee wéi Liesen a Schreien. Net all Mënsch mécht dat gutt, mä eben esou gutt, wéi e kann, an dat ass jo och u sech kee Problem, soulaang wéi een doduerch net a Gefor kennt oder Désavantages huet.

Ee Mënsch, dee kompetent mat Medien ëmgeet, notzt d'Medie verantwortungsbewusst a kritesch. En ass capabel, sech déi Medien an déi Inhalter erauszuesichen, déi e grad brauch. E weess och, dass e Medie fir verschidden Zwecker a verschiddenen Situatiounen hëlt, fir sech ze informéieren oder ze amüséieren, fir ze kommunizéieren, ze kreéieren a fir ze léieren.

D'Leit mussen eng Rei technesch Kompetenzen hunn, fir Medien a besonnesch déi méi modern Medie kënnen ze gebrauchen. D'Mënsche si sech deene Saachen net ëmmer esou bewosst an och net de Geforen, déi sech verstoppen, wann een net genee iwwer Medie Bescheed weess, oder iwwer déi legal an illegal Saachen, déi mat Medie gemaach ginn.

Engem mediekompetente Mënsch fällt et méi liicht, eens ze gi mat eiser Welt, déi vu Medie matgeformt gétt. Nëmme ee gutt informéierte Mënsch ass capabel, gutt Décisiounen ze huelen. Nëmme ee gutt forméierte Mënsch ka sech weiderbilden a Schrëtt hale mat der Entwécklung. Nëmme ee Mënsch, dee geléiert huet, mat de Medien ëmzuegoen, ka sech artikuléieren a Messagen ënnert d'Leit bréngen. Nëmme déi Elteren, déi wëssen, wéi Medie funktionéieren, kënnen hir Kanner viru Mëssbräich a Geforen, déi vu Medien ausginn, schützen.

Am Rapport vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand liest een, wéi esou Geforen ausgesinn. Et geet Rieds vun ze vill Televisioun a vun Inhalter, déi net altersgerecht sinn. Mir deelen d'Vuë vum ORK, datt d'Televisioun an de Computer besser an der Stuff sti wéi am Kannerzëmmer. Et soll den Elteren net egal sinn, wat hir Kanner op der Tëlee kucken oder um Computer maachen, an och net wéi laang se dat maachen.

Den Handy ass haut méi ewéi en einfach Kommunikatiounsmëttel. Am Rapport vum ORK steet: «Les établissements scolaires semblent avoir perdu la guerre contre les appareils de téléphonie mobile.» Mir mengen, datt et méi sennvoll wier, wann d'Schoule sech intensiv géife mat dem Sujet Medie befaassen an net ee Krich géint se féieren. Esou ee Krich kann d'Schoul net gewinnen. Fir net falsch verstanen ze ginn: Och mir sinn duerchhaus der Meenung, datt een zäitweist Verbuet vu GSM an der Schoul ee valabelt Mëttel ass, wann eng éierlech Ausernanersetzung domat stattfonnt huet.

Nei an der Diskussioun iwwer gewalttätteg Verhale bei Kanner a Jugendlechen ass den Cyberbullying, eng Aart Mobbing mat Hëllef vun Internet oder GSM. Dës ass eng besonnesch hannerléschteg Form vu Gewalt géint Einzelner, well se dem Täter d'Gefill gétt, hie kéint anonym engem anere Mënsch schueden, a well d'Affär d'Gefill kritt, hatt kéint sech ëmsou méi schlecht wieren. Déi Gefiller si glécklecherweis net déi ganz Wourecht.

Cyberbullying riskéiert och een eegestänneg Liewen ze kréien, well den Internet näischt vergësst, an do kann eng Lawin lassgetrëppelt ginn, déi an der Form ursprüngelech vläicht guer net esou gewollt war.

Online-Spiller - heescht et weider am Rapport vum ORK - kënnen süchtg maachen. Online-Plattforme kënnen méi schéi gi wéi dat wierklecht Liewen. Besonnesch Jonker, awer bei wäitem net nëmme si, setzen Allmëgleches an Onmëgleches op den Internet, op Facebook, YouTube, Twitter an esou weider.

Et geet Rieds vu kommerzielle Praktiken um Internet, déi sech speziell u Kanner adresséieren, an den ORK freet sech zu Recht, ob ee Gesetz duergeet, fir d'Kanner ze schützen.

An ee besonnesch trauregt Kapitel vun Internetkriminalitéit ass mat Sécherheet d'Ausnotze vun de Mëglechkeeten, déi Internet bitt, fir aus pedopornographeschem Material Geld ze maachen. Wann dann d'Police zum Beispill probéiert erauszefannen, wou ee Server steet, vun deem aus Biller oder Filmer mat pedophilem Inhalt an d'Netz gesat ginn, dann ass an deene sielenste Fäll de Schëllegen hei zu Lëtzebuerg ze fannen, mä da geet d'Spur meeschtens a Länner, wou guer keng Kontroll ass oder et keng legal Basis gétt, fir géint esou Krimineller virzegoen.

Hei ass d'international Communautéit gefuerdert. Begréissenswäert an ee wichtege Wee, d'Internetkriminalitéit ze bekämpfen, ass déi international Zesummenaarbecht. An esou ginn dann och regelméisseg, dank Netzwierker wéi LISA Stopline - ze fanne bei Lëtzebuerg Safer Internet - Perquisitiounen duerchgefouert.

Sinn d'Medien also geféierlech?

Esou pauschal kann een net soen, datt d'Medie geféierlech sinn, mä et ass eng Tatsaach, datt mat de Medien an iwwer Medie Saache méiglech sinn, déi geféierlech sinn.

Et ass eng Gefor fir d'Gesondheet vun engem Kand, wann et all Dag sechs Stonne virun der Tëlee oder virum Computer verbréngt. Et ass och en Zäitverloscht, well déi Stonne fir léieren, liesen, spillen, verluer sinn an do néideg wieren.

Et ass och eng Haltung, déi schlecht ass fir d'Entwécklung vum Kierper oder fir de Réck a fir d'Aen.

Déi Jonk riskéieren de Bezuch zum richtige Liewen ze verléieren, well an der richteger Welt net alles esou einfach mat engem Knäppche kann ewechgedréckt gi wéi beim Computer.

Iwwer den Handy kann ee Leit kujenéieren, iwwer Mail kann ee Viren a Spame schécken. A Filmer oder Videoe kann ee Gewaltzeenen an aner Zeene weisen, déi net fir Kannerae sinn.

Mä Medie brauch een och, fir sech ze informéieren, Texter ze schreien, Filmer ze kucken, Norichten ze lauschteren, Musek ze genéissen, Hausaufgaben ze maachen, Mailen ze schécken, Fotoen ze géieren. Medie sinn omnipresent, si gehéieren zum Alldag. Mir wëllen a musse se notzen.

Elteren, Schoulpersonal an Éducateuren an Éducatricë sinn oft onsécher am Émgang mat Medien. Si wëllen net, datt d'Kanner ze vill Medie consommeieren. Si wëllen och wëssen, wat do leeft. Mä éierlech: Wie vun eis weess da genee, wat seng Kanner kucken a lauschteren, mat wem se chatten oder ob Videoe vun hinnen op YouTube sinn?

Déi Meescht vun eis wiere frou, wa se méi iwwer d'Medie Bescheed wësst an dann hir Kanner a Jonker besser kéinten am Émgang mat Medie begleeden. Déi Saach huet awer een Hick: Iwwer Medie léiert een näischt an der Schoul. An nach méi schlëmm ass, datt och Enseignanten an Éducateuren rose wéineg an hirer Ausbildung op deem Gebitt mat op de Wee kréien.

Duerfir ass et gutt a begréissenswäert, datt den ORK hei de Fanger op deen Émstand geluecht huet.

Et gétt Plaze, wou ee sech kann als Elteren oder Léierpersonal informéieren, mä déi Informatioun bezéie sech dacks nëmme op de Beräich Multimedia, also de Computer mat all senge Mëglechkeeten. An deem Beräich war d'Entwécklung vun der Technik a Software besonnesch rapid an ass u villen Elteren an Erzéier laanschtgelaft.

Zu Lëtzebuerg gétt et wéineg Mëglechkeeten, fir eppes iwwer Medie bäizeléieren, obschon mer all Dag Medie benotzen.

Den Ombudscomité fuerdert, et soll eng ganzheetlech Medienerzéiung zu Lëtzebuerg kommen, also ee Konzept, deen all déi Beräicher ëmfaasst, an deene Kanner sech ophalen.

Fir d'Schoul, awer och d'Crëchen, d'Maisons-relais an d'Jugendhaiser, an ech bedauern och an deem Kontext - ech hat mer et eigentlech gewünscht, datt och d'Madame Familljeminister hei wär -, wou iwwer d'Kompetenze fir Kanner a Jonker geschwat gétt, misst e Genre Programm opgesat ginn, an deem steet, wat ee wéini a wéi engem Alter mat Kanner iwwer Medie léiere kann a wat Kanner a Jonker wéini wësse mussen, fir Medie kënnen ze benotzen a fir egen Zwecker anzusetzen.

Duerfir brauche mir eng Éducation aux médias, an duerfir solle mir eis dofir interesséieren, wat d'Mediepedagoge soen.

Här President, schonn am Januar 1982, also laang ier Internet a GSM ee Massenphänomeen gi sinn, huet et an der Grünwald-Deklaratioun vun der UNESCO

iwwer d'Medienerzéiung geheescht: „We live in a world where media are omnipresent.“ A schonns an dëser Deklaratioun ass eng Basis fir eng international Mediekompetenzdebatt geluecht ginn.

Haut sinn d'Expertë sech eens iwwer d'Richtung vun der Mediekompetenzentwicklung a fuerderen, datt d'Mediepedagogik eng fest Plaz an der Schoul kritt, datt och an anere soziale Beräicher all bertrafend Personal eng Weiterbildung zu mediepedagogeschen a medienerzéiereschen Theme sollt kréien, datt d'Fuerschung an Netzwierker eng wichtige Roll spille bei der Weiderentwicklung vu Mediekompetenz an datt eng international Zesummenaarbecht extrem wichtig ass.

D'Europaparlament geet scho laang an déiselwecht Richtung. Nach virun e puer Wochen ass en Dokument veröffentlecht gi mat enger Matdeelung vum europäesche Kulturausschoss vum Dezember 2007. Dësen Ausschoss wënscht sech eng gemeinsam Europapolitik am Beräich vun der Mediekompetenz.

An och d'Europäesch Kommissioun hat an enger Studie d'Feld vun der Mediekompetenz beschriwwen an d'Mëglechkeete vun enger Mediekompetenzentwicklung opgewisen. An dobäi ass dann den Term och vun „media literacy“ festgehalen ginn.

Dës Etüd weist an hirem „final report“ vum Oktober 2009 op eng Rei Aspekter hin, déi ëmmer erëm erëmkommen an déi awer wichtig sinn: d'Präsenz vu Mediepedagogik an de Schoulen, d'Aus- an d'Weiterbildung vum Léierpersonal, d'Aus-schaffe vun didaktischem Material, Ënnerstützungs- an Orientierungssystemer, d'Öffentlechkeetsaarbecht an d'Sensibiliséierung vun de Leit, d'Evaluatioun vu Mediekompetenz, d'Roll vun de Regulateuren am Mediesecteur, eng méi aktiv Roll vun de Presseorganer, d'Deelhuelen un internationalen Netzwierker, d'Abeséie vum familiären Émfeld.

Als negativ Facteuren um Wee zu enger „media literacy“ gétt ugefouert, datt et u gemeinsame Visiounen feelt, datt et kulturell Barrière gétt, datt et net genuch europäesch Netzwierker gétt an datt lokal, regional an national Initiativen, déi zwar gutt sinn, awer net bekannt genuch sinn, an datt et ee Mangel u Koordinatioun vu Mediepedagoge gétt.

Här President, wéi gesäit d'Situatioun dann elo zu Lëtzebuerg aus?

Schon den 13. Juni 2002 hat d'Chamber d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, fir ënner anerem iwwer d'Schaffung vu spezifesche Formatiounen am Mediebereich an iwwer Sensibiliséierungsmoossname géint d'Gewalt an de Medien nozedanken.

Zënterhier hunn eng ganz Rei Verwaltungen sech ëm Medienerzéiung beméit. Net manner wéi fënnf Ministère befaasse sech direkt mat de Medien. De Ministère de l'Éducation nationale, besonnesch mam SCRIPT an dem CTE, dem Centre de technologie de l'éducation, de Familljeministère, an hei speziell den SNJ, de Kulturministère mam Centre National de l'Audiovisuel, de Wirtschaftsministère, ënner anerem mam Beräich Sécherheet an Internet an dem extra ageriichte Portal Cases.lu, an de Service des Médias et des Communications vum Statsministère.

Fir si alleguer spillt d'Weiderentwicklung vun de Kompetenzen am Mediebereich vun der Lëtzeburger Populatioun eng méi oder manner wichtige Roll.

Här President, et ass mer onmëglech op all Initiative vun all Ministère anzugehen. Ech wëll awer ervirsträchen, datt den Éducatiounsministère an de Familljeministère zënter enger ganzer Rei Jore Weiterbildung am Mediekompetenzbereich ubidden. Souwuel de SCRIPT wéi den SNJ bidden eenzel Weiterbildungen un, an, wat eigentlech nach am beschten ass, si bidden de Schoulen an dem Léierpersonal d'Mëglechkeet, selwer spezifesche Weiterbildungen unzefroen.

Bis mer eng Kéier esou wäit sinn a Bausätz vu Formatioun ubidden, déi e strukturéierten Opbau hunn an och mat ECTS-Punkte belount ginn, dat schéngt nach e wäite Wee. An esou schéngt et och am Moment leider oft virzekommen, datt Weiterbildung am Mediekompetenzbereich zwar

oft ugebuede gëtt, awer net ofgehalé gëtt, Faute de combattants.

De SCRIPT huet och eng Zesummenaarbecht mam nationale Programmrot ugefaangen. Ech hu mer soe gelooss, et géif Kontakte mat der Landesmedienanstalt Rheinland-Pfalz an den Unie vu Paderborn a Bielefeld ginn.

De MEN bitt op sengem Internetportal „mySchool!“ didaktescht Material un, ënner anerem och Proposen, fir direkt am Unterrecht ëmzesetzen. De Centre de technologie de l'éducation, deen aus dem fréieren Office du film scolaire ervirgaangen ass, stellt dem Léierpersonal Medien a Medieninhalter zu Unterrechtzwecker zur Verfügung.

Här President, et geschitt also viles am Beräich Medien zu Lëtzebuerg, an awer mussen mer feststellen, datt et zu Lëtzebuerg nach keng theoretesch fundéiert an zesummenhängend Beméiunge gëtt, fir Mediekompetenz bei Elteren, Erzieher, Léierpersounen a Kanner ze entwéckelen. Et ass awer just dat, wat mir géife wichteg fanne a wou mer mussen drop hischaffen.

Fir d'Schoulen heescht dat, datt d'Léierpersonal soll duerch eng gezielte Weiterbildung léieren, Medie beim Plange vun Unterrechtseenheeten anzebeziehen. De sënnavollen Asaz vu Medie muss als Grondkompetenz erléiert ginn a kann duerno fächerspezifesch ausgebaut ginn.

Och d'Vermëttle vun de Grondkenntnisser am Projektmanagement gehéieren an d'Grondausbildung an an d'Weiterbildung vum Léierpersonal. An deem Sënn wier et gutt, wann an all Schoul ee Grupp vun Interesséierte géif bestoen, dee sämtlecht Léierpersonal bei hire mediale Beméiunge géif ënnerstëtzen.

De Problem an eise Schoulen ass haut nëmme méi seelen deen, datt d'Schoulen net gutt genuch équipéiert sinn, mä éischer deen, datt ëmmer nach ze vill Leit kee kloert pedagogesch Konzept hu fir den Asaz vu Medien, respektiv aus Angscht virun technesche Problemer den neie Medien aus dem Wee ginn.

Interessant ass och ee Bléck op déi verschidden Homepagen an eise Schoulen. Hei kritt een e bëssen en Abléck, wat fräi, onofhängeg an engagéiert Aarbecht ka leeschten - oder eben net ka leeschten.

Fir d'Schoule géife mir eis kuerzfristeg wënschen, datt ee Grupp vu qualifizéierte Leit, déi elo schonns Medieprojeten ënnerstëtzen, zesumme mat Experte géifen een Terminkalenner ausschaffen, wéi mir am Mediekompetenzberäich wëlle virgoen. Datt minimal Kompetenzen, déi d'Kanner an déi Jugendlech sollen hunn, definéiert ginn a Bestanddeel vum Plan d'études ginn. Datt d'Léierpersonal duerch eng Informatiounscampagne soll op d'Wichtigkeet vum Thema Mediekompetenz opmierksam gemaach ginn. Datt eng Bestandsopnahm vun den aktuell existéierende Medienaktivitéiten am Kanner-, Jugend- a Schoulberäich sollt gemaach ginn.

Mëttelfristeg hätte mer gär, datt d'Angebot u Weiterbildung fir Léierpersounen, Schoulen, Gemengen, Jugendbetreier, Erzieher weider soll ausgebaut a besser strukturéiert ginn. Datt an der Grondausbildung vun all deene Leit, déi mat Kanner a Jugendleche schaffen, Mediekompetenz e feste Bestanddeel vun der Formatioun ass. Datt Enseignanten, déi elo schonns intensiv mat Medie schaffen, eng Beschreibung vun hire Projeten op enger gemeinsamer Homepage, zum Beispill bei „mySchool!“, kënnen a solle veröffentlechen.

Laangfristeg géife mer eis da wënschen, datt mer och géife minimal Kompetenzen am Beräich Medien definéieren, déi Léierpersounen müssen hunn, wa se gären am Enseignement fondamental oder am Secondaire enseigner. Datt mer Mindestforderunge festleeë fir Medieprojeten an de Schoulen: kloer Definitioun vum pedagogesch Hannergrond,...

► **M. le Président.**- Här Adam, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen. Dir hutt am Ganze 17 Minutten.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, dann hat ech lech falsch verstanen. Ech sinn dervun ausgegangen, datt ech 17 Minutten hätt an déi zéng Minutte vun der...

► **M. le Président.**- Jo, ech hunn hei...

(**Interruption**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Dat si 25 Minutten.

► **M. le Président.**- Dann huet hei d'Sekretariat sech getäuscht.

(**Brouhaha**)

Well hei sti just 17 Minutten. Mä da fuert emol virun, Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President.

Also laangfristeg géife mer eis ebe wënschen, datt och déi Projeten am Medieberäich misste méi kloer definéiert ginn, och hire pedagogesch Hannergrond, d'Evaluatioun duerch Experten, regelméisseg Informatioun iwwert de Fortgang vu Projeten an datt d'Zesummenaarbecht mat anere staatlechen Instanzen, déi am Beräich Mediekompetenz schaffen, sollt verdéift ginn.

Medienerzéiung ass eng gemeinsam Aufgab vu Schoul, Crèche, Jugendberäich an Elterehaus. Familljeministère an Éducatiounsministère hu scho vill Aarbecht gemaach, mä et bleift der nach vill ze maachen. Mä et sinn och aner Ministère am Spill, an hei sinn d'Hausaufgaben och nach net gemaach.

Eng éischt Feststellung a Kritik geet un de Kulturministère. Am Gesetz iwwert de Centre National de l'Audiovisuel, den CNA, vum 18. Mee 1989 steet bei de Missiounen am Artikel 2, drëtter Punkt: «d'initier le public à la connaissance et à l'usage des moyens de communication audiovisuelle à des fins culturelle et éducative».

Dat ass näischt anescht wéi Medienerzéiung am audiovisuelle Beräich. Leider nëmmen en Deelberäich vun de Medien, mä ëmmerhin. Et muss een awer feststellen, datt do rose wéineg am CNA geschitt.

Eng zweet Feststellung a Kritik geet un d'Adress vum Medieministère. Dat ass déi Verwaltung, wou all Zorte Medien zesummelafen, vu geschriwwener Press iwwert d'Radios- an Televisiounsfrequenze bis bei d'Satelliten. An eiser Gesetzgebung zu deene Beräicher sinn eng Rei Organisme virgesinn. Een dovunner, de Conseil National des Programmes, huet d'Missioune vun der Surveillance vun de Programmen ënner Lëtzeburger Frequenz an Autorisatioun. Déi sollen x Chaînen iwwerwaachen, e sëllegen dovunner a Sproochen, déi een zu Lëtzebuerg éischer sielen héiert.

Ech hu meng Zweifel, ob d'Moyenen, déi den CNP huet, duerginn, fir déi Missiounen ze erfüllen. Vlächicht kann d'Regierung eis soen, wéi vill Leit d'Radios- an d'Televisiounsprogrammer iwwerwaachen?

Här President, mir si vum Rapport vun 2009 vum Ombudskomité fir d'Rechter vum Kand ausgang, an ech wëll dofir zum Schluss nach eng Kéier op de Rapport zrëckkommen.

Den ORK verlaangt, datt d'Politik déi néideg legislativ, technesch a Personalressourcë stellt, fir géint d'Pedophilie an aner Kriminalitéit am Internet virzegoen. déi gréng ënnerstëtzen dës Demande vum ORK. Wann et noutwendeg sollt ginn, fir ze légiféieren, dat kéinte mer zum Beispill duerch d'Aarbechte vu CASES a LuSI gesot kréien, da solle mer dat maachen. Dobäi sollte mer awer wëssen, datt dat zwar noutwendeg ass, mä net automatesch zum Resultat féiert, dat mer gären hätten: Sécherheet am Internet fir eis Kanner.

Duerfir ënnerstëtze mer och ausdrécklech déi aner Fuerderung vum ORK. D'Eltere solle sech iwwert den Internet informéieren a forméieren, fir hir Kanner kënnen ze guidéieren.

Dat ass gutt gesot, dat ass awer net esou einfach an d'Realitéit ëmzesetzen. Mir kënnen a müssen Informatiounscampagnen fir d'Eltere maachen. Et ass awer eng Tatsaach, datt och virun de Medien net all Kanner gläich sinn.

An der CEPS-Etüd, déi ech am Ufank vu menger Ried schonn zitiiert hat, gëtt festgehalten a festgestallt, datt den Afloss vun der sozialer Origine vun de Kanner a Jugendleche relativ grouss ass, wat hiert mediaalt Verhale betrëfft. Dat treëft op d'Liese vu Bicher, Zeitungen an Zäitschrëften zou,

awer och op de Gebrauch vu Material, dat deier am Uschafungspräis ass, wéi zum Beispill Computeren. Mä den Uschafungspräis eleng ass och nach net entscheidend. An den Haushalter, wou d'Akomesse vun den Elteren duerchschnëttlech ass oder ënner dem Duerchschnëtt läit, hu méi wéi 40% vun de Kanner eng Televisioun an hirem eegenen Zëmmer. Bei de Kanner, deenen hir Elteren en héije Revenu hunn, sinn dat nëmme 25%.

Mä och net nëmme de Choix vun de Medien ass verschidden, och d'Inhalter, déi Kanner a Jugendlech opsiche ginn, ënnerscheede sech jee no dem soziale Milieu.

Et ass an eisen Aen elementar wichteg, datt och Crèchen a Maisons-relais sech mat der Mediekompetenz auseruesetzen, sech Ziler an deem Beräich setzen an den Elteren als Beroder zur Säit stinn.

A selbstverständlech ënnerstëtze mer och d'Recommandatioun, fir Medienerzéiung souwuel an d'Grondschoul wéi an de Postprimaire ze integréieren. CASES, LuSI a vill anerer hunn eng gutt a wichteg Aarbecht gemaach, wou mer kënnen drop opbauen.

Ech hunn och nach eng Kéier d'Äntwert op meng Question parlementaire vum Mäerz 2009 iwwert d'Mediekompetenz gelies. Duerfir weess ech, datt Aarbechtsgruppen ee Konzept ausgeschafft sollen hunn, wou nientend Lëtzeburger Spezialisten och de Professor Tulodziecki vun der Uni vu Paderborn matgeschafft huet.

Ech hunn och nogelies, wat um Informatiounsdag vun der ACA, der Association pour l'enseignement de l'Audiovisuel du Cinéma et des Arts acoustiques, de 16. November 2007 schonns am Rapport festgehale gouf. Déi Konklusiounen, déi de Michel Lanners, deemools nach Direkter vum SCRIPT, gezunn huet, deele mir voll a ganz. Ech zitiiere just e kuerzen Deel vum deemolegen Direkter senge Konklusiounen: «Il existe nombre de bonnes initiatives dans le domaine et de bons partenaires. Il s'agit maintenant de rassembler ceux-ci et il faut arriver à un concept incluant les différentes initiatives.

An et ass an deem Sënn, Här President, wou ech hei eng Motioun déposéieren, woumat d'Chamber d'Regierung invitiiert, Kohärenz an déi verschidden Initiativen ze bréngen, Medienerzéiung an der Schoul iwwer Kompetenzsockelen ze definéieren a Medienerzéiung zu engem Thema an der Formatioun vun alle Leit, déi mat Kanner a Jugendleche schaffen, ze maachen.

Ech hu just mäin Numm ënner déi Motioun gesat, well ech se wollt oploossen, wann nach aner Leit vun anere Parteie se wëilte matdroen. Wann ech gelift.

(**Motion**)

La Chambre des Députés, considérant

- que l'utilisation de l'Internet et d'autres technologies de communication offre à tous les citoyens, jeunes et adultes, de grandes possibilités, notamment de participer, d'intégrer et de créer;

- que d'un côté les risques et abus que permet l'utilisation des médias et de l'Internet continuent à exister et que de l'autre côté il est important d'encourager les citoyens à exploiter les possibilités qu'offrent l'Internet et les autres technologies de communications;

- que l'acquisition d'une bonne «media literacy» paraît être une bonne mesure de protection contre toutes sortes d'abus médiatiques;

- que la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental définit l'éducation aux médias comme «intégrée dans les différents domaines»;

- que le plan d'études de l'enseignement fondamental ne cite l'éducation aux médias que pour un seul cours à option, à savoir l'éducation morale et sociale;

- que dans nos lycées l'éducation aux médias reste également limitée à des cours à option;

- que le rapport de l'ORK conclut à la nécessité d'élargir systématiquement l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement scolaire,

invite le Gouvernement

- à étendre l'éducation aux médias à tous les niveaux de l'enseignement fondamental et secondaire;

- à inscrire l'éducation aux médias dans les différents plans éducatifs et de définir des compétences minimales à acquérir aux différentes étapes du parcours scolaire;

- à encourager l'intégration de l'éducation aux médias à la formation initiale et continue de tous les professionnels du secteur éducatif et socioéducatif.

(s.) Claude Adam.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. François Bausch, Eugène Berger, Jean Colombero et André Hoffmann.)

► **M. le Président.**- Merci.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- An ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren an ech maache Plaz fir den nächste Riedner.

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Claude Adam Merci. D'Wuert huet elo den Här Mill Majerus a senger Qualitéit als President vun der Familljekommissioun. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

(**Exposé**)

► **M. Mill Majerus (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net, wéi dat léift Déierchen heescht, wat den Här Adam...

(**Interruptions**)

Ech hunn de Wully matbruecht, éischters, well en esou schéi schwartz ass, an zweetens...

(**Brouhaha**)

...an zweetens, well et en Déier ass, wat mat de Kanner op vill Aventurë geet, a spëtstens da si mer beim Thema vun haut de Mëtteg. De Kontext vun eiser Diskussioun ass de Rapport vum ORK aus dem Joer 2009. Et ass en exzellente Cru, a fir déi Deputéierten, déi en dann nach net sollte gelies hunn, géif ech mengen, et wär eng Flichtlecture.

Merci der Presidentin, de Membere vum ORK an hire Mataarbechterinnen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mill Majerus (CSV).**- Et ass e Cru, dee sech aschreift an e besonneschen Datum, well d'Kannerrechtskonventioun huet dat Joer 20 Joer gefeiert. An déi grouss Prinzipien aus der Kannerrechtskonventioun si beim Thema vun haut de Mëtteg méi wéi relevant: Respekt a Chancëgläichheet, Intérêt supérieur de l'enfant, an dann déi berühmt dräi „P“en: Protectioun vum Kand, Prestatioun fir d'Kand a virun allem Participatioun vum Kand.

De Kontext vun eiser Diskussioun haut ass selbstverständlech eng rasant Entwécklung am Medieberäich, en immens grouse Fortschritt an der Medientechnologie an d'Omniprésenz vun den digitale Medien. Mir spillen elektronesch, léieren, kommunizéieren, handelen, bezuelen elektronesch, ënnerschreien, iwwerwaachen, regéieren, jo mir stëmmen och elektronesch of. An d'Elektronik an d'elektronesch Medie fanne méi a méi hire Wee, och dann, wa mer op Wahltour ginn, sief et um Facebook, sief et um Politikercheck.

Här President, erlaabt mer eng kleng Klamer opzemaachen, fir an dësem Kontext als Neuling an dësem Haus Merci ze soe fir déi exzellente Servicer, déi mir als Deputéierte vum Service des relations publiques an dem Service informatique vun der Chamber mat zur Verfügung gestallt kréien - Klamer zou.

Den Enjeu vun eisem Débat haut de Mëtteg ass selbstverständlech, fir unzefänken, den Zougank zu den neie Medien. Dat heescht, gläich Chancë fir all Kanner a Jonker, fir all Biergerinnen a Bierger, well mir riskéieren an deem Beräich - an ech mengen, de Claude Adam huet dat scho méi wéi ënnerstrach - nei Formen ze kréie vu sozialer a kultureller Exklusivitéit; an dat ass sécherlech mat een Aspekt an deem europäesche Joer géint d'Aarmut, wat dëst Joer mat um Programm steet.

Deen zweeten Enjeu ass de Schutz vun de Kanner viru méigleche Forme vun Abus, an dat Drëtt ass d'Promotioun vun enger gudder Mediekompetenz queesch duerch all Generatiounen.



Wa mer d'Situatioun kucken - an de Claude Adam huet dat scho viru mir gemaach -, da kann ee soen, datt d'Televisioun fir d'Kanner an déi Jonk nach ëmmer dee beléiftesten a meeschtbenotzte Medium bleift. A Frankräich kucken d'Kanner zwësche véier a 14 Joer d'Televisioun am Duerchschnitt iwwer zwou Stonnen den Dag, an dat, wat vläicht nach méi ausseet, dat ass, datt an engem Stot a Frankräich d'Televisioun duerchschnittlech fénnef an eng hallef Stonnen den Dag un ass. Et kann ee sech also virstellen, datt vill Familljen och iesse mat der Televisioun un.

An Däitschland kucken d'Kanner Televisioun am Duerchschnitt iwwer annerhalfe Stonn den Dag, 42% hunn hir Televisioun an hirem Zëmmer. Jonker vun zwielef bis 19 Joer kucken d'Televisioun an der Moyenne iwwer zwou Stonnen.

Da komme mer bei déi nei Medien: Et kann ee soen, déi Jonk sinn esou iwwer 95% - an ech denken, dat geet lues a sécher un 100% - Onliner. Wann een dat kuckt an där Kategorie, wou ech mech bewegen, 60 plus, da si 75% do nach éischer Offliner.

D'Kanner an Däitschland: An op mannt 88% vun de Famillje steet op mannt ee Computer, 25% vun de Kanner hunn hiert eege Gerät, 78% vun de Kanner benotzen de Computer méi oder manner regelméisseg a sätze 40 Minutten am Dag duerchschnittlech beim Computer. Wa mer déi bei déi Zäit derbäisetzen, wou mer bei der Televisioun sinn - d'PlayStation hu mer elo nach net gekuckt, de GSM hu mer nach net gekuckt -, da kann ee sech virstellen, datt nom Schlofen an no der Schoul op alle Fall d'Medien an de Konsum vun de Medie bei wäitem dee gréisste Beräich ass, an deem Kanner liewen.

Dat hält nach vill méi zou bei deene Jonke vun zwielef bis 19 Joer, déi iwwer zwou Stonnen den Dag um Computer sätzen, an da selbstverständlech - de Claude Adam huet och schonn drop higewisen - d'Beideitung vum Handy. 95% vu Jonken hunn hiren eegenen Handy. An an deem Handy agebaut ass eng Kamera a 94% vun de Fäll, en mp3-Player a 85% vun de Fäll; Internetaccès an 80% vun de Fäll; Radio an 73% vun de Fäll. Telefon ass wichteg, mä gradesou wichteg ass SMS an iwwer säi GSM Musek lauschtere respektiv Fotoe maachen a filmen.

Selbstverständlech hu mer an den neie Medien ganz grous Chancen: Chancen u Kommunikatioun. An et ass eng Kommunikatioun, déi erausgeet iwwer vill geographesch Grenzen, sozial a kulturell Grenzen. Et ass eng Kommunikatioun, déi d'Chance bitt vun der Kreativitéit, der Pluralitéit an der Interkulturalitéit.

Déi nei Medie sinn en Hëllefsmittel beim Léieren a beim Schaffen. Si sinn en Informatiounsweg. Si leeschte grous Déngschter an der Fräizäit. Si sinn e Moyen d'expression fir perséinlech an artistesch Zwecker. An ech géif hei gären e ganz positiiiv Beispill nennen: Dat ass déi flott kollektiv Gestaltung vu Kannerbicher a verschidene vun eise Schoulbibliothéiken.

Selbstverständlech gouf och schonn op d'Risiken higewisen haut de Mëtteg. An ech denken, datt ee vun deene Risiken ass, datt eis Kanner andauchen a virtuell Welten. An heiansdo réckelt déi virtuell Welt amplaz vun där realer Welt.

En zweete Risiko ass, datt een iwwersiedegt ass - net nëmmen eis Kanner, mir och - mat enger Onmass vun Impulser an datt méi wéi een an deem den Iwwerbléck verléiert; net nëmme Kanner.

Dann huet de Claude Adam higewisen op déi nei Facetté vu Gewalt a Mëssbrauch: Cybermobbing, Cyberbullying, Pedopornographie. Laut der École nationale d'administration a Frankräich gétt et vum Web wéinstens 4,2 Milliounen - ech widderhuelen dat: 4,2 Milliounen - pedopornographesch Siten; e Chiffre d'affaires vun 2,5 Milliarden Dollar.

An den norddesche Länner beleeeën Enquëten, datt 25 bis 33% vun deene Jonke konfrontéiert gi mat brutaler Gewalt um Inter-

net. An de Rapport vum ORK beleet, datt Kanner a Jonker an den neie Medien Affer sinn, mä och Täter. An Däitschland geet een dervun aus, datt 25% op d'mannst vun de Kanner an ënnerschiddleche Formen Aggressioun a Mobbing um Internet erlieft hunn.

An och een Aspekt, deen am Bericht erwähnt gétt, dat ass, datt och eng Zuel vu Kanner vis-à-vis vun de Medien e regelrecht Suchtverhalten entwéckelen, also am éische Sënn vum Wuert ofhängeg sinn. Beispiller vun all deem kann een noliessen am Bericht vum ORK.

Ech hu mech ënnerhale mat dem Direkter vun engem vun eise Lycéeën, dee bestätegt d'Forme vu Mobbing, wou Jugendlecher sech eens ginn, fir anere Jugendlechen all zwou Stonnen op d'mannst een SMS ze schécken, wou drasteet: „Wat bass du eng Kou.“

Eng aner Form, déi iwwer de Mobbing erausgeet: Ech setzen de Kapp vun enger Matschülerin oder och vun enger Professorin op e plakische Fraekierper, setzen där Persoun hir GSM-Nummer drënner, veröffentlechen dat a soen: Wien interesséiert ass, hei ass d'Nummer.

Selbstverständlech gétt et Forme, wou scho Kanner vun zéng Joer mat hire GSMe Fotoe maachen op den Toiletté vu Matschüler, vu Proffen, vu Schoulmeeschteren a Léierinnen an déi veröffentlechen oder Chantage maachen a soen: Wann net, da veröffentlechen ech.

Virtuell Perséinlechkeete fanne mer um Internet erëm. Et ass liicht, sech eng Perséinlechkeet opzebauen. An et ka jiddweree sech virstellen, datt et Pedophilen a mengem Alter sech eng fiktiv Perséinlechkeet opbaut a probéiert, mat där u Kanner erunzecommen, Fotoen ze kréien, a wat weess ech.

Fir d'Kanner ganz oft net novollzéibar, wat do ofgeet. Déi Beispiller, déi ech nennen, si keng erfounten. Et si Beispiller aus Lëtzeburger Schoulen, déi, mengem ech, och kënne vu Säite vum ORK bestätegt ginn.

Ech si mam Claude Adam d'accord, wann e seet, datt mer e globalen Handlungsbedarf hunn. An dozou gehéiert selbstverständlech, datt een drop verzicht, Medien op eng ondifferentiell Aart a Weis ze verdäiwelen.

Dat, wou mer sécher och mat averstane sinn, dat ass, datt d'Medien e schlechte Babysitter sinn. An et kann een de Saz gutt verstoen a mat ënnersträichen, deen am Bericht vum ORK ze liesen ass: Si gehéieren net an d'Schlofzëmmer vun de Kanner.

Wann een handelt a global handelt, dann ass d'Medienerzéiung een Aspekt, d'Elterenaarbecht e weideren Aspekt, d'Aus- an d>Weiderbildung vun de Pedagogen en drëtten wichtegen Aspekt. An dozou gehéieren net nëmmen d'Enseignanten aus eise Schoultypen, dozou gehéieren - wéi et scho richtig gesot ginn ass - all déi, déi a Maison-relaisen a Jugendhaiser schaffen. An ech denken, dozou gehéieren och déi vill informell Formateuren an eise Veräiner, zum Beispill d'Guiden a Scouten.

Dozou gehéiert och de Volet vun der Repressioun, e ganz wichtegen Aspekt, dee vun der technescher Ofsécherung vun de Computeren doheem, an eise Schoulen, an eise Maison-relaisen, an eise Jugendhaiser; dozou gehéiert och d'Sensibiliséierung vun de Publizisten. An dat Flottst wär, wann déi Publiziste géife sech selwer e Code déontologique ginn, deen op déi doten Aspekter ageet.

An dozou gehéieren - an dat ass e Kapitel, op dat een net brauch stolz ze sinn - och d'Noutwendegkeet, spezifesch Therapieangebotere ze maache fir déi Kanner, déi entweder d'Affer goufe vu Gewalt, vu Mobbing an déi traumatiséiert sinn, respektiv déi Kanner a Jugendlech, déi am Beräich vun de Medie regelrecht e Suchtverhalten entwéckelen.

Medienerzéiung ass e wichtegen Aspekt. An ech denken, datt nieft der Familiariséierung mat de Kommunikatiounstechniken, de Savoir-faire technique, ganz aner Aspekter wichteg sinn, beispillsweis: d'Kanner aféieren an eng Recherche; d'Léieren, fir an engem groussem Informatiounsbierg den Iwwerbléck net ze verléieren; aus enger Hällewull vun Informatiounsangebotere,

déi richtig auswielen ze kënnen; Informatiounen kritesch auszwäerten; ënnerscheeden ze léieren zeswéent deem, wat seriö ass, an deem, wat egal wat ass.

D'Kanner hunn dacks genuch e blannt Vertrauen. An déi, déi an der Schoul schaffen, soen: „D'Kanner soen, wann ee seet, dat doten ass Blödsinn: «Et stoung awer um Internet»;

Wichtig ass autonom a souverän bleiwen; sech net manipuléiere loosse; net medienofhängeg ginn; d'Chancen an d'Grenze vun der virtueller Kommunikatioun erkennen; awer och - an ech denken, dat ass fir Jonker ganz wichteg -, datt se de gesetzleche Kader vun der Benotzung vun den Informatiounen a Biller um Internet kennen, datt se Risiken a Geforen erkennen an domadder léiere richtig emzegen.

An déi Medienerzéiung gehéiere selbstverständlech och d'Vermëttlung vu Wäerter an Handlungsnormen, fir sech selwer ze schützen, sech net auszeliwweren, fir Geforen ze erkennen an Hëllef ze sichen, mä selbstverständlech och fir anerer ze respektéieren an enger Haltung vu Fair Play mat deenen neie Medien emzegen.

D'Medie richteg anuerdne léieren ass sécher net nëmmen en Zil fir d'Kanner; et wär sécher och eent fir eis. D'Medie si kee Selbstzweck. Si sinn en Handwerksgechier am Beräich vum Wëssen, vum Schaffen a vun der Fräizäit.

Et ass gutt, wann ee vill Medie léiert gebrauchen, an dozou gehéieren dann och d'Buch, d'Zeitung an de Radio. An et ass vläicht ganz wichteg, datt eis Kanner méi staark erëm léieren d'Kommunikatioun ouni kierperfriem Medien, d'Wichtigkeet vun eise fénnef Sënner beim Léieren, beim Spillen, beim Genéissen, bei der Begéierung vu Mënschen, déi sech gär hunn.

Dat ass fir mech och mat e wichtege Grond, datt mer net nëmme gutt Schoulen hunn, mä, datt mer gutt Maison-relaisen hunn. An ech denken, et gétt an deem Thema vill gutt Argumenter, datt all Kanner kënnen och an eng Maison-relais goen.

D'Methodik „learning by doing“, Kreativitéit, integréiert Medienerzéiung am Kader vu villen anere Fächer, fächeriwwergräifenden Zougang, „peer education“, dat heescht, léiere mat an duerch gläichaltereg Kolleegen. Hei brauche mer d'Rad bestëmmt net nei ze erfannen, well et gétt zu deem Thema vill exzellente Publikatiounen.

Mam Claude Adam géif ech gären ënnersträichen, datt et zu Lëtzebuerg och vill positiv Realisatiounen gétt. D'Medienerzéiung geschitt a ville vun eise Lycéeën - ech denken an en alleguerten - an a ville Primärschoulen. Ech géif hei gären nach eng kéier déi flott Aarbecht ënnersträichen, déi besonnesch och a Bibliothéike vu Primärschoule geleescht gétt. Vill geschitt an eise Jugendhaiser an eise Maison-relaisen.

Positiv ënnersträiche géif ech „mySchool!“ an d'„Presse à l'école“, déi leider e bëssen un Aktualitéit verluer huet. Ech géif awer och als ganz positiv d'Jugendsendunge vun „Graffiti“ um „Radio ARA“ ënnersträichen.

D'Formatioun vun de Multiplicateurs ass eng wichteg Saach. Op der Uni geschéien do Saachen an der Ausbildung vum Bachelor professionnel en sciences de l'éducation.

Dann ass schonn dat ënnerstrach ginn, all déi Initiative vum Service National de la Jeunesse. An ech géif gären d'Entente vun de Foyer-de-jouren derbäisetzen.

Eltrebildung ass e ganz wesentlechen Thema. Hei gouf et flott Initiative vun der Erwuessebildung an zwar schonn zënter ville, ville Joren, an dann och vun der Eltereschoul Janusz Korczak.

Therapie. Hei ass spezifesch d'Offer vum Haus 89 ervirzestrichen, d'A.s.b.l. Liewens-Partner-Famillje-Berodung, déi sech virgeholl huet, sech an deem Thema ze spezialiséieren.

Ganz positiv - an et ass vum Claude Adam ënnerstrach ginn - d'Initiativ CASES - „Cyberworld Awareness Security Enhancement Structure“ -, déi am Ministère de l'Économie entstanen ass, mat dem Uleies, fir

d'Sécherheet an den Informatiounen- a Kommunikatiounstechnologie am Beräich vun der Wirtschaft ze kréien am elektronische Business.

D'Aufgaben hei sinn: d'Sécherheetsproblemer weisen an erklären; d'Benotze vun den elektronische Medien; d'Léieren am Beräich vun de potenzielle Geforen a Risiken; Sécherheetslogicielen ze entwéckelen; Outils de protection informatique virstellen; Alarm ze schloen, wann et nei Attacke gétt am Netz; d'Zesummenaarbecht a Vernetzung vun auslänneschen an nationalen Acteuren; d'Formatioun vun de Multiplicateurs.

CASES huet seng Aktivitéit ganz séier ausgedehnt op aner Beräicher, besonnesch op d'Bildung. Et gétt vill Publikatiounen. Ech verweisen notamment op déi interessant Rubriken am Lëtzebuerger Wort. Ech wëll hei ganz kloer mäi grousse Respekt soe fir d'Leit vu CASES, besonnesch dem François Thill an dem Gaby Rapp.

Eng aner Initiativ, déi haut de Mëtteg genannt gouf, ass de LuSI (Luxembourg Safer Internet), en europäesche Programm fir Sécherheet um Internet, wou d'Benotzer vum Internet d'Méiglechkeet gebuede kréien, all dat ze dénoncéieren, wat géint d'Gesetz a besonnesch géint d'Jugendenschutzgesetz verstéisst. Hei gétt et eng flott Partnerschaft zwëscht dem Kanner-Jugend-Téléfon, der Europäescher Kommissioun, Telindus, dem Centre de Recherche Henri Tudor, CASES, a vun 2010 un gétt dee Service koordinéiert vum Service National de la Jeunesse.

An deem Zesummenhang och schonn déi erwähnte LISA Stopline, déi enk zesummeschafft hei zu Lëtzebuerg mam Parquet a mat der Police. 2009 gouf déi Hotline hei zu Lëtzebuerg befaasst mat 391 Fäll, an dee ganze Programm ass eis gutt an Erënnerung, well virun e puer Deeg, net méi spët wéi den 29. Januar siwen Hausduerchsuechung wéinst Kannerpornographie hei zu Lëtzebuerg duerchgefouert goufen.

Ech erlabe mer awer och, an deem Zesummenhang eist Jugendparlament ze zitieren, a senger Resolutioun 2/5 vum 9. Januar 2010. Aus der Resolutioun zum Thema Kannerrechter, déi iwwereng sech och mat referéiert op de Bericht vum ORK, géif ech gären zwee Zitater hei virlesen. Éischt Zitat: „Das Jugendparlament begrüßt Programme wie CASES und LuSI ausdrücklich, wünscht sich jedoch, dass diese ausgebaut werden und Eltern, Lehrer und Erzieher solche oder ähnliche Programme durchlaufen, um Kinder und Jugendliche auf die Gefahren von Datenaustausch aufmerksam zu machen.“

Zum Schluss vun der Resolutioun ënnersträicht d'Jugendparlament dräi besonnesch wichteg Punkten - ech zitieren deen éischen dovun: „Die Empfehlung an die politisch Verantwortlichen, der Kriminalpolizei die nötigen rechtlichen und technischen Mittel zur Verfügung zu stellen, sowie genügend Personal, um wirksam gegen Straftatenverstöße in Sachen Pädophilie im Internet vorzugehen.“

Selbstverständlech ass jo déi Fro, déi eis am meeschten interesséiert, eise politeschen Engagement. D'Aufgab ass sécherlech, datt mir hei an der Chamber d'Entwécklung an deem Beräich kennen a se analyséieren an datt mer mat Zäite reagéieren, fir deen néidege Kader ze setzen.

Dat begräift selbstverständlech och de legale Kader fir de Volet vun der Repressioun. Dozou gehéiert och, datt mer derfir mat suergen, datt der Magistratur an der Police déi néideg Ressourcen zur Verfügung stinn; Ressources humaines, Aus- a Weiderbildung wéi och déi noutwendeg technesch Equipementer.

An der Medienerzéiung selwer, denken ech, datt et wichteg ass, datt verbindlech Objektiv definéiert ginn. D'Noutwendegkeet, fir mat minimalen Ziler all Kanner a Jugendlech ze errechen, an datt mer fréi genuch usetzen. Datt didaktescht Materialien zur Verfügung stinn. Datt se an der Hällewull vu Materialien, déi ausgeschafft goufen, ausgewielt ginn, iwwerschafft ginn an zur Verfügung gestallt ginn.

Dozou gehéiert selbstverständlech, datt an eise Schoulen déi néideg Equipementer, elektronesch Equipementer zur Verfügung stinn, awer net nëmmen an eise Schoulen,



och an de Maisons-relais, an déi Jugendhaiser an iwwregens och an eise Bibliothéiken. Dozou gehéiert, datt déi Computeren, déi do stinn, technesch ofgesécher sinn.

Dann dat, wat ennerstrach ginn ass a wat ech gäre géif mat opgräifen: Eng noutwendeg a gutt Zesummenaarbecht op dësem Plang zwëscht der Grondschoul an de Maisons-relais, an zwëscht de Lycéien an de Jugendhaiser.

An duerfir brauch een och selbstverständlech eng Koordinatioun um nationale Plang. Ech si gespaant op dat, wat d'Madame Erziigungsministerin eis dozou seet, an ech denken, datt Verschiddenes am Plan d'études de l'enseignement fondamental wäert erëmzefanne sinn.

Ech hu mer allerdéngs och eng aner Fro gestallt. Kritt eis Schoul, an eis Maison-relais, an eis Familljen net eng nei Bildungsmissioun, wou et manner drëm geet, Wëssen ze vermëttelen, mä vläicht och drëm geet, Informatiounsangebot, déi do sinn, zu deenen eis Kanner Zougank hunn, fir déi kritesch ze verschaffen? An dozou gehéiert och eng héich ethesch Kompetenz.

Wann dat esou ass, da misste mer eis och Gedanke maachen iwwer aner pedagogesch Kompetenzen um Niveau vun deenen, déi Kanner, Jonker an Erwuessener erzielen, ausbilden a weiderbilden.

Ech sinn d'accord mam Claude Adam, wann e seet, mir brauchen eng international Kooperatioun, an ech denken och mat him, datt vill Ministären an dëser Fro befaasst sinn. Hien huet se opgezielt: Kultur, Enseignement supérieur, Justice, Medien, Éducation nationale, Famille, Économie. Ech denken, ech vergiessen der.

Mir hunn ee Minister haut de Mëtteg hei, mir sinn dankbar do derfir, mä ech géif och mir wënschen, datt d'Medienerziung an där globaler Definitioun, an deem globale Kader, wéi mer et genannt hunn, datt sech do Gedanken gemaach gëtt, wéi een dat um nationale Plang besser koordinéiere kann, fir datt déi vill positiv Initiativen, déi mer hunn, dass se besser vernetzt sinn.

Ech géif gär ophalen a soen: Et ass schéin, datt mer iwwer d'Medienkompetenz schwätze vu Kanner, Jonken an Elteren an iwwer pedagogesch Multipliciteuren. Mä bei deem Thema si mer wahrscheinlech alleguerte betraff, souwuel berufflech wéi privat.

Ech erlabe mer, op dat hinweisen, wat ech als ganz positiv ugesinn: déi vill Initiativen am Senioreberäich. Eeler Leit fit maache fir déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Et gëtt do flott Initiative vun RBS, vun de Clubs seniors. Ech war gëschter am Mierscher Altersheem, an do gëtt et e Cybercafé, iwwregens mat Moniteur, fir datt déi ab mengem Alter eng Chance hunn.

Betraff sinn awer och déi sëllege gestresste Manager, Politiker a soss wichteg Leit. Vill vun hinnen, fir net ze soe vill vun eis, mengen, si misste siwen Deeg an der Woch bestänneg ronderëm d'Auer erreechbar sinn.

(Interruption)

Vill vun hinnen a vill vun eis komme kaum zur Rou a bedreiwen de léiwe laangen Dag iwwer e polymediale Multitasking.

(Interruption)

Wat ass dat?

(Hilarité)

Gläichzäiteg Maile schreiwen, SMSen liesen, Dokumenter duerchbliden an un enger Aarbechtssitzung deelhuelen. D'Beispill weist nach eemol: Medienkompetenz huet net nëmme mat Technik ze dinn, an haut de Moien huet eng Kolleegin gesot, déi wichtigst Fräiheet bei de Medien ass net, datt mer se hunn, mä datt mer de Knäppchen hunn, wou dropsteet: „Off“.

Ech schléissen of mat engem Zitat, wat bei dem Thema vun der Medienerziung gutt passt: «Ne subis pas ton futur, bâtis-le!»

Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Majerus Merci. An als éischte Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech an d'Primärschoul gaang sinn, do hate mer bei mir doheem nach kee Fernseher. D'Nopesch, dräi Haiser méi wäit, déi hat een, an da si mer do emol d'Eurovisioun kucke gaang, oder wa soss eppes ganz Wichtiges am Joer iwwerdroe ginn ass. Bei eis gouf et ee Radio, wou ech dann emol sonndes de Michi a seng Leit gelauschert hunn, well een do dann och als Kand emol konnt matlaachen, an d'Noriichten, dat waren déi vum Pol Leuck, oui Biller, oui Zwëscherklammen.

(Interruptions)

D'Spiller, dat war „Mensch ärgere Dich nicht“ an e puer Kaarten, a wann een deemools PlayStation gesot hätt, dann hätt ee wahrscheinlech geduecht, dat wier iergendwéi e chinesescht Wuert.

Mir haten een Telefon, un der Mauer war deen ugeschrauft, e puer Bicher, all Dag eng zimlech schwaarz Zeitung, wou nach keng Fotoe bei den Doudesannoncë waren...

(Interruptions)

...an... Et war schwaarz Dréckerschwärzt, keng Foto dran.

► **Une voix.** - Et ass haut nach déiselwecht!

(Interruptions)

► **M. Eugène Berger (DP).** - An an der Schoul...

(Interruption et hilarité)

Här President, wann d'Zwiegespréich fäerdeg ass, dann erlaben ech mer...

► **M. le Président.** - Sou, ech hätt elo gär, datt dem Här Berger hei nogelauschert gëtt!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. An ech wollt och nach soen, datt an der Schoul deemools, wa mer brav waren, zum Schluss vum Trimester, dann huet eis de Schoulmeeschter Diae gewise vu senge Reesen,...

(Hilarité)

...an dann am Däischtere mat deene Liichtbiller, do hu mer doduerjer d'Welt entdeckt. Dat war ongeféier esou meng Mediewelt, déi also zimlech iwwersiichtlech war, wéi ech an d'Spillschoul an an d'Primärschoul gaang sinn. A wann ech dann haut, e bësse méi wéi 40 Joer duerno dat kucken oder menge Kanner soen, da kucken déi mech zimlech onverständlech un. Well elo bei eis doheem, wéi wahrscheinlech bei deene meeschte Familljen, do sinn zwee Fernseher, ech kann honnert Programmer zu all Moment au Choix kucken, dräi Computeren, DVD-Playeren. Filmkassetten, déi si scho säit zéng Joer nees out.

Mir hunn zwee mobil Haustelefonen, déi net méi un der Mauer ugeschrauft sinn, an zesummegeerecht hu mer ronn fénnef Handyen fir dräi Persounen, mat all deem leschte Multimedia-Schnickschnack. Domadder kann een da communiquéere mat der Stëmm, mat SMS, mat E-Mail, Messenger, chatten an de ganzen Dag dann organiséieren. Op deem kucke mer och d'Noriichten; du kanns souguer live BBC kucken. Et kann ee Fotoen huelen, déi direkt verschécken, bis an Neuseeland. Et kann ee Musék lauschteren, Suen iwwerweisen, an, an, an.

Ech hunn haut och nach méi Bicher am Haus, wahrscheinlech e puer honnert, an et leien och ëmmer nach eng Rei national, international Dages- a Wochenzeitunge ronderëm, mat vill méi faarwege Biller wéi deemools. De Radio kann een haut och um Fernseh kucke mat der Livecam, wéi dann den Trafic op de Stroossen ass. An an der Schoul beamt eventuell d'Léierin da mam Computer e Reportage iwwer Haiti, wou een driwwer ka schwätzen, oder de Prof mécht eng Korrektur vun der Mathéaarbecht och iwwer de Beamer.

Wéi ech der dräi war, do gouf et ee Computer an engem risege Schaf an Amerika a keen am sechste Schouljoer konnt wahrscheinlech deemools dat Wuert Computer am Opnahmexame richteg schreiwen, wann et dann an engem Text komm wier.

Meng Kanner, déi hu scho mat dräi Joer um Computer gespillt an och multimedial, interaktiv a spilleresch dorobber Lies- a Rechenübunge gemaach.

(Interruption)

All dat do, fir e bëssen ze illustréieren, datt eis Gesellschaft e regelrechte Quantensprung gemaach huet, hin zu enger totaler Mediengesellschaft. De Computer huet d'Welt verännert. D'Medie ginn och ëmmer méi digital, visuell, interaktiv a sinn en onersetzleche Bestanddeel vum deeglechen, ziviliséierte Liewe ginn.

Et kann een domat Wëssen erschléissen, sech informéieren, sech améséieren, scheinbar grenzenlos communiquéieren. Mir liewen an enger Welt, déi duerch déi bal onbegrenzten Informatiounsflut a villfältig Medien total bestëmmt gëtt. Et kann ee Wahlen domadder gewannen, wann een zum Beispill iwwer den Internet direkt un d'Wieler kënnt, wéi dat den Obama jo besonnesch flott virgemaach huet. A mir wëssen, e kuerzen Optrëtt um Fernseh ass och hei zu Lëtzebuerg méi ausschlaggebend a wichteg gi wéi zéng Wahlversammlungen.

Bon, déi nei Mediewelt bréngt nei, schier onbegrenzte Méiglechkeeten. Si biergt awer och eng Rei Risiken a Geforen. Et kann een domadder manipuléieren, kontrolléieren, ofhängeg maachen, iwwerwaachen, engem Sue klauen. Et kann een domadder aner Leit blousstellen a regelrecht Liewen zerstéieren.

Déi modern Mediengesellschaft huet nei Forme vu Kommunikatioun mat sech bruecht, déi et virun zéng Joer nach guer net gouf. Se si scho méi wéi eng Kéier erwähnt ginn: SMSen, Mailen an déi sougenannten „social networks“ wéi zum Beispill Facebook, dat jo ganz bekannt ass a vu ganz villen och gebraucht gëtt.

A besonnesch d'Kanner, déi Jonk, mä net nëmme si, sinn hei Geforen ausgesat, wéi zum Beispill dem Mobbing. Ech widderhuelen hei och nëmme Saachen, déi scho Virriedner gesot hunn.

Wann een eng Kéier am weltwäiten Netz iwwer de Mënsch eppes publizéiert huet, ass et oft ganz schwéier, fir net ze soe bal onméiglech, fir dat nees ze läschen. A besonnesch d'Kanner an déi Jonk mussen also virun deene Gefore geschützt ginn a léieren, domadder ëmzegoen.

Am Rapport vum ORK 2009 ass jo och besonnesch dorobber higewise ginn. An ech mengen och, dee Rapport, an den ORK huet de Mérite, datt och doduerch deen Débat iwwer d'Medienerziung erëm an d'Aktualitéit réckelt.

Duerch déi Illustratiounenopzielung, déi ech elo gemaach hunn, kann een awer nëmme usazweis weisen, wéi déi villfältig Forme vu Medien en integrale Bestanddeel vun dem Alldag gi sinn a wéi se also och ëmmer méi eis Gesellschaft, eist Liewe bestëmmen, ebe mat de Chancen a Geforen, déi mer kennen. An d'Historiker wäerten eng Kéier am Réckbléck soen, datt dat hei déi Époque ass oder den Ufank vun der Époque war vum Medienzäitalter.

A wa mer vu Medie schwätzen - dat wëll ech awer och nach eng Kéier betounen -, dann ass dat wierklech all seng Formen. Net nëmme de Computer an déi digital Medien, och de Radio, de Fernseh an och d'Zäitschrëften a souguer d'Bicher hunn an hirem Optrieden, an hirer Aart a Weis evoluéiert, hu sech verännert.

Well dat alles geännert huet, ass et och evident, muss et selbstverständlech sinn, datt een esou fréi wéi méiglech léiert, mat deene Medien ëmzegoen. An der Schoul kënnen mer dat maachen a besonnesch an der Schoul mussen mer dat maachen.

Well mir kënnen jo net dervunner ausgoen, datt d'Medien nëmme eppes ass, wat de Fräizäitberäich ueget. Ech mengen, et ass esou, datt d'Schoul, déi dierf sech net der Realitéit verschléissen, mä d'Schoul, déi muss och alles dat, wat an der Realitéit geschitt, ophuelen an och kucken, domadder eens ze ginn. An ech wäert elo e bësse méi spezifesch dann och op deen Aspekt agoen.

Meng Virriedner hu scho méi allgemeng en lwwerbléck gemaach, hunn och eng Rei Statistike ginn, wéi dat och bei den Erwuessenen ass. Ech wëll mech elo also e bësse méi op de schoulesche Beräich konzentréieren.

Ech hu scho gesot, d'Schoul huet enner anerem als Missioun, op d'Liewe virzebeereeden an déi Jonk ze eegestännegen a kritesche Bierger ze forméieren. An duerfir huet se eng Obligatioun an eisen Aen, fir deene Jonke Medienkompetenz ze vermëttelen, hinnen ze léiere mat deene verschiddene Medien ëmzegoen, mat deenen eens ze ginn. An duerfir muss och d'Medienerziung en integrale Bestanddeel an de Schoulprogrammer ginn, vun der Grondschoul erop bis an de Secondaire. Dat ass haut nach net de Fall an de Schoulen. An duerfir ass hei d'Éducatiounsministesch, mä net nëmme si eleng, gefuerdert, fir hei weider ze handelen.

D'Medienerziung muss verschidden Ziler an Objektivier hunn an der Schoul. D'Schüler müssen natierlech Kenntniser iwwer déi verschidde Medie kréien. Wat fir eng et gëtt, wéi se funktionéieren, wéi ee se sennvoll benotze kann. An d'Medienkompetenz gëtt mëttlerweil jo och vun den Experten als véiert Kulturtechnik niewent Liesen, Schreiwen a Rechnen ugesinn.

Dat ass awer net nëmme eng technesch Kompetenz, wou et drëms geet ze léieren, wéi ee wou wat fir ee Knäppchen dréckt. Medienkompetenz bei de Kanner heescht och, hinnen Orientéierung am Medienschungel ze ginn, ze léieren a virun allem och se ze léiere kritesch a selbstbestëmme domadder ëmzegoen.

An ech wëll hei wierklech besonnesch op deen Term „selbstbestëmme“ hiweisen. D'Medie sollen net de Schüler oder och déi Erwuessenen iwwerrennen an ofhängeg maachen, mä d'Zil vun der Medienerziung muss et grad sinn, datt deen eenzelne Mënsch Meeschter bleift iwwer d'Medien an datt e selwer ka bestëmmen, wat e wéini wou mat de Medie mécht.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Zwar gëtt et hei statistesch gesinn zu Lëtzebuerg praktesch déi meeschte Computeren an Internetuschlëss an Europa, mä et muss ee wëssen, datt awer duerfir net all Kand hei zu Lëtzebuerg e Computer oder eng ganz Rei Medien doheem huet. An och hei gëtt et Kanner, aus sozialen Ursache ganz oft, déi dat eben net hunn an déi eréischt duerch d'Schoul déi Méiglechkeet kréien, fir domadder ze schaffen an ëmzegoen. Och hei huet d'Schoul also eng Missioun, déi jo an engem gewëssene Sënn och da sozial Gerechtegkeet kann duerstellen.

Mir wëssen, och déi deeglech Aarbecht a praktesch all de Beruffer, vum Mechaniker bis zum Bankdirekter, hu sech duerch déi nei Medien an de Computer verännert. De Computer a seng Applikatiounen an d'Périphérique sinn déi nei Aarbechtsinstrumenter an dat neit Handwierksgeschier ginn. An doduerjer sinn och d'Aarbechtsweisen an d'Beruffsbiller aneschters ginn. Och dorobber muss d'Schoul kënnen reagéieren.

Wéi vill schreibe mer nach op der Hand op der Aarbechtsplaz? Jiddweree soll sech emol déi Fro stellen.

An der Schoul maache mer awer dat nach ganz vill, wann net bal exklusiv, datt mer do op der Hand schreiwen. Also eppes, wat herno awer am Beruff praktesch net méi bal gebraucht gëtt. Et ass also och dorobber, wou d'Schoul muss kucken, Äntwerten ze fannen.

Duerfir muss och de PC nieft dem Bläistëft an der Füllfieder als en normaalt, net e speziell oder eent dat Prioritéit huet, mä einfach als en normaalt Aarbechtsinstrument seng Plaz an der Schoul fannen, fir domadder ze schreiwen, ze uerdnen, ze gestalten, nozesichen, ze schaffen.

Ech hat dat iwwregens schonn an engem Rapport gesot. Dat war 1996 oder '97, wéi mer déi éischte Kéier hei an der Chamber iwwer d'Informatiounstechnologien an der Schoul geschwat hunn. A mëttlerweil si mer jo do och e ganze Wee gaangen.

Jee no Aufgab sollen d'Schüler och léieren, wéi een a wat fir eng Medien ee kann asetzen. Zum Beispill en Exposé an der Économie kann ee mat enger PowerPoint-Pre-

sentatioun bréngen. Wann een iwwer Konscht ee Cours mécht, kann ee vläicht éischter e Montage mat enger Diashow kombinéieren.

Innerhalb vum engem Fach kann ee kucken: Wéini gebrauchen ech wat fir een Instrument, wat fir ee Programm? Zum Beispill: Maachen ech e Mathéexercice mat Hëllef vum Computer oder ass et méi sënnavoll, bréngt et méi, wann ech en do nach op der Hand maachen? An esou virun an esou fort.

D'Mediekompetenz kann also och innerhalb vum Unterrecht op eng gewëss Aart a Weis gestalteresch wirken a si maachen ëmmer eben nei Méiglechkeeten op, fir den Unterrecht ze verännern, mä awer eben och fir déi Jonk op d'Liewe virzebeeden.

Wann ee vu Mediekompetenz schwätzt, ass et awer och ganz wichteg, dass déi Jonk léiere verantwortungsvoll a kritesch déi nei Medien ze benotzen; zum Beispill wéi ee Recherchen um Internet mécht. U sech ass dat jo e grouse Plus, wann ee kann - an innerhalb vu Sekonnen - Informatiounen erschleissen, ofruffen, an dat bedeit jo am Endeffekt e grouse Wëssensvorsprung, wou et fréier da laangwierig war, wou een huet missen an d'Bibliothék goen, eventuell net da Buch fonnt huet, wou een eppes wollt nosichen. Do huet een dann heiansdo Deeg gebraucht, fir eppes erëmzefannen. Haut kann een dat also a Sekonne maachen.

Oft fént ee ganz vill Referenzen zu engem Stéchwuert an och do muss een dann déi Jonk, muss ee se léieren, wéi een déi Informatiounen gebraucht. Et kann een en Tri maachen zwëschent deenen Interessanten, deene Referenzen, do wou een eppes domadder kann ufänken oder net. Mir hu jo haut zum Beispill dat Phänomeen an der Schoul, dass ganz oft déi Jonk, wa se musen iergendeppes nosichen, si huele kee Buch méi an d'Hand, mä direkt gétt Wikipedia gedréckt. An dat ass dann am Fong geholl ëmmer „der Weisheit letzter Schluss“.

Well een awer dann och deem entgéintwierkt an de Jonke léiert, dass et och aner Referenzen um Internet ginn, an dass een och heiansdo awer vläicht dat Interessantest nach an engem Dictionnaire oder soss engem Buch fént.

Et ass also esou, dass een hei muss mat de Schüler och dat an de Schoulen üben, respektiv, dass ee se doranner aféiert, an dat géllt méi generell fir d'Surfen um Internet. Dat ass net nëmme eppes, wat een doheem mécht, dass kann een och an der Schoul léieren, dass een do och dann also kuckt: Wat fir eng Säite sinn interessant, wat fir eng net? Wat fir eng si Säiten, déi Gefor verbiergen, a wéi kann ee sech do virdu schützen?

Kriteschen Ëmgang mat Medien heescht och, dass se solle léieren, dass se net komplett ofhängeg gi vu Maschinnen, zum Beispill bei Computerspiller. An et ass jo scho bei méi wéi bei engem, dass dat eng richtig Sucht ginn ass. A besonnesch déi Jonk sinn där Gefor ausgesetzt, an och am Rapport vum ORK gétt jo och dorobber higewisen, an d'Schoul kann och do géigesteieren. Kriteschen Ëmgang mat de Medien - et ass haut scho méi wéi eng Kéier gesot ginn - ass jo och da besonnesch d'Ausenanersetzung mat de sougenannten „social networks“, „Facebook“ an esou virun an esou fort. Och do kann d'Schoul op déi Geforen agoen, mat de Schüler dat duerchgoen, respektiv och weise wéi een dat notzt. Et ginn och Méiglechkeeten, fir „Facebook“ ze notzen, ouni dass een herno iwwerall plakeg ausgedoen dosteet, wann een zum Beispill en Tri mécht, wien dat ka kucken, wat een drop setzt, an esou virun an esou fort.

Wann ee vu kritescher Medienerzëiung schwätzt, denke mer natierlech haut ganz vill un déi digital Medien, mä et soll een net vergiessen, dass d'Medienerzëiung awer och nach eppes domadder ze dinn huet, dass een och do muss déi méi traditionnel Medie wéi Fernseh oder Zeitung mat aschleissen a sech och mat deenen

auserneeetzen. Well och déi hunn an der Zäit vun de leschten zéng, 20 Joer ganz staark evoluéiert. De Fernseh bréngt Informatioun an Ennerhaltung an ëmmer méi kondenséierter a konzentréierter Form. Et muss ganz kuerzweilleg sinn, schnell, ëmmer manner Text, an haaptsächlech mat ville Biller gétt geschafft. Esou Biller kënnen manipuléieren, verfälschen. Wat um Fernseh gewise gétt, gétt gären als boer Mënz geholl, wat awer net ëmmer esou ass. Ëmsou méi mussen also déi Jonk léieren, dass ze erkennen an domadder ëmzegoen.

Fir elo e bësse méi e Beispill ze huelen, dass vläicht méi wäit dann hei vum Lëtzeburger Kontext ewech ass: E Reportage op „CNN“ iwwert Afghanistan ass net onschëlleg, gradesou wéi e Reportage vun „Al Jazeera“ iwwer Afghanistan och net e ganz onschëllege Sujet ass. „Bauer sucht Frau“ ass fake oder Theater. A wann een de Superstar sicht, da gi Mënschen do erniddregt, öffentlech, oder lächerlech gemaach. Wéi kann een do an der Schoul drop entgéintwierken?

Ech wëll hei nëmme ee Beispill zitieren, dass ass eent aus der Schoul vu Réiser - wou ech och fréier emol eng Kéier an där Gemeng Schoul gehalen hunn -, do leeft scho säit Jore e ganz interessante Projet, wou all Schüler an der Grondschoul à tour de rôle dann um Beispill vun der Analys vu Filmer, Kinosfilmer, ale Klassiker léieren, wéi Biller kënnen suggeréieren, wéi Biller kënnen manipuléieren oder Biller eppes kënnen ausdrécken op all Aart a Weis. Dat ass e ganz interessante Projet, well niewent all deenen Techniken, déi se da gesinn, léiere se och e bësse dann déi grouss Klassiker kenne vun der Filmwelt. Et ass also och e Kulturaspekt. Se mussen herno driwwer schreiwen, diskutieren, a virun allem setze sech d'Schüler dann ebe mat deem ganze Medium och ausenaner, an duerch dat, wat se do léieren, kënnen se da vläicht herno och méi reflexiv si vis-à-vis vun, net de Filmer, mä vun deenen anere Saachen, déi se a Form vu Biller um Fernseh gesinn.

Wéi kann een nach Medien an Erzëiung - wann ee méi déi klassesch Medien hëlt wéi Fernseh a Printmedien -, wéi kann een dat an der Schoul verschaffen? Ech ka mech erënneren, dass ech an de 70er Jore e Prof hat am Lycée, dass war e ganz sympatheschen a kompetente Franséischprof - et kann een en och hei nennen, zitieren, dass war den Här Mergen, un déi gutt Profen erënnert ee sech jo ëmmer nach ganz laang duerno -, deen hat eis deemools op eegen Initiativ gedoen, dass mer hu missen d'Noriichten - et war e Franséischprof - vun TF1 an Antenne 2 kucken. Déi eng Halschent déi eng Sendung, well deemools konnt een nach net ophuelen oder gläichzäitig dat kucken, an déi aner Halschent vun der Klass déi aner Sendung, an dann hu mer dat herno misse vergläichen, kommentieren, doriwwer schreiwen. Do huet ee gesinn, wéi am Fong geholl scheinbar neutral Noriichten - et geet een dovunner aus, dass et neutraler sinn -, dass déi och kënnen awer jee nodeem Akzenter setzen an déiselwecht Elementer op ganz verschidden Aart a Weisen duerstellen.

An datselwecht géllt och fir d'Printmedien. Wann een Zeitungen hëlt, gi scheinbar objektiv oder neutral Événementer op vill verschidden Aart a Weisen duergestallt. An och dat, mengen ech, ass wichteg, dass d'Schüler dat solle léieren an och domadder sollen ëmgoen. Dat ass och scho fréier vläicht an einzelne Fäll an der Schoul behandelt ginn, mä och net systematesch.

Fir nach eng Kéier dann un de Franséischprof ze erënneren, den Här Mergen, deen huet eis zum Beispill dann och gefrot, fir de „Figaro“ an de „Monde“ - war et deemools - ze liesen an dann och do ze vergläichen, wéi dat eent an dat anert duergestallt ginn ass. An dat war am Fong geholl eng Kombinatioun, et hat ee souwuel Franséischunterrecht, et huet een och dann op emol Spaass kritt un enger Sprooch, well een emol eng Kéier entzousch aneschtens et gelies huet, d'Franséisch, wéi nëmme an de Bicher, an et huet ee sech awer mat Medien auserneeegsat an et huet een ugefaangen ze gesinn, wat d'Differenze sinn, dass een do muss kritesch sinn.

Ech hat och och mengen, dass kann ech mech och gutt erënneren - op 4^e en

Däitschprof, wou mer dunn dat Buch vum Günther Wallraff gelies hunn iwwer seng Expérience als Reporter bäi der „Bild“, an dat hu mer dann ausgiebig diskutiert a gesinn, op wat fir eng Aart a Weis deemools de Springer-Verlag seng Zeitunge gemaach huet. An dat war wierklech als Jonken eng Lektüon, déi ee beandrockt huet, an dat war wierklech eng Etapp, mengen ech, um Wee, fir e mündige Bierger ze ginn, par rapport mat der Ausenanersetzung mat de Medien.

Ech wëll elo awer mat deene Beispiller ophalen, fir nëmme ze soen, dass d'Printmedien, Fernseh, Internet sécherlech awer och kann e Plus sinn, wann ee se an déi eenzel Fächer kann abauen. Et ass jo elo esou, dass mer ganz vill Dagesaktualitéit hunn, mir kréie jo déi Informatiounsflut, an dat soll och an de Schoulen opgegraff ginn.

Ech huelen elo e Beispill, d'Geschichtsfach: do gétt nach ëmmer mindestens eemol am Primaire oder am Secondaire, zweemol iwwert d'Réimer geschwat, wou ee sech heiansdo muss froen: Huet dat alles wierklech deemools, ass dat esou ofgelaf, wéi mer et gesot kréien? Firwat gétt net emol do heiansdo moies e Reportage gekuckt, zum Beispill iwwert d'Konferenz vu Kopenhagen, an doriwwer diskutiert, iwwert d'Aktualitéit oder iwwert d'Pirate viru Somalia, an doriwwer geschwat? Dat kënn een och an anere Fächer maachen - ech hat elo Geschicht genannt -, mä dass een dat och integréiert an aner Fächer, Sproochen, Geographie an esou weider. Ech mengen, hei muss also och en Ëmdeken an eise Schoule kommen. A wéi een dat ka maachen, hunn ech also un e puer Beispiller illustréiert.

Ech mengen, déi Beispiller, dass sinn awer wierklech Ausnahme gewiescht, punktuell Initiative vun einzelnen Enseignanten, an dat war keng generell voluntaristesche Approche vun der Éducatiounspolitik. An dat ass awer och da meng Konklusioon, op déi ech wäert elo kommen, an dat ass, dass et hei weiderhin nach hapert an der Medienerzëiung zu Lëtzebuerg, net nëmme dans le grand public, mä och nach an eise Schoulen. An et gétt sécherlech haut kee Prof a kee Schoulmeeschter, keng Léierin méi, déi net am Unterrecht op déi nei Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien zrëckgräift an domadder seng Schüler schaffe léisst.

Mä de Punkt ass deen, dass hei wierklech e systemateschen Usaz vun uewen erof feelt. Duerfir plädéiert d'DP, an dat hu mer och schon an eisem Wahlprogramm gemaach, gesot - ech hunn och e puer Beispiller ginn, mä dat ass elo sécher net „der Weisheit letzter Schluss“ -, mä mir plädéieren derfir, dass d'Medienerzëiung wierklech e feste Bestandteil vum Unterrecht muss ginn, vun deenen ënneschten Zyklen un. An de Moment ass et jo esou, wann een dann de Listing vun de Kompetenzsockelen an der Grondschoul kuckt, hunn ech nach net wierklech esou richtig fonnt, wou dat kloer steet. Vläch hunn ech se net alleguete gesinn, mä et ass op alle Fall nach kee systemateschen integralen Usaz, fir dass d'Medienerzëiung an déi eenzel Fächer integréiert gétt. Dat ass nach um Terrain net de Fall.

Ech mengen, et ass jo och dann déi Diskussioun: Maache mer e separate Cours oder integréiere mer et an e Fach? Ech hunn elo ganz kloer eis Meenung duerzou gesot: Dat muss integréiert ginn an déi verschidde Fächer. An anere Länner, ënner anerem a verschiddene Bundesländer an Däitschland, gétt dat esou gemaach. Et kënn een eng Stonn an der Woch soen - well dat war fréier och déi Diskussioun, wéi mer ugefaangen hu mat de Computere an der Schoul ze schaffen, hate mer dat iergendwou an engem Sall, dem Computersall, ofgeschloss vun allem, vun all Fach, wou mer léieren tippen - oder ass dat einfach, wéi ech virdu gesot hunn, en Aarbechtsinstrument, wéi dat och op der Aarbecht ass? -, also forcément muss een d'Medienerzëiung an all Cours mat integréieren. Wann ee konsequent wëll d'Medienerzëiung an de Schoulen aféieren, mussen d'Enseignanten an d'Éducateuren och op déi nei Missioun preparéiert ginn. D'Formation initiale a continue vun den Enseignantë muss deementsprechend ausgeriicht ginn. Och do bleift nach esou munches ze maachen.

Schlussendlech muss een awer och wëssen, dass d'Schoul net eleng zoustänneg ka si fir Medienerzëiung. D'Medienerzëiung geet schonns doheem un, ier een an d'Schoul geet, a si geet ebe weider, wann ee vun der Schoul heem kënn. Wann e Kand doheem onkontrolléiert ka Fernseh kucken, um Computer spillen, surfen an esou weider, da kann d'Schoul sécherlech och net alles riichtbéien. Och d'Eltere mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen, an dat wier sécherlech och méi einfach fir si, wa si och géife méi systematesch informéiert a forméiert ginn, dass et do eng ganz Rei Méiglechkeete géif ginn. Et ass also och sécherlech en Dossier, deen och d'Familljeministesche concernéiert, an ech bedauern et och e bësse, grad wéi meng Virspriecher, dass hei, bei esou engem wichtige Sujet, dee wierklech iwwert d'Schoul eraus an d'Famill geet, d'Familljeministesche leider haut de Mëtteg net hei derbäi ass. Wéi gesot, och do ass nach ganz vill ze maachen.

Ech kommen elo zum Ofschluss an ech géif do nach soen, dass mer déi Motioun, déi de Claude Adam fir déi gréng déposiert huet, natierlech kënnen matdroen, an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Berger och Merci, an dann huet d'Madame Dall'Agnol d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Fir d'éischt wëll ech an eiser aller Numm, mengen ech, der edler Spenderin emol vun de Maskottecher vun der Debatt vun haut de Mëtteg Merci soen. Merci wëll ech awer och mengem Virriedner soen, dee mer am Ufank vu sengem Exposé gewisen huet, mat senger Medienerfahrung, dass ech awer nach net gradesou al sinn.

► **Une voix.** - Ooooh!

(**Interruptions**)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Rar sinn déi, déi soen, dass se ouni Zeitung, Radio, Televisioun, MP3, Internet, oder ouni Handy duerch den Dag kommen. A wann et där gétt, da gehieren déi éischter enger eelerer Generatioun un, well déi Kanner an Teenager, déi am Moment opwuessen, dass ass déi éischt Generatioun, déi vu Gebuert u mam Computer an den digitale Medien opwiisst. Dës nei Medien, déi ofréieren engem alles an engem, Text wéi an der Press, Musék wéi am Radio, Filmer wéi op der Televisioun, mä derbäi och Spiller, a virun allem och d'Méiglechkeet interaktiv ze ginn an domat selwer ze decidieren, wéini ee wat mat hinne mécht, a firwat een dat och mécht.

Wann een deemno weess mat dese Medien ëmzegoen, si se och en Instrument, mat deem ee ka léieren. Medie sënnavoll a gutt asetze kann een awer net einfach esou, a genau dowéinst ass déi Mediebildung eben esou wichteg.

Aus enger Etüd am Optrag vun der EU-Kommissioun, déi an de Memberlänner, plus Norwegen an Island, 2007 duerchgefouert gouf, geet ervir, an dat däreft eis freeën, oder op d'mannst emol e bësse berouegen, dass déi Jonk sech de Problemer an de Gefore vun Internet a GSM duerch aus bewusst sinn. Um Internet fént ee Viren a Wierm, Piraten, déi Passwierder mat privaten Informatiounen wëlle klauen, et kann ee penibel Biller oder Videoen online setzen, et kann ee mat geklaute Kreditkaartennummere Wuer akafen, et gétt Biller vu Gewalt a Pornographie. Alles dat hunn déi Jonk selwer opgezielt an och méi oder manner Beispiller ginn, wéi si selwer sech och dergéint denken ze schützen. Déi, déi gefrot goufen, déi sinn also informéiert, mä virun allem si se sensibiliséiert. Allerdéngs gouf an där Etüd och ganz kloer, dass se déi Geforen, déi et gétt, nach vill ze vill oft op déi licht Schëller huelen.

A sengem Rapport fuerdert den Ombudscomité fir d'Rechter vun Kand, dass d'Medienerzëiung queesch duerch d'Schoul soll agefouert ginn, an an deem Zesummenhang sinn ech dann och, genesou wéi meng Virriedner, frou virun e puer Deeg an enger Resolutioun vun Jugendparlament gelies ze hunn, dass se net nëmme dem ORK seng Fuerderungen ënnerstëtzen, mä sech och ausdrécklech wënschen, dass Programmer wéi „CASES“ a „LuSi“



ausgebaut ginn, an datt och hiert Léierpersonal an hir Elteren an dese Programmer sollen deelhuelen, fir datt si eben déi Jonk op d'Gefore vum Chatten, Mailen, Surfen an Datenaustausch opmierksam kënne maachen.

Déi Jonk, déi nützen den Internet och haaptsächlech doheem. Dat gëtt engem ze denken, well, wann eenzel Eltere laut ORK-Rapport vun hire Kanner soen, an d'Kanner dat och selwer zouginn, datt se méi wéi sechs an aacht Stonnen den Dag virum PC setzen, an aner Eltere sech bekloen, datt hir Kanner d'ganz Nuecht um PC online spillen, da muss awer och d'Remarque erlaabt sinn, datt et virum allem d'Eltere sinn, déi hei mussen agräifen. A wéi schreift den ORK esou schéin a sengem Rapport: eng Tëlee an e PC, déi hunn näischt an engem Kannerschlofzëmmer verluer. Richtig!

Wann Elteren allerdéngs net duerchgräifen, da kann een esou vill informéieren a sensibiliséieren, wéi ee wëllt, dat ass wéi mat der berühmter Kou: Et kann ee se bei den Trach féieren, saufe muss se selwer.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Ooooh, drénken.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Mir sollen eis awer och näischt virmaachen...

Eng Kou, déi séfft.

Mir sollen eis awer selwer...

(Interruptions)

Madame Presidentin, ech hat geduecht, ech hätt eleng d'Wuert.

(Interruptions)

► **Mme le Président.** - Léif Kolleegen, d'Madame Dall'Agnol huet ganz eleng d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Mir sollen eis och näischt virmaachen, just verbidde bréngt allerdéngs och näischt. Amplaz ze verbidde, wier et gutt, wann d'Elteren an d'Enseignanten de Kanner kéinte bäibréngen, wat d'Medie maachen, wat se bréngen, firwat se gutt sinn, firwat ee se soll benotzen, an awer och, wou se ufänke geféierlech ze ginn.

D'Éducation aux Médias sollt sécher zu engem groussen Deel bei de Kanner a Jugendlechen usetzen. Ech mengen awer, datt d'Eltere mussen onbedéngt mat abezu ginn. Si mussen léieren, datt et, a firwat et wichteg ass, fir verantwortungsbewusst mat de Medien ëmzegoen. Dat heescht, de Konsum an der Zäit limitéieren an och d'Inhalter limitéieren, se eventuell och emol geziilt eraussichen, an net vergiessen, datt et och nach eng richtig Welt, eng net virtuell Welt gëtt.

Et gëtt och Elteren, déi dat maachen. Dat seet zumindest erëm déi Etüd vun der Kommissioun, wou all d'Kanner soen, se hätte méi oder manner staark Grenze vun hiren Eltere gesat kritt, wat d'Notzung vum Internet ubelaangt, an, bis op e puer Ausnahmen, ware se och alleguerten d'accord mat dese Limiten. Als Beispill gouf vun de Kanner opgefouert, datt d'Elteren eng Aart Minuterie um PC installéiert hunn, respektiv datt d'Elteren och nokucken, wat fir Säiten hir Kanner besicht hunn.

Datt déi Kontroll, wat d'Inhalter ugeet, wichteg ass, weist eis dëst Beispill. An engem belsche fénnefte Schouljoer, dat heescht Schüler vu plus minus eelef Joer also, do hunn an där Klass d'lescht Joer 45% vun de Kanner zouginn, datt se schonns op pornographesch Sitë gelant sinn. An datt et Pedopornographie och hei zu Lëtzebuerg gëtt, ech mengen, dat si mer dës Woch jo och erëm gewuer ginn.

Schockéiert huet mech allerdéngs och, datt an alle Länner aus der Kommissiounsetüd déi meeschte Befrote schonns selwer Erfahrungsgeemaach hu mat deem Beispill, wat den Här Majerus virdu gesot huet, nämlech datt Leit sech als Kanner aus hirem Alter ausginn hunn, an en fait awer vill méi al waren, an datt d'Kanner dann och net gezéckt hunn, fir op e Rendez-vous mat esou Leit ze goen. Datt d'Kanner dat awer duerno hiren Elteren net soen, dat erkläre se domat, datt se fäerten, si kréichen dann hiren Téléfon oder hiren Internet-USchloss ofgehall, esou

datt an deene meeschte Fäll och fir den Täter, dat heescht deen, dee sech als Kand ausginn huet, déi Episod ouni Folge bliwwen ass, a se eben datselwech nach eemol an nach eemol kënne probéieren.

A Saachen Internet a virtuell Welt ginn d'Elteren also vun hire Kanner net als Vertrauenspersoun wougerholl, mä als déi, déi verbidde, respektiv déi, déi kontrolléieren. Do bleift dann d'Fro op: U wie wenden déi Jonk sech dann iwwerhaupt, wann hinnen esou eppes geschitt? Ma u keen. Dat seet zumindest d'Resultat erëm eng Kéier vun där Kommissiounsetüd. Se schwätzen héchstens enner sech selwer driwwer. Bei d'Police gi se guer net gär, nëmmen als allerleschte Moyen, oder wa wierklech Liewensgefóer géif bestoen, an och d'Léierpersonal kënnt bei där Etüd schlecht ewech. Eestëmmeg soten déi Jonk, datt d'Léierpersonal souwisou näischt géif ennerhuelen oder ennerhuele kënnt, an datt se mat hinnen och guer keen esou e gutt Vertrauensverhältnis hätten. Se géife sech héchstens bei technesche Problemer, also zum Beispill Virussen, un d'Léierpersonal wenden.

Et muss engem och ze denke ginn, datt d'Kanner sech kengem méi wëllen uvertrauen. Eng méiglech Léisung wier et vläicht, eng Éducation aux Médias iwwert déi sougenannten „peer groups“, dat heescht, datt Jonker, Gläichaltreger also, forméiert ginn, fir datt si eben herno als Uspriechpartner fir hir Kolleegen do kënne sinn.

Ech sinn elo op de GSM an och op den Internet agaan, wëll awer als Zwëschebemierkung och soen, datt och déi méi al Medien, wéi zum Beispill d'Tëlee, hiren Deel derzou bäidroen, datt Jonker Gewalt ausgesat sinn. Et soll een also net mengen, datt just déi sougenannten nei Medie Geforequelle sinn. Als Beispill en Zitat vun engem rumänesche Jong téschent néng an zéng Joer, dee bei der Kommissiounsetüd dat heite gesot huet: «Un garçon dans ma classe regarde „Wrestling“ à la télé après 22 heures et il imite tout ce qu'il voit à l'école, il lance des chaises, il se bat. Il se croit le bagarreur de la classe.» - Enn vum Zitat. Och hei muss allerdéngs d'Fro erëm erlaabt sinn, wat e Kand vun néng respektiv zéng Joer owes no zéng Auer nach virum der Tëlee setze mécht.

Wa mer schonns bei den traditionelle Medie sinn, da soll een awer och e Wuert iwwert d'Zeitunge verléieren, déi jo nach ëmmer dat éischt Informatiousmedium sinn, net nëmmen hei am Land, an et der jo och gëtt, déi méi seriö si wéi aner.

Och hei mussen déi Jonk den Ëmgank mat den Infoen, déi se liesen, léieren, respektiv mussen se derzou bruecht ginn, sech iwwerhaupt emol ze informéieren, spréich déi Zeitung ze liesen. Ech zitieren elo aus engem Interview, deen d'Presidentin vum Conseil de presse, d'Madame Danièle Fonck, der Zeitung „Paperjam“ am Abrëll 2008 ginn huet: «À notre époque où les jeunes sont bombardés par de nouveaux médias, il est important qu'ils réapprennent la joie, le plaisir de l'écrit.» An e bësse méi spéit an deemselwechten Interview: «Un bon lecteur de journal devient un spectateur et un auditeur averti par la suite.» Deem ass näischt bäizefügen an ech kann deem also nëmmen zoustëmmen. An datt och d'Zeitungen hiren Deel zur Medienerzëiung kënne bäidroen, dat gesitt Der haut op eng ganz flott Aart a Weis op der Säit 14 am „Tageblatt“.

Zréck zum ORK, dee jo a sengem Rapport och drop hiweist, datt d'Gesondheet vun de Kanner enner engem Iwwer- oder falsche Konsum vun de Medie leit, an datt et zu Depressiounen, Angschtgefiller, Nervosität, Alldreem an och Schlofsteierunge kéint kommen. Et ass och net onbedéngt hei d'Dauer vum Konsum eleng, déi risikant ass, mä d'Kombinatioun vun den Inhalter an der Dauer, déi derzou kënne féieren, datt Jonker de Besuch zur Realitéit verléieren. Datt sozial Kontakter verluer ginn, wa Kanner sech nëmmen nach an hirem Zëmmer virum PC ophalen, ech mengen dat versteet sech vun selwen. Jonker, déi sech sozial isoléieren, déi vergiessen, datt et och Kolleegen am richtige Liewe ginn, an net nëmmen Avataren am „second life“, an déi am Extremfall souguer süchtg ginn an net méi vum virtuellen Erfolgserlebnis lassloossen, dat héiert ee leider ëmmer méi.

Zënter datt de Computer virum 20 Joer ugefaangen huet eng ëmmer méi grouss Roll an eisem Alldag ze spillen, huet och d'Gesellschaft selwer sech verännert. D'Omniprésenz vun de Medien an den neien Technologien bréngt eng Rei vu Risiken, vu Mëssbrauch oder schlechtem Gebrauch mat sech. Eenzel Kanner ginn, an d'Virriedner sinn och schon dorop agaan, haut virum der Tëlee oder dem PC geparkt, se ersetzen och alt emol de Babysitter, et gëtt méi bëlleg. Menger Meinung no kann Erzéiung awer nëmmen do geschéien, wou ee Mënsch deen anere Mënsch eppes léiert. Erzéiung ass a bleift also eng mënschlech, pädagogesch Aufgab.

An och wann déi meeschte Famillje soen, si géifen e PC kafe wéinst de Kanner, fir datt déi en zu hirer Bildung notzen, esou ass et e Fakt, dat weisen alleguerten déi rezent Etüden zu deem Thema, datt e virum allem fir ze spillen a sech ze amésiere benotzt gëtt. Duerfir sollen d'Elteren hir Kanner dann och eben net eleng mat de Medie loossen.

Nei Medie bidden awer och Chancen, esou ass zum Beispill de Kontakt mat Familljemembere, déi net am Haus wunnen an dacks hautdësdags wäit ewech wunnen, méi einfach ginn. Medie sinn och nützlich. Et kann ee mat hinne sech informéieren, kommunizéieren, spillen, léieren, et j'en passe. Jee nodeems, wat ee brauch oder wëllt, huet ee sëllege Medien zur Verfügung an all hu se hir Vir- an och hir No-deeler.

Net nëmme bei de Chancë gesinn ech awer eng Zwouklassegesellschaft op eis duerkommen. Et gouf jo schon des Öftere vum „media gap“ geschwat, dat heescht, datt et Ennerscheeder gëtt beim Notze vun den neie Medien. Een dovunner ass deen, datt a Famillje mat héijer Bildung déi nei Medie méi dacks a virum allem dacks besser agesat ginn. Dat soen net ech, mä dat kënnt vum Professor Dokter Petzold vun der Uni Köln, deen eng Etüd heiriwwer gemaach huet an dat doten erausfonnt huet. De Fachbegrëff zu dieser Situation ass iwwregens „digital divide“, e Wuert, mengen ech, wat ganz gutt gewielt ass.

Eng Etüd vum franséischen Observatoire social de l'enfance koom iwwregens 2002 schon zu folgender Konklusioun: nämlech, datt d'Kanner aus muer bemittelte Familljen am Duerchschnëtt 54 Minutte méi virum der Tëlee setzen a 27 Minutte méi laang mat der Spillkonsol spille wéi hir gläichaltreg Kolleegen aus besser situéierte Familljen. Och wat am Fernseh gekuckt gëtt, ennerscheet sech daitlech vun där enger Kategorie zu där aner.

De „media gap“ ass och net nëmmen akommesbezunn, mä och eeler Leit, eventuell och behënnert Leit riskéieren hei op der Streck ze bleiwen. D'Zwouklassegesellschaft spillt also ëmmer méi téschent deenen, déi wëssen, wéi ee mat Medien ëmgeet, déi wëssen, wéi een d'Zeeche vun de Medien interpretéiert, an deenen, déi wëll droplasskonsuméieren. A genee eben dës Leschtgenannte ginn all Dag bestuel, net materiell gesinn, mä vill schlëmmer, si kréien dat Wichtigst ewechgeholl, wat se hunn, hir Zäit, hir Liewenszäit.

Wann ech virum driwwer geschwat hunn, datt d'Gesellschaft sech ännert, esou huet dat och en Afloss op dat, wat mir, also d'Gesellschaft, als ze schlëmmer fir Kanner ugesinn. 1978 gouf nach vun engem Zeechentrückfilm wéi dem „Goldorak“ gesot, e wier brutal. Haut gëtt et Computerspiller, an deenen een nach derfir belount gëtt, wann ee Mënschen ëmbréngt.

Wann an der Déclaration des droits de l'Homme vun 1798 am Artikel 11 proklaméiert gëtt, datt «La libre communication des pensées et des opinions est l'un des droits les plus précieux de l'homme.», dann huet sécherlech deemools keen dru geduecht, wat déi Libre communication des pensées, zu wat dat kënnt féieren. Hei muss d'Kand wuel iwwert dës Fräiheet stoen, an dat geet jo och aus der Kannerrechtskonventioun Artikel 17, Abschnitt E ervir. An deem Artikel geet et ëm de fräien Zougank zu de Medien, deen all Kand soll hunn. Mä den Abschnitt E schwätzt sech awer och aus, fir d'Sécherheet vum Kand

an de Vierdergrond ze stellen - an ech zitieren: „die Erarbeitung geeigneter Richtlinien zum Schutz des Kindes vor Informationen und Material, die sein Wohlergehen beeinträchtigen“.

D'Technik geet weider - rasant kann ee soen -, an et gëtt Länner wéi China, déi wende genee dës Technik un, fir den Internet ze zensurieren. Ech sinn iwwerzeugt dervun, datt een dës Technik och fir besser Saache kann asetzen, wéi géint dee virum drun zitierten Artikel 11 vun der Mënschrechtserklärung ze verstoussen, nämlech deen, den Internet méi sécher ze maache fir eis Kanner an eis Jugendlech. Well d'Energie vun deene Leit, déi kriminell handelen, Viren an d'Welt setzen, Bullying bedriewen, oder engem an de Computer oder Handy abriechen, déi hält sécherlech net of. A well d'Kanner hautdësdags dacks déi sinn, déi decidéieren, wat fir e Multimediaequipment doheem an der Stuff steet, an d'Zäit, déi d'Kanner virum PC an der Tëlee verbréngen, klëmmt, ass et eben ëmsou méi wichteg, datt dat, wat se kucken, da wéinstens altersgerecht ass.

Wéi wäit Kanner a Jugendlecher schon Afloss huelen, weist eis d'Ausso vun der franséischer Chercheuse Monique Dagnaud, déi ennersträicht, datt d'Annonceuren an déi, déi Pub maachen, aus dräi Saache Konsequenzen zéien. Ech zitieren: «...l'élévation du pouvoir d'achat, le développement du temps libre et la focalisation sur les besoins et les désirs des enfants». Ech mengen, dat brauch een net weider ze kommentéieren.

Et ass awer och un der EU eng méi contraignant Approche ze huelen, wéi dat bis elo de Fall war. Eng Rei Saache si jo och do schon ausgeschafft ginn, wéi zum Beispill d'gréngt Buch iwwert de Jugendschutz an den audiovisuelle Medien oder awer och d'Recht op d'Géigenduerstellung. Do d'uecht, datt awer d'Sensibilitäten anescht sinn an de verschiddene Memberlänner, ass et ebe schwéier, op gemeinsam Standards ze kommen. D'Fro ass awer och hei am Land emol ze klären, wéi de Medieministère kann oder wëllt bei Programmer vun der Kommissioun matmaachen.

Et misst och an der EU zu enger weiderer Responsabiliséierung komme vun deem, deen d'Späicherplaz zur Verfügung stellt an deem, deen engem den Accès op Internet méiglech mécht, dat heescht dem Héibergeur an dem Fournisseur d'accès, well bis elo sinn déi nëmme bedéngt engagéiert a bal nëmmen den Éditeur fir de Contenu responsabel, an et d'äerf een och hei net alles der Autoregulatioun vum Marché iwwerloossen.

Och d'Medienerzëiung misst weiderhin u Stelleväert gewannen. D'Medienerzëiung iwwer „peer groups“ hunn ech virdu jo schon ernimmt. Mä op alle Fall sinn d'Elteren ee ganz wichtigen Zilpublikum; si müssen iwwer all d'Gefore vum Internet opgekläert ginn.

Vläicht kënnt een och drun denken, d'Kannerdokteren an d'Boot ze kréien. Sécherlech sinn dat keng, oder déi wéinegst, Spezialisten an der Matière, mä töt ou tard passéiert awer do jiddweree mat sengem Kand. Vu datt d'Dokteren nach ëmmer eng Vertrauenspersoun sinn, kéint een zumindest un en Dépliant oder eng Broschür denken, déi d'Elteren do obligatoresch ausgedeele kréichen. Vläicht huele jo déi eng oder aner Elteren et méi seriö, wa se et vun enger Persoun kréien, déi par ses fonctions um Wuel an der Gesondheet vum Kand interesséiert ass.

D'Crèchen, d'Schoulen an d'Jugendhaiser, dat si Plazen, wou ee kéint Informatiousowever ubidden, Informatiousmaterial hileeën, Posteren ophänken, fir op d'Problematik opmierksam ze maachen, a parallell Telefonsnummere an Hëllef unzbedden.

Bei eisen däitschen Nopere sinn d'Landesmedienanstalten eng zentral Ulfstell an dese Froen. An Nordrhein-Westfalen, zum Beispill, huet de Gesetzgeber der Landesanstalt fir Medien d'Aufgab ginn, d'Mediakompetenz am Land ze förderen, d'Me-

dienerzëiung ze ënnerstëtzen an zum selbstverantwortlechen Ëmgang mat alle Forme vun analoger an digitaler Mediekommunikatioun bäizedroen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dofir huet d'Landesanstalt villfälteg Aktivitéiten an deem Beräich entwéckelt an dozou gehéiere virun allem och breet gefächert Informatiouns- a Berodungsoffere fir d'Elteren.

Da muss ee sech froen, ob de Familljeminstère net nach méi aktiv misst ginn, fir Elteren a Famillje méi staark ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat et eben alles an deem Beräich scho vun Hëllefstellung gëtt. Do muss een och nach emol d'Initiative wéi CASES a LuSI luewen. Ech mengen, datt een dorobber kann opbauen. Allerdéngs muss se engem breede Publikum nach méi bekannt gemaach ginn.

Esou Informatiounen kéint een awer och méiglecherweis direkt iwwert d'Commerçanten, de Computer oder de Softwareverkeefe an de Bedreier verdeelen, well och si hunn eng Verantwortung ze droen.

ler ech op de Beräich Schoul méi spezifesch ze schwätze kommen, wëll ech hei nach kuerz drop agoen, dass an Nordrhein-Westfalen och schonn a virun allem vu Medienerzëiung am Précoce an am Pré-scolaire Rieds geet, dat, wat bei hinnen de Kindergarten heescht.

Grad der Fréierzëiung an der Spillschoul kéim eng grouss Bedeutung an der Éducation vum Kand zou, well Kanner do nach extrem opnahmefäeg sinn, an et wier och déi Plaz, wou d'Medienerzëiung säitens den Eltere kéint ënnerstëtzt an erweidert ginn.

Well awer grad do beim Léierpersonal grouss Defiziter festgestallt goufen, ginn an Nordrhein-Westfalen elo Moosname geholl, fir d'Qualifizierung vum Léierpersonal a Fachschoule fir d'Sozialpädagogik a Formation continue fir d'Qualifizierung vun Éducatrices ze assuréieren.

Den Artikel 7 vun eisem neie Schoulgesetz, deem d'„Domaines de développement et d'apprentissage“ definéiert, dee seet jo och: «L'éducation aux médias est intégrée dans les différents domaines.»

Dat heescht jo, se soll transversal geschéien an de verschiddene Fächer. Am Enseignement fondamental ass den Ëmgang mat de Medien dann och am Kader vun den transversale Kompetenzen definéiert. Des Weidere gëtt zum Beispill och am Fach „Éveil aux sciences“ den Ëmgang mat de Medien op eng kritesch Aart a Weis behandelt.

Mengen Informatiounen no ginn och verschidde Materialien a Leitfaden ausgeschafft, fir dem Léierpersonal Hëllefstellung ze ginn. Konkret Aktiounen zum Beispill am Beräich vun der Internetsécherheet fannen och schonn an de Schoule statt.

Wat d'Léierpersonal ubelaangt, esou ass et do wéi bei jiddwengem vun eis: Deen ee ka besser an deem aneren ebe manner gutt mat den neie Medien ëmgoen. Fakt bleift, datt si et sinn, déi och en Deel zur Erziehung bäidroen an dofir an hirer initialer Ausbildung an och an der Formation continue, déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt mussen kréien, fir sech dat Wëssen unzëeegenen, dat hautdésdags an deem Domän néideg ass, virun allem, wa se müssen d'Kompetenzen definéieren, iwwert déi d'Schüler solle verfügen.

D'Ganzdagsschoul huet bei eisen Noperen a Rheinland-Pfalz säin Deel zu enger besserer a méi kompletter Medienerzëiung bäigedroen. Hoffentlech wäert dat dann och bei eis an noer Zukunft de Fall kënnen sinn.

„Good practice“-Beispiller gëtt et iwwerhaupt an eisem Nopeschland op Bundesebene eng ganz Rei. Ernimmenswäert ass nach de Pilotprojet aus Bayern, déi de Medieführerschäin agefouert hunn an déi op eng spilleresch Aart a Weis deene Jonken aus dem drëtter respektiv véierter Schouljoer d'Gefore vun de Medien bäibréngen.

Den Internet an de ganze Medieberäich ass esou schnellieweg, et entstinn dauernd nei Kommunikatiounsplattformen a Kommunikatiounsmittelen, sou dass eben och d'Léierpersonal muss um Lafende sinn, fir d'Kanner kënnen en Connnaissance de cause op d'Chancen, mä awer och op d'Risiko vun den neie Méiglechkeeten hinze weisen. D'Medienerzëiung muss sech och ëmmer den aktuelle Medien a Problemer upassen, wéi eben zum Beispill dem Cyberbullying, also Mobbing am Internet, vun deem virun enger Rei Joren nach keen heibannen héieren hat.

Leider Gottes sinn d'Elteren dacks iwwerfordert; de Fossé numérique, deem ass eben net esou einfach ze iwwerkommen, a vläicht feelt och bei deem engem oder anere ganz einfach de Wëllen, fir sech dofir ze interesséieren.

An dësem Sënn misst et schonns bal obligatoresch sinn, dass d'Léierpersonal Weiterbildungscoursen an der Mediepädagogik besicht. Et versteet sech vum selwen, dass déi entsprecheend Weiterbildungscoursen am Beräich vun der Mediepädagogik als Deel vun engem kohärente Gesamtkonzept offréiert misste ginn.

An et schéngt mer och kloer, dass d'Éducation aux médias an Zukunft och muss a wäert am Postprimaire eng méi grouss Roll spillen.

Allgemeng bleift nach ze soen, datt den Otto Normalverbraucher net wierklech mediekompetent ass. Déi mannt wëssen, wéi Medie fonctionnéieren, wéi eng Zeitung entsteet, Radio oder Tëlees gemaach gëtt, oder eng Foto-, Biller- oder Filmsprooch fonctionnéiert. Dat sinn awer wichteg Voraussetzungen, déi ee muss hunn, wann ee wëllt déi ekonomesch Hannergrënn vu Medie verstoen, oder wësse wëllt, wéi Reklammen de Mënsch kënnen manipuléieren, oder fir de Konsum vun deem engen oder anere Produit ze steieren.

Et bleift och eng Illusioun ze mengen, datt ee Medie kéint à cent pour cent sécher maachen. Et kann een et am beschte mam Autostrafic vergläichen: Du kanns deng Kanner och do net zu honnert Prozent schützen, mä du kanns se léieren am a mam Trafic eens ze ginn, passiv oder aktiv.

Et muss ee se souguer léieren eens ze ginn, well Mediekompetenz ass eng Schlësselkompetenz, déi am Aarbechtswiesen och ëmmer méi u Bedeutung gewënnt.

Voilà, Madame Presidentin, Dir Dammen, Dir Hären, Madame Minister, als Fazit wëll ech nach emol drop hiweisen, wéi wichtig et wor, datt och den ORK op d'Risiko vun de Medien a sengem Rapport higewisen huet - woubäi ech hinnen och fir deem exzellente Rapport wëll am Numm vun der sozialistescher Fraktioun Merci soen, well se doduerch eng Diskussioun ugekuert huet, déi hoffentlech och hir Friichten an noer Zukunft wäert droen; an domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci an als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'éischt ee Merci un den Interpellateur, den Här Claude Adam. Dës Interpellatioun huet de Mérite, fir drop hinze weisen, datt am Beräich vun der Medienerzëiung nach ganz vill ze maachen ass.

D'Zil vun enger Mediebildung ass, fir gesellschaftlech a mehrfacher Hinsicht integrativ ze wirken: éischtens, duerch den Ofbau vu sozialer Benodeelegung, andeems d'Mediebildung an alle Schoulen opgeholl gëtt, vun der Crèche bis hin zur Uni; zweetens, duerch d'Förderung vun der Mediebildung bei de kulturelle Minoritéiten, verbonne mam Ofbau vu gesellschaftleche Barrieren, an drëtters duerch dat gemeinsam Léiere vun de Generatiounen, andeems jiddwree vun de Stärkte vun der anerer Generatioun profitéiert; déi sougenannten A1 vun der Fertegkeet vun de Jonken, an déi Jonk vun de méi groussen Fäegkeete vun der eelerer Generatioun a puncto Strukturierung a Problemléiung.

An de leschten zwou Dekaden ass et zu groussen Entwécklungen an der Medielandschaft komm, wat och zu engem Cli-

vage an der Gesellschaft gefouert huet, engersäits eng méi eeler Generatioun, déi Krämpes huet, fir mat der Entwécklung matzehalen, an op där anerer Säit eng Generatioun, déi mat den neien Technologien opgewuess ass. Dat ass u sech schonns ee ganz markanten Déséquilibre, deem hei entstanen ass.

Et gouf vu jehar nach ëmmer Generatiounskonflikter. Mä duerch déi technologesch Innovatioun vun der Medielandschaft ass de Kontrast méi grouss wéi jee. Favoriséiert ass dës Spaltung och duerch eng ganz nei Liewensweis, nämlech Elteren, déi schaffe ginn an hir Kanner praktesch nëmmen zweemol am Dag gesinn, wat dozou féiert, datt d'Kommunikatioun ze kuerz kënt. Kee Wonner, datt et zu neie Kommunikatiounsmechanisme komme muss an och komm ass.

D'Flucht aus enger sougenannte realer Welt mat wéineg Kontakter an eng virtual Welt eran, mat räichlech vill Kommunikatiounsméiglechkeeten, war déi logesch Konsequenz.

Komescherweis constatéiert een ëmmer méi déi paradoxal Liewensweis an eiser Liewensgesellschaft: Zwou Persounen, déi sech dobausse begéinen, hunn net vill ze soen, ausser vläicht e puer Wieder iwwert d'Wieder ze verléieren, awer wann déiselwecht zwou Persoune sech zum Beispill um Facebook begéinen, dann ass et wéi eng Befreiung. D'Mask, de Rideau fällt, an et gëtt iwwert alles geschwat.

(Interruption)

Dëse Phenomeen ass gang und gäbe bei de Jugendlechen; all Informatioun iwwert déi klengsten Detailer sinn online ze ginn.

Hei ass evidentereis eng Verlagerung vun der Kommunikatioun vun engem Niveau A, enger reell Welt, déi als feindseeleg emfonnt gëtt, op en Niveau B, eng virtuell Welt, déi als nec plus ultra ugesi gëtt.

Et ass also net iwwerraschend, datt de Gruef tëschent de Generatiounen méi grouss ginn ass. An d'Evolution an dëser Medielandschaft ass net méi opzehalen, esou datt d'Welt an den nächsten zéng bis 15 Joer eng ganz aner wäert si wéi déi vun haut, an dee Moment wäert d'Jugend vun haut par rapport zur nächster Generatioun zimlech al ausgesinn.

Vill Eltere soen haut, datt si net méi un hir Kanner erukommen. Fir dësen Defizit opzehiewen, mussen si awer versichen, fir déiselwecht Sprooch ze schwätzen. Et ass normal, dass ee Japaner net mat engem Lëtzebuurger ka schwätzen, wa si net eng gemeinsam Sprooch hunn. Hei ass et also evident, dass eng vun de Parteien déi aner Sprooch muss léieren, an d'Eltere sinn noutgedronge gezwongen, fir sech mat den neie Medien ze befaassen an esou mat de Wee fräi maache fir de liebenswichtigen Dialog, deem op normalem Wee net méi esou gutt fonctionnéiert.

A mir kennen alleguerter jo ganz vill Beispiller vun der Praxis. Wann d'Mamm seet: „Kënnst de iessen?“, dann äntwert d'Kand: „Nerv net.“ Wann déiselwecht Mamm um „Facebook“ datselwecht freet: „Kënnst de iessen?“, da seet d'Kand: „Jo, an zéng Minuten.“

Et kéint ee munch Beispiller zitieren an hei mierke mir, datt d'Kommunikatioun op een aneren Niveau verlagert ginn ass, nämlech op d'Spillwies vun den neien Technologien. Als Angscht a Reaktioun géigeniwwer dësem Zoustand gëtt op verschidde Konsequenze vun engem Iwwerkonsum gewarnt, nämlech den Ersatz vu reelle Kommunikatiounspartnere mat virtuell oder mediale Partneren, eng sozial Isolatioun, ee Realitéitsverloscht, d'Förderung vun der Gewaltbereitschaft, ee Sech-Gewinnen un eng niewebäi Beriselung, d'gesondheetlech Konsequenze wéi Mangel u Bewegung, Aeproblemer an esou weider.

Här President, et dierf ee sech awer net senger Verantwortung entzéien. Deementsprechend bleift déi kruzial Fro, déi wichtigst Fro: Wéi kann ee mat den neie Medien richteg - entre guillemets richteg - ëmgoen?

Wann d'Medien d'Kand praktesch iwwert dee ganzen Dag ewech méi oder manner intensiv begleeden, da gëtt de richtegen Ëmgang mat dem medialen Angebot zu

engem zentralen Zil fir eng zäitmëssig Erziehung. Hei kënt de Begrëff Mediekompetenzerweiterung an d'Spill, fir éischten ee Schued ze vermeiden an zweetens een Notzemaximisierungsprozess unze-striewen an ze errechen.

Et ass wichteg ze wëssen, datt eng Medienerzëiung an e richteg Mediaverhalten net dierfen isoléiert geschéien, mä et ass alles an engem Erziehungsgeschehen als Ganzes englobéiert ze betruechten.

Erziehung heescht net, säi Kand wa méiglech géint säi Wëllen an eng Richtung zéien, mä Erziehung bedeit, dass d'Elteren an d'Kanner sech bei all Weckräizung verstännege, welch Richtung si gemeinsam aschloe sollen. D'Kand soll mat an de Prozess agebonne ginn a sech senger Verantwortung bewusst sinn a matentscheiden. Nëmmer esou kann onnéidege Konfliktpotenzial vermidde ginn.

Wéi soll elo déi Mediepädagogik ugepaakt ginn? Wat ugestriift muss ginn, ass net ee preventiv pedagogesch Usaz, mä ee kompetenten Ëmgang vum Notze mat de Medien. Also ass d'Mediekompetenz dat ieweschst Zil vun enger professioneller Medienerzëiung.

Mediekompetent ass een net, wann een no 30 Minutten de Knäppchen dréckt, fir säi Computer auszuschalten. Mä et ass ee mediekompetent, wann ee verschidde Kritären erfëllt, an dat sinn: 1. Wann een iwwert d'Medien informéiert ass, zum Beispill: Wéi fonctionnéiert esou een Apparat? 2. Wann een d'Medie richteg benotze kann, zum Beispill Telebanking, Teleshopping, Notzekompetenz. 3. Wann ee mediekritesch ass. 4. Wann ee kreativ an innovativ zur Gestaltung vun de Medien matwierke kann.

Mediekompetent ass, wann een zum Beispill komplex Zesammenhängen zu interpretéieren weess; wann een d'Realitéit an d'Fiktioun vu Persounen a Situatiounen ënnerscheede kann; wann ee sech virun ze staarke Medienandrëck schützen kann; wann ee sech iwwert d'Medien austausche kann a staark emotional Andréck am Spill veraarbechte kann; wann een d'Medie kritiséieren kann a capabel ass, d'Medie selwer ze gestalten. Dat ass de richtegen Ëmgang mat de Medien.

D'Mediepädagogik muss d'Schülerinnen an d'Schüler zu engem verantwortlechen, sozial verantwortlechen, sachgerechten a selbstbestëmten Ëmgang mat de Medien befäegen. Do ginn e puer Unterrechtstonnen net duer. Et ass, wéi gesot, ee ganzheitlech Bildungszil, flächeniwwergräifend mat allen Acteuren - d'Kanner, d'Elteren, d'Éducateuren an d'Schoul -, an et ass bildungspolitesch als Prioritéit ze ginn.

Vu dass Medienerzëiung een Element vun der gesamter globaler Erziehung ass, weise mir als ADR drop hin - et ass net déi éischte Kéier an et wäert och net déi leschte Kéier sinn -, datt d'Fra oder de Mann am Foyer déi zentral Figur ass vun der Famill. Mir sollen alles ënnerhuelen, fir d'Mamm oder de Papp an hirer Aarbecht als Erzëier ze revaloriséieren an hiren Engagement muss honoréiert ginn. Eng Aarbecht am Stot ass an allen Hinsichte gläichzesse mat enger Aarbecht dobaussen an deementsprechend ze förderen.

Här President, ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Colombera Merci, an als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, och wann ech elo eng Stonn Zäit hätt, da géif et mer awer schwéierfallen, well et ass bal alles gesot. Ech probéiere vläicht e puer Saachen nach ervirzestrichen, déi net esou däitlech zum Virschäin komm sinn.

Ech mengen, dass een awer misst zwee Aspekter trennen, déi mer haut an enger verbonnerter Diskussioun diskutéiert hunn. Nämlech op där anerer Säit deem Aspekt Protektioun vun de Kanner haaptsächlech par rapport zu de Gefore vun deenen neie Kommunikatiounstechnologien, am Sënn vum Rapport, deem exzellente Rapport, deem hei des Öfteren zitéiert ginn ass, vum Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner, an op där anerer Säit méi allgemeng de kriteschen Ëmgang mat alen an neie



Medien, an an deem Beräich dann natierlech och eng Erziéung, verbonne mateneen. Verbonne mateneen, an awer sinn et zwee Aspekter vun enger Problematik, déi wéi gesot zwar zesammenhänken, mä awer zwee verschidden Aspekter.

Zu der Medienerziéung net nach eng Kéier, wat alles gesot ginn ass. Ech mengen, dass eng gutt Medienerziéung en Deel muss si vun enger Erziéung zu engem kriteschen, aktive Bierger. Da mengen ech deen Aspekt, deen Aspekt vun enger Erziéung zu mündegen a kritesche Bierger, zu engem aktive Bierger. An da geheien ech awer vläicht e Stéchwuert eran, wat haut - mengen ech - nach net gefall ass, ausser ech hätt net gutt nogeläuschert, dat ass dee vun der politescher Bildung am beschte Sënn vun deem Wuert. An do gëtt et exzellente Beispiller am Ausland, beispillsweis a verschiddene Länner vun der Bundesrepublik, a wou - mengen ech - mer hei, net ech eleng, mä vill scho laang bedauern, dass mir hei zu Lëtzebuerg e Konzept vu politescher Bildung eigentlech net hunn. Well dat, wat mir an de Schoulen hunn als Instruction civique, dat ass nach keng politesch Bildung.

An ech wëll mech elo net méi wäit dorüber aloossen, wat dat kéint sinn, mä ech mengen, do wär eng Diskussioun dringend noutwendeg - dofir hunn ech och virdu vun där e bëssen Trennung awer geschwat -, eng Diskussioun dringend noutwendeg iwwer e Konzept vun enger seriöser, vernünftiger, kritescher, politescher Bildung.

Ech wëll an deem Zesammenhang och bedauern déi Themaen, déi mer haut diskutieren, déi - dat ass awer scho gesot ginn -, déi kënnen a ville Fächer behandelt ginn, sollen interdisziplinär behandelt ginn, ginn och schonn zum Deel a scho méi laang an ënnerschiddleche Fächer behandelt.

An da benotzen ech d'Geleeënheet, fir dann awer nach eng Lanz ze brieche fir ee Fach, wat mer leider nach net hunn a wat awer ganz gutt géeeigent wär, och fir déi doten Thematiken ze behandelen, an dat ass dat Fach, wat dann, ech däréif awer emol soen, deen eigentlech onvernünftigen Dualismus vun eise moralesche Coursen, deen onverstännegen Dualismus géif ophiewen an ersetzen duerch en eenheetleche Cours, deen ech net géif Wäerteunterrecht nennen; well Wäerteunterrecht, Wäerter losse sech net esou unterrichten, mä dee géif ech nennen „praktische Philosophie“, ugepasst un den Alter vun de Kanner. A wat e Fach wär, wou dat, wat mir haut déi ganzen Zäit beschwat hunn, niewent anere Fächer och kéint behandelt ginn.

Mat allem, wat hei gesot ginn ass zu deem anere Punkt, also Protektioun vun de Kanner par rapport zu de Gefore vun den neie Medien, wëll ech net nach eng Kéier alles widerhuelen. Ech wëll just nach eng Kéier betounen, dass et menger Meenung no enorm wichteg ass, fir tëschent der Schoul an den Eltere méi e vernünftige Kontakt wéi bis elo hierzestellen. Mir hunn och net vill dervun, wa mir hei en Nomëtteg laang „Elternschelte“ bedreiwten. Dobäi kënn näischt eraus.

Par contre e systematesche Kontakt tëschent Schoul an Elteren, wou awer net d'Schoul als de Lehrmeister par rapport zu den Elteren optrëtt, mä wou en Échange soll sinn tëschent den Elteren an de Schoulen, ech mengen, dass dat onbedéngt noutwendeg wär.

An dann, och nach eng Kéier, wat „Elternschelte“ betrëfft: Mir däreifen net vergiesen, a wéi enge konkrete Liewenssituatione munch Famillje liewen a wat mer vun deene verlaangen, wa mer och nach soen, si missten hir Kanner méi staark kontrollieren, wa se effektiv niewent hirer Aarbechtszäit net méi vill Zäit hunn. Ech plädieren awer net, net dass ee mech falsch versteet, d'Fraen doheem. Ech plädieren fir allgemeng Aarbechtszäitverkürzung fir béid, fir dass d'Eltere méi Zäit hunn, fir sech och mat hire Kanner ze beschäftegen.

Net genuch - och, wann ech net e Rezept weess -, mengen ech, net genuch betount, a wéi engem Ausmooss dass déi Geforen, vun deene mer haut hei schwätzen, en ekonomeschen Hannergrond hunn,

nämlech den Hannergrond, dass hei systematesch mussen nei Besoinë kreéiert ginn, fir dass d'Wirtschaft dréint. Besoinen, déi meeschtens artificiel sinn oder zu engem groussen Deel artificiel, wann net souguer geféierlech.

Dann, wa mer iwwer Medie schwätzen, musse mer och iwwert d'Responsabilitéit vun de Medie selwer vläicht nach méi schwätze wéi haut, zum Beispill wat fir e Bild vun Informatiounsvermittlung d'Medien och hei zu Lëtzebuerg ginn, wéi wäit dass se Kommentar an Informatioun trennen, wat ëmmer esou als Noutwendegkeet ugesi gëtt, wéi wäit dass se deen néidege Pluralismus, deen noutwendeg wär, beuechten, an esou weider an esou fort.

Ech mengen, mir musse et fäerdeg bréngen, den allgemenge Bildungsniveau ze hiewen duerch wesentlech Ustrengunge vun eiser Schoul. Déi kann net all gesellschaftlech Problemer léisen,...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir misst sou lues zum Schluss kommen!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... mä huet awer eng gréisser Responsabilitéit.

Ech kommen och zum Schluss. Just een Aspekt, dee mer awer och hei e bëssen ongenügend diskutiert ginn ass, dat ass de Punkt, wéi wäit dass d'nei Medien an der Aarbechtswelt benotzt gi fir Disponibilitéit, Kontroll an esou weider nach méi ze verschärfen, wéi dat schonn de toute façon de Fall war.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci, an elo kritt d'Wuert d'Erziéungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen all den Intervenantë Merci. Dat war sécher e laangen an interessanten Débat, deen eigentlech zwou Diskussiounen ëmfaasst, dat eent de Rapport vum Ombudscomitée fir d'Rechter vum Kand, dee jo eigentlech op Geforen oder - losse mer soen - d'Gefore vun engem iwwerdrifwene Usage vun den neie Medien ageet, an op där anerer Säit déi Aktualitéitsstonn iwwer eng Éducation aux médias. Déi zwee hu mateneen ze dinn, mä iwwerschnede sech net onbedéngt.

Ech wollt och hei direkt soen, dass ech am Numm vun der Regierung hei stinn, och vun der Familljeministesche. De Medieminister huet mer nach extra telefonéiert, fir dass ech soll soen, dass d'Remarquë vum Här Adam iwwert de Conseil National des Programmes, dass do jo e Projet déposiert ass an dass hie wëlles huet, deen nach eng Kéier ze iwwerschaffen, fir eben dorüber de Punkt - losse mer soen - vum Contrôle oder d'Supervisioun vun de Radio- an Téléeprogrammer do nach eng Kéier driwwer ze diskutieren.

Ech wollt eigentlech op Medienerziéung agoen, well ech denken, dass Mediekompetenz an der Welt vun haut ëmmer méi wichteg gëtt, well eischtens d'Inhalter jo méi villfälteg ginn. Ech mengen, et ass awer och eng Chance. Medie ginn eis Informatioun, Dokumentatioun, si ginn eis och nach mat vill Reklammen. Mir kënnen... Et ass ganz vill, wat een ënnert der Kategorie Entertainment géif rangieren, wat een iwwert d'Medie ka kréien, ganz vill Spiller.

De Support ass och immens variéiert. Traditionell waren et Zeitung a Radio, an dunn d'Televisioun. Elo kënn den Handy derbäi, Computer, Online-Spiller. Déi nei Medie sinn och vill méi accessibel fir jiddwereen, well se eben esou gefälleg sinn, well ee ganz vill sech kann dermat amëssieren, a si ginn eng ganz nei Dimension. Et ass net nëmme, dass een Informatioun sech siche geet a passiv iwwerhëlt, mä et ass och eng nei Roll vun Interaktioun, Austausch a Kommunikatioun, déi mat den neie Medie verbonden ass.

Dofir denken ech, dass d'Mediekompetenz, déi ass vun e puer Leit hei definéiert ginn. Ech wëll dat net nach eng Kéier widerhuelen. Ech mengen, jiddwereen kann d'Mediekompetenz definieren; dass et net duergest techneschen Know-how ze

hunn, mä dass ee muss sech e Bild maachen iwwert dat, wéi Medien entstinn, dass een dat muss kënnen bewäerten, dass een et soll kënnen benotzen, dass ee sech muss bewusst ginn, dass dat eng Influenz op ee kann hunn, an dass een dat muss kënnen ofschätzen an ofweien a sech net dovunner manipuliere loosse.

Wann dat och alles einfach gesot ass, dann ass dat awer vill méi schwéier ëmzesetzen. An ech wollt och den Deputéierte soen, dass Mediekompetenz schonn enthalen ass an de Curricula an der Schoul.

Déi neiste Curricula, déi mer jo geschriwwen hunn, dat sinn déi nei Kompetenzen an der Grondschoul. Do ass eischtens am Gesetz - et ass och hei gesot ginn - virgesinn, dass d'Mediekompetenz integréiert ass an all Fächer. Si ass transversal definéiert. Et ass eng transversal Kompetenz, déi an alle Fächer muss opgegraff ginn. Et sinn och Itemen, wann ee sech dat ukuckt, an deene verschiddene Fächer dran, haaptsächlech an de Sproochen. Wéi ginn ech mat Informatioun ëm? Wéi bewäerten ech dat? Wéi benotzen ech dat?

Dat ass also an där moderner Kompetenzbeschreibung, déi mer am Grondschulgesetz hunn, ass dat alles verankert. Mir wëssen, mir sinn amgang déiselwecht Aarbecht ze maache fir d'Lycéeën, fir d'Horaires et programmes; also alles, wat am Secondaire ass; wou mer dann och déi transversal Kompetenzen déclinieren op déi eenzel Fächer.

Et ass awer och net esou, wéi och Verschiddener gesot hunn: Déi Mediekompetenz ass eigentlech elo scho virgesinn. Si war awer ëmmer op Fächer limitéiert. Mir hunn dat am Franséischen, am Däitschen an dann och an de Sciences naturelles, wat elo nei Technologien uegt.

Dofir, mir hunn och neit Material dozou erausginn. Mir hunn d'Autorisatioun kritt vun der „Zeit“ fir hir Dokumentatioun ze benotzen an de Lycéeën. Dat ass och um Programm. A mir hunn eng Dokumentatioun fir Franséisch, wat haaptsächlech d'Presse à l'école, wéi dat de classeschen Numm war, wéi ee mat Medien ëmgeet.

Ech wollt och soen, dass mer d'Joer och eng Semaine de la presse maachen an de Schoulen. Dat ass also déi Woch no Ouschteren, well zu Medie gehéiert jo d'Zeitung sougutt wéi déi aner, an den Émgang mat Informatioun ass op allen Niveauen a mat alle Supporten eppes Wichteges.

Ech wëll elo net... Dach, ech wëll e puer Projeten opzielen, fir ze weisen, wéi d'Schoule sech awer och implizéiert hunn an dee ganzen Domän vun der Medienerziéung.

Do gëtt et haaptsächlech d'ACA, d'Association pour l'enseignement de l'Audiovisuel, du Cinéma et des Arts acoustiques, déi wierklech eng Pionieraarbecht gemaach hunn. Mir hunn immens vill Schoulprojete vu Radioen, de Lycée du Nord Wiltz, den Uelzechtkanal, d'Mediapolis am Kolléisch, de Radioprojet am Michel Rodange, de Laptop-Projet am Aline Mayrisch, d'Zeitungen an all méigleche Lycéeën; déi lescht, wou ech elo interviewt gi sinn, war den Nic Bieber.

Et si ganz vill Primärschoulen och, an elo Grondschoulen, déi Zeitunge maache mat de Kanner. De Projet „Pippi Langstrumpf“, dee wierklech och e Modellcharakter huet. De Radio ARA, deen iwwer Joren d'Schoulen associéiert un d'Gestaltung och vu Medien.

An da wëll ech awer mat neie Medien extra ervirhiewen, de Projet „Technolink“ vun der Stad Lëtzebuerg, dee wierklech och eng exemplaresch Aarbecht mécht, an den „norTIC“, deen déiselwecht Aarbecht am Norde vum Land mécht.

Et ass also esou, dass d'Medienerziéung schonn een Element ass vun der Erziéung tout court an de Schoulen.

Déi nei Medien, déi loosse natierlech och eng Angscht entsteen, an ech ka mech nach ganz gutt erënneren - et ass nach net esou laang hier -, mä virun zéng, 15 Joer hate mer alleguerten d'Angscht, wann elo déi nei Medie géife kommen, da géife mer eng Exklusivdomadder provozieren, well verschidde Kanner oder Familljen iwwerhaupt keen Accès zum Ordinateur

oder zum Handy géife kréien. Do ass och e groussen Effort gemaach ginn, fir d'Schoulen ze équipieren. Lëtzebuerg huet mat déi bescht équipéiert - wat Informatik ueget - Schoule vu ganz Europa.

A mir kommen am Fong elo vun där Angscht vun der Exklusivdomadder vun der schlechter Utilisatioun vun den neie Medien. An ech mengen, dass et och wichteg ass, wann eben d'Utilisatioun, de Gebrauch vun den neie Medien esou zouhëlt, wéi mer dat am Alldag gesinn, dann ass et natierlech wichteg, dass mer och drop hiweisen, op wat een do muss oppassen.

An ech gesinn eigentlech dräi grouss Domänen do. Dat Eischt ass emol d'perséinlech Sécherheet vun de Kanner a vun deene Jonken, dass se musse oppassen, wem se Adresse ginn, mat wem se chatten, wéi eng Informatioun se iwwer sech an de Réseau eraginn.

Deen zweete grouse Volet - an deen ass awer gradesou wichteg a gëtt oft net respektéiert -, dat ass d'Violatioun vun de Rechter vun deenen anere Leit, de Plagiat, deen immens verbreet ass, a wou d'Leit fannen, dat wär e Kavaliersdelikt, wat awer wierklech keen ass. Do musse mer wierklech verstärkt drop insistieren. An den Droit à l'image. An do géif ech och en Appel maachen, net nëmme un d'Kanner an un d'Enseignanten, mä un alleguerten d'Leit, dass een net däréif Biller vun anere Leit, oui déi ze froen, op e Site setzen. Dat gëtt och vu villen Erwuesenen, déi net mat Kanner a Kontakt sinn, net respektéiert.

An dat Drëtt, dat ass wierklech, wann een den Abus vun Medien, an dat sinn déi fragil jonk Leit, géif ech soen, mä dat ass bei all Suchtverhalen de Fall, dass een ze vill Zäit drop verwennt. Dann ass dee ganze Problem vun der Violence, deen um Internet an an de Medie véhiculéiert gëtt. Et ass de Problem vun der Pedophilie, vun der Pornographie.

An een Element, wat vläicht bei den neie Medie méi ausgeprägt ass, dat ass de Realitéitsverloscht, dass een an enger virtueller Welt kann handelen an dass een do déi onméiglechste Saache ka maachen an dass herno awer alles an der Rei ass. Mä mir wëssen, vu Kanner a jonke Leit, déi stonnelaang online spillen oder einfach nëmme an engem Ordinateur an déi am Fong doduerch d'Realitéit verléieren.

An dat sinn natierlech Domänen, wou mer an der Schoul, an ausserhalb vun der Schoul, mat alle Partner musse a sollen intervenieren. An do sinn awer och ganz vill Aktiounen. Déi sinn zum Deel schonn hei genannt ginn. Ech wëll kuerz drop agoen.

Säit 2003 hunn de Ministère vun der Économie, vun der Éducatioun an d'Jeunesse sech zesummegeesat, fir do zesammen aktiv ze ginn. A säit deem Joer gëtt et och en „Memorandum of understanding“, eng gemeinsam Plattform, e Comité interministériel, wou d'Ministèren zesumme sinn, fir zesammen d'Aktiounen ze maachen, wou dann och déi Associatiounen, A.s.b.l.en oder och Kommerzieller, déi sech mat associieren, sech zesummeffannen. An d'Koordinatioun ass beim Service National de la Jeunesse, deen dofir dann och d'Moyens budgétaires krut, fir dat ze géieren.

Do si ganz vill Saache gemaach ginn. Ech weisen lech just: Hei ass d'Informationssicherheit. Dat ass also e Leitfadener zur Informationssicherheit. Dat ass souwuel fir d'Schoul wéi fir d'Elteren. Wichteg ass et ze wëssen: Sämtlech Septiëmen am Land kréien eng Formatioun iwwer Sécherheet um Internet; alleguer, all Septiëmen am Land, zwou Stonnen. A mir hunn et elo ausgedehnt op d'Grondschoulen. Verschidden Arrondissementer hunn all drëtt Schouljoren, elo d'Joer fir d'Éischt, wou se alleguerten eng Formatioun kréien, wou d'Kanner op d'Gefore vum Internet gewise ginn.

Dofir wëll ech soen: d'Limiten och vun der Schoul. Mir kënnen esou eppes maachen,

an da muss een dat awer ëmmer... Et muss jo durabel sinn. Dat heescht, dat muss ëmmer erëm reliéiert gi vun allméiglechen Erwuesenen an ëmmer erëm widderholl ginn. Dat ass also CASES mam Ministère de l'Éducation a mam Service national de la Jeunesse. Mir sinn also do ganz aktiv.

Et ginn och Unitéiten ausgeschafft. Et ginn Unterrechtsunitéite fir d'Enseignanten, fir an der Schoul mat de Schüler dorobber dann ze schaffen, well et geet jo drëm, eng Sensibilisatioun vun den Enseignanten ze kréien. Lëtzebuerg ass selbstverständlech beim LuSI aktiv; dat ass jo eng europäesch Initiativ, wou dann och kënnen d'Schoulen oder d'Maison-relais oder d'Maisons de jeunesse do Leit ruffen, fir déi Jonk dorobber ze sensibiliséieren.

Mir hunn „Safer Internet Days“ an de Schoulen, wou dann e ganzen Dag op deene Sujeten d'Schüler zesummekommen. De Service National de la Jeunesse huet Projets vidéo, wou kënnen Gruppen op Eesebur kommen, fir dorobber ze schaffen. Mir hunn de Kanner- a Jugendtelefon, wou Helplinë sinn, wou ee Poste vum Ministère de la Famille zur Verfügung gestallt gëtt; d'Haus 89, wou och e Posten zur Verfügung gestallt ginn ass fir Assistants psychologiques, fir déi Leit, déi Victimë si vun enger Iwwerdosis - wann ech dat kann esou nennen - vu Medien oder vun neie Medien, d'Consumatioun.

An da wollt ech soen, dass eng Remarque gefall ass, déi ech opgegraff hunn: D'Schoule sinn net am Krich mam Handy. D'Schoule sinn iwwerhaapt net am Krich mat den neie Medien. D'Schoule benotzen déi nei Medien. Ech wëll just soen, dass mer eng Circulaire un d'Schoule gemaach hunn, un d'Lycéeën an un d'Grondschoulen. En Handy huet während der Schoul aus ze sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - En Handy dérangéiert an der Schoul. Dat huet näischt mat engem Kampf géint den Handy ze sinn. Dat huet mam Respekt vum Unterrecht ze dinn.

(**Interruption**)

An zweetens wëlle mer och, dass iwwert déi Instruktioun d'Schüler drop sensibiliséiert ginn, dass ee muss oppassen, wat ee mat sengem Handy an der Schoul mécht. Well, wann een do filmt an et setzt een déi Biller, déi een do gefilmt huet - an ech wëll dat hei widderhuelen, dass jiddwereen dat och weidergëtt -, dann op d'Internetsäit vun der Schoul oder soss anzwousch hin, da mécht ee sech strofbar, deemno wat op deene Biller ass. A mir mussen eise Schüler dee Respekt virun de Biller a wat ee mam Usage vun de Medie mécht, mir mussen de Schüler dee bäibréngen. Dat ass mer wichteg.

Selbstverständlech muss mer och mat der Repressioun, mat der Police, mam Parquet zesummeschaffen, mä ech denken, dass d'Preventioun hei vill méi wichteg ass wéi d'Repressioun.

Esou dass ech Merci soe fir deen Débat. Ech wëll awer och op d'Limité vun der Schoul hiweisen. D'Kanner sinn eng Rei Stonnen am Joer an der Schoul. An d'Schoul ass an enger immenser Konkurrenz mat Medien, déi vill méi attraktiv sinn. A si si ganz vill Stonnen mat anere Saache beschäftegt, an dofir sinn ech am Fong frou, wann deen Débat derzou bäidréit, fir d'Opinion publique ze sensibiliséieren op d'Wichtigkeet vum responsablen Émgank mat de Medien.

Ech géif awer och gär ënnersträichen, dass mer awer frou sinn, dass mer déi Medien hunn an déi Informatiounsquell. Well besonnesch fir jonk Leit maachen awer déi nei Medien en général hinnen d'Welt op. Et ass en Accès zu Informatiounen, zu Dokumentatiounen, déi, wann ech dem Här Berger seng Beschreiwung aus senger Kannerzäit, an ech wëll net vu menger Schwätzen, wëll erëmginn, hinnen awer immens vill eigentlech e Schlüssel zur Welt gëtt. An

ech mengen, et wär gutt, wa mer dee géife benotzen an da parallel derzou warne an soen: Oppassen, et muss e verantwortlech mat deene Medien ëmgoen.

An ech hoffen, dass deen Débat derzou bäigedroen huet, och d'Opinion publique ouni Schelte ze maache fir iergendeen, mä ze sensibiliséieren, dass een alles, wat gutt ass, muss responsabel benotzen a rasonnabel. An dofir wëll ech jiddwereengem Merci soen hei fir déi Sensibilisatioun. Ech mengen net, dass mer um Enn si vun den Diskussiounen. Dat do geet wieder.

An deem Sënn, den Här Adam huet eng Motioun eraginn iwwer Medienerzëiung, déi ënnerschriwwen ass vu verschiddenen Deputéierten. Ech hunn déi och ugelies. Et ass u sech elo näischt dran, wat mech géif stéieren. Ech wär just frou, wa mer kéinten eng Diskussioun an der Kommissioun hunn. Déi hate mer jo elo net virun, wat eigentlech schued ass. Et wär jo méi schéi gewiescht, mir hätten dat an der Kommissioun preparéiert. An dass mer dann an der Kommissioun kéinten iwwert déi verschiddene Aspekter do diskutéieren.

Wann Der domadder d'accord wäert, géif ech froen, dass mer d'Motioun an d'Kommissioun ginn, fir diskutéiert ze ginn, dass mer e bësse méi nuancéiert kënnen do virgoen an dass mer se da géifen heihinner zréckbréngen.

Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kéimen elo nach zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun, déi...

(**Interruption**)

Ah, Dir wëllt nach... Da kritt nach eng Kéier den Här Adam d'Wuert, ier mer...

(**Motion**)

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.* - Här President, ech hunn den Här Adam gefrot, ob en d'accord wär, fir déi Motioun an der Kommissioun ze diskutéieren.

► **M. le Président.** - Jo, mä dat wollt ech elo hei zur Diskussioun stellen. An dofir kritt den Här Adam elo d'Wuert.

(**Interruption**)

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*). - Merci, Här President. Ech huele selbstverständlech déi Offer un, déi d'Madame Minister ubitt. Selbstverständlech, well - wéi d'Madame Minister richtig gesot huet - mir hatten hei en Débat d'orientatioun sans rapport, deen och nach vun der Familljekommissioun ausgaang ass.

Ech begrëssen allerding's déi Vermeschung hei mat eiser Heure d'actualité iwwert d'Mediekompetenz. Och d'Ausféierungen, déi ech vun all Partner hei héieren hunn, sinn... Am Fong geholl si mer eis a villem eens. An ech mengen, datt déi Motioun awer Sënn mécht, well se genau dat och seet, wat hei ëmmer gesot ginn ass: déi vill positiv Aspekter an awer och déi Wieder vun nohalteg an strukturéiert an an d'Zukunft kucken.

An duerfir fannen ech dat flott. Da kënnen mer déi Débats, déi mer nach net an der Educatiounskommissioun haten, an där Kommissioun weiderféieren. An ech géif och d'Iddi opgräifen oder ech gi se weider un d'Familljekommissioun, fir eventuell do och eng Kéier iwwert déi Motioun ze diskutéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci nach eng Kéier dem Här Adam. Mir sinn eis also eens, datt déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun verwise gëtt. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert des Heure d'actualité.

A mir kéimen dann elo zur Aktualitéitsstonn, déi d'LSAP-Fraktioun iwwert d'Loungläichheet bei Mann a Fra ugefrot huet. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehal a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deene anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véierelstonn. An et hu sech bis elo schon ageschriwwen: d'Madame Andrich, den Här Bauler, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser. D'Wuert

huet elo déi honorabel Madame Lydie Err als Verriederin vun der LSAP-Fraktioun.

12. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes

(**Exposé**)

► **Mme Lydie Err** (*LSAP*). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Ongläichheet tëschent Männer a Fraen, och wat d'Aarbecht a wat d'Pai ubelaangt, ass eng Realitéit, an dat aus verschiddenen Ursachen: Éischtens, well e groussen Deel vun der onbezueltener Aarbecht eleng vun de Frae gemaach gëtt; zweetens, well d'Kritären, wéi d'Paie fixéiert sinn, nach vun de Männer fixéiert gi sinn, an deemno och d'Efforten an d'Capacités vun deene verschiddenen Aarbechten deementsprechend net ëmmer den objektive Kritären entspriechen; drëtzens, well den Taux d'occupation tëschent de Männer an de Fraen net deeselwechten ass, well vill manner Frae schaffen, wéi dat bei Männer de Fall ass; an och, well wann Männer a Fraen déiselwecht oder eng gläichwäerteg Aarbecht maachen, d'Pai net onbedéngt déiselwecht ass.

All des Ongläichheete si sécherlech och en Deel dervunner, dass am Alter d'Aarmut bei de Frae méi grouss ass wéi déi bei de Männer.

Tëschtent der Ongläichheet op der Aarbecht, dat heescht och an der Pai, an der Ongläichheet en général tëschent Männer a Frae gëtt et zweifelsohne e Lien. Et weess ee just... Et ass wéi bei dem Ee a beim Hong: Et weess een net, wat fir d'éischt war.

Et ass jo kloer, dass net nëmmer an der Pai an op der Aarbecht d'Fraen net gläichgestallt sinn. Mä och wat d'Representatioun vun den Fraen an der Politik, an de Gewerkschaften, an der Wirtschaft ubelaangt, stelle mer jo absolut eng Ongläichheet fest.

Déi Ongläichheeten, déi sinn theoretesch op d'Differenz am Sex zréckzeféieren. Mä en fait si se zréckzeféiere sécherlech op eng vermeintlech - a mengen Aen - Supérioritéit vun de Männer par rapport zu den Fraen, déi och doduerjer net konnt behuewe ginn, dass 1789 bei der Franséischer Revolutioun gemengt ginn ass, d'Menscherechter wieren erkläert ginn an de Suffrage universel wier agefouert ginn, während de Suffrage universel weder d'Fraen nach déi Männer betraff huet, déi net déi Sue verdéngt hunn, déi virgesi waren. Esou datt dee vermeintlechen Universalismus vun der Franséischer Revolutioun en fait e männlechen Universalismus war, dee sech net emol op d'Halschent vun der Menschheet bezunn huet. An d'Konsequenzen dovunner, mengen ech, déi héiere mer haut och nach.

En droit, en fait an e pratique, mengen ech, an als Konklusioun misst ee kucken, wou mer hannen eraus kommen. Zënter 1948 hu mer international, an zënter 1975 a '57 national de Prinzip vun der Gläichheet an de Paien zwëschtent Männer a Frae festgestallt.

Dat huet eis zwar net ganz wäit gefouert, mä et kann een net soen, dass en droit nach eppes nozehuele wier, besonnesch zënter dass mer den 28. Januar, elo virun puer Wochen, e Gesetz gestëmmt hunn, wou d'Méiglechkeeten opgemaach gi sinn, positiv Aktiounen ze huelen, wat d'Promotion professionnelle ubelaangt, d'Égalitéit vun der Rémunéeratioun an den Développement vun enger Culture d'entreprise égalitaire.

Dat ass eng ganz interessant Sach. Mir stellen also fest, dass um Pabeier theoretesch alles an der Rei ass, dass just am Fong d'Praxis den Texter nach nosteet.

Wou si mer an der Praxis drun? Ech mengen, dass festgestallt ginn ass, an dat si jo déi Statistiken, déi och elo publizéiert gi sinn, dass an Europa an der Moyenne 17% Differenzen an de Paien zwëschtent Männer a Fraen ass. Zu Lëtzebuerg soll déi Differenz zwëschtent 12 a 15% léien. Ech kann dat nëmmer unhuelen.

Ech ka mer allerding's net virstellen, wéi déi Statistiken do zustane kommen, wa mer wëssen, dass et en matière de salaire keng Transparenz gëtt, besonnesch net am

Privatsecteur. Duerfir schéngt et mir interessant ze sinn, déi Fro opzeweieren, wéi et a puncto Statistiken an der Transparenz vun de Salären ass. Well soulaang wéi mer net wëssen, wat wien an engem Privat fir wat fir eng Aarbecht verdéngt, soulaang kënnen mer natierlech do och net upaken, wou et wéideet a wou et muss wéiden, fir dass mer kënnen d'Tatsachen änneren.

Menger Meenung no ass dat, wat mer haut wëssen, nëmmer d'Spëtzt vun engem Äisberg, an all dat, wat drënner ass, a bekanntlecherweis ass dat jo vill méi, wéi dat, wat ee gesäit, ass nach net ganz bekannt. Well et huet zum Beispill nach néierens gestanen, net nëmmer, wéi déi Differenzen do gerechent ginn, mä och wat fir eng Incidencen déi Differenzen an der Pai hunn, op d'Gehalt, während dat verdéngt gëtt vun enger Fra an hirer ganzer Liewenszäit, an virun allem, an och net nëmmer dorobber, och wat fir eng Differenzen dat ausmécht an hirer Pensioun.

Ech denken duerfir, dass dat, wat d'Égalitéitsministesch elo op deem Gebitt do gemaach huet, de LOGIB, en Instrument ass, mat deem ee ka weiderkommen. Et huet sécherlech de Mérite ze existéieren a relativ einfach ze sinn. Et huet och d'Schwächt, dass et net obligatoresch ass; fir wat ech Verständnis hunn.

Mä wat awer och kloer ass, dass et net kann dobäi bleiwen. Well, wa mer wëlle wierklech reagéieren derbäi, da muss mer zu Konklusiounen kommen. A sécherlech ass de LOGIB en interessant Instrument, mä sécherlech geet et och net duer.

Ech denken duerfir, dass ee misst kucken, fir wann een déi Differenzen do wéilt ofschafen, op verschiddene Gebitter. Éischtens misst probéiert ginn, dass den Taux d'occupation vun de Fraen esou héich gëtt wéi dee vun de Männer, wat géif virussetzen, dass d'Familljen- an d'Erzëiungsaarbecht géif gerecht opgedeelt gi respektiv dass d'Garde vun de Kanner esou organiséiert gëtt, dass et keen Empêchement méi ass, fir déi zwee Elterendeeler schaffen ze goen, wa se dat da wëllen.

Zweetens brauche mer Statistiken, déi fiabel sinn, fir de Calcul vun de Differenzen an der Pai an an de Pensiounen ze rechnen. An dofir, denken ech, brauche mer, an dat, mengen ech, ass eng Saach, déi mer kéinte mat engem Gesetz ugoen, Transparenz vun de Paien am Privatsecteur, an zwar net nëmmer dat, wat um Paiziedel steet, mä och déi Accessoires, déi an enger Pai derbäi kënnen sinn, wéi zum Beispill praktesch Saachen, Logementshëllef, en Auto, oder Gott weess wat nach.

Da bräichte mer, mengen ech, eng Transparenz och an de Kritären, wéi d'Bezuele vun der Aarbecht fixéiert gëtt, a kucken, wéi mer dat kucken. A mir bräichten - an ech kommen do zréck op en Interview, dee mer elo viru Kuerzem héieren hu vun der Égalitéitsministesch - eventuell eng Obligation de résultat fir d'Gläichheet vun de Salären an de Convention-collectiven. Dat wär sécherlech, wann et machbar wär, net schlecht. Mä et géif net alles änneren, well et jo kloer ass, dass net Fraen haapt-sächlech an deene Gebitter schaffen, wou et Convention-collectiv gëtt, an dass mer natierlech net nëmme kënnen bei der Gläichheet bleiwen an deene Spachten, wou et Convention-collectiv gëtt. An anere Secteuren, wou et déi net gëtt, mengen ech, wiere mer do machtlos.

Duerfir denken ech och, dass dat doten net duergeet an dass een, esou ongären, wéi een déi Konklusioun och gär bis zum Schluss denkt, muss sech driwwer Gedanke maachen, wat soll passéieren, dass, wann trotz deene Gesetze, déi mer hunn, trotz deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir feststellen, ob oder ob se net gräifen, d'Praxis sech net ännert, dann denken ech, da muss ee sech Gedanke maachen, wat ee mécht, wann dat, wat scho laang Gesetz ass, net erfëllt gëtt, wat fir eng Sanktiounen kommen.

An déi Sanktiounen, déi kënnen net derbäi bleiwen, dass déi Resultater vun enger Ongläichheet an der Bezuelung an enger Firma öffentlech gemaach ginn an dass déi sech da misste schumen. Mä ech mengen, dass ee sech wierklech och muss Gedanke maachen, a wat déi Sanktiounen kënnen praktesch ausgesinn, wat mat



Geldstrofen - well et ka sech jo wuel em soss näischt handele wéi dat - eventuell soll geschéien. Ob déi sollen un déi Leit bezuelt ginn, déi net raisonnablement fir gläich Aarbecht bezuelt gi sinn, oder ob se an e Fong ginn, dee sech derfir asetzt, dass an der Aarbechtswelt déi Gläichheet am Verdéngsch do hiergestallt gëtt, mag dohinnergestallt sinn.

Et ass net par hasard, wou hei fir déi Iwwerleeunge keen Text virläit. Et ass e Gedanken. Et ass en Ussproch Gedanke weiderzuentwécklen, well mer wëssen, dass mer mat Texter eleng näischt änneren. Mir mussen also, fir d'Praxis ze änneren, contrainant ginn. An ech denken, duerfir misste mer eis Gedanke maachen, net nëmmen iwwert d'Moyenen, wéi mer et an der Praxis realiséieren, mä virun allem och iwwert déi Moyene, wéi mer kënnen déi Leit bestrofen, déi sech trotz all deenen Instrumenter, déi mer hunn an déi mer eis nach kënnen ginn, net wëllen un déi Saachen halen.

Domadder soen ech lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Err Merci. An als éischt Riednesch ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer elo just héieren hu vun eiser honorabler Kolleege, besteet effektiv haut nach eng Differenz an der Pai tëschent de Männer an de Fraen. D'Diskussion zu deem Thema, déi schéngt allerdéngs e bësse verfréit, well déi nei Regierung jo grad eréischt e puer Méint am Amt ass an elo kaum scho Resultater vun hirer Politik an deem Beräich virweise kann.

(Interruption)

Ech weisen drop hin, dass op gesetzlech Plang eng ganz Rei Efforté gemaach goufen, fir deem entgéintzesteieren.

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, der Madame Andrich nozelaschteren.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Zënter 1975 ass d'Gläichheet vun de Gehälter vu Mann a Fra gesetzlech verankert. D'Fraen an d'Männer hunn also d'Recht op datselwecht Gehalt an déiselwecht Aarbecht. Dann hu mer enner anerem och eng ganz Rei Gesetzter, déi d'Aarbechtswelt betreffen, wou zum Beispill zënter 2004 gesetzlech verankert gouf, dass an all Kollektivverträge de Prinzip vun der gläicher Behandlung vu Mann a Fra drastoe muss. Dat awer ouni eng Obligation de résultat. Mä mer verdanken et gréisstendeels den Initiativ vum der europäescher Gemeinschaft, dass Gesetzter gestëmmt goufen, fir d'Chancgläichheet tëschent Mann a Fra och bei de Paien anzeféieren.

Och wann een déi strukturell Elementer wéi d'Qualifikatioun oder d'Responsabilitéit, déi d'Gehälter bestëmmen, ewechléisst, bleift nach ëmmer eng onerklärlech Differenz beim Gehalt zwësche Männer a Frae bestoen, déi op kengen objektive Kritäre berout. Bei de Beruffer mat manner Qualifikatioun, zum Beispill Botzaarbechten, Restauratioun an an den typesche Männerberuffer, am Handwierksberäich oder beim qualifizierten Aarbechter, sinn des Differenzen am gréissten.

Iwwregens sinn d'Fraen nach ëmmer a ville méi technesch a wëssenschaftlech Beruffer ennerrepresentéiert. D'Diskriminatioun besteet doran, dass méi typesche Fraeberuffer net deeselwechte Wäert zougeméiss gëtt wéi de Männerberuffer, bedéngt duerch traditionell Astellungen a Viruerteeler. A souguer an darselwechter Spacht bei de Botzaarbechten zum Beispill, gëtt de Botzmann als deem duergestallt, deem anscheinend méi geféierlech a méi technesch Aarbechten ausféiert, an d'Fra, déi, déi alt just mam Torschong dorëmmer rennt. Des Segregatioun als Stereotypdenken läit also un der Basis vun de Gehaltsdifferenzen.

Als positiiv Beispill kann een awer d'Fonction publique uféieren, déi gläich Aarbecht mat gläichem Lohn honoréiert. Déi Differenzen, déi hei nach an de Gehälter zwësche Männer a Frae fonnt ginn, baséieren

oft op der Deel- oder Ganzännerbriechung vun der Berufscarrière vun der Fra wéinst der Kannererziung, an der Netaccessibilitéit zu Féierungsposten. Des Elementer spillen iwwregens insgesamt och am private Secteur.

D'Fraen jobben dofir bis zu 36% op Deelzäitposten, géigeniwwer 2% bei de Männer, an d'Representatioun vun de Fraen an de Verwaltungsréit läit nëmme bei 16%.

Derbäi kënn, dass d'Fraen oft op de prekären Aarbechtspulzen, wou een also net esou vill verdéngt, ze fanne sinn, well se eng manner héich Qualifikatioun hunn. 17% vun de Fraen, déi schaffen, kréien de Mindestlohn, während et bei de Männer just 9% sinn. Dëst gëllt zumools fir Frae vun engem gewëssenen Alter, well déi jonk Generatioun verfügt meeschtens iwwer gutt Qualifikatiounen.

Wéi ass dës Situation bäizekommen? Op europäeschem Niveau gëtt festgestallt, dass a Betriber, wou Kollektivverträge bestinn, d'Gehaltsdifferenzen tëschent Männer a Frae vill manner héich sinn. Et ass also wichtig, dat Potenzial vun de Kollektivverträge besser ze notzen.

Ech verweisen och hei op déi juristesche Studie vun Viviane Ecker iwwert d'Chancgläichheet tëschent Mann a Fra an de Kollektivverträge. Jiddefalls sollen d'Sozialpartner op des Problematik sensibiliséiert an och forméiert sinn, an am Koalitionsprogramm si jo och Piste virgezeechent.

Schued ass, dass Gläichstellungsdéléguéiert, déi 1998 duerch d'Reform vun 79er Gesetz iwwert d'Personaldelegatiounen agefouert goufen, schlecht bis guer net informéiert sinn. Hei wär et ubruucht, d'Kommunikatioun ze verbessern an Informatiounen u si virunzeginn. Et ass wichtig, eng allgemeng Bewusstseinsbildung erbäizeféieren, déi d'Betriber dozou féiert, fir méi offe mat deem Thema ëmzegen.

D'CSV steet hannert den Initiativen, déi am Regierungsprogramm ze fanne sinn, wéi déi sougenannten Actions positives, déi op fräiwëlleger Basis zesumme mat de Betriber duergefouert ginn. Bei des Aktiounen stellt d'Gehälterdifferenz zwësche Männer a Fraen allerdéngs nëmmen an Deelaspekt duer. D'Evaluatioun an de Suivi vun deene Moosname sinn an eisen Ae wesentlech, an d'Patroné sinn hei gefuerdert.

Esou och dat neit informatesch Instrument LOGIB, wat den Entrepreneuren iwwer 50 Leit kann zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Gehaltsécarten ze erfassen. Vu besonnescher Bedeitung ass et, genügend Formation continue unzëbidde bei de Fraen, an et erméiglechen, dann an engem „lifelong learning“ Prozess hir Qualifikatiounen ze verbessere respektiv un den Aarbechtsmaart unzepassen.

Och Moosnamen, déi zu enger verbesserter Vereenbarkeet vu Famill a Beruff féieren, mussen weider ausgebaut ginn. Besonnesch an Zäite vu Kris, an deene mer eis elo befannen, muss opgepasst ginn, fir net méi prekär Aarbechtspulzen ze schafen, déi jo wéi gewosst ganz oft vu Frae besat ginn. Doduerch riskéieren d'Écarté bei de Gehälter méi grouss ze ginn.

Dat Ganzt fänkt awer schonn u bei der Erziung vun de Kanner, wou d'Chancgläichheet an de Käpp muss verankert ginn, well am Endeffekt ass a bleift de ganze Problem eng Fro vu Mentalitéit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Enjeu vun enger gréisserer Gläichheet vun de Gehälter bei de Fraen an de Männer ass fundamental, well déi global Gläichheet an eiser Gesellschaft hängt och dovun of. A bestëmmt hu mer hei net fir d'Lescht zu deem Thema an deem héijen Haus hei geschwat.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Andrich Merci. An als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi mäi Kolleg Eugène Berger an der Familljekommisssioun sech zweemol derfir agesat hu, desén Débat bei Geleechtheet vum Weltfraendag den 8. März ze féieren, gouf seng Initiativ all Kéiers vun der

Majoritéit, also och vun der LSAP, ofgeblockt.

Dem Sënneswandel, an der domat verbannerter Initiativ vun eise sozialistesche Kollegen hu mer et ze verdanken, dass mer haut iwwer e Sujet diskutéieren, deen eigentlech kee Sujet dierft sinn, well et eng Selbstverständlechkeet misst sinn, dass Fraen a Männer fir déiselwecht Aarbecht och d'selwecht bezuelt ginn.

Net nëmmen, dass Fraen nach vill ze dacks manner verdéngt wéi hir männlech Kollegen, neen, si hunn och nach ëmmer méi schlecht Chancen, iwwerhaupt beruflech aktiv ze ginn oder ze si respektiv et ze bleiwen an dann an hirer beruflecher Carrière och ze avancéieren.

Ech wëll dat mat e puer Zeile verdäitlechen, wann een de Statistiken da gleewe kann.

2007 hunn d'Fraen an der Europäescher Unioen ronn 17,6% manner verdéngt wéi d'Männer, wuelverstanen fir déiselwecht Aarbecht. Zu Lëtzebuerg louch den Écart bei 12,5%. Op den éischte Bléck leie mer domadder net esou schlecht, mä esou en Écart dierft iwwerhaupt net bestoen.

D'Situatioun vun de Fraen um Lëtzeburger Aarbechtsmaart ass awer alles anescht wéi einfach. An deene 27 EU-Länner louch den Taux d'emploi vun de Fraen 2008 bei 59,1%, dee vun de Männer bei 72,8%. Lëtzebuerg schneit éischter schlecht of. Bei eis läit den Taux d'emploi vun de Frae grad emol bei 55,1%.

Dass et anescht geet, dat weist zum Beispill e Land wéi Dänemark, wou ronn 74% vun de Fraen enger Aarbecht noginn. Och beim Chômage gëtt et eng Diskrepanz tëschent Männer a Fraen hei zu Lëtzebuerg. Esou louch den Taux de chômage am Dezember 2009 bei 6,7% bei de Fraen a bei 5,8% bei de Männer. Wann een dann nach e bësse méi an den Detail kucke geet, gesäit een, dass Fraen, déi an de Chômage geroden, et méi schwéier hunn, nees eng nei Plaz ze fannen. 9% vun de Fraen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, fannen no engem Mount nees eng nei Aarbecht. Bei de Männer sinn et 12,3%.

Här President, mir hunn an deene leschte Joren eng Hällewull vu Gesetzter gestëmmt an Instrumenter geschaaft, déi fir méi Chancgläichheet solle suergen. Net nëmmen zwëscht Mann a Fra, mä och, wat d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun vu Minoritéiten ugeet. All des legislativ Initiative bleiwen awer eng Pabeiertigeren, wann hir Objektiv net an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mir ass zu Ouere komm, dass d'Regierung de Moment bei deenen Entrepreneuren, déi sech fräiwëlleg mellen, Auditen duergeféiere léisst a puncto néideg Verbesserungen am Hibleck op méi Chancgläichheet. Ganzer siwen Entrepreneuren hu sech bis elo gemellt, bei zwou gouf den Audit gemaach, mat engem Käschtepunkt vun all Kéiers 50.000 Euro. Hei stellt sech, grad a budgetär schwierigen Zäiten, wierklech d'Fro vun der Relatioun vum finanziellen Opwand zum Resultat. Wann ee weess, dass mir hei zu Lëtzebuerg ronn 10.000 Entrepreneuren hunn, gesäit een eréischt wierklech, wéi illusoréisch déi ugeschwaten Initiativ ass.

Här President, mir als DP sinn der Iwwerzeugung, dass een - ier iwwert d'Differenzen am Gehalt geschwat gëtt - de Fraen déiselwecht Chance muss ginn, fir kënnen um Aarbechtsmaart Fouss ze faassen. Mat knapp 55% schaffende Frae si mir dovunner awer nach wäit ewech. Aus deem Grund huet d'Demokratesch Partei eng ganz Rei vu Propositionen an hirem Programm stoen, déi Beruff a Famill besser matenee verbanne sollen.

D'Kärstéck vun esou enger Politik ass dobäi an eisen Aen d'Aféierung vun enger flächendeckender gratis Kannerbetreuung. Esou eng Moosnam hätt eng Rei vu positiven Effeten. Éischtens, wäit méi Frae wéi bis elo kéinten no enger Gebuert beruflech aktiv bleiwen. Zweetens, méi Fraen um Aarbechtsmaart géif gläichzäiteg och heeschen, dass méi Steieren an de Statsbudget fléissen a méi Cotisatiounen an eis sozial Systemer. Drëttens, et gëtt Studien, déi beleeden, dass all investéierten Euro an d'Kannerbetreuung am Endeffekt zwee Euro generéiert, dëst eben duerch déi virun geshwate Plus-valuë bei de Steie-

ren a bei de Cotisatiounen. Véiertens, eng flächendeckend Fréiförderung vun de Kanner, speziell vu Kanner aus sozial schwache Milieue bréngt mëttelfristeg enorm Avantagé fir des Kanner.

Eng vun der Bertelsmann-Stiftung an Däitschland duergefouerten Etüd beleet dëst iwwerdäitlech. Ech zitieren - an de Konklusiounen vun der Etüd heescht et enner anerem: „Einen starken Einfluss auf die Bildungswege der Kinder hat die frühkindliche Bildung. Für den Durchschnitt aller Kinder erhöht sich die Wahrscheinlichkeit, ein Gymnasium zu besuchen, mit Krippenbesuch von 36%...“

► **M. le Président.** - Här Bauler, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. André Bauler (DP).** - „...auf rund...“ - ech beméie mech - „...auf rund 50%. Die Verbesserung der Bildungschancen durch den Krippenbesuch fällt bei den benachteiligten Kindern höher aus als im Durchschnitt. Von den benachteiligten Kindern, die eine Krippe besucht haben, gehen rund zwei Drittel mehr aufs Gymnasium als bei den benachteiligten Kindern ohne Krippenbesuch.“

Des Zuele weisen, wou mer den Hiewel wierklech mussen usetzen. Amplaz eis nëmmen op Gehaltsënnerscheeder tëschent Mann a Fra ze fokusséieren, mussen mer et wierklech fäerdeg bréngen, dass all Fra déiselwecht Startchancen um Aarbechtsmaart huet wéi hire männlech Kolleg.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bauler Merci, an als nächste Riedner ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci un d'Madame Err fir déi Heur d'actualité, déi ons erlaabt, hei a kuerzen Zich des awer gréisser Problematik unzeschwätzen. D'Égalité salariale, oder wéi et och nach genannt gëtt, de „pay gap“ tëschent Männer a Fraen, ass natierlech en immens vasten Thema, an dat op verschiddearten Ebenen, an et misst een dat eigentlech anescht analyséiere wéi an där kuerzer Zäit vun enger Heur d'actualité.

Zu Lëtzebuerg, wéi iwwregens praktesch an allen EU-Länner, befanne mer eis ronderëm enger Inégalité salariale vun enger ronn 14% manner fir d'Fraen, an ech zitieren, fir e „même travail ou un travail de valeur égale“, dat heescht eng gläich oder eng gläichwäerteg Aarbecht. Dat Zitat „même travail ou un travail de valeur égale“ fënnt een dann och fir d'Éischt an engem Règlement grand-ducal vum 10. Juli 1974 erëm. Dat war deen deemolegen Aarbechtsminister, de Benny Berg, deen dat ënnerschriwwen huet. Dat heescht, dat war u sech e Règlement grand-ducal, deen erauskomm ass aus engem Aarbechtsministère, a wou notament och an engem Artikel drasteet, dass et zum Beispill un enger ITM ass, fir ze kontrolléieren, ob dat do dann och agehale gëtt.

De Ministère de l'Égalité des chances huet dann effektiv e Programm elo, deen heescht LOGIB. A sengem Communiqué schreift en, dass dat en neit Instrument ass, en neien Outil: „un instrument d'évaluation de l'égalité salariale entre femmes et hommes, c'est-à-dire un salaire égal pour un travail égal ou de même valeur“ Also erëm déiselwecht Definitioun. An deem Communiqué de presse, wollt ech kuerz zitieren, steet och dran, dass deen Outil «...offre aux entreprises la possibilité de déterminer à partir de ce programme standardisé et facile à manier si d'éventuels écarts de salaire entre le personnel féminin et le personnel masculin sont explicables par des facteurs objectifs ou s'il contient l'indice d'une discrimination cachée.»

Et ass e Programm, an et ass scho gesot ginn, deen u sech op enger fräiwëlleger Basis baséiert fir d'Betriber, déi kënnen matmaachen oder och net matmaachen -

d'Zuel vu siwen ass effektiv schonn hei genannt ginn - an et stinn dann effektiv eng ganz Rei vu finanzielle Méiglechkeeten zur Verfügung, fir dat do duerchzeéien. Am selwechte Communiqué de presse vum Ministère de l'Égalité steet dann och dran «Avec LOGIB les entreprises obtiennent une évaluation, un bilan des principaux résultats statistiques ainsi que des graphiques complémentaires. En cas de résultat négatif...» - dat heescht eng Discrimination cachée - «...l'entreprise peut, si elle le souhaite, contacter le ministère...» - an esou weider - «...pour être conseillée.»

Bon, an dann zitíiert Dir och zu Recht, zitíiert d'Madame Ministesch zu Recht, Här President, datt ebe säit 75 d'Égalité de salaire an der Législation luxembourgeoise inscrite ass.

An do stelle sech eng ganz Rei vu Froen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Froen, déi eigentlech net méi d'actualité missten a kéinte sinn.

An do wëll ech awer och nach eng Kéier der Madame Andrigh soen: Et ass wuel eng nei Regierung, mä mir stinn eigentlech schonn iwwer 30 Joer mat enger Législation luxembourgeoise, déi seet ganz kloer, datt d'Männer an d'Frae fir déiselwecht oder gläichwäerteg Aarbecht mussen datselwecht verdéngen. Dat ass also keng Aktualitéit méi, an dat kann elo net um Bockel vun där enger oder anerer Regierung kommen. Mä mir stinn hei an enger Obligation de résultat eigentlech, wann een e Gesetz huet.

Duerfir meng Froen - an ech sinn an deem Sënn frou, datt den Aarbechtsminister haut hei ass, well ech denken, et ass virun allem och am Ressort vum Aarbechtsminister, wou een dat hei misst erëmfannen, well mer do hannendru jo och eng ITM hunn, déi eigentlech d'Kontrollmechanismen ons misst kënnen erklären - wéi se kontrolléiert an de Betriber, wat se kontrolléiert, wat huet se iwwerhaupt kontrolléiert, ob Männer a Fraen, a wou se net, oder ongläich bezuelt ginn?

Gëtt et Statistiken? Wéi eng Analyse kann een dozou maachen? A wéi enge Secteure fénnent een dat erëm? Wéi eng vertikal Analyse fénnent een erëm, a virun allem - an et ass schonn hei gesot ginn - wéi eng Sanktionen missten applizéiert ginn, wann een eigentlech géint eng Legislatioun verstéisst?

De Prozentsaz vun där Inégalité, déi eigentlech diskriminatoirech ass - wann ech d'Statistike vun enger Ceps-Etüd 2006, déi sech op d'IGSS referéiert - geet net erof, vun 12 oder 13% erop op - am Communiqué de presse vum Ministère de l'Égalité - 14 oder 15% erop, esou datt ech mer eigentlech d'Fro stellen, ob et net eng Prioritéit, net nëmme vun der Gläichheetsministesch, mä, Här President, vläicht och vum Aarbechtsminister misst sinn, fir ze soen: „Bon, mir hunn hei e Problem. Ech hunn hei Verwaltungen, déi dat misste kontrolléieren.“

► **M. le Président.** - Madame Loschetter, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Ech beméie mech och, Här President. Mä leschte Saz. Wat sinn d'Antworten vun der Regierung zu enger Problematik, zu enger Diskriminatioun, déi net nei ass, déi net d'actualité ass, déi awer akut ass, déi net erofgeet, déi do ass, an déi an onsen Aen, vun der grénger Fraktioun, wuel eng Gläichheet-tëschtent-Männer-a-Fraen-Fro ass, mä virun allem eng Fro ass vun Aarbecht a vun Emploi?

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. An dann ass nach agedroen den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deenen zwou Minutten, déi mir als Sensibilité politique zur Verfügung hunn, kann ech natierlech net ganz vill iwwert de Fong

soen, duerfir just dat heiten: Natierlech géllt och fir d'ADR de Prinzip „fir gläich Aarbecht gläiche Loun“.

Ech wëll awer vläicht e puer Wuert hei iwwer Form a Prozedure soen, an zwar ass jo eppes geschitt, wat bis elo hei nach keen abordéiert huet, mä ech wëll et awer duerfir hei ennersträchen: An der Réunion vum 8. Dezember 2009 vun der Chancégläichheetskommissioun huet den Här President vun där Kommissioun, den honorabelen Deputéierte Mill Majerus, proposéiert, fir mech mat deem Dossier ze chargéieren.

Ech zitéieren de Rapport vun där Réunion: „Sur proposition de M. Mill Majerus, M. Fernand Kartheiser est chargé des questions concernant l'égalité de traitement entre femmes et hommes.“ Dee Rapport vun där Réunion gouf, ouni Ännerung, an der Réunion vun der Chancégläichheetskommissioun vum 19. Januar 2010 adoptéiert. Fir dat Vertraue soen ech de Parteie Merci.

An deenen nächste Wochen a Méint wäert ech also un engem Rapport iwwert déi dote Fro schaffen, an zu deem Zweck mat allen interesséierte Säite Kontakt ophuelen. Et steet selbstverständlech och jiddwengem fräi, fir mech ze kontaktéieren. Ech wäert dee Mandat vun der Chancégläichheetskommissioun a strikter Objektivitéit an Impartialitéit duerchféieren.

Ech proposéieren lech, Här President, datt ech dee Rapport dann hei virstellen, an datt mir op där Basis iwwert déi Fro kënnen nach besser informéiert debattéieren. Duerch déi Aktualitéitsstonn vun haut huet d'Chamber jo d'Importanz vun där Fro dokumentéiert. Déi Bäitrag vun deene verschiddene Parteien, an och selbstverständlech déi vun der Madame Minister Hetto a vum Här Minister Schmit, wann en d'Wuert hält an där Debatt vun haut, wäert ech selbstverständlech an deem Rapport mat berücksichtigten.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci, Här Kartheiser. Mir waarde mat Spannung op Äre Rapport. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - Här President, éischtens - da si mer elo zu dräi, hunn ech elo gezielt, wann ech richtig gezielt hunn -, wann ee géint e Verfassungsprinzip verstéisst an ausserdeem géint eng bestehend Legislatioun verstéisst, da steet dorobber normalerweis eng Sanktioun.

Zweetens, et ass oft esou, dass scheinbar Ongläichwäertegkeet vun der Aarbecht definéiert gëtt an zwar net nëmme am Privatsektor. Ech soen lech e Beispill. Ech weess net, a wéi vill Gemengen et nach ass, mä et war an de Gemengen eigentlech ëmmer eng Regel, dass d'Femmes de charge d'intérieur, also d'Botzfraen an der Gemeng, déi waren ëmmer manner agestuut wéi d'Aarbechter, déi bausse geschafft hunn, obwuel ee jo net agesäit, dass déi eng Aarbecht do manner wäert wier wéi déi aner.

Elo sinn eng Rei vu Gemengen a Richtung gaange vu Gläichstellungspläng, wéi zum Beispill déi Escher, an ech mengen, aner Gemenge missten dat onbedéngt nomachen a kucken, dass do wierklech dann och eng Gläichbehandlung geschitt.

(**Interruption**)

Pardon? Jo, d'Gemeng Esch och. D'Gemeng Esch och an där Gréisstenerdung.

Nächst Remarque. Iwwregens, bei deene Kollektivvertrag waren dann natierlech och ëmmer bal nëmme Männer. Dat muss een och dann derbäi soen, well dat huet dann och mat deem Resultat ze dinn.

Nächst Remarque. Onofhängeg vun der Fro vum Netgläichbezuete vu gläicher Aarbecht komme bei de Fraen eng Rei vu Problemer derbäi, déi och deelweis hei haut schonn ernimmt gi sinn, wéi zum Beispill den Temps partiel. An ech mengen, beim Temps partiel, do muss ee gutt oppassen, wéi choisi dass en ass a wéi net choisi dass en ass. Well och, wa gesot gëtt souguer, e wier choisi, dann ass en entstanden. Entweder op Drock vum Patron kann en entsto, e kann entsto, well d'Fra keng aner Méiglechkeet huet.

An da si mer bei där Remarque, déi den Här Bauler gemaach huet. An dat bezitt sech och op d'Fro vun Ennerbriechunge vu Carriären. An dat ass ganz einfach d'Fro, wéi vill Méiglechkeete mer de Frae wierklech ginn, fir dass se, ouni hir Carrière kënnen ze ennerbriechen an ouni en Temps partiel ze wieren, hir Berufstätigkeit ausüben an trotzdeem vun der Erziehung vun hire Kanner gläichwäerteg mat hire männlechen - oder wéi och ëmmer - Partner deeluelen.

An dat alles, wat mer hei haut diskutéiert hunn - dat däreife mer net vergiessen - huet erëm eng Kéier en Afloss op d'Situatioun vun de Fraen am Alter, well hir Salairescarrière, mat oder ouni Ennerbriechung, d'Héicht vum Salaire an esou weider, dat huet selbstverständlech e signifikativen Afloss op hir Pensioun. A mir wëssen, dass en Deel vun Altersarmut hei zu Lëtzebuerg virun allem Frae betrëfft, an dass dat mat hirer berufflecher Carrière ze dinn huet.

► **M. le Président.** - Merci, Här Hoffmann. An da kritt elo d'Wuert d'Madame Minister Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Heure d'actualité heescht jo „Égalité de salaire entre femmes et hommes“. Ech beschränke mech dann och elo a menger Interventioun just nëmme op d'Égalité de salaire.

Och wa laut Statec am Secteur privé de Lounnenscheed tëschtent de Fraen an de Männer zënter 2002 vun 19% bis 2008 op 15% zréckgaangen ass, schwätze mer awer hei nach ëmmer vun enger - ech mengen, do si mer eis all eens - fundamentaler Ongerechtheet. A mir sinn eis och eens, wann ech soen: Gläich Aarbecht a gläichwäerteg Aarbecht mussen einfach mat gläichem Loun rémunéiert ginn.

Bon, ech hunn elo emol gekuckt - et ass och schonn ugeschwat ginn -, wat fir eng gesetzlech Basisse mer hunn. Mir hunn der effektiv! Dat éischt ass dat Reglement vum 10. Juli 1974, wat ganz kloer virschreift, dass all Employeur muss duerfir suergen, dass fir gläich Aarbecht oder fir gläichwäerteg Aarbecht, deeselwechte Loun ausbezuel gëtt fir Fra a Mann, an dass d'ITM muss duerfir suergen, dass des Virschreift och applizéiert gëtt, an dass beim Netanhale vun dese Virschreften dat zoustänneg Aarbechtsgeriicht befaasst gëtt. Do fanne mer also eng éischt Kéier déi gesetzlech Verankerung vun der Égalité de rémunération femmes/hommes erëm.

Zweetens dann, Lëtzebuerg huet 1989 d'CEDAW-Konventioun ratifizéiert. Och déi verlaangt vun eisem Land, dass gläiche Loun fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht muss bei Männer a Fraen applizéiert ginn. Drëtens, 1999 gouf d'Application du principe d'égalité de rémunération tëschtent Männer a Fraen am Kollektivvertragsgesetz ageschriwwen.

An zënter 2004, an dat ass mäi véierte Punkt, ass dee Passage souguer folgendermoosse formuléiert: „Toute convention collective de travail doit obligatoirement prévoir les modalités d'application du principe de l'égalité de rémunération entre femmes et hommes“, woubäi d'Modalitéiten zum Beispill kéinte sinn: eng Grille de salaire opstellen; d'Funktionsgeschlechterneutral definéieren, analyséieren, an da bei Ennerscheeder och d'Konsequenzen doräusser zéien. Do hu mer also eng Obligation, wat d'Égalité de salaire ubelaangt. Mä mir hu keng Obligation, wat d'Égalité de traitement ubelaangt.

Och iwwert den EU-Traité si mer als Memberstaat gehalen, déi ganz Égalité de rémunération ze applizéieren. Wat kann een am Moment maachen, wann een d'Gefill huet, dass dat eben net de Fall ass? Abee, all Salarié, ob en e Kollektivvertrag huet oder net, huet d'Méiglechkeet, wann hien oder si sech ongerecht behandelt fillt a puncto Loun, eng Plainte ze maachen um Aarbechtsgeriicht, wou de Patron da ka veruerteelt ginn an dann och muss réckwärtend déi ganz Inégalité begläichen oder och carrément eng Strof bezuelen. De Salarié kann awer och selwer direkt d'ITM befaassen, déi an deem Fall da soll als Médiateur intervenéieren. An ech denken, dass den Här Schmit och dorobber wäert herno nach agoen.

Wat kéint een dann elo maache bei engem Verstouss? Well ech mengen, mir hu jo alles hei, wat eis seet, dass am Prinzip dat net geet, dass een net kann en net gläiche Loun bezuelen. Mä ech mengen - et ass elo e puermol hei ugewise ginn -, Dir schwätzt hei vu Sanktiounen. Et kann ee sech effektiv virstellen, Sanktiounen anzeféieren, wann d'Betriber sech net un d'Virschreften halen. Mir mussen awer och wëssen, dass net all Sanktiounen applizéiert ginn. Duerfir gëtt et genuch Beispiller am Aarbechtsrecht, déi ech elo kéint zitieren. Ech denken un déi behënnert Leit, déi all Betrib sollt astellen. Ech denken un all déi Plazen, déi fräi Plazen, déi een Entrepreneur, eng Entreprise muss melle bei der ADEM, wat och net ëmmer gemaach gëtt. Ech sinn awer gäre bereet, mat lech zesammen iwwer esou Sanktiounen nozedanken, an ech denken, dass den Nicolas Schmit dat ganz sécher och bereet ass, ze maachen.

Wat sinn dann elo dem Ministère de l'Égalité des chances seng Aufgaben a seng Méiglechkeeten? Abee, zënter 1998 kucke mer, am Kader vun eisem Programm „Actions positives“, ob d'Gesetz iwwert de Loun dann och applizéiert ginn. Wa festgestallt gëtt, dass do méi Sensibilisation néideg ass, souwuel bei de Syndikater wéi och bei de Patronatsvertriedungen, da gi Formatiounen ugebueden, an iwwert de Wee vun den „Actions positives“ gëtt mat de Betriber e Plan d'égalité opgestallt, deen dann och enner anerem d'Loungläichheet viséiert. Dem Ministère de l'Égalité des chances säi Modell, dee kéint an de Kollektivvertrag genotzt ginn. Déi Offer läit de Sozialpartner vir: Avis aux amateurs!

Iwwregens hu mer de 25. vun dësem Mount eng grouss Versammlung mat bal 70 Betriber, déi mer invitéiert hunn, fir hinnen eben ze proposéieren, mat eisem Ministère eng Action positive ze maachen, an ech hoffe wierklech, dass der do eng ganz Partie mat op dee Wee ginn.

Den Oktober hu mer d'Instrument LOGIB, also Lohngleichheitsinstrument fir Betriber virgestallt. Et erlaabt de Betriber iwwer 50 Leit, ze kucken, wéi hir Gehälterskala dossteet. 28 Betriber, dat musst Der wëssen, déi hu sech an deem Cours ageschriwwen gehat, fir an dat Instrument agefouert ze ginn. Resultater? Jo, aus der Enquête, déi mer elo no der Formatioun duerchgefouert hunn, huet sech erginn, datt bis elo nach keen dat Instrument genotzt huet, awer zwee Participanten hunn eis verséichert, si géifen dat dann elo am Februar an am Abrëll maachen.

D'Ursaache sinn awer ennerschiddlecher Natur. Déi eng soen, d'Personaldelegatioun respektiv den Délégué à l'égalité, deen hätt Schwierigkeeten, un déi Donnéeën erunzekommen. Do ass och hei schonn, ech weess net méi vu wem, elo doriwwer geschwat ginn. Do musse mer eis also Moyene ginn, datt déi Méiglechkeet gi gëtt. Anerer sinn der Meinung, datt se dat net bräichten, datt dat fir si net wichtig ass, well et jo souwisou am Kollektivvertrag festgehalten ass. A Verschidder hunn einfach keng speziell Ursaach uginn oder hunn einfach keen Interessé.

Mir hunn als Ministère de l'Égalité des chances keng Méiglechkeet, e Betrib ze forcéieren, souwuel bei den „Actions positives“ matzemaachen, nach de LOGIB ze benotzen. Dir wësst awer, datt d'Regierung sech am Plan d'action national pour l'égalité engagéiert huet, souwuel déi neisten Donnéeën iwwert d'Situatioun vun de Männer an de Fraen um Aarbechtsmaart dëst Joer an enger Etüd festzehalen, dat an Zesummenaarbecht mat Aarbechtsministère, an och d'Kollektivvertrag op hiren Afloss op de gläiche Loun ze ennersichen.

D'Regierung huet och d'Méiglechkeet vun enger Obligation de résultat, also bei der Égalité de traitement, bei de Kollektivvertragsverhandlungen, an d'A gefaasst. An do musse mer dann och déi Gespreecher mat eise Sozialpartner féieren. Ech denken, déi Heure d'actualité haut ass ganz wichtig, mä mir mussen eis awer wierklech och nach eng Kéier méi Zäit huelen, vill méi Zäit huelen, fir méi am Detail op dat Ganz anzegoen.

Voilà, do sti mer am Moment. Ech géif d'Wuert gär weiderginn un de Minister Schmit, deen a senger Responsabilitéit als



Aarbechtsminister ganz sécher och eng Partie Piste kann opzeechnen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Chancëgläichheitsministerin. An elo kritt nach d'Wuert den Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Här President, no esou enger exhaustiver Presentatioun vu menger Kollegin kann ech ganz kuerz sinn, mech ganz kuerzfaassen. Ech wëll e puer Punkten ervisträchen. Éischtens, si mer alleguerten d'accord, datt déi Inégalité, souguer, wa se an deene leschte Jore méi kleng ginn ass, nach ëmmer inakzeptabel ass. Inégalité ass einfach inakzeptabel, esou geréng se och si mag.

Dat Zweet ass, datt mer op ville Pläng mussen agéieren. Sécher am Droit du travail, mä viles geschitt an de Käpp, viles ass an onse Comportement nach ëmmer dran, an dat mécht, datt natierlech d'Fraen et oft méi schwéier hunn an hirem Beruff, a besonnesch och an den Entreprises, déi wierklech Égalitéit ze kréien. Hei ass vum Taux d'emploi geschwat ginn. Dat ass effektiv e wichtege Begrëff. Et ass vu Moyennë geschwat ginn. Mä och do gëtt d'Moyenne net dat richtig Bild honnertprozenteg zréck.

Et muss een nämlech kucken, wann een déi Taux-d'emploien, déi e wichtege Bestanddeel sinn och vun der Strategie vu Lissabon, wou d'Égalitéit zwëschen Mann a

Fra ee vun deene groussen Objektiv ass, wou d'Égalitéit vun de Salairen en Objektiv ass, wou den Taux d'emploi vun de Fraen e wichtege Objektiv ass, da muss ee kucken, datt mir hei zu Lëtzebuerg zwar an der Moyenne net besonnesch gutt do stinn. Kuckt een awer déi Kategorië vu Fraen, zum Beispill zwëschen 30 a 34, da si mer besser wéi d'Moyenne communautaire. Mä et besteet natierlech ëmmer nach en Écart zwëschen de Männer an de Fraen.

An där Kategorie 30-34 hunn d'Fraen 80% Taux d'emploi an d'Männer 94. 35-39 Joer hunn d'Frae 75,9 an d'Männer iwwer 96. Grad dat sinn déi Zäiten, wou d'Leit hir Carriären opbauen. An dat explizéiert och, firwat herno wéineg Fraen an Direktionspositiounen sinn. Well, wann een da kucke geet: Wéi steet et mat deene Fraen, déi Kanner erzéien? Wéi steet et an de Koppelen, wou een, zwee oder dräi Kanner sinn? Da gesäit een, datt den Taux d'emploi drastesch nach fällt par rapport zu deem doten. Do sinn d'Fraen, bei engem Kand, nach mat 75% derbäi. Mat zwee Kanner schonn nëmme méi mat 66%. An do ass also ganz kloer d'Fro gestallt, datt mer et musse fäerdeg bréngen, d'Conciliation vie familiale et vie professionnelle fir d'Fraen ze assuréieren. Mä awer och fir d'Männer! Et ka jo net sinn, datt dat just fir d'Frae gëllt an net fir d'Männer, well do och läit jo dee Stereotyp: d'Fra, déi ass eigentlech en charge vun de Kanner, an d'Männer, déi kënnen hir Carrière maachen. Ech mengen dat ass och e Bild, ee Stereotyp, mat deem mer mussen natierlech ophéieren.

Wat kënnen mer maachen, zesumme mat der Kollegin vun der Égalité des chances? Ech géif véier Punkte gesinn. Éischtens, d'Sozialpartner nei mobiliséieren. Elo ass et awer net esou, datt d'Sozialpartner näischt maachen. D'Sozialpartner hunn 2009 en Accord geschloss iwwer d'Égalitéit tëschent Mann a Fra, mat enger Rei vun Objektivem, an dat ass en Accord deen, à l'origine, en europäeschen Accord ass tëschent Sozialpartner, a wou hei zu Lëtzebuerg d'Sozialpartner am Lëtzeburger Kontext deen Accord iwwerholl hunn.

Deen Accord ass momentan nach net richtig a Kraaft getrueden. En ass emol nach net, wann ech richtig informéiert sinn, presentéiert ginn. Ech géif also proposéieren, datt d'Sozialpartner sech nach eemol zesummesetzen, vläicht mat ons, a kucken, wéi mer deen Accord iwwer déi nächst fënnef Joer oder dräi Joer - pardon, et ass en Accord tëschent 2009 an 2012 - implementéieren. Mir mussen also d'Sozialpartner och derzou bréngen, méi Drock auszeüben, fir datt an den Entreprises do epe geschitt. Éischte Punkt.

Zweete Punkt ass den Délégué à l'égalité. Deen huet eng Rei Rechter, deen huet eng wichtege Fonctioun, am Prinzip, fir an Entreprises derfir ze suergen, datt och de Punkt vun der Gläichheet vum Loun respektéiert gëtt. Well dee Prinzip ass jo, wéi dat scho richtig gesot ginn ass, e Prinzip, deen am Gesetz ageschriwwen ass, dee säit 1974, et ass also net säit gëschter, wou dee Prinzip Force de loi huet. Deen Délégué à l'égalité muss méi Moyene kréien.

Mir hunn ons virgeholl, an deser Legislatur d'Gesetz iwwer d'Delegatiounen ze reforméieren. An ech géif soen, datt, am Kontext vun enger Reform vun deem Gesetz, dann och muss d'Positioun, d'Rechter, d'Moyenen, d'Moyens d'action vum Délégué à l'égalité verstärkt ginn.

Drëtte Punkt, d'Roll vun der ITM. Ech géif virschloen, datt an der ITM eng speziell Ulaftell géif kreéiert gi fir all déi Problemer, déi d'Diskriminatioun hommes/femmes uginn. Datt eben och do kloer ass, datt, wann een esou e Problem an engem Betrib huet, do eng Stell ass, déi déi Problemer behandelt, datt do eng Enquête geschitt, an datt dann och duerno eng Médiatioun méiglech ass, fir ze kucken, fir dee Problem aus der Welt ze schafen.

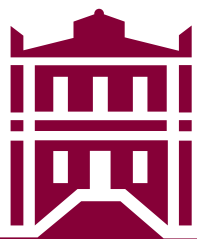
E féierte Punkt, dat ass deen, vläicht dee Reglement vu '74 erëm op de Métier ze huelen an ze kucken, wéi mer vläicht ons eng Rei vu Moyennë ginn, fir dee Prinzip besser an der Realitéit net nëmme ze verankeren, mä och datt en an der Realitéit konkret ëmgëtt gëtt.

Merci, dat war et.

► **M. le Président.**- Merci dem Aarbechtsminister Nicolas Schmit. Domadder wier dese Punkt ofgeschloss, a mir sinn och domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer ëm hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.00 heures)



SÉANCE 20

JEUDI,
4 FÉVRIER 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

1. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
 - M. Jean Huss
2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Jacques-Yves Henckes
3. 5718 - Projet de loi
 1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle
 2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives
 - Rapport de la Commission juridique: M. Jean-Louis Schiltz
 - Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'un amendement)
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
4. 6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009
 - Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, Mme Lydie Err, M. Jacques-Yves Henckes

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies
 - Exposé: M. Jean Huss (dépôt de deux motions)
 - Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, Mme Lydia Mutsch, M. Jean Colombero
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
 - Motions: M. Jean Huss (renvoi en commission)
 6. Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran
 - Exposé: M. Jean Huss
 - Discussion générale: M. Jean-Louis Schiltz, M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur la motion modifiée (adoptée)
 7. Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch
 - Exposé: M. André Hoffmann
 - Discussion générale: M. Lucien Lux, M. Marc Spautz, M. André Hoffmann
 - M. le Président (renvoi en commission)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)



d'Chamber online op
www.chd.lu

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President. D'Regierung huet lech fir de Moment näischt matzedeen. Dat kann nach änneren.

► **M. le Président.**- Merci, Här Minister. Den Här Huss fret d'Wuert zum Ordre du jour.

1. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Merci, Här President. Et ass, fir den Dépôt vun enger Motioun ze maachen, déi vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ass, déi mer awer oploosse fir Kollege vun anere Fraktiounen, déi dat eventuell wéilten ënnerschreien.

Et geet dobäi ëm déi vergaange Mënchsrechtsverletzungen am Iran. Ech ginn net an den Detail. Dir wésst allegueren, wat do an deene leschte Méint no de Wahle geschitt ass, och elo mat rezenten Doudesuerter. An et ass ze fäerten, datt et spéitstens d'nächst Woch den 11. Februar am Iran zu nach méi schlëmme Mënchsrechtsverletzungen kënn, well do grouss Demonstratiounen ugekënnegt si wéinst dem 31. Joresdag vun der dorteger iranischer Revolutioun, a well do souwuel de Regime wéi d'Oppositionskräfte dozou opruffen. An et riskéiert wierklech nach eng Kéier zu schlëmme Ennerdréckungen an zu schlëmme Kläppereien a Folter, Mord an Haftung an esou virun ze kommen.

Duerfir elo haut zu dem Dépôt vun dëser Motioun, déi just meng Ennerschrëft am Moment dréit, awer vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzt ass. Mä wann aner Kollegen dat wëllen ënnerstëtzen, kënnen se dat roueg maachen, wa si se gelies hunn.

Motion

La Chambre,

- considérant les résultats et les circonstances des élections présidentielles iraniennes du 12 juin 2009;

- considérant la résolution du Parlement européen sur l'Iran, votée le 22 octobre 2009;

- considérant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 octobre 2009 sur la situation des Droits de l'Homme en République islamique d'Iran;

- déplorant que ni le Parlement iranien, ni aucune autre autorité iranienne n'aient ouvert une enquête circonstanciée sur les nombreux doutes pesant sur la régularité de l'élection présidentielle;

- constatant que la contestation du résultat s'est rapidement transformée en un large mouvement de protestation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran;

- déplorant la répression violente des manifestations, voire d'une partie de la société civile iranienne

- condamnant l'intimidation systématique de la société civile, les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et des actes de torture ayant causé des morts et des blessés dans la rue et dans les prisons;

- admirant l'engagement des Iraniennes et Iraniens qui continuent d'exprimer leur opinion en dépit des risques évidents pour leurs études, leur carrière professionnelle, leur santé, leur vie voire celle de leurs familles;

invite le Gouvernement:

- à condamner sévèrement la répression par les autorités iraniennes des manifestants en Iran;

- à soutenir et à encourager activement les efforts de l'Union européenne et de la Communauté internationale en faveur du respect des Droits de l'Homme en Iran;

- à soutenir, si nécessaire, la mise en place de sanctions politiques et économiques ciblées visant les élites du régime mais n'affectant pas les droits élémentaires du peuple iranien.

(s.) Jean Huss.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Huss. Als éischte Punkt vun eise Ordre du jour vun... Här Henckes, jo?

2. Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech wollt just eng Proposition de loi déposiere fir e Referendum, ob et soll e City-Tunnel oder en Tram léger ginn. Wann ech gelift.

- Proposition de loi N°6111 relative à l'organisation d'un référendum national concernant la réalisation soit du projet «City-Tunnel» soit du projet «tram léger»

► **M. le Président.**- Merci, Här Henckes. Da komme mer elo awer definitiv zum éischte Punkt vun eise Ordre du jour haut, nämlech dem Projet de loi 5718 iwwert d'Responsabilité pénale. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

3. 5718 - Projet de loi

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

Rapport de la Commission juridique

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, mat deem mer haut hei ze dinn hunn, ass e Projet, dee sech an den internationale Kontext aschreift, mä deen awer zolidd Implikatiounen am nationale Recht wäert hu vun deem Moment un, wou e gestëmmt ass respektiv en vigueur trëtt. An ech mengen och, datt en net aus der Aktualitéit wäert verschwanen, wa mer en haut gestëmmt hunn, well et nämlech, wat eisen Droit pénal ubelaangt, eng kleng Revolutioun no iwwer 200 Joer duerstelt.

Mat deem Projet hei associéiert sech Lëtzebuerg deenen internationalen Efforten - alt erëm eng Kéier, géif ech gäre soen - dahin gehend, datt et keng Impunitéit dierf ginn, wann insbesondere schlëmme Infractiounen geschéien. An duerfir och d'Introductioun an d'Lëtzebuerg Recht vum Prinzip vun der Responsabilité pénale des personnes morales, wat e Broch ass par rapport zu deem, wat mer ëmmer hei kann hunn.

Lëtzebuerg genau wéi Frankräich an d'Belsch si Länner, déi hire Rechtssystem weiderhin op déi Coden opbauen, déi aus den Zäite vum Napoleon hierkommen, sief dat de Code civil, sief dat de Code pénal. Dat si Coden, déi - a wann ech insbesondere vum Code pénal schwätzen - de Prinzip vun der pénaler, vun der strofrectlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen net kennen. Mir féieren dee Prinzip elo hei an. An an deem Sënn ass dat e Broch mat deem, wat mer bis elo kann hunn. An an deem Sënn ass et och eng kleng Revolutioun.

De Fait, datt mer e System haten, deen iwwer 200 Joer de Prinzip vun der strofrectlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen net kann huet, erkläert och, datt et genau wéi a Frankräich an an der Belsch net einfach ass, dee Prinzip elo an d'Lëtzebuerg Recht anzeféieren.

An op praktesch alle Punkte vun deem Projet begéinen mer déi grondsätzlech Schwierregkeet erëm, déi doranner besteet, datt mer e System opgebaut hunn, deen am Strofrect just d'Responsabilitéit vun de phisesche Persoune kennt. Elo sëtze

mer niewendrun och de Prinzip vun der strofrectlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen.

Alles dat ass net einfach, wann een dat muss an e Regelwierk abauen, wat 200 Joer laang an nach e bësse méi besteet. An déi Schwierregkeet zitt sech och wéi e roude Fue dem duerch all Artikele vun deem Gesetz an huet sech och wéi e roude Fue dem duerch déi Diskussiounen gezunn, déi mer an der Chamberskommissioun hatten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamberskommissioun huet, wat dee Projet hei ubelaangt, missen ënner denkbare schlechte Konditiounen schaffen. Mir hunn ënner extremem Zäitdruck geschafft. Mir wësse säit 2000, datt eist nationaalt Recht muss adaptéiert ginn, fir prézisément déi strofrectlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen anzeféieren.

De Projet ass 2007 déposéiert ginn, 2008 huet d'Regierung Amendementen déposéiert. Mir kruten den Avis vum Statsrot den 19. Januar 2010. A virun deem internationalen Hannergrond ass et wichteg, datt mer dee Projet haut stëmmen, well, an de Minister wäert sécherlech herno nach dorobber agoen, international Rendez-vousen ustinn an deenen nächste Wochen, esou datt d'Chamber hei huet missen e Kraftakt vollzéien, fir dee Projet hei op den Ordre du jour haut ze kréien.

D'Kommissioun, Här Minister, an Dir wësst et, huet mech gebieden, lech matzedeen, datt mer dat elo eng Kéier matgemaach hunn, mä datt mer lech dankbar wäeren, wann Der net méi esou erëmkeimt.

(Interruption)

An Dir hat eis och versprach, wann ech dat géif hei op der Tribun haut soen, an der Kommissioun, géift Der net aus der Këscht sprangen. Duerfir sinn ech lech am Numm vun all de Kollegen dankbar, datt Der net aus der Këscht sprangt. An aller Frëndschaft, Här Minister, kommt net méi esou erëm. Mä Dir hutt jo Besserung gelobt. An ech mengen, datt mer dee Projet och an deem Sënn hei begleet hunn, datt mer en haut kënnen stëmmen.

(Interruption)

Souguer de Statsrot, dee jo net derfir bekennt ass, datt e sech an den Artikele net méi erëmfënnt, huet, wat deen zousätzlechen Avis ubelaangt, deen en eis den Dënschdeg de Mëtteg zoukomme geloos huet, festgestallt entre-temps, datt do eng Referenz vun engem Artikel op deen aneren net richtig ass, an e Rectificatif erausginn. Och dat weist, mengen ech, datt net nëmme d'Chamber ënner Zäitdruck geschafft huet, mä och de Statsrot.

Dee Rectificatif ass, gëtt mer vum Greffe gesot, ënnerwee. Et handelt sech just ëm d'Ersetze vun enger 3 duerch eng 2 respektiv vun enger 2 duerch eng 3. Et huet näischt mat der Substanz ze dinn, mä an der Applikatioun hätt déi Schwierregkeet sécherlech zu Onmütt Ulass ginn.

Och well mer ënner Zäitdruck geschafft hunn an och well mer d'Schwierregkeet hunn, op déi ech virun higewisen hunn, datt mer dee Prinzip vun der strofrectlecher Verantwortung vun de juristesche Persounen, jorzéngten-, jo zwee Jorhonnerte laang net kann hunn, hu mer an der Chamberskommissioun no pragmatische Léisunge gesicht, no einfache Léisunge gesicht. An ech mengen, datt dat och en ligne ass mat deenen Avisen, déi mer kritt hunn, sief et den Avis vum Statsrot oder den Avis vun der Chambre des Métiers, awer och dee vun der Chambre de Commerce.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Fong vum Gesetz wollt ech e puer grondsätzlech Iwwerleeungen hei ustellen.

Éischtens, mat deem neie Gesetz wäert sech d'Situatioun vun den Opfer an enger ganzer Rei vu Fäll verbesseren. Fréier, ier mer dat Gesetz haten, ass et oft esou gewiescht, datt ee strofrectlech belaangt ginn ass an och condemnéiert wor, datt deen net zahlungsfähig wor an datt d'Victime also iwwert den zivile Wee zousätzlech huet misse géint déi juristesche Persoun virgoen, déi och eppes domadder ze dinn hat, déi nun awer opgrond vum eiser Gesetzgebung net konnt pénal belaangt ginn.

Déi Situatiounen dierf et an Zukunft net méi ginn. Wann déi juristesche Persoun beelaangt gëtt a wa se au pénal condemnéiert gëtt, kënnen en même temps och déi zivilrechtlech Froen, déi Konsequenze mat ofgehandelt ginn.

Et ass also net méi esou, datt, nodeems een eng Condamnation au pénal géint eng phisesche Persoun kritt huet als Victim mat oder ouni Partie civile, ee muss wéinst der Insolvabilitéit vun där phisescher Persoun, oder well ee keng Partie civile gemaach huet géint déi phisesche Persoun, au civil nach muss géint déi juristesche Persoun, déi och mat implizéiert ass, virgoen. Ech denken, datt a Frankräich d'Katastroph vum Érika virun e puer Joer bewisen huet, wat d'Utilitéit ka vun enger Responsabilité pénale des personnes morales sinn.

Et ass awer och esou - an et ass meng zweet Observatioun -, wat de Fong ubelaangt, datt an dësem Projet och eng Verbesserung vun der Situatioun vun de phisesche Persoune mat draläit, op d'mannst op verschiddene Punkten. D'Situatioun vun de phisesche Persounen, wat hir strofrectlecher Verantwortung ubelaangt, ka sech mat deem Projet hei och a verschidde Fäll verbesseren.

Wa bis dato am Kader an als Suite vun engem Accident, zum Beispill an enger Fabrik, den Direkter inculpéiert ginn ass, kann an Zukunft d'Sociétéit direkt inculpéiert ginn an opgrond vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites dovun ofgesi ginn, datt den Direkter inculpéiert gëtt, wann da kee spezifesche Feeler géint hie virläit. Dat war bis elo net méiglech.

Domadder gëtt deen inculpéiert, deen au premier chef concernéiert ass, nämlech d'Gesellschaft, den Exploitant vun der Fabrik, an net den Direkter oder en anere Responsabelen. Ëmmer virusausgesat selbstverständlich, et läit kee spezifesche Feeler vir vun deem Direkter.

Dir wësst och, datt virun e puer Méint d'Konsequenzen um Geriicht vun engem Accident, wat sech zougedroen huet am Nord vum Land am Kader vun engem Rallye automobile, fir grouss Diskussiounen gesuergt huet. Et ass duerch aus virstellbar, datt mat deem neie Gesetz an Zukunft, wann esou en Accident ass am Kader vun engem Rallye, den Organisateur strofrectlech belaangt gëtt, an net méi de President vum Organisationscomité, ssou datt och do sech d'Situatioun vun de phisesche Persounen an deem Sënn verbessert.

Dat Ganzt setzt natierlech virus, datt de Parquet am Zesammenhang vun der Applikatioun vun dësem Gesetz net nëmme d'Prinzipie vun dësem Gesetz applizéiert, mä och Gebrauch mécht vum Principe de l'opportunité des poursuites, dee beseet, datt de Parquet en Ermessensspillraum huet, fir ze decidéieren, ob oder ob net Leit strofrectlech belaangt ginn.

Et kann een dervun ausgoen oder et ass op d'mannst eng plausibel Hypothees, datt wann en Accident géif geschéien, nach eng Kéier am Kontext vun engem Rallye automobile, d'Resultat net wäert dat nämlech sinn, wat et an där Affär wor, nämlech datt net de President strofrectlech belaangt gëtt, mä den Organisateur selwer. Nach eng Kéier, alles dat nëmme, wann de Principe de l'opportunité des poursuites mat Fangerspëtzegefäll applizéiert gëtt a wann net mam décken Hummer virgaange gëtt. Ech hu kee Grond ze gleewen, datt dat sollt de Fall sinn.

Duerfir, dat neit Gesetz hei, d'strofrectlecher Responsabilitéit vun de juristesche Persounen, kombinéiert mat der Applikatioun, wéi mer se bis elo kann hu vum Principe de l'opportunité des poursuites, kann duerch aus d'Situatioun vun de phisesche Persounen an enger ganzer Rei vu Fäll verbesseren.

Dat gesot - an dat wëll ech och awer kloer hei zum Ausdrock bréngen - ass de Cumul méiglech. Dat heescht, d'Gesetz gesäit vir, datt zur gläicher Zäit kann déi juristesche Persoun an awer och déi phisesche Persoun strofrectlech belaangt ginn. Et ass also net vu Gesetzesweeër hier deen een oder deen aneren; et ass vu Gesetzesweeër potenziell deen een an deen aneren. Mä wann een dat Ganzt mat deene generelle Prinzipie vun eise Droit pénal kombinéiert, nämlech deem vun der Opportu-



nité des poursuites, kann et duerchass sinn, deen een oder deen aneren.

D'Kommissioun huet zum Ausdrock bruecht, dass an hiren Aen a besonnesch schlëmme Fäll respektiv a Fäll, wou der physischer Persoun kann e separate Feeler nobewise ginn, de Cumul soll spillen, an an anere Fäll de Prinzip vun der Opportunité des poursuites soll dozou féieren, dass dee stroferechtlech belaangt gëtt, deen au premier chef concernéiert ass. An deene Beispiller, déi ech virdu genannt hunn, war dat all Kéiers d'Personne morale an net d'Personne physique.

Als drëtten oder véierte Punkt wëll ech drop hiweisen, dass d'Chamberskommissioun och décidéiert huet, dass déi juristesche Persoun ka belaangt ginn, net nëmmen, wann eng Aktioun do ass vun deenen, déi als Dirigeant de droit considéiert ginn, mä och wa Faiten do sinn, déi begaange gi si vun Dirigeants de fait. Och dat war eng international Exigenz an deem ganze Kontext. Mir hunn där Rechnung gedroen, well et normal schéngt, dass ee sech net kann hannert dem Text verstoppen, fir ze soen: Deen do ass elo net en Dirigeant de droit. Wann ee sech behëlt wéi en Dirigeant, da kann deem seng Aktioun och dozou féieren, dass déi juristesche Persoun belaangt gëtt.

Mir haten eng laang Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Fro, ob d'Gemengen ausgeschloss géife gi vum Text oder net. Ech ginn dervun aus, dass all déi, déi no mir d'Wuert huelen hei, wäerten op déi Fro agoen.

A Frankräich ass et esou, dass d'Trennungslinn gezu gëtt tëschent Aktivitéiten - an ech gebrauchen déi franséisch Wieder - „qui relèvent de l'exercice de la puissance publique“ an Aktivitéiten „qui ne relèvent pas de l'exercice de la puissance publique“.

An der Belsch sinn d'Gemengen ausgeschloss. Deen Ausschloss vun de Gemengen, dat heescht, dass se net stroferechtlech kënnen als Gemeng belaangt ginn, ass zweemol vun der Cour d'arbitrage an der Belsch validéiert ginn. Dat ass am Avis vum Conseil d'État nozeliesen. Obwuel d'Doktrin dat hefteg kritiséiert hunn.

Mir sinn zur Konklusioun komm an der Chamberskommissioun, dass mer sollen de belsche Modell suivéieren. Do gëtt et eng ganz Rei vu Considératiounen, déi do matgespillt hunn. D'Kommissioun war der Meenung an ass der Meenung, dass d'politesche Auserneesetzung sech am Gemengerot ofzespillen huet an net virun de Geriichter.

D'Kommissioun huet sech schwéiergedoen, éischstens, à l'occasion vun engem stroferechtlichen Text ze definéieren, wat d'Puissance publique ass a wat et net ass, well dat eng Definition wär a géif ginn, déi eng Trennlinn géif zéien, déi net nëmmen an deem heite Text Applikatioun huet, mä och an aneren Texter. Dat war dat zweet Argument.

Dat drëtt Argument ass, dass et aus deenen Zäitgrënn, vun deenen ech virdu geschwat hunn, ech mengen, och net méiglech wier, dass mer als Kommissioun op eng uerdentlech Manéier déi Trennlinn gezunn hunn, déi sech am Iwwregen, wéi ech gesot hunn, schlecht géif zéie loosser an engem Text, deen e stroferechtliche Charakter huet.

D'Kommissioun war awer der Meenung, dass se eng gewësse Sympathie hätt fir déi These vum Statsrot, dass, wann d'Gemenge géife kommerziell Aktivitéite maachen, ee sech muss d'Fro stellen, ob se als Gemeng unzegesi sinn am Sënn vun dem Gesetz. Dat ass eng Fro, déi d'Jurisprudenz muss léisen. Den Text seet, dass d'Gemengen ausgeschloss sinn, dass se net stroferechtlech kënnen belaangt ginn.

D'Kommissioun mécht eng Rei Aussoen am Rapport zu där Fro do, wou se hir Meenung ausdréckt, wou een och kann tëschent den Zeile liesen. Mir mengen, dass dat do dee System ass, dee mer elo sollten zréckbehalen. Et ass awer net ausgeschloss, dass een op dee Punkt iergendwann eng Kéier muss zréckkommen, well ëmmer nach am Raum steet de Fall, wou eng Gemeng eng kommerziell Aktivitéit huet, an eigentlech déi Exklusivitéit sech op d'mannst an den Ae vun enger Rei vun de Membere vun der Kommissioun net rich-

teg justifiéiert.

D'Chambre de Commerce geet am Iwwregen och op dee Punkt an a freet, dass d'Gemengen net ausgeschloss ginn. Dat heescht, dass se stroferechtlech kënnen belaangt ginn, insbesondere dann, wa se kommerziell Aktivitéite maachen. Ech wollt dat vollstännegkeetshalber derbäifügen.

Ofschlëssend nach ganz e puer Punkten, Här President. D'Strofen, déi virgesi sinn am Gesetz, si ganz zolidd. Mir hunn et hei ganz oft mat ekonomescher Aktivitéit ze dinn. De Maximum vun der Amende am Fall vun engem Crime ass 750.000 Euro. Am Fall vun engem Delikt ass e mol zwee par rapport zu deem sougenannten normale Strofmooos. An am Fall vu Récidive, dat heescht vun Infraktiounen, déi nach eng Kéier no éischten Infraktiounen kommen, sinn déi Multiplicateurs nach eng Kéier méi zolidd.

D'Kommissioun ass sech och bewosst, dass dat zolidd ass, mä d'Kommissioun huet awer gemengt, dass, wann ee schonn op dee Wee do geet, solle mer dat och uerdentlech maachen. An da kann et net just fir d'Galerie sinn. Et ass selbstverständlech un de Geriichter, fir dat elo am Detail ze façonnéieren. Um Législateur ass et, fir Maximize virzegesinn. Dat hu mer gemaach.

Mir sinn och der Meenung - an da ass mäin zweet- oder drëttleschte Punkt, mäin drëttleschte Punkt, dass déi Crainten, dass duebel bestrooft gëtt, déi a verschiddegen Avisen ugemahnt gi sinn, net justifiéiert sinn. Et war nach ëmmer esou, dass, wann ee pénalrechtlech belaangt ginn ass, stroferechtlech belaangt ginn ass, een och konnt zivilrechtlech belaangt ginn. Do änneren mer näischt.

A wann een elo seet, dass zweemol stroferechtlech belaangt gëtt, da sinn et ëmmer zwee verschiddegen Auteure respektiv en Auteur, e Coauteur an e Kompliz. Et ass also net zweemol deen nämlechen, dee stroferechtlech belaangt gëtt. Et sinn zwou verschidde Persounen, déi belaangt ginn: op där enger Säit am Prinzip eng juristesche Persoun, op där anerer Säit eng physische Persoun.

Dat gesot, hunn ech virdu e laangen Exposé gehalen iwwert d'Inzidenz vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites och par rapport an insbesondere par rapport zu deem Text hei. Esou dass déi Crainte, déi zum Ausdrock bruecht ginn ass, dass duebel géif bestrooft ginn, sech an eisen Ae kaum bis guer net justifiéiert, och wann ee kuckt, dass mer ee Prinzip hunn, deen heescht non bis in idem. Dat heescht, et ka keen zweemol sanktionéiert gi fir datselwecht. An dee Prinzip géllt selbstverständlech och hei.

De Statsrot huet virgeschloen, dass een och géif d'juristesche Persoune belangen, net nëmmen am Fall vun Delikter a vu Crimen, mä och am Fall vu Contraventionen, also kleng Strofergehen. D'Kommissioun huet sech dogéint ausgeschwat aus deem Grond, dass d'Gefill an der Kommissioun wor, dass mer eis Gesellschaft net sollen à outrance oder excessivement dem Droit pénal ënnerwerfen. Duerfir hu mer dat net zréckbehalen.

Mir hunn - an ech soen dat als leschte Punkt, als generell Observatioun - eng Gesellschaft, an där mer liewen, wou ëmmer méi Faiten, Aktiounen a souguer Omissionen stroferechtlech belaangt kënnen ginn, well de Législateur higeet an a ganz villen Texter um Schluss vum Text ëmmer seet: A wann ee sech net un den Text hei hält, da kann ee stroferechtlech belaangt ginn.

Ech mengen, dass ech d'Gefill vun der Kommissioun richtig duerleeën, wann ech soen, dass d'Kommissioun d'Suerg huet, dass mer eis Gesellschaft net op eng iwwerdriwwen Mooss pénaliséieren, dat heescht dem Droit pénal zouwenden, an net all eenzelne Comportement, deen net honnertprozenteg ass, och mat enger Strof oder op d'mannst mat enger potenzieller Strof versinn. Dat gëtt ënnert dem franséischen Terme vun der Pénalisation à outrance vun eiser Gesellschaft gemengerhand beschriwwen.

Mir wëssen, an de Minister huet eis dat gesot an der Kommissioun, dass hie selwer der Meenung ass, dass een net soll iwwerdriwwen, wat déi Pénalisatioun ubelaangt. Déi Faiten, déi grave sinn an déi schlëm-

sinn, solle sanktionéiert ginn. Mir hunn dofir en Arsenal am Droit pénal. Mä et soll net all klengen an x-beliebege Fait pénal sanktionéiert ginn. Do gëtt et en Équiliber, dee muss gewahrt bleiwen.

An ech wollt dofir och de Minister encouragéieren an deem Sënn weiderzeschaffen, andeems en all déi Texter, déi an Zukunft an d'Regierung kommen, och op deem Punkt iwwerpréift a kuckt, dass, wa vun de Kollege pénal Sanktiounen, stroferechtlech Sanktiounen an den Texter proposéiert ginn, dass de Justizminister eng Kéier dat iwwerkuckt, fir ze kucken, ob dat néideg ass, fir ze kucken, ob et eppes bréngt.

Ofschlëssend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat hei en Text, deen am Lëtzebuerger Strofrecht eng kleng Revolutioun duerstellt, well mer en neie Prinzip aféieren, dee mer iwwer 200 Joer laang net kannt hunn. D'Expérience muss weisen, wéi de Prinzip sech bewährt.

Mir hunn an där kuerzer Zäit, déi mer hatten, probéiert dat Bescht ze maachen. Ech kann net ausschléissen, dass mer iergendwann erëm eng Kéier mussen iwwer kuerz oder laang op den Text zréckkommen. Ech wollt och nach ausdrécklech all de Membere vun der Kommissioun Merci soe fir déi Manéier, wéi se dee Projet hei begleet hunn, well ech mengen, wa mer net hei un engem gemeinsame Strang gezunn hätten, hätte mer et net fäerdeg bruecht. Här Bettel, voilà!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien, Här Schiltz!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Vergiesst net, dem Här Schiltz ze félicitéieren.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, léif Kollegen, ech wëll dem Rapporteur effektiv Merci soe fir säi souwuel schrëftliche wéi och mündleche Bericht, deen duerch eng grouss Éierlechkeet gekennzeichnet war. Hien huet déi Wieder gebraucht, dass mer hei ënner onméigleche Konditiounen geschafft hunn. Ech ka mech natierlech deem nëmme ralliéieren.

Mä wéi gesot, hien huet schnell geschafft, ganz schnell. Mir hu schnell geschafft ënnert der Présidence vun der Madame Presidentin, an och an der aktiver Mataarbecht vum Minister. An ech muss soen, wa mer elo a 14 Deeg dat hei fäerdeg bruecht hunn, da kënnen mer duerfir frou sinn.

A mir droen dat och mat. Firwat? Well mer et eis guer net kënnen leeschten, net elo dee Projet de loi hei ze stëmmen, well mer soss nees op eng schwaarz Lëscht kommen. Mä dat dierf ons awer net dervu blann maachen anzegesinn, dass hei op eng - wéi soll ech soen? - irresponsabel Aart a Weis an deene leschte Jore geschafft ginn ass.

Well dat Gesetz, dee Gesetzesprojet, iwwert dee mer hei schwätzen an deen zwar nach eng Kéier amendéiert ginn ass vun der Regierung, deen 2007 also déposéiert ginn ass, deem ginn Engagementer viraus, déi mer scho vu '97 u geholl haten. D'Konventioun iwwert d'Corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, déi ebe just d'Responsabilisatioun vun de Personnes morales virgesäit, geet op '97 zréck. An dunn an de Joren 2000, 2001, 2003, ëmmer nees, ëmmer nees sinn där Konventiounen derbäikomm.

An et huet also bis 2007 gedauert, bis de Justizminister hei eng Proposition virgueluecht huet. Jo, gewëss, et huet dunn och elo bis de Januar gedauert, bis de Conseil d'État säin Avis dozou ginn huet, wat jo elementar ass an indispensabel, fir dass mir kënnen driwwer befannen. A mir hunn dann eben elo a 14 Deeg dee Projet de loi hei ofgehaakt.

Nach eng Kéier, mir stinn zu deem, wat hei ausgemaach ginn ass, obschonn - an ech wëll dat awer och direkt am Ufank ënnersträichen - déi Aarbecht net wierklech ofgeschloss ass. An de Minister - an ech wëll dorun erënneren - huet an der Kommissioun den Engagement geholl, erëmm-zekommen a mat eis iwwer ee Punkt ze

diskutéieren, op deen ech herno nach zréckkommen, deen net wierklech gekläert ginn ass, op alle Fall net wierklech zefridde stellend gekläert ginn ass. An dat ass dee vun der Responsabilité pénale vun dem Stat a vun de Gemengen, a besonnesch hei de Gemengen. Wéi gesot, ech kommen drop zréck.

De Minister huet den Engagement geholl zréckzekommen, wann et muss sinn. An et muss, mengen ech, sinn, mat dem Innenminister, fir hei ze kucken, wéi ee mat de Gemengen, dem Syvicol eng zefridde stellend Léisung féinnt. Ènnert deene Konditiounen si mer bereet, wéi gesot, deen hei Kompromëss oder deen hei Text matzedroen, well mer, nach eng Kéier, eis et net kënnen leeschten, net esou schnell wéi méiglech deen Text hei ze stëmmen.

Èm wat geet et? Den Här Rapporteur huet et elo a sengem mündleche Bericht nach eng Kéier kloer gesot. Et geet drëm eppes anzeféieren, wat hien als Revolutioun bezeichent huet. An et hätt een am Fong gemengt fir eng Revolutioun bräicht een heiansdo méi Zäit, fir dat ze preparéieren. Mä et ass eng juristesche Revolutioun am Kader vum Code Napoléon, deen ni eng Responsabilité pénale fir Personnes morales virgesinn huet, mä nëmme fir Personnes physiques; also eng Verantwortung vun de physische Persounen. Dat kënnst elo derbäi.

An et muss een och soen, grondsätzlech gëtt dat vun alle Säite begréisst, souwuel vun der Chambre des Métiers wéi vun der Chambre de Commerce. D'ailleurs en Zeechen, firwat dass mer ënner schrecklechem Drock geschafft hunn; mer konnt dem Avis vun der Chambre de Commerce emol net Rechnung droen. Dee kounn ze spéit hei an der Chamber un. Mir hunn en awer elo.

Also souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers begréissen de Prinzip vun der Responsabilité pénale des personnes morales. Ech zitieren d'Chambre de Commerce: «...un concept utile et quelquefois mieux adapté à la vie des affaires...». Oder d'Chambre de Commerce: «...salue en principe l'introduction de la responsabilité pénale des personnes morales en droit pénal luxembourgeois. (...) L'irresponsabilité des personnes morales crée une insécurité juridique préjudiciable à l'installation de nouvelles entreprises au Luxembourg.»

Dat sinn also d'Grondastellung vun deenen zwou Chamberen zu der Indroductioun vun der Responsabilité pénale des personnes morales. Mä - an natierlech, wéi oft ass en „Mä“ hannendrun - natierlech fäerte se - an de Rapporteur huet et ënnerstrach -, dass duerch eben déi hei Indroductioun et zu enger Double peine ka kommen. Well effektiv souwuel den Auteur vun enger Infractioun, wat eng Personne physique ass, ka belaangt ginn, wéi eben och d'Personne morale, an där hirem Numm a fir där hire Profit dat Ganzt gemaach ginn ass.

Mä de Prinzip non bis in idem, mengen ech, gëtt ons hei awer gewëssen Assurancen. An et ass ebe wéi an all Prozess d'Opportunité des poursuites, déi ausschlaggebend ass. Déi läit hei an den Hänn vum Parquet. A loosse mer hoffen an drop zielen, dass eis Justiz ebe mat deem Text hei esou ëmgeet, dass eben och wierklech au cas par cas décidéiert gëtt, well et ebe méi richtig ass, fir deen een oder deen aneren, oder deen een an deen aneren ze belangen. Mä wéi gesot, dat läit souwisou net an onsen Hänn, dat ze decidéieren. Dat ass d'Opportunité des poursuites, déi beim Parquet bleift.

Ech ginn net elo an den Detail vun de Peinen, déi virgesi sinn, mä ech kommen direkt op dee Punkt, deen an der Kommissioun bei Wäitem fir déi meeschten Diskussiounen gesuergt huet an deen eben och net wierklech kloer ass. Dat ass dee vun dem Artikel 34, wou am Alinea 3 virgesinn ass, dass de Stat an d'Gemengen eben net hei ënnert déi hei Applikatioun falen.

Allgemeng an der Jurisprudenz gëtt gesot oder gëtt unerkannt, an och vun der



Chambre des Métiers wéi vun der Chambre de Commerce wéi vum Statsrot, datt dat, wat de Stat ubelaangt, datt dat och ganz normal ass. Well effektiv, et kann ee jo net op där enger Säit poursuivéieren... A wie poursuivéiert an engem Procès pénal? Mä et ass de Stat. Et kann een also net déi eng Säit poursuivéieren an op där anerer Säit sech selwer poursuivéieren.

Fir et méi einfach ze soen: Wann de Stat sech selwer géif poursuivéieren an e géif eng Amende ausschwätzen, loosse mer soe vun 200-, 300-, 400.000 Euro, da géif e sech selwer déi ginn a se och selwer nees astiechen. Et ass jo nämlech esou, datt mir hei net am Zivilrechtchen, mer am Pénalé sinn. Bon, sou datt dat also fir de Stat als solche vun alle Säiten als normal ugesi gëtt, datt de Stat net drënnerfällt.

Par contre, wat d'Gemengen ubelaangt, do trennen d'Geeschter sech. Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers wéi och de Statsrot hunn ons hei un d'Häerz geluecht, am Fong en Ënnerschied ze maachen zwëschen deene verschiddenen Aktivitéiten, déi d'Gemengen exercéieren. Déi eng, déi sech méi no bei de Prestations de services uleëen an déi net wierklech en Exercice vun der Puissance publique sinn, a fir déi, déi net den Exercice vun der Puissance publique wieren, do effektiv eben och d'Responsabilité pénale virzegesinn.

Mir hunn dat laang diskutéiert a mir si schlussendlech awer zur Konklusion komm, datt, well mer eben - ech kommen nees op déi éischt Kritik zrëck - am Zäitdrock waren a well dat do awer eng Fro ass, déi vill méi déif geet. Well - an ech bréngen dat vläicht nei an d'Diskussioun - där Aktivitéiten, qui ne relèvent pas exclusivement de l'exercice de la puissance publique, déi gëtt et net nëmme bei de Gemengen, déi gëtt et och beim Stat. An dofir: Firwat maache mir den terriblen Ënnerschied, wat de Stat ubelaangt a wat d'Gemengen ubelaangt? Am Fong kann ech dat net novollzéien. Dofir, och dat eleng, dat bedéngt, datt mer eis nach eng Kéier méi eingehend mat där doter Diskussioun befaassen. An ech zielen drop, datt de Minister ons herno och nach eng Kéier d'Assurance gëtt, datt dat, wat en eis gesot hat an der Kommissioun, datt en dat hei och nach eng Kéier widderhëlt.

De Statsrot, deen hat virgeschloen, an deem Kontext en Amendement anzubringen, mä wéi gesot, éischters hätt dat dann nëmme nees d'Gemenge betraff. Or, hei sinn net nëmme, hei wieren net nëmme d'Gemenge betraff, mä de Stat kann och a gewëssenen Aktivitéiten betraff sinn. Dofir war dat finalement awer keng esou eng gutt Léisung.

Wat wier den Avantage vun der Responsabilité pénale vun dem Stat oder de Gemengen? Et wier déi nämlech Léisung wéi eben och bei den Activités privées. Et wier, datt, wann eppes geschitt, an et si Victimen do, datt, wann een eng Responsabilité pénale vun enger Personne morale huet, déi méi solvabel ass, ee méi schnell kann effektiv an de Genoss vun Indemnitéite de dédommagement kommen, och Dédommagement moral zum Beispill. Dat wier ganz sécher en Avantage.

Op där anerer Säit besteet awer de Risiko - an de Rapporteur huet et ënnerstrach - vun enger Politisatioun vu pénalen Affären. An effektiv, de politeschen Débat, dee soll sech um politesche Feld an de Gemengen, an der Chamber hei ofspillen, an net virun den Tribunäl. Aus deenen Ursaache ware mer, wéi gesot, bereet engersäits, elo an dësem Moment déi Formule matzedroen, déi am Gesetz virgesinn ass. Dat heescht, datt de Stat an d'Gemengen ausgeschloss sinn. Mä d'Kommissioun selwer - an deen, dee sech d'Méi mécht, de Rapport vun dem Rapporteur ze liesen, gesäit et - seet, datt mer am Fong gäre mat op de Wee gang wiere vum Conseil d'État, mä datt mer de Moment awer nach dervun ofgesinn, well et eben awer méi komplizéiert ass, wéi et sech an engem éischten Abléck ugesäit.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, kommen ech heihinner, fir den Accord vu

menger Fraktioun ze bréngen, mä awer mat deem nämlechte Wonsch, wéi de Rapporteur e virbruecht huet: Et ass indigne vun dem Travail législatif, esou e wichtigen Dossier wéi deen hei esou laang op d'laang Bänk ze schieben. An ech mengen, dat solle mer eis wierklech oder soll d'Regierung sech déi nächste Kéier méi zu Häerz huelen. An dat ass net perséinlech gemengt, mä dat ass eng allgemeng Remarque.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Polfer Merci. An als nächste Rieder ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat engem relativ grouse Veruch zu aneren europäesche Rechtsstaten a Wirtschaftsstanduenter féiert Lëtzebuerg déi pénal Verantwortung vun de sougenannte moralesche Persounen, also vun de Gesellschaften an eiselem Rechtssystem an.

Ech géif net soen, dass dat onbedéngt eng Revolutioun ass, well mer awer schonn eenzel sektoriell Texter kennen, wou et zumindest am administrative Beräich Amendé fir Gesellschafte scho gëtt, also eng Zort vun awer Bestrafung och vun enger Gesellschaft, wann an der Gesellschaft an zu hirem Profit eigentlech Feeler gemaach si ginn. Mä et ass awer eng duebel Reform, eng Reform eigentlech vun eiselem Gesellschaftsrecht an eng Reform vun eiselem Strofrecht.

Dëst Gesetz, dat muss een och ganz kloer soen, och wann elo an den Avisen déi verschidde Kreesser sech prinzipiell fir dës Reform ausschwätzen, ass awer e Gesetz, wat net op eng reng Lëtzebuurger Initiativ zrëckgeet, mä wat d'Konsequenz ass, déi méi wéi logesch Konsequenz ass vun enger Rei vun internationale Konventiounen oder Rechtsakten, déi Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joeren ënnerschriwwen huet, déi also elo mussen och hei zu Lëtzebuerg dann ëmgesat ginn.

Mir maachen dat, wéi gesot, relativ spéit. Méi spéit wéi déi meeschten aner Staten. Dat gesäit een eleng doduerch, wann een nëmme bei eisen Nopeschlänner kuckt, déi alleguerten awer och déiselwecht Source hunn, nämlech de Code Napoléon, da gesäit een, dass am Frankräich schonn am Joer 1994, also viru 16 Joer, légiféiert ginn ass an deem dote Beräich, an d'Belsch dat 1999 gemaach huet. Dat sinn och schonn erëm eng Kéier eelef Joer hier.

Et ass also esou, dass dës Schrëtt iwwerfällig ass. An ech bedauere mat aneren déi dach Précipitatioun, an där d'Chamber huet misse schaffen, well ebe vill Zäit vergangen ass zënter der Transmissioun vun engem éischten Avant-projet de loi vun der viregter Regierung, dat war am Dezember 2005, bis, wéi gesot, de Januar 2010, wou den Avis vun Statsrot virlooch, an och en offiziellen Avis vun der Chambre de Commerce den 18. Januar komm ass, deen awer net méi konnt berücksichtegt ginn, well en ze spéit komm ass, nodréiglech eigentlech zu eiser Aarbecht eréischt publizéiert ginn ass.

Et ass sécherlech kee Paradebeispill fir eng exemplaresch legislativ Aarbecht, an et muss sécherlech esou sinn, dass mer alleguerten aus deem heite Virfall léieren an dass mer eis an Zukunft nach méi intensiv, nach méi déif mat esou awer Gesetzesprojeten, déi relativ komplex sinn, kënnen beschäftegen, wéi dat hei de Fall ass.

Ech wëll awer soen, dass mer probéiert hunn, an där kuerzer Zäit awer eng ordentlich Aarbecht ze maachen als Chamber. Duerfir och eise Merci un de Rapporteur, deen déi net vläicht ganz dankbar Aufgab hei iwwerholl huet, fir deen doten Text hei iwwert déi parlamentaresch Hürden ze bréngen.

Ech wëll ganz kloer soen, dass mer als sozialistesche Fraktioun begrëssen, dass et zu där Neierung hei am Strofrecht an am Handelsrecht kënn. Well mer dovunner iwwerzeegt sinn, dass virun allem dat do kann an enger ganz Parti Fäll zu enger Verbesserung vun der Situatioun vun der Victime féieren, déi also an Zukunft net méi eleng mat enger Privatpersoun konfrontéiert ass - een, deen also an enger Gesell-

schaft e pénale Feeler gemaach huet, deen hir Schued gemaach huet -, mä et elo eigentlech niewendru kann ze dinn hu mat der Gesellschaft selwer, déi an der Regel méi solvabel ass wéi d'Privatpersoun, also och méi Chance besteet, dass dat Affer do seng Indemnisiéierung kritt fir dee Schued, deen duerch d'Strofrot entstanden ass.

Et bréngt och d'Veereinfachung an deem Sënn, dass vläicht net muss d'Affer en zweeten Zivilprozess ustrengen, mä iwwert d'Partie civile am Pénalprozess géint d'Gesellschaft also scho kann zivilrechtlech Satisfaktioun kréien.

Interessant wär et an enger méi grousser Reform vum Code pénal - an ech mengen, dass d'Regierung sech jo uschéckt en Toiletteage vun eiselem Code pénal virzehuelen -, fir méi Kohärenz eigentlech, besonnesch och an d'Strofbestëmmunge vun eiselem Code pénal eranzekréien. Well do ebe verschiddene Infractionen aus verschiddenen Epochen zesummegehallt si ginn an et néideg wier also, do eng kloer Linn erëm eng Kéier an dee ganze Beräich eranzekréien, wann een an deem Zesammenhang och géif eng komparativ Etüd maache vun där Fro vun der Stroferantwortung vun de Gesellschaften a vun den Dirigeanten, och am Verglach, am Droit comparé, am Verglach mat Frankräich, mat Belsch, mat anere Staten, fir ze gesinn, wéi do wierklech d'Situatioun ass.

Hei ass et jo esou, dass d'Regierung sech deelweis un dem belschen Text inspiréiert huet, punktuell och Inspiratioun gesicht huet un franséischen Text a gläichzäitig probéiert huet, och der Spécificitéit vun dem Lëtzebuurger Pénalrecht Rechnung ze droen.

Et ass also eng relativ komplex Situatioun, an et wär - mengen ech - gutt, dass een eng Kéier wierklech eng Géintiwwerstellung huet vun deenen eenzelne Regimen, wat déi stroferechtlech Haftung vun och de Gesellschaften ugeet, fir dann definitiv kënnen eng kloer Linn an eis Lëtzebuurger Législatioun eranzubringen.

Mir begrëssen och, dass schlussendlech d'Kommissioun net den duale System zrëckbehalen huet, deen iwwert d'Amendementé vun der Regierung agefouert ginn ass, mä dass mer do mat engem Regime vun der Responsabilité pénale vun de Gesellschaften ze dinn hunn. Dat ass, mengen ech, rechtlech méi kloer, wéi wa mer elo probéiert hätten, fir gewëssen Infractione speziell Regele festzeleeën. Ech mengen, et ass gutt, dass mer d'Optioun geholl hu vun der Vereinfachung an dass mer hei net versicht hunn, en duale System an deem heiten Dealberäich vun eiselem Strofrecht elo opzebauen.

Lëtzebuerg, dat ass och wichtig, mécht hei e Schrëtt, dee sécherlech och ka Positives bewirken, wat d'Fro vun der Moraliiséierung vun Wirtschaftslienen ugeet, eng Fro, déi jo elo an deene leschte Méint méi staark - och international - an der Diskussioun ass. Dat hei kann zousätzlech ofschreckend wirken. Dat hei kann also e preventiven Effet hunn. Et ass och op deen, wou mir och als LSAP éischer zielen, wéi dass elo wierklech déi Bestrafung u sech viles kéint verännere par rapport zum aktuelle System.

Et ass vläicht gutt, awer och e Wuert iwwert den aktuelle Rechtssystem ze soen, wéi en haut besteet. Haut ass et esou, dass, wann also an enger Gesellschaft eng Strofdot gemaach gëtt am Kader vun der Aktivitéit vun där Gesellschaft, dass do d'Gerichter scho kucken, fir d'Responsabilitéit vun den Dirigeanté festzustellen, an den Dirigeant sech kann exonéieren, awer nëmme, wann et him geléngt ze beweisen, dass hien eigentlech keng direkt Kontrollfonction hat, mä datt am Fong déi Kontrollfonction un eng drëtt Persoun am Betrib weidergerech ginn ass, déi déi néideg Kompetenzen hat a Pouvoiren hat, fir och direkt ze kontrolléieren an anzewirken, wa sollt e feelerhaft Verhalen an deem Betrib vun anere Leit geschéien.

Dat ass haut eigentlech déi Jurisprudenz, wéi mer se zu Lëtzebuerg kennen, déi relativ fluctuant ass, déi vu Fall zu Fall kann erëm anescht ausgesinn. An et ass, mengen ech, also och an deem Sënn net onwesentlech, dass een hei en zousätzlech System mat erakritt, wou wichtig ass, dass een déi Responsabilitéite sech net déi

eng déi aner ausschléisst, mä dass mer hei e Cumul vu stroferechtliche Responsabilitéiten hunn. Den Dirigeant ka weiderhin direkt responsabel, och pénal responsabel sinn, an doniewent kann et zu enger pénaler Responsabilitéit vu senger Gesellschaft kommen.

Wat awer wichtig ass - an do si mer méi restriktiv wéi d'Belsch a wéi Frankräich -, dass net virgesinn ass, dass automatesch, wann eng Strofdot an engem Betrib gemaach gëtt, dass dann d'Gesellschaft och pénal responsabel ass.

Fir dass déi pénal Responsabilitéit vun der Gesellschaft an Zukunft spillt, muss et esou sinn, dass déi Strofdot, déi am Betrib vun engem Agent vun där Gesellschaft gemaach ginn ass, dass déi am Interesse vun der Gesellschaft war an am Numm vun der Gesellschaft geschitt ass.

Wat wichtig ass, dass mer hei zu Lëtzebuerg déi zweet Konditioun bäigeschriwwen hunn, dat heescht och am Interesse vun der Gesellschaft muss geschitt sinn, während an der Belsch an am Frankräich et duergeet, wann déi Strofdot am Numm vun der Gesellschaft geschitt ass. Do hu mer also méi e restriktive Champ d'application, wéi dat an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Ech fannen och perséinlech, dass dat gutt ass, dass een do net iwwert d'Zil eraus schéisst.

Wéineg Versteesdemech hunn ech fir déi Chambres professionnelles haaptsächlech, déi hei de laténgeschen Adage non bis in idem uféieren, fir ze soen: „Mir mussen awer oppassen. Si mer hei net an engem Beräich, besonnesch, wa mer vun S.à r.l.e schwätzen oder vu Sociétés unipersonnelles schwätzen, wou een eigentlech wéinst deemselwechte Fait zweemol gestrooft gëtt?“

Ech hu Schwierigkeiten, dat do nozevollzéien, well et kann een net de Botter an de Präis vum Botter gläichzäitig hunn. Et kann een also net soen, mir halen d'Fiktioun vun enger getrennter Personalitéit oprecht a gewësse Beräicher, vun deem deen dran ass an der Gesellschaft a vun der Gesellschaft selwer, a stroferechtlech op eemol wär dat eng Persoun. Dat geet net.

Wa mer déi Fiktioun vun der Personalitéit morale hunn, da muss mer déi natierlech och bäibehalen a sämtleche Beräicher. Da muss déi natierlech och am stroferechtliche Beräich bestoen, sou dass dat Géigenargument do, wat vu verschiddene Wirtschaftskreesser an d'Feld gefouert gëtt, hei sécherlech net stéckhaltig ass.

Eng Diskussioun hate mer iwwert den Uwendungsberäich vun deem heiten neie Gesetz, wou elo virgesinn ass, dass dat fir de Beräich vun den A.s.b.l.en a vun de Fondatiounen och soll gellen, wéi dat och am Frankräich an an der Belsch de Fall ass. Et muss ee kucken, wat d'Répercussione vun där zousätzlecher pénaler Responsabilitéit an deem dote Beräich sinn.

A mir sinn als LSAP-Fraktioun der Meinung - ech hunn et och däitlech gemaach an den Diskussiounen an der Kommissioun -, dass et gutt wär, dass, wa mer déi Diskussioun féiere ronderëm eng méiglech Reform vun eiser Législatioun, wat d'A.s.b.l.en ugeet an d'Fondatiounen ugeet, dass do och besonnesch déi Fro vun der Responsabilité civile et pénale vun der Gesellschaft respektiv vun deenen Associéen, respektiv den Dirigeanté vun deene gemeinnützege Gesellschaften och nach eng Kéier soll am Detail gekuckt ginn.

Mir mussen, mengen ech, alles maachen, dass mer sécherlech eng Rei vu Mëssbräich ausschléissen, mä awer och derfir suergen, dass d'Benevolat zu Lëtzebuerg hei nach kann normal fonctionnéieren a sech weider ausbauen. Duerfir muss mer also an där doter Fro ganz virsichteg sinn an à tête reposée un déi dote Fro nach eng Kéier frësch erugeen.

Ech hätt eng perséinlech Fro un de Justizminister, wéi hien d'Situatioun gesäit vun der Association de fait, déi jo eigentlech par Gesetz keng Personalitéit morale hunn, mä wou d'Jurisprudenz hinnen eigentlech eng passiv zougesteet, andeem se seet, ma si kënnen als Association de fait ugesicht



ginn, mä u sech hu se keng aktiv Personalité morale, dat heescht, si kënne selwer net viru Geriicht optrieden.

Ech muss éierlech soen, ech hu keng Äntwert gëschter Owend fonnt a mengem Kapp. Ech hoffen, wéi gesot, dass vläicht de Minister eis kann an där doter Fro Kloerheet verschafen. Et ass mir net kloer, ob d'Associations de fait hei ënnert deen heiten Text falen oder net. Dat géif fir vill Veräiner zoutreffen oder och fir A.s.b.l.en zoutreffen, déi net all Formalitéite respektéiert hunn, déi dann am Fong hir Personalité morale jo verléieren. Et ass d'Fro also, ob déi hei mat eraspillen.

Wat gekläert ass, dat ass am Wirtschaftsberäich d'Situatioun vun den Associations momentanées. Do gëtt kloer gesot, déi falen net drënner, well déi keng eege Personalité juridique kréien. Dat, well dat Gesetz dat esou festgehalten huet. Et ass also eng interessant Fro, dat ze gesinn.

Dann hu mer, wéi gesot, eis d'Fro gestallt: Wéi ass et mam Stat, mat de Gemengen?

Ech mengen, et ass richtig a virsücht, fir ze soen, à ce stade hale mer de Stat an d'Gemengen aus dem Champ d'application vun där Responsabilité pénale hei eraus. Aus Iwwerleeungen, déi an den Texter nozeliese sinn, awer och aus enger zousätzlicher Iwwerleeung, déi ech esou net fonnt hu bis elo an der Begrënnung: Dat ass, dass ech muss jo virun Aen halen, dass, wann de Stat oder eng Gemeng géif veruerteelt gi wéinst engem Feelverhale vun engem Responsabele vum Stat oder vun der Gemeng, dass déi Suen, déi dann ze bezuele sinn, dat sinn d'Sue vun der Kollektivitéit. Dat sinn also d'Sue vum Steierzueler.

An da stellt sech d'Fro, ob et Sënn mécht, dass d'Kollektivitéit muss bludden, wann een eigentlech e Feeler gemaach huet an der Ausübung vu senger Fonctioun, iwwert natierlech d'Indemnisatioun eraus, de Schued, dee gemaach ginn ass. Et muss also zousätzlech d'Kollektivitéit nach Suen opbréngen, fir eng Amende ze bezuelen, déi da fällig wär an deem dote Fall.

Ech mengen, aus där Iwwerleeung och eraus kann een net déi Beräicher gläichzéien, d'Privatgesellschaften an de Stat an d'Gemengen. An et ass an eisen Ae richtig, dass mer also bei där Positioun bleiwen a soen: Komm, mer bleiwen hei fir de Moment bei deem belschen Text, dee jo och awer schon d'Feierprouf bestanen huet vun enger Rei vu Prozesser bei der Cour d'arbitrage, esou dass ech mengen, dass ee ka soen, dass et awer hei eng Rei vun Argumenter gëtt, fir ze soen, dass hei de Gläichheetsprinzip, deen och an eiser Verfassung en héije Rang huet, dass deen net violéiert gëtt an deem heite Fall, well dat sech jo ëmmer nëmme op déi Situation bezitt, wou ee wierklech am selwechte Fall läit, an net wou eng Differenz vun der Situatioun besteet.

D'Fro, déi opbleift, an aner Riedner hunn dat och scho gesot, ass: Wéi gëtt dat heite Gesetz emgesat? Dat muss ee gesinn an deenen nächste Joren, wéi de Parquet, d'Untersuchungsriichter mat deem heiten Text hei ëmginn. Ob se éischer d'Tendenz hunn, fir all Méiglechkeeten auszuschöpfen, dat heescht, also gläichzäitig am Fong den Dirigeant unzesichen, pénalement, an d'Gesellschaft vun deem Dirigeant, oder ob se do Nuancé maachen an éischer dann net esou séier op den Dirigeant ginn, mä éischer dann a Richtung d'Gesellschaft ukloe géife goen. Dat hänt wahrscheinlech vun eenzelne Fäll of, wéi d'Attitud vum Parquet opgrond vum Prinzip vun der Opportunité des poursuites dann am eenzelne Fall ausgesäit.

Hei ass et also wichtig, dass mer och an deem heite Fall sollten no enger Rei vu Jore probéieren, e klunge Bilan ze zéien, wéi dat hei an der Praxis emgesat ginn ass, wat d'Effetë ware vun deem heiten Text, well et effektiv e Broch duerstellt mat der Grondphilosophie, wéi se am Code Napoléon eigentlech bestanen huet, deen dovunner ausgaangen ass haaptsächlech, dass, fir dass een Delinquent ass, ee muss eng eege Conscience hunn. An d'Fro ass: Huet eng Gesellschaft eng eege Conscience? Ass et net am Fong d'Conscience vun hiren Dirigeanten, déi sech substituëiert der Conscience vun der Gesellschaft?

Normalerweis ass jo och en Élément intentionnel derbäi, a fir kënnen eng Intention auszeüben, muss een natierlech och en eegene Wëllen hunn. D'Fro ass: Huet d'Gesellschaft u sech en eegene Wëllen oder sinn et d'Organer vun der Gesellschaft, an déi Leit, déi se zesummesetzen, déi hire Wëllen eigentlech äusseren am Kader vun der Gesellschaft?

Mä wéi gesot, déi doten Diskussiounen sinn e bësse moutarde après dîner. An deene leschte Joren ass international d'Bewegung dohi gaangen, fir de Prinzip ze brieche, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg kann hu während laange Joren, a fir eben och Personnes morales stroferechtlech haftbar ze maachen. An ech mengen, dass dat am Endeffekt och eppes ass, wat kann zu positiven Effeten dobausse féieren. An deem Sënn bréngen ech hei den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu deem heiten Text eran.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci, an als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Vun de Virriedner ass scho ganz villes gesot ginn, wat mir och deelen. Ech wäert mech och duerfir kënne méi kuerzfaassen, well et gëtt net besser, net méi richtig, wann een alles véiermol seet.

Mir bedauern och als gréng Fraktioun, dass mer esou laang gebraucht hunn, deesen Text ze maachen. Et wier natierlech interessant, wann een et kéint maachen, erauszefannen, wéi eng Affären zu Lëtzebuerg an de leschte Joren anescht hätte kënnen ausgoen, wa mer des Gesetzgebung éischer gehat hätten, esou wéi en Deel vun eisen Nopeschlänner. Domat hu mer eis an der Kommissioun net befaasst, mä méiglecherweis gëtt et Leit am Land, déi Regretten hunn, wa se eis Debatten de Mëtteg suivéieren, well se sech soen, dass mat deser Gesetzgebung hir Affär virun engem Geriicht méiglecherweis anescht hätt kënnen ausgoen. Dat bleift dann net gewosst, ob mer där Affären do haten, a wéi vill, an a wéi engem Ausmooss.

Mir halen awer dat Gesetz trotzdem fir e ganz wichtegt Gesetz, dass mer hei zu Lëtzebuerg elo och d'Responsabilité pénale vun de Personnes morales aféieren. Bedauern di mer natierlech och als gréng Fraktioun, dass mer esou wéineg Zäit haten, eis mat deemem Projet ze beschäftegen. A bedauern d'autant plus, well mer eis jo eens sinn, dass zumindest eng vun den Dispositiounen an deemem Text vläicht net ganz wasserdicht ass, well mer wëssen, dass mer iwwert d'Jurisprudenz méiglecherweis Interpretatiounen kréien, déi net déi sinn, déi mir eis wënschen.

An hätte mer méi Zäit gehat, fir deen Text hei ze diskutéieren, wier éischer e Projet de loi déposéiert ginn - woufir awer elo net de Minister Biltgen kann, dee war déi Zäit nach net den zoustännege Minister -, hätte mer méi Zäit gehat, och well den Avis vum Statsrot vläicht méi séier komm wier, da wier méiglecherweis déi Fro ronderëm d'Gemengen am Besonnesche scho besser tranchéiert, wéi dat, wat mer elo gemaach hunn. Da kéinte mer en Text verabschieden, deen op all de Punkte wasserdicht wier an dee genau dat och als Resultat do hätt, wat d'Kommissioun sech géif wënschen.

Elo muss mer domadder liewen, dass mer, en attendant, dass déi Diskussioun geféiert gëtt - si ass jo versprach, si ass och gewënscht, mat den zoustännege Ministere, déi Kéier ass et de Minister Biltgen mam Minister Halsdorf, mam Syvicol an aneren nach -, elo muss mer, wéi gesot, déi doten Diskussioun nach féieren, ier mer en Text kréien, deen dann hoffentlech all den Exigence gerecht gëtt, déi mer an deser Matière stellen. Mä dat ass elo net méi ze änneren.

Wichtig ass, dass mer deen Text haut kréien. Wichtig fir international Optrëtter vu Lëtzebuerg, déi an diesen Deeg solle stattfannen. Wichtig awer virun allem, well Lëtzebuerg och domadder dokumentéiert, dass mer eis deenen internationalen Efforten, och an der Lutte géint d'Kriminalitéit, wëlle ralliéieren an net bande à part wëlle maachen. Mir hu jo scho méi wéi

een Dossier, wou mer dat ëmmer nees - oft vläicht och zu Onrecht, mä trotzdem - virgeworf kréien, an déi Répétitioun léisst Spueren an hannerléisst och Wierkung. Duerfir ass et net schlecht, wa mer op engem Dossier weider kënne weisen, dass mer eigentlech awer wëllen, no all de rechtsstaatleche Regelen, déi d'Welt sech gëtt, mat derbäi sinn.

Et ass ëmsou méi wichtig, an dat huet ee jo och gesinn, et ass am Rapport och erwähnt ginn, et ass elo nach kee vun de Kollegen dorobber gaangen, dass dat Beispill vun deem Tanker deemoos, den Tanker „Erika“ am Dezember '99, wou ee gesinn huet, dass opgrond vun där franséischer Gesetzgebung, déi déi Zäit scho bestan huet, dee Prozess anescht konnt gefouert ginn, wéi wann déi Gesetzgebung nach net bestanen hätt.

Jiddweree versteet, dass, wann een nëmme d'Personnes physiques kann usichen, déi e Feeler oder eng Strofdot gemaach hunn, als Beispill de Kapitän vun deem Tanker, da kritt ee vläicht Recht viru Geriicht, mä fir d'Affär an de Schued vun den Affär ass dat e schwaachen Troust, well jiddweree weess, dass de Kapitän vum Tanker „Erika“ eleng mat senge private Moyenen net ka fir de Schued opkommen, deen en un der Côte op zeg Kilometeren hannerlooss huet.

Anescht ass et, wann ee kann déi Firma usichen, där den Tanker gehéiert. Anescht ass et, wann een déi Firma kann usichen, déi den Tanker mat Pétrol befëllt huet an där et eventuell ënner Emstänn egal war, a wat fir engem techneschen Zoustand deen Tanker war. Do huet een dann och Personnes morales viru Geriicht, déi, le cas échéant, déi néideg Solvabilitéit hunn an och da kënnen déi Strof, déi se kréien, tatsächlech assuméieren am Intérêt vun den Affär, am Intérêt vun der Entschiedegung vun den Affär. An duerfir ass déi Notioun vun der Responsabilité pénale vun de Personnes morales alles anescht wéi nème Literatur oder en hehre Prinzip. Dat kann a ganz ville Fäll vun essenzieller Bedeitung sinn, wann et ëm d'Entschiedegung vun den Affär geet.

D'Gesetz léisst d'Méiglechkeet op, unzesichen, nëmme d'Personnes morales oder d'Personnes physiques oder béid, a mir halen dat och fir richtig a mir hunn och do d'Meenung vertruuden, dass et tatsächlech dann un den Autorités judiciaires ass, fir nom Prinzip vun der Opportunité des poursuites hir Aarbecht ze maachen. A mir mengen, dass se mat deemem Gesetz een Outil kréien, deen hinnen et erlaabt, hir Aarbecht do richtig ze maachen.

Och mir sinn net d'accord mat deem, wat verschidde Berufskummere schreiwen. Wann hei gesot gëtt, dat wier eng Applikatioun vum Prinzip oder e Verstouss géint de Prinzip vum non bis in idem, do hunn ech och Schwierigkeeten, fir dat nozevollzéien. Well dat géif, wann dat esou wier, heeschen, beispillsweis an engem Prozess géint dräi Verbriecher, den Auteur, de Co-auteur an och nach e Kompliz, dass dann, wann een ee vun deenen dräi géif condamnieren, déi aner net méi bräichte condamnieren ze ginn. Well dat wier jo dann déiselwecht Logik applizéiert, wann een dräi Leit fir datselwecht Vergehe condamnieren, da wier dat an der Liesaart vu verschidde Chamberen jo och eng Applikatioun oder eng Violatioun vum Prinzip vum non bis in idem. Also do hu mir och Schwierigkeeten, déi Argumentatioun nozevollzéien, a mir menge schon, dass dat, wat hei gemaach gëtt, an der Rei ass.

E wichtige Punkt fir eis - ech sinn uganks schon drop agaangen -, dat ass de Fait, dass de Stat an d'Gemengen ausgeklamert ginn, am Artikel 34-3 vum Gesetz, vun där dote Responsabilitéit. Mir sinn eis allegerweil bewusst, dass et en Text ass, dee méiglecherweis net ganz wasserdicht ass, mir also all Intérêt hunn, net nëmme déi Diskussioun ze féieren, déi an der Kommissioun ugefaange ginn ass, mä dass mer och all Intérêt hunn, déi Diskussioun do séier ze féieren; net précipitéiert, wéi mer dat elo mam Gesetz gemaach hunn, awer trotzdem züeg ze maachen a wierklech keng Zäit ze verléieren, fir déi doten Aarbecht unzehuelen.

Mir sinn als gréng Fraktioun wierklech décidéiert der Meenung, dass et net gutt ass, wann de Stat an d'Gemenge sech géifen

an Zukunft ëmmer méi oft viru Geriicht erëmfannen opgrond vun enger pénaler Responsabilitéit. Mir si wierklech och der Meenung, dass d'politesch Décisiounen, d'politescht Handele soll an den duerfir gewieltene Gremie stattfannen - an der Chamber, an de Gemengeréit - an dass et net ka sinn, dass iwwert den Eemwee vun de Gerichter politesch Décisiounen kënnen contestéiert ginn.

Dat ass a Matière wéi dem Bauterecht, ob dat bei de PAGen ass oder bei de PAPen, d'Dier opgemaach fir all Zorte Recoursen, och wahrscheinlech da mat Effets dilatoires, einfach fir nëmme engem Konkurrent um Marché esou vill Zäit ze huelen, iwwert d'Prozedur, dass e vläicht mat sengem Produit zwee Joer ze spéit op de Marché da kënnt, wann en dëst oder dat Gebai enzwousch wollt bauen. Dat wier eng Entwécklung, eng Amerikanisierung, praktesch. Mir wëssen, dass an Amerika alles permanent a ganz vill kann ugesicht ginn, wou een da praktesch bei all politescher Décisioun misst an engem eng Assurance mat ofschléisse fir de Fall, dass déi Décisioun géif contestéiert gi viru Geriicht, an dass een och nach domadder géif bälafen.

Da mécht een net onbedéngt d'politescht Lieue méi rapid. Et mécht een d'Décisionsweeër net méi kuerz, et mécht ee se just méi deier. An ob dat wierklech am Intérêt ass vun de Biergerinnen an de Bierger, do woe mir awer ganz staark drun ze zweifelen. Duerfir si mir wierklech der Meenung, dass een dat soll verhënnern, doduerch dass een eng seriö Diskussioun ganz séier féiert iwwert d'Responsabilitéit vum Stat a vun de Gemengen, fir dass mer en Text kréien, deen op all deenen dote Punkte wasserdicht ass.

Dat gesot bréngt déi gréng Fraktioun hir Zoustëmmung zu deemem Text. Mir wëllen och dem Rapporteur, dem Här Schiltz, Merci soen, deen, mengen ech, hei och perséinlech duerfir gesuert huet, dass mer an den Délaië konnte mat deemem Text fäerdeg ginn. An ech mengen, dass den Här Minister Biltgen dem Här Schiltz elo eng schëlleg ass.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Merci, Här Braz. Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Braz Merci, an als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt schon e laténgesch Spréchwuert, dat seet: „Societas delinquere non potest“, datt Gesellschaften net kënnen Delikter maachen. Dat beweist, wéi laang mer e Prinzip haten, wou d'Gesellschaften net konnte belaangt ginn. Mä haut ass also e wichtegen an importenten Dag, an ech wëll och duerfir dem Rapporteur Merci soen, datt en an där ganz kuerzer Zäit konnt säi Rapport virbréngen an och verschidde Amendementen duerchdiskutéieren. Mä bedauerlech ass et natierlech, wann esou pénal Froen en urgence musen diskutéiert ginn, well verschidde Problemer, déi sech bei deemem Gesetz stellen, wäerte sech och nach an Zukunft stellen, an ech wëllt der herno, am Laf vun der Diskussioun, nach e puer opwerfen.

Wat déi bestehend Jurisprudenzen ugeet, do verweisen ech op e ganz interessanten doktrinären Artikel vum Magistrat, dem Här Jeannot Nies, iwwert d'Responsabilité du chef d'entreprise a vun dem „compliance officer“ dans le cadre de la lutte contre le blanchiment, wou e feststellt, datt bis elo all Administrateuren an all Géranté och vun S.à.r.l.en am Prinzip solidaresch responsabel sinn, an datt de Chef d'entreprise perséinlech a jiddwerzäit responsabel ass. E kann net soen, et wier Laxismus oder en hätt keng Zäit gehat, en ass perséinlech responsabel, an dat gëllt natierlech och fir d'Gemengen oder soss Etablissements publics.

Déi Gesetzgebung, déi mer haut diskutéieren, déi läit an engem ganzen internationale Kader, souwuel vun der OECD wéi och vun den etlechen Directives cadres

vun 2005 iwwert d'Korruptioun am öffentlechen an am private Secteur, Traite des êtres humains an esou weider an esou virun. Bref, an all deenen Décisions cadres, an all deene Gesetzgebunge gëtt vun der Responsabilité pénale vun de Personnes morales geschwat, an duerfir gouf et héich Zäit, datt mer och hei zu Lëtzebuerg esou e Gesetz géife maachen.

Wou ech awer e Problem hunn, dat ass mat dem Champ d'application vun der Gesetzgebung, dat heescht, doduerjer datt mer d'Gemengen integral eraushuelen. Wou läit nämlech den Ennerscheid, wa mer esou eng Décision huelen? Dat heescht, datt zum Beispill e Bustransport, dee gemaach gëtt vun der Stad Lëtzebuerg, do kann d'Stad Lëtzebuerg net pénalement responsabel gemaach ginn, mä de Bustransport, dee vun der privater Firma fir d'Stad Lëtzebuerg gemaach gëtt, do kann d'Firma responsabel erkläert ginn. Den TICE, den interkommunale Syndikat, do kann och d'Responsabilité pénale spillen, an ech gesinn net an, firwat een deen ee ka viru Geriicht huelen an net deen aneren. Dat ass net am Intérêt vun de Victimen. Datselwecht géllt och fir eng Crèche oder eng Maison relais, déi vun enger Gemeng bedriwwen gëtt, och déi ass net, esou wéi d'Gesetz et elo virgesäit, am Champ d'application vun der Gesetzgebung, mä wann et eng privat ass, dann ass et de Fall.

Duerfir versteet een och, datt d'Handwerkerkummer déi Gesetzgebung hei ganz schärf kritiséiert huet, an d'Chambre de Commerce de même. Si hu gesot, datt dat heiten en inégalitäre Traitement wier. De Statsrot wëll ech zitieren an deem Kontext: «...l'exclusion générale des communes pose problème au regard du principe d'égalité de traitement tant en relation avec d'autres personnes morales de droit public qu'en relation avec des personnes morales de droit privé exerçant des activités similaires à celles des communes.» An ech sinn zimlech sécher, datt deen éischte Recours, deen an deem Kontext wäert kommen, dee wäert beim Verfassungsgericht landen, an da wäert do héchstwahrscheinlech gesot ginn, datt d'Artikele vun der Verfassung, wou all Bierger an och all Entreprise muss gläichbehandelt ginn, datt dat hei an deem Fall net gewährleistet ass.

An och vun all den anere Parteien, vun all den anere Riedner, déi virdu geschwat hunn, ass geschwat gi vun engem Diskussionsbedarf, deen op deem Punkt nach misst geschéien. Ech wëll och drun erënnere, datt de Syvicol der neier Regierung, déi amgaange war, sech ze forméieren, e Bréif geschriwwen hat, an deem e gefrot huet: «...d'aboutir à une modification adéquate de la législation qui doit limiter les cas engageant la responsabilité pénale personnelle de l'élu.» Hei hätte mer eng Geleeënheet gehat, fir dat ze maachen. Mir hunn déi verpasst. Hei gëtt just de Contraire gemaach.

Duerfir wollt ech en Amendement déposéieren an deem Kontext, wou ech den Text vum Conseil d'État, deen e virgeschloen hat, iwwerhuelen, a wou gesot gëtt, datt alleguerten déi Aktivitéiten, déi vun enger Gemeng oder vun Stat gemaach ginn, an déi och am Konkurrenzziel, am zivile Kader kënnen gemaach ginn, datt do d'Responsabilitéit vun de Gemengen spillt. Dat schéngt mer dee richteg Wee ze sinn an deem Kontext, well oder fréier oder spéit awer müssen op dee Wee do kommen.

Amendement

Projet de loi N°5718

1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle

2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives

L'article 34 est modifié comme suit:

«Art. 34. Lorsqu'un crime ou un délit est commis au nom et dans l'intérêt d'une per-

sonne morale par un de ses organes légaux ou par un ou plusieurs membres de ses organes légaux de ses dirigeants de droit ou de fait, la personne morale peut être déclarée pénalement responsable et encourir les peines prévues par les articles 35 à 37.

La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes infractions.

Les alinéas précédents ne sont pas applicables à l'État. Ils ne sont applicables aux autres personnes morales de droit public que pour les activités qui ne relèvent pas de l'exercice de prérogatives de puissance publique.»

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, André Hoffmann.

An deene puer Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech dann nach e puer Problemer opwerfen. Dat eent ass, datt an onser Gesetzgebung am Artikel 34 zwou Konditiounen stinn, fir kënnen d'Responsabilitéit vun enger Gesellschaft unzeféieren. Duvunner ass eng, datt se „dans l'intérêt“, am Intérêt vun der Gesellschaft gemaach ginn ass. An deenen anere Législatiounen steet „pour le compte“, dat heescht fir de Konto vun der Gesellschaft gemaach gëtt. Dat heescht am Kloertext, esou liesen ech weinstens den Text, datt ass, datt an deem Fall, wou eng Plainte gemaach gëtt, muss et nuren eng Plaz sinn am Kader vun engem intentionellen, vun enger gewollter Infractioun, vun engem gewollten Delikt oder Crime. Alleguerten déi non intentionnel, déi net gewollten Infractiounen, wéi den Homicide involontaire, wéi d'Pollutioun, „Erika“, wéi deen Accident bei där Course de côte, alleguerten déi Saachen do schéngt mir, an vu vun dem Text hei, net kënnen applizéiert ginn. Do spillt nach wie vor déi bestehend Gesetzgebung.

Dat schéngt mer net am Intérêt ze si vun de Parties civiles, vun deene Leit, déi wëllen eng Entscheedung hunn, déi wëllen de Responsabele sichen, an duerfir wäert et héchstwahrscheinlech esou sinn, datt nach wie vor deen Ablack, wou esou Fäll virkommen, wäert eng Plainte gemaach ginn an eng Instruktioun gemaach gi géint d'Gérenten, géint d'Dirigeanten, géint d'Schäffen, géint d'Buergermeeschteren, a géint déi Gesellschaft en tant que telle. D'Richter wäerten also konfrontéiert gi mat deem Problem, ob se musse géint déi eng oder déi zwou, oder am beschte géint déi zwou virgoen. Ech fannen et net gutt, datt mer de Riichter hei des Décision iwwerloossen.

Deen anere Punkt, deen ee muss an deem Kontext virhalen, dat sinn natierlech och e puer praktesch Schwierigkeeten, déi sech dorausser wäerten erginn, datt elo déi Gesetzgebungen, wou d'Gesetz wäert spillen, natierlech zu engem Deel am Code pénal sinn, mä datt mer awer och eng etlech Infractiounen hunn, déi an de Lois spéciales sinn. Ech wier frou, wann d'Regierung kéint den Engagement huelen, fir am Kader vum Code pénal alleguerten déi Infractiounen, wou si mengt, datt se ënner dem Gesetzgebung falen, an déi an de Lois spéciales sinn, fir déi am Code pénal ze integréieren. Well där gëtt et der bei der Sécurité sociale, där gëtt et der bei aneren Infractiounen, déi si queesch duerch all méiglech Gesetzgebungen dran, datt ech do Schwierigkeeten hunn, wann ech Chef d'entreprise wier, wou ech dann alles muss siche goen, well dat hott an har dohierter verstoppt ass.

Déi aner Saach, déi een hei muss diskutéieren, dat ass och de Casier judiciaire. De Casier judiciaire, dee wäert natierlech och elo gëlle fir eng A.s.b.l., fir en Établissement public, fir e Syndicat intercommunal, fir alleguerten déi Gesellschaften; do sinn der eng etlech. Déi Konditiounen, déi ginn och gefrot: zum Beispill beim Marchés-publics-Gesetz gesäit de Règlement grand-ducal d'exécution vir, datt ee muss e Casier judiciaire virleeën, mä deen ass nure fir d'Personne gemengt. Sou datt ech och frou wier, Här Minister, wann Dir kënnt derfir suergen, datt och de Marchés-publics-Reglement geännert gëtt, datt een och de Casier judiciaire vun den Entreprisë misst bäileëën, wann ee wëllt bei engem Marché public matmaachen.

Da muss ech soen, datt ech e besse bedauern - et ass mer zu Ouere komm, datt d'Magistrature en Avis zu deem Gesetzesprojet gemaach huet, dee vu ganz ville praktesche Schwierigkeete geschwat huet an der Mise en œuvre vun där Gesetzgebung - an ech wier frou gewiescht, Här Minister, wann Dir ons kéint soen, ob et esou en Avis gëtt, firwat mer deen net kritt hunn. Dat war vläicht am Kader vun dem Avant-projet de loi, mais quand même wier et awer interessant gewiescht fir d'Duerchzéie vun deeser Gesetzgebung, datt mer déi Informatiounen gehat hätten.

Da wëll ech och drop hiweisen, datt de Procureur général an e puer Rapporten - déi en ons all Joer zur Verfügung stellt, deen Ablack wou mer hei iwwert den État de la nation diskutéieren - ons seet, datt et am Ablack fir d'Police judiciaire eng Onméiglechkeet wier, fir an all deenen Infractiounen iwwerhaupt der Aarbecht kënnen Meeschter ze ginn. Elo kréie se hei nach zousätzlech Aarbecht. Duerfir wier ech och frou - ech weess, de Justizminister ass net méi Polizeiminister -, mä ech wier awer frou, wann der Ärem Kolleg, dee sech dorëmmer këmmert, och géift e puer Instruktiounen ginn, datt dat Ganzt kéint...

► **M. le Président.** - Här Henckes, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Voilà, ech weess dat. Ech hat genau zwielef Minuten an eng hallef zegutt mat dem Amendement, an ech sinn elo op eelef Minuten dréseg, Här President.

Duerfir wëll ech folgend Ausso maachen am Numm vun der ADR: Wann den Amendement ugeholl gëtt, stëmme mer d'Gesetz, wann den Amendement net ugeholl gëtt, wäerte mer ons beim Gesetz enthalten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an elo kritt d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll mech emol fir d'éischt entschëllege par rapport zur Chamber, dass ech se e bëssen ënner Drock gesat hunn. Ech soe souguer e bësse vill. Well eigentlech bei esou schwierigen - och de Jean-Louis Schiltz sot et - revolutionärsarten Ännerungen an eise Strofrecht hätt een dat e bësse méi missen ausdiskutéieren.

Ech war awer gradesou onverschimmt par rapport zum Statsrot, well ee vun den éischten Akten, déi ech gemaach hunn als Justizminister, war dem Statsrot ze schreiwen, mir bräichten onbedéngt elo den Avis, well mer soss riskéieren awer international an eng Partie Schwulitéiten ze geroden, op déi ech nach eng Kéier zrëckkommen. An ech sinn och duerfir frou, dass de Statsrot du säin Avis ofginn huet an och ganz séier op d'Amendement vun der Chamberskommission geäntwert huet. A mäi Merci geet selbstverständlech hei un d'Chamberskommission, besonnesch un de Rapporteur, mä och un all d'Memberen, déi hei ganz konstruktiv matgeschafft hunn a gekuckt hunn, dass mer dat séier konnte maachen.

De Projet selwer ass wuel 2007 déposéiert gi vu mengem Virgänger, dem Luc Frieden. Allerdéngs gouf et scho virdu en Avant-projet de loi, dee mäi Virgänger zum Beispill un d'Chambres professionnelles geschéckt huet, och schonn déi Zäit, déi natierlech, an dat hutt Dir och elo erëm kënnen liesen, eng Partie Retizenzen haten. Dat erkläert och, dass et hei laang gedauert huet, bis dass mer e Projet gemaach hunn, nom Projet awer och elo erëm laang gedauert huet, well de Projet ass awer elo scho bal dräi Joer déposéiert. Mir hu virun allem op den Avis vum Statsrot misse waarden.

Woufir ass et wichteg, dass mer de Projet elo nach stëmme? Dat huet eppes domat ze dinn, mat der Position vu Lëtzebuerg am internationalen Émfeld, esou wéi Lëtzebuerg gekuckt gëtt als soi-disant Steier-oas, Steierparadies, als e Land, wat net sengen Obligatiounen nokënnt, wou mer am Kräizfeier stinn a stoung vun der OCDE, an deem Fall besonnesch vun enger Ennerorganisation vun der OCDE, dem sougenannte GAFI, dee kuckt, ob e Land alles mécht, fir d'Wäisswäsche vun

de Suen ze verhënnere. A mir stinn do am Collimateur vum GAFI, well se soen: „Majo bei lech gëtt eigentlech ni ee wéinst Korruptioun a wéinst Wäisswäsche condemnéiert - elo hate mer awer eng Condamnatioun a Saache Korruptioun - an Dir hutt awer eng grouss Finanzplaz, dat kënnen mir eis net virstellen, also sidd Dir net ganz kooperativ.“

Dat ass den Haaptreproche. An da kënnt en zweete Reproche, dee seet: „Majo souwisou, Dir ziert lech ëmmer iergendepes ëmzesetzen, well Dir ëmmer mengt, et géif eppes do un d'Bank- a Finanzplaz kommen.“ An ech mengen, dass et duerfir wichteg ass, dass mer engersäits soen, dass d'Bankplaz propper ass, an dass mer awer och net dauernd den Uschäin ginn, wéi wa mer alles wëllte maachen, dass wierklech näischt géif un d'Bankplaz kommen, a wéi wa mer da géife souguer a Kaf huelen, fir weder géint d'Korruptioun nach géint d'Wäisswäschen nach géint den Terrorismus virzegoen.

An ee vun den Haaptreprochen, déi eis ëmmer gemaach goufen, ass just deen, dass mer zu Lëtzebuerg nach net all déi Recommendationen ëmgesat hunn, fir dass zu Lëtzebuerg och kann eng Gesellschaft condemnéiert ginn, an net nëmmen hir Dirigeanten. An dat ass eis ëmmer erëm virgeworf ginn. Dann hu mir gesot, de Statsrot huet keen Avis ofginn. Mä dat huet eis awer näischt genotzt, an duerfir sinn ech frou, dass mer elo do den Duerchbroch hunn. Well et ass während der Fuesvakanz, wou esou muncher vun lech am Schnéi sëtzen, esou muncher vun eise Mat-aarbechter am Sand, nämlech zu Abu Dhabi, wou de GAFI zesummekënnert, fir dann e Rapport ze diskutéieren, deen da soll an den nächste Wochen iwwer d'Situatioun vu Lëtzebuerg erauskommen. An deemno wéi dee Rapport ausfällt, si mer dann natierlech och ënner internationalem Drock.

Et ass also wichteg, dass mer weisen, dass mer absolut bereet sinn, eis Hausaufgaben ze maachen, an dass mir all Intérêt hunn eng propper Banken- a Finanzplaz ze sinn an och e propper wirtschaftlecht Émfeld ze hunn. Dat ass also de Kontext, woufir et wichteg ass, dass mer elo nach haut dat stëmme, fir dass mer hei weisen, dass mer ganz seriö heime eis Hausaufgabe maachen.

Wann ech dann op de Projet selwer zrëckkommen: Wat sinn d'Intérèten? Ech mengen, de Rapporteur, de Jean-Louis Schiltz, huet dat kloer gesot: Et ass en Intérêt do fir d'Victimen. Et ass awer och en Intérêt do fir d'Dirigeanten. Ech denken zum Beispill un d'A.s.b.l.en, well mer och d'Diskussion hate vun der Exklusivatioun an net vun den A.s.b.l.en, wann an Zukunft do, wou et net sécher ass, ob ee wierklech stroferechtlech eppes sech zuschulde komme geloos huet. Wann awer zum Beispill ee gestuerwen ass an enger Aktivitéit, ass et vläicht dann och méi einfach, dass dann d'Associatioun en tant que telle ugesicht gëtt, amplaz iergendeen, deen effektiv President oder Sekretär oder wat och ëmmer vun där A.s.b.l. wier.

Et ass also och am Intérêt vun den Dirigeanten, fir net selwer do mussen de Kapp duerzehale fir e ganze System, dee net funktionéiert huet. A ganz System, déi net funktionéieren, dat gëtt et. Dat gëtt et notamment a Gesellschaften. Och wann een en Dirigeant ass, huet ee vläicht och net ëmmer alles ze soen. Do kënnt d'Influenz vun Kapital, do kënnt d'Influenz vu villem derbäi, an da geet eppes schief.

A virun allem ass et wichteg, dass mer och d'Gesellschaft selwer moraliséieren. Wann et Gesellschaften gëtt, déi dauernd versichen, géint d'Gesetzter ze verstoussen, an da gëtt eben e Bauernopfer gemaach - dee vläicht nach eng Entscheedung kritt - an der Persoun vun engem Dirigeant, an dee gëtt da condemnéiert an d'Gesellschaft fiert weider mat den illegale Praktiken, dann hu mer och keng Moralisation vun eise Wirtschaftsemfeld. Ech mengen, dass notamment an deenen Diskussiounen, déi mer elo hunn no der Kris, et och wichteg ass, dat heite Gesetz ze stëmme, fir och d'Wirtschaftswelt selwer méi ze moraliséieren.

Et ass och ee wichtige Punkt an deem Gesetz, wou et seet, dass eng Gesellschaft kann opgeléist ginn. Dat ass jo déi gréisste

Strof géint eng Gesellschaft. Et ass souguer an eisem Text virgesinn, dass, wann d'Gesellschaft sech wëllt opléisen, fir laanscht d'Strof ze kommen, dass se dann awer nach ka weider poursuivéiert ginn.

Dat sinn also déi dräi grouss Intérêten.

Dann, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, sinn eng Partie Froen hei gestallt ginn, op déi ech wëll agoen.

Déi éischt ass déi vum Här Bodry iwwert d'Associations de fait. Et ass ganz daitlech, Här Bodry, dass déi net mat ageschloss sinn. An dat fantt Der no am Projet de loi, deem ursprüngeleche Projet de loi, Säit 11, wou dat kloer gesot ginn ass. Do gëtt et nämlech en Ennerscheed: Frankräich an d'Belsch.

Frankräich hu se, grad wéi mir, net ageschloss, a mir hunn eis der franséischer Gesetzgebung hei ugeschloss. D'Belsch hu se virgesinn, awer dann nach nëmmen do, wou et sech ëm Entités ayant des activités essentiellement économiques handelt. Wat dann och erëm eng Kéier esou en Ausschloss an Ausschloss ass, deen net gutt ass.

Et ass ganz kloer hei, dass d'Associations de fait net ageschloss sinn. Da soen ech awer och, dass oft an Zukunft wéinst der Protektioun vun den Dirigeantë verschidde den Associations de fait vläicht Intérêt hätten, d'Personalité morale sichen ze goen. D'Fro kann ech zum Beispill fir Parteie stellen. Déi kann ech och fir Gewerkschafte stellen, well d'Gewerkschafte, déi hunn elo schonn e Problem mat der Jurisprudenz. Dir hat d'Jurisprudenz virdrun zitéiert.

Et ass effektiv esou, datt d'Gewerkschafte scho Jurisprudenz géint sech kruten, wou gesot ginn ass: „Dir musst elo esou vill Sue bezuelen...“ - well, do ass et ëm Entschiedung gaangen - „...als Associations de fait.“ Mä d'Gewerkschaft konnt net selwer viru Geriicht agéieren. Dat ass eng Jurisprudenz, déi mer hunn, déi iwwregens och contestéiert ass. Do muss een och froen, awéiwäit déi zum Beispill der Gewerkschaftsfräiheet entsprécht, wéi mer se an de BIT-Konventionne festgeluecht hunn.

Also ass dat mat den Associations de fait schonn eppes ganz Schwieriges. An duerfir hu mir eis scho vum ursprüngeleche Projet un - ech an de Luc Frieden - derfir décidéiert, d'Associations de fait kloer an daitlech net hei mat virzugesinn.

Déi Fro - dat ass déi zweet Fro -, déi am meeschten hei diskutéiert gouf, dat ass déi vun de Gemengen. Dozou Folgendes: Éischtens, entgéint deem, wat den Här Henckes fäert, hu mer hei net onbedéngt eng Inégalité. Et ass eng Inégalité relative, awer keng absolut, well keng Impunitéit do besteet. Dat heescht, wann an enger Gemeng e stroferechtlech Vergehe geschitt, gëtt nach ëmmer een ugesicht, nämlech dann de Verrieder vun der Gemeng. Et ass also net, dass d'Gemengen hei aus hirer stroferechtlicher Verantwortung erausgeschloss wäeren. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet ass, dass den Här Braz sot, mir brauchen e waasserdichten Text: Dee gëtt et och a kengem anere Land. Déi meescht Länner vun Europa... Wann ech d'EU-Länner huelen, do sinn der ganz vill, déi hunn d'Responsabilitéit vun de Gemengen ageschloss. A wa mer kucken, wéi et a Frankräich, notament an der Belsch gaangen ass, ass lues a lues eng Distinction jurisprudentielle komm.

An ech mengen, och hei soll een net virpreschen, mä et soll een dat kucken. Well bei de Gemenge kënn e weidere Problem derbäi. Ech hu bei den A.s.b.l.e gesot, do sinn d'Dirigeanten eigentlech elo méi geschützt, well et kann hire Veräin condamnéiert ginn an net si eleng un de Pranger gestallt ginn. Bei de Gemengen ass dat en doppelschneidegt Schwert, well da gëtt liichtfankeg vläicht d'Gemeng en responsabilité pénales ugesicht, fir dann herno erëm eng Kéier d'Responsabilitéit politique vun dem Schäfferot unzesichen.

Ech mengen, mir sollen dat maachen. Ech hunn dat an der Chamberskommissioun gesot, dass ech géif mam Innenminister driwwer schwätzen. Esou wéi ech dee kennen, ass deen absolut bereet, dat ze maachen, dass mer solle mat de Gemengen

eng gréisser Diskussioun iwwert déi ganz, ganz Problematik. Do kënn nach villes derbäi. Dat heiten ass een Element.

Mä déi ganz Responsabilitéit pénales a civile, déi d'Gemengen engagéieren, dat ass e ganz komplexe Sujet. Et ass een, deen net nëmme juristesche Komponenten huet, en huet och ganz vill politesch Komponenten. An ech mengen, dofir solle mer haut bei deem bleiwen, wat am Text ass, Här Henckes, a weider doriwuer diskutéieren, wéi et weidergeet.

Déi Diskussioun ass sécher net eriwuer. Dat ass ganz kloer. Ech mengen, mir solle se och proaktiv ugoen an net waarden, dass d'Jurisprudenzen eis géifen derwägen. Mä ech mengen, et ass esou sensibel och fir déi Leit, déi sech an de Gemenge sollen a wëllen engagéieren, dass mer hei emol sollen dat a Rou ugoen.

Dann en drëtten Punkt, deen e puermol hei gesot ginn ass, dat ass dee vun der Pénalisation vun eiser Gesellschaft. Ech hunn et schonn e puermol op dëser Tribün gesot, ech hunn et schonn oft a Pressekonferenz gesot, an ech bleiwen derbäi. Ech mengen, et si jo och e puer Leit, déi drop agaange sinn.

Mir musse wierklech kucken, ob mer net ze vill Droit pénal hei zu Lëtzebuerg hunn, an ob deen Droit pénal wierklech ëmmer esou organiséiert ass, dass e richtig ass, ob mer net verschidde schlëmm Vergehen iwwerhaupt net strofen oder wéineg strofen, a verschidde Bagatelë ganz vill strofen. Dat ass ee Punkt.

An deen zweeten Punkt ass: Musse mer alles, wat eng Norm ass, duerch d'Stroferecht ofsécheren? D'Stroferecht ass eigentlech do, fir den Ordre public ze garantéieren. Net all Norm ass am Interessi vum absoluten Ordre public, mä ass am Interessi vun engem gudden Zesummeliewen. Dat ass awer net nëmmen alles Ordre public.

Et kann een dofir och Normen ofsécheren, engersäits duerch Amendes d'ordre zum Beispill, engem System, dee mer lues a lues amgaange sinn anzeféieren, dass ee seet: „Du hues hei eppes falsch gemaach, an amplaz dass eng laangwiereg Prozedur viru e Strofgeriicht da kënn, gëss de elo hei zu enger Geldstrof verdonnert, awer enger administrativer Geldstrof verdonnert, fir dass de esou séier wéi méiglech hei reagéieren an dat erëm richtig méchs.“ Dat ass een Element.

Villes kann een och zivilrechtlech ahnden, amplaz stroferechtlech ze ahnden. Well, wann eppes stroferechtlech geahnt gëtt, da kann een, deen zivilrechtlech wëllt Schuedenersatz hunn, muss de jo fir d'Éischt och kucken, deemno wéi et ass, dass dat Stroferechtlech érischt ofgeschloss ass.

Also, mir hunn eng ganz Partie Iwwerleeungen, wéi mer wëllen den Droit pénal méi harmoniséieren a méi élaguéieren, fir dass e fir dat Wesentlech do ass. Et kann net sinn, dass eis Parqueten iwwerlaascht si mat de Poursuites vu klengen Affären, villes herno klasséiert gëtt, a grouss Affären net weiderginn.

Et ass also an eisem Haus de Wonsch do, fir do an zwou Direktiounen virzuegoen. Déi éischt ass déi kuerzfristeg. Mir kucken all Projet no, dee virun allem vun eise Kollege kënn - eis kucke mer jo souwiesou no, mä och déi, déi vun eise Kollege kommen -, ob Droit pénal spécial dra virgesinn ass. An da kucke mer, ob dee justifiéiert ass oder net.

Ech maachen allerdéngs och en Appel hei un Är Chamber. De Rapporteur sot, an der Commission juridique géife se dat ganz esou gesinn a mech souguer encouragéieren, nach méi wäit ze goen. Et wär gutt, wann een deeselwechten Effort och géif an deenen anere Chamberskommissiounen gesinn. Ech stellen nämlech fest, dass ganz oft ëmmer erëm de Wonsch ass, Droit pénal spécial bei eng Norm bazepräffen. Dat heescht, och wann de Projet fortgeet unni ze vill Droit pénal spécial, kann deen awer herno ëmmer erëm an den zoustännegen Kommissiounen bäikommen.

Et wär also gutt, wann och d'Chamber insgesamt géif sech där doter Approche, déi d'Commission juridique wierklech, mengen ech, eenhelleg gedeelt huet, uschléissen. Dat ass also een éischten Effort.

Deen zweeten ass deen, dass, wa mer elo emol e bësse Rou hu mat der legislativer

Aarbecht, déi mer amgaange si virzubereeden, dass mer selwer wëllen eng gréisser Etüd maachen iwwert de Code pénal an notament iwwert den Droit pénal spécial, deen net am Code pénal steet, an do emol Virschléi maachen, fir manner Droit pénal spécial ze kréien, do wou mer en net brauchen.

Dann huet den Här Henckes och gesot, mir sollen am Code pénal all Strofe fir d'Gesellschaft virgesinn. Ech verstinn de Souci, ech mengen allerdéngs net, dass de Code pénal de richtegen Ophänker dovunner ass. Mir wëllen op där anerer Säit, wa mer d'Handelsrecht reforméiert hunn, e regelrechte Code des sociétés maachen. Do hu mer eis eng Base habilitante ginn, wann dat bis hei gestëmmt ass. An ech mengen, dass et éischer an de Code des sociétés gehiert.

Datselwecht hu mer eng Kéier mam Droit du travail gemaach am Code du travail. An dat war ganz, ganz instruktiv, wéi mer och do gesinn hunn, wéi am Droit du travail ze vill Droit pénal spécial dra war.

Dann hat den Här Henckes - an ech mengen, dat war déi lescht Fro, op déi ech wëllt äntwerten - gefrot, wéi et ass mam Casier fir d'Personnes morales. Et ass evident, dass mer dee mussen aféieren. Mir wëllen deen och aféieren. Do brauche mer keen neit Gesetz ze maachen. Do ass e Règlement, wat mer amgaang sinn, ze iwwerschaffen. An ech wäert dann nach am Mount Februar de Regierungsrot mat engem Projet vun engem Règlement grand-ducal saiséieren, fir dass mer och de Casier aféiere fir d'Personnes morales. Dat gehiert effektiv hei zur Exekutioun vun deem heite Gesetz.

Voilà! Dir Dammen, Dir Hären, ech hoffen, dass ech op all Froe geäntwert hunn, déi hei gestallt goufen. Ech soen lech nach eng Kéier Merci...

(Interruption)

...fir déi séier an trotzdeem, mengen ech, gutt Aarbecht, déi mer hei gemaach hunn. An ech hoffen dann, dass dëse Projet mat wa méiglech der Unanimitéit kann hei gestëmmt ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - A mir soen dem Här Justizminister Merci. Elo komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'Éischt of iwwer en Amendement vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 34.

Vote

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. Den Amendement ass verworfen mat 55 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen an eng Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, géint 4 Ent-halungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Raymond Weydert), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweeten Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6076, d'Unerkennung vun engem Protokoll vun der Mënscherechtskonvention. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madame Brasseur, d'Madame Err an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009

Rapport de la Commission juridique

► **M. Gilles Roth** (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6076 hëlt eist Land de Protokoll Numero 14bis vun der Europäescher Mënscherechtskonvention un. D'Aarbechtsweis vun dem Europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg soll vereinfacht ginn. D'Affären, déi do ustinn, mussen méi séier kënnen evakuéiert ginn. D'Leit sollen net op Stroossbuerg musse kloer goen, well an hirem Land de Prozess net an engem rasonnabelen Délai iwwert d'Bühn geet, an et dobäi zu Stroossbuerg gradesou laang oder heiansdo méi laang dauert, bis et zu engem Urteel kënn.



Här President, eleng am Joer 2009 si beim Europäesche Geriichtshaff zu Stroossbuerg 57.100 Requêtë bäikomm. Dat sinn 15% méi wéi am Joer 2008. 119.300 Affäre sinn de Moment zu Stroossbuerg unhängeg. Mat dem Protokoll 14bis soll den Europäesche Mënschegeriichtshaff zu Stroossbuerg déi néideg Instrumenter kréien, fir dese Réckstand opzeschaffen.

Här President, d'Chamber huet aus Lëtzebuurger Siicht eigentlech schonns iwwert déi Instrumenter befonnt. Dat war viru bal genee véier Joer, den 1. Februar 2006. Deemools gouf de sougenannte Protokoll 14 vun der Mënscherechtskonventioun ratifizéiert. Et ass souzesoen de grouse Bruder vun dem Protokoll vun haut.

Mä, an do läit d'Kromm an der Heck, dese Protokoll ass bis elo nach net a Kraaft getrueden. Dofir muss e vun alle 47 Memberstate vum Conseil de l'Europe ratifizéiert ginn. Russland huet dat bis haut awer nach net komplett gemaach. D'Statsduma huet wuel viru 14 Deeg dem Protokoll zougestëmmt, dat iewescht Parlament, de Federatiounsrot, muss awer nach säin Accord ginn. A schliesslech muss de russesche President de Protokoll och nach ënnerschreien.

Fir aus där Zwéckmillchen erauszekommen, gouf am Mee 2009 vun dem Conseil de l'Europe de Protokoll 14bis geschafen. E soll der Cour zu Stroossbuerg et erméiglechen, fir hir Hällewull vun Aarbecht esou schnell wéi méiglech kënnen ze meeschte-ren.

Mat dem Protokoll 14bis ginn elo d'Prozedursbestëmmunge vun dem Protokoll 14 fir Lëtzebuerg a Kraaft, an dat onohängeg vun dem Ratifikatiounsprozess vun dem Basisprotokoll duerch Russland. Datselwecht zielt iwwerengens gradesou fir all anert Land, dat deemem Protokoll bäistëmmt.

Konkret heescht dat fir eist Land, dass mir fir Affären, déi géint de Lëtzebuurger Stat zu Stroossbuerg unhängeg sinn, der Cour d'Méiglechkeet ginn, fir déi Affäre méi séier ze traitéieren. Mir akzeptéieren deemno mat deemem Gesetzesprojet de Prinzip, dass esou Affäre kënnen vun engem Juge unique, also vun engem eenzelne Riichter, geuerteelt ginn. Dese Juge unique soll eng Aart Filterroll spillen, andeems en eng Affär duerch en Uerteel sträiche kann, wann et vu virera kloer ass, dass d'Affär irrecevabel oder net zoulässeg ass.

De Lëtzebuurger Riichter zu Stroossbuerg därer awer ni an esou enger Affär, déi deemno géint de Lëtzebuurger Stat geet, als eenzelne Riichter setzen.

Mat dem Vote vun deemem Gesetzesprojet gétt d'Chamber och säin Accord, dass d'Affären, déi géint de Lëtzebuurger Stat agereecht goufen, an eenzelne Fäll vun engem Comité vun dräi Riichtere geuerteelt kënnen ginn. Dese Comité kann net nëmme d'Affär als net zoulässeg erklären, mä ka souguer een Uerteel iwwert de Fong huelen, wann des Affär der Jurisprudenz, also der Rechtssprechung entsprécht, déi vun dem Europäesche Geriichtshaff an deem Beräich festgehale gouf. D'Décisioun muss an deem Fall vun deenen dräi Riichteren eestëmmeg geholl ginn.

Här President, d'Méiglechkeeten, fir Affären an enger Formatioun vun eenzelne Riichter ze kucke respektiv d'Affären deelweis um Fong vun engem Comité vun dräi Riichteren ze jugéieren, si wichteg Instrumenter fir den Arriéré vun der Cour kënnen opzeschaffen. D'Rechter vum Bierger ginn awer dobäi net ageschränkt, am Contraire. Eng méi effikass Kontroll vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun duerch de Geriichtshaff garantéiert ee méi héije Standard vun de Mënscherechter an den eenzelne Memberstaten.

Här President, wat eist Land ubelaangt, esou goufe bis elo 29 Uerteeler am Zesummenhang mat Lëtzebuerg gesprach. Nëmme zweemol gouf festgehale, dass keng Verletzung vun der Mënscherechtskonventioun virlouch. 24-mol gouf eng Violatioun vun der Konventioun festgestallt. Et muss

een dat awer an de Kontext vun deene ron 325 Décisiounen stellen, déi e Recours als onzoulässeg duergestallt hunn.

De Moment si 54 Affären zu Stroossbuerg géint Lëtzebuerg unhängeg. Zu deene wuel bekanntesten Uerteeler géint Lëtzebuerg zielen ouni Zweifel déi sougenannten Affaires Roemen a Schmit aus dem Joer 2003, wou am Kader vun Durchsuchungsbefehle e Verstouss géint d'Recht vun der fräier Meenungsäusserung an dem Schutz vun der Privatsphär festgestallt gouf.

Zitëiere kann een och nach d'Affär Wagner, wou et ëm eng Unerkennung zu Lëtzebuerg vun den Auswierkunge vun engem peruaneschen Adoptiounsuerdeel gaangen ass. Hei huet dat Stroossbuurger Geriicht am Joer 2007 géint Lëtzebuerg ënner anerem e Verstouss vun dem Principe de non-discrimination festgestallt.

Schliesslech gétt an deem Kontext vun de Lëtzebuurger Affäre virum dem Mënscherechtsgeriichtshaff och ëmmer den éischten Arrêt géint Lëtzebuerg aus dem Joer 1995 genannt, an zwar an der Affär Procola. Hei hat d'Cour e Verstouss géint d'Recht op en équitabel Prozess festgestallt, well an enger Affär vu Festsetze vu Mëllechquoten deemools véier Statsréit souwuel berodend wéi herno och gerichtlich Funktiounen an dem Dossier iwwerholl haten.

Dëst Uerteel huet dorops zu enger fundamentaler Reform vun der Lëtzebuurger Justiz gefouert. De Statsrot huet seng gerichtlich Funktioun verluer, amplaz gouf eist Verwaltungsgeriicht mat zwou Instanzen geschaf. Och eist Verfassungsgeriicht ass zum Deel e Resultat vun dem Arrêt Procola.

Här President, eist Land huet den 9. Juni d'lescht Joer als ee vun deenen éischte Länner de Protokoll 14bis ënnerschriwwen, knapps 14 Deeg nodeems d'Konventioun zur Ënnerschrëft virlouch. Mir hunn domat ënnerstrach, dass et eist Uleies ass, fir zu engem effikasse Fonctionnement vun dem Stroossbuurger Mënschegeriichtshaff bäizetroen.

An deem Sënn recommandéiert de schrëftleche Bericht, deen eestëmmeg vun der Commission juridique ugeholl gouf, dese Gesetzesprojet ze stëmmen. Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschte-ren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hu ganz opmierksam dem Rapporteur nogelauschert, mä ech bedauern, dass mer hei net méi Zäit hunn, fir am Fong iwwert déi Problematik ze diskutéieren. Well et schéngt jo och d'Recht ze si vun engem Deputéierten, e Grondrecht vun engem Deputéierten, sech méi laang mat engem Sujet ze ënnerhalen.

Besonnenesch well den honorabelen Här Roth elo grad als Rapporteur gesot huet, dee Protokoll 14bis misst elo nach gestëmmt ginn, well a Russland d'Prozeduren nach net all duerchlaf wären. Or, menger Meenung no muss nach just de President vu Russland ënnerschreien. Esou dass dee Protokoll 14bis, iwwert dee mer hei elo votéieren, am Fong iwwerflässeg ass.

A mir hätten dat am Virfeld misse maachen, quitte dass d'Prozeduren... Mir hu jo elo grad gesinn, wéi schnell d'Chamber ka reagéieren, wéi schnell d'Regierung reagiert. Ech hätt mer gewünscht, dat wär och hei de Fall gewiescht.

Ech sinn op jidde Fall frou, dass Russland awer elo mat op de Wee geet, dee Protokoll 14 unzuerkennen. Well et ass just Russland, dat 28% vun deene Fäll, mat deenen d'Cour befaasst ass, duerstellt. Nämlech vun deenen 120.000 Affären, déi bei der Cour unhängeg sinn... An den Här Roth huet Recht ze soen, ma e Procès équitable muss an engem Délai raisonnable sinn. Et ass den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun, dee ka selwer vun der Cour net respektéiert ginn, well en d'Moyenen net huet.

Mä vun deenen 120.000 Affären, déi unhängeg sinn, sinn 28,1% vu Russland, et sinn 11% vun der Türkei, an da kommen nach Länner wéi d'Ukraine a Bulgarien. Déi stellen zesumme méi wéi 57% vun den Affären duer. Et wär also ganz wichteg, wann an deene Länner d'Mënscherechter anescht géifen applizéiert ginn, well soss kënt d'Cour deenen Affären net méi no.

An dofir ass de Processus oder d'Deklariation vun Interlaken esou wichteg, déi elo gemaach gétt. Et ass elo am Februar. Den 17. an den 18. Februar kënt jo de Comité des Ministres zesummen, fir ze kucken, wéi ee kann d'Effikassitéit vun der Cour renforcer. An ech hoffen, dass et do net nëmme bei Déclarations d'intention bleift, mä dass mer effektiv e Stéck do virukommen, well hei geet et ëm d'Grondrechter vun de Bierger an Europa.

D'Konventioun vun den europäesche Mënscherechter, déi feiert elo dëst Joer 60 Joer. An et ass nëmme ze hoffen, dass fir dee 60. Gebuertsdag och en Instrument geschaaft gétt, wat derfir ka surgen, dass déi Konventioun och uerdentlech kann iwwerall applizéiert ginn.

Mir wäerten deem Projet de loi wuel hei zoustëmmen, obwuel ech mengen, dass en iwwerflässeg wier. Ech hätt mer op jiddwer Fall am Numm vun der DP-Fraktioun och gewünscht, dass mer deen éischter hätten hei kënnen unhuelen. An ech wier frou, wann de Minister ons nach géif soen, wat seng Attitüd ass vis-à-vis vun der Deklaratioun vun Interlaken, fir dass mer effektiv hei kënnen Progrès maachen an der Applikatioun vun der Konventioun vun de Mënscherechter.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur Merci, an als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Debatt ass a mengen Aen iwwerflässeg aus Ursachen, déi schonn ugeklonge sinn, an zwar well d'Ursach vun deem Protokoll 14bis eigentlech net méi besteet. Fir ze wëssen, firwat dat esou ass, muss ee wëssen, wat mam Protokoll 14 war.

Dee Protokoll 14, deen ech virum e puer... véier Joer, mengen ech, hei rapportéiert hunn, an deen am Fong virgesinn huet, fir méi substanzuell Saache wéi déi, déi am 14bis stinn, an der Prozedur ze änneren, fir dass eben dee Stau op der Cour européenne des droits de l'Homme zu Stroossbuerg géif ofhuelen.

Deen Artikel... De Protokoll 14 ass, wéi gesot, vun eisem Rapporteur richtig gesot, ganz laang vu Russland refuséiert ginn aus x Ursachen, op déi ech hei net wëll zrëckgoen. Jiddefalls ass et esou, dass dofir no laanger Zäit - a mengen Aen och scho vill ze spéit - déi Europäesch Communautéit sech afale gelooss huet, wéi se kéint laanscht dee Refus vu Russland kommen, an huet duerfir gesot: „Mir huelen e puer minimal prozedural Froen aus dem 14 eriwuer an en anere Protokoll 14bis, fir dass mer fir déi Leit, déi wëlle jiddefalls, déi Länner, déi wëllen, déi wichtigste Saachen dann op d'Prozedur, net um Fong, scho kënnen applizéieren.“

A souguer do si mir als Lëtzebuurger Land nach e Schrack méi wäit gaangen. Mir hunn eng Deklaratioun gemaach, aus där ervirgeet, dass mir bereet wären, de 14bis provisoersch ze applizéieren un all Affären, déi Lëtzebuerg géifen op der Cour betreffen, et sief dann, et wäre méi wéi ee Requéant op där anerer Säit. Esou dass fir Lëtzebuerg déi Saach souwisou an der Rei wär, och wann de 14bis net ratifizéiert wär.

Elo ass en a mengen Aen komplett iwwerflässeg, well de 14bis entre-temps net nëmme am Conseil vun der russescher Federatioun, mä och vun der Duma, an anscheinend - mengen Informatiounen no - an erstaunlecherweis à l'unanimité ugeholl ginn ass. Esou dass wat elo nach ze maache bleift, ass am Fong just deen Instrument de ratification um Sekretariat vum Conseil de l'Europe ze déposéieren. An domadder wier et geschitt.

Et gétt mer awer d'Geleeënheet, vun eppes ze schwätzen. Och wann ech déi Debatt hei iwwerflässeg fannen, fannen ech, dass d'Thema vun dem Mënscherechtshaff zu Stroossbuerg ganz wichteg ass, besonnenesch och, well - wéi schonn ugeklongen ass - et e speziell Joer ass: de 60. Anniversaire, 47 Memberstaten, 800 Milliounen Europäer, déi op dee Geriichtshaff do kënnen zrëckhuelen, an 200 Konventiounen, déi ausser der Mënscherechtskonventioun um Europarot ausgeschafft gi sinn.

Esou dass dat, vun deem mer schwätzen, eppes ass wéi en Ordre public européen, deen haaptsächlech ugewannt gétt a kontrolléiert gétt vun der Cour. An déi Cour, déi ass Victime vun hirem eenzege Succès, well eben esou vill Affären unhängeg sinn, an am Fong dat zu Stroossbuerg geschitt, firwat ganz vill Leit, besonnenesch och Lëtzebuerg, op Stroossbuerg ginn. Dat heescht, well se fannen, dass besonnenesch pénal Affären zu Lëtzebuerg ze laang daueren.

Entre-temps si mer an där abwegiger Situatioun, dass och déi Mënscherechtsaffären, déi zu Stroossbuerg unhängeg sinn, ze laang daueren an dass een am Fong elo schonn erëm misst eng Cour maachen, fir déi Défauté vun der Cour vu Stroossbuerg opzefänken.

Vu dass dat net duerch en neit Instrument méiglech ass, muss mer kucken, innerhalb vun deem bestehende Mechanismus do weiderzokommen. An d'Madame Brasseur huet jo ugeschwat, dass ausgangs des Mounts de Conseil des Ministres sech trëfft an der Schwäiz, déi de Moment d'Présidence huet, fir zu Interlaken ze kucken, iwwert de Protokoll, net nëmme 14bis, mä 14 eraus, wat essenziell ass, fir d'Cour vu Stroossbuerg ze retten, souzesoen.

Wat mer wëssen, dass néideg ass, ass éischters emol, politesche Wëllen, fir déi Cour do ze verbesseren, fir se méi opérationnel ze maachen. Dat heescht och, se auszestatten mat Leit a mat Suen, déi hinnen et erlaben, fir hir Aarbecht méi effikass ze maachen.

D'Prozedurfroe mussen och gekläert ginn. An et kann net sinn, dass, wa véier Länner 57% vun den Affären zu Stroossbuerg stellen, a wa mer wëssen, dass 80% vun den Affären, déi zu Stroossbuerg unhängeg sinn, irrecevabel sinn, da wësse mer, dass, wa mer an der Prozedur eppes maachen, fir dass d'Irrecevabilitéite ganz schnell kënnen gekuckt ginn, fir dass déi Riichteren, déi zu Stroossbuerg setzen, fir Mënscherechtsproblemer ze toiséieren, sech effektiv net nëmme mat Irrecevabilitéite musse ofginn, mä sech um Fong kënnen mat de Mënscherechter selwer ofginn.

Ech denken, dass de Protokoll 14 do natierlech net duergeet. An duerfir ass jo och déi Konferenz ugesot.

Duerfir ass mäin Haaptuleies haut un de Minister an en lech, Här President, un d'Chamber souzesoen, lech ze proposéieren, deen heite Projet, deen u sech menger Meenung no iwwerflässeg ass, derfir ze benotzen, fir eng Debatt ze froen iwwert dat, wat wierklech um Fong muss geschéien a wat ausgangs des Mounts an der Schwäiz soll diskutéiert ginn.

Dat wier, Här President, dat, wat ech wollt soen. An ech wär frou, fir dem zoustännege Minister seng Positioun zu esou enger Debatt hei ze héieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Err Merci, an als leschten agedroene Riedner hunn ech den Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt just nuren den Accord vun onsem Grupp zu deemem Gesetzesprojet bréngen. E Gesetzesprojet, dee riskéiert héchstwahrscheinlech schonn net méi vu grousssem Interessi ze sinn, wann e publizéiert gétt, well héchstwahrscheinlech dann de ganzem Objet vun dem Gesetz hifälleg ass.

Mä ech géif awer och hoffen, a vläicht kann de Minister ons do eppes soen, dat déi Zuel vu Recoursen, déi géint Lëtzebuerg lafen, sollten esou kleng wéi méiglech gehale ginn. Mir hunn der nach e puer do lafen. Ech wär och do frou, wann eng etlech Décisiounen kéinte méi séier goen. An dofir ass op jidde Fall de Sënn vun deemem Gesetz... geet alles an déi richteg Richtung.



► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an da kritt elo d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Jo, Merci, Här President. Dir Damen, Dir Hären, hei ass dann erëm esou e Projet, wou de Justizminister e bèsse stresst. Ech hunn effektiv den 19. Oktober de Projet de loi déposiert, den 10. November huet de Statsrot säin Avis ginn, an den 2. Dezember ass den Här Gilles Roth Rapporteur ginn, an den 13. Januar huet d'Commission juridique de Rapport ugeholl. Mir hunn also och hei ganz séier geschafft.

Elo ass haut d'Fro gestallt ginn: Brauche mer nach iwwerhaupt dee Projet ze stëmmen, jo oder neen? Ech war der Meenung, mir sollten dat maachen, an dat aus dräi Grënn.

Den éischte Grond ass deen, dass Russland nach net offiziell seng Instruments de ratification ofginn huet. An ech mengen, dass en attendant mer dann och sollen eis Hausaufgab maachen.

Dat Zweet ass, ech mengen, dass et och gutt ass, wa mer herno d'Relevéen esou liesen an de Statistike vum Conseil de l'Europe, dass mer net nënnen dat éischt Land waren, wat de 14bis ënnerschriwwen huet, mä dass mer och zu deene gehéieren, déi e ratifizéiert hunn, och wann d'Utilitéit vun der Ratifikatioun vläicht net méi laang néideg ass.

Dat Drëtt ass awer deen, an dat hat ech an der Chamberskommissioun expressis verbis gesot, dass ech wierklech sollt d'Geleeënheet haut benotzen, fir iwwer Lëtzebuerg an d'Cour des droits de l'Homme ze schwätzen. Ech sinn dofir e bëssen iwwersascht, dass gefrot gëtt, mir sollen eng Debatt maachen. Ech hat gemengt, déi Debatt wär haut, well ech wollt och effektiv... Ech wäert och, ier dass mer op Interlaken ginn, eng Debatt an der Öffentlechkeet féieren, well et schonn effektiv néideg ass, effektiv néideg ass, dass mer schwätzen iwwert d'Wichtigkeet vun der Cour vu Stroossbuerg, déi elo nach méi wichteg gëtt, an deem Moment, wou jo soll - och opgrond vum Lissabon-Vertrag - d'Europäesch Gemeinschaft Member gi vun der Convention des droits de l'Homme. Wou et jo och ganz interessant gëtt: Wéi schafen an Zukunft déi zwee Gerichter mateneen?

An ech wäert selwer mat de Lëtzebuenger, am Kapp vun der Lëtzebuenger Delegation, wou d'Madame Err als och Vertrieiderin vun der Delegation vun der Chamber an dem Conseil de l'Europe wäert mat an eiser Delegation sinn, wäert ech, do, wou d'Mataarbechter aus der Justiz an aus dem Finanzministerium zu Abu Dhabi am Sand setzen, wäerte mir dann zu Interlaken beim Séi setzen, awer net fir de Séi ze kucken oder Eiger, Mönch a Jungfrau, mä effektiv ze kucken, dass bei där Présidence, där Schwäizer Présidence do Neel mat Käpp gemaach ginn.

Well et ass ganz kloer, dass déi Cour vu Stroossbuerg fir d'Mënscherechter extrem wichteg ass. Si ass allerdéngs en Affär vun hirem Succès ginn. De Succès besteet jo ënner anerem doranner, dass en Einzelne kann op Stroossbuerg goen, wéi et am Volleksmond heescht. Och, wann dat am Volleksmond esou eppes ginn ass wéi déi véiert Voie de recours. Dofir ginn der och ganz vill irrecevabel erkläert, dat muss een och wëssen. Mä et ass awer scho wichteg, dass deen Einzelne kann an Europa bei e Geriicht goen, fir seng Rechter anzekloen.

Dat ass ee wesentlecht Element. Dat ass iwwerregens eppes, wat zu Stroossbuerg d'Problematik méi komplizéiert mécht wéi op der Cour de Justice um Kierchbierg. Um Kierchbierg sinn déi meescht Recoursé Recours par voie préjudicielle. Dat heescht, do huet ee Geriicht schonn alles instruéiert, an da stellt d'Geriicht fest, do ass eng Rechtsfro, an da geet déi Rechtsfro op de Kierchbierg. Do brauch also net méi déi ganz Affär an all hiren Tenants et aboutissants, an all hiren Éléments de fait nogekuckt ze ginn. Während zu Stroossbuerg wierklech bis an de leschten Detail nogekuckt gëtt, wat am Dossier war. Dat ass also ganz vill Aarbecht fir déi Richter zu Stroossbuerg.

Natierlech ass et esou, dass doduerch, dass ëmmer méi Länner awer seriö gekuckt

hunn, wat Stroossbuerg gemaach hunn - net all hunn alles ëmgesat; mir hunn dat ëmmer ëmgesat -, dass natierlech dorophin och ëmmer méi Recoursen op Stroossbuerg kommen. An de grouse Problem elo ass, dass vill irrecevabel Recoursé kommen.

Nun ass natierlech d'Fro: Wien deklaréiert e Recours irrecevabel? Wa muss de ganzen Tribunal dat maachen, dann ass et erëm eng Kéier eng ganz Prozedur, wou Zäit verluer gëtt. Ass et allerdéngs nënnen e Beamten, deen en irrecevabel erkläert: Hu mer dann nach wierklech Rechtssécherheet an Europa? Dat ass eigentlech déi grouse Fro, déi mer och zu Interlaken ze klären hunn.

Déi Fro ass also zu Interlaken an déi fanne mer hei erëm am Protokoll 14bis. Wéi bréngt mer et fäerdeg, dass e Filter ass, ier dass wierklech déi wichteg Affäre kënnen traitéiert ginn?

Do gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Ech wär frou, wann d'Cour selwer géif eng ganz kloer Proposition maachen, well d'Meenungen an Europa ginn do téschent de Memberstaten ausereneen. Wann enger kloer Proposition wär vun der Cour, op déi ee sech da kéint largement ralliéieren, da wär et gutt. D'Lëtzebuenger Positioun wäert, ofgesinn dovunner, prinzipiell déi heite sinn: Jo, et soll e Filter kommen.

Mir mengen nämlech net, dass et envisageabel wär, nach méi Riichter op Stroossbuerg ze schécken. Dat géif erëm aner Problemer schafen, méi Riichter, an ech mengen och net, dass een do e politeschen Accord géif kréien. Also si mer fir eng Filterinstanz.

Mir sinn allerdéngs der Meenung, dass déi Filterinstanz misst vun engem Richter vun der Cour selwer gemaach ginn an net vum Secrétariat administratif vun der Cour. Dat wäert prinzipiell déi Positioun sinn, déi mer do verteidegen.

An engems ass ee Sujet zu Interlaken deen: Wat maachen dann d'Länner, fir d'Affären ëmzesetze bei sech? An do si mer och elo amgang als Lëtzebuenger, fir ze kucken, dass mer manner Ursaache kréien, fir Recoursen ze maachen.

Et sinn eng Partie spezifesche Affären hei genannt ginn, wéi zum Beispill vum Gilles Roth, e Rapporteur, deem ech Merci soen: Procola, dat ass en Uerteel, wat ech ganz gutt kennen, well déi Zäit war ech nach Member hei vun der Chamberskommissioun. Ech war Rapporteur vun der Reform vum Ordre judiciaire administratif, wéi deen agefouert gouf, an ech war selwer Auteur vun der Proposition de loi Biltgen iwwert d'Prozedurreglement, wou mer Délais fixes agefouert hunn, wou ech déi Zäit net gutt ukomm sinn, weder bei menge Kolleegen Affekoten nach bei den Délégués de justice vum Ministère de la Justice; mä haut ass jiddweree frou, dass mer déi Délais fixes hu bei den Ordres judiciaires administratifs. Dat ass een, deen ech gutt kennen.

Dir hutt nach eng ganz wichteg net ernimmt gehat, Här Roth, dat ass d'Affär vun de Fierschter, wou ech och duerno d'Geleeënheet hat, dat war d'Citatioun, d'Responsabilitéit vun de Journaliste bei Citatiounen, wou ech duerno d'Geleeënheet hat - den Här Mosar war Rapporteur am Pressegesetz; dat war 2004, mengen ech, Här President -, fir effektiv dat doten Uerteel och ëmzesetzen.

Dat heescht, mir hunn zu Lëtzebuerg ëmmer eng Äntwert ginn. Eng vun deene leschte bekanntste war d'Affär Wagner iwwert d'Adoptiounen. Do ass et och esou, dass mëttlerweil de 16. Dezember d'Cour selwer d'Exequatur da gesprach huet vun enger Partie esou Uerteeler, wou d'Adoption plénière individuelle an anere Länner gesprach gouf. Dat heescht, och do si mer elo mëttlerweil konform, well d'Jurisprudenz sech selwer einfach un d'Jurisprudenz vu Stroossbuerg gehalen huet.

Déi zwee heefegst Ursaachen, dass mer zu Lëtzebuerg condemnéiert goufen, dat sinn déi, dass et ze laang gedauert huet, fir zu engem Uerteel ze kommen an dass mer kee Recours effektiv hätten.

Do ass et esou, dass mäi Virgänger zwee gréisser Pläng gemaach huet, fir méi Riichter ze kréien. Dat huet emol scho villes genotzt. Et kënt awer nach ëmmer vir, dass

verschidden Affäre méi laang daueren, notamment, wann et sech ëm pénal Affären handelt. An do ass et wichtig, dass mer mëttlerweil duerchgesat hunn, dass et zu Lëtzebuerg e Recours effectif gëtt, wann e Prozess ze laang dauert.

Wat ass dee Recours effectif? Ma dat ass, dass een dann de Stat ka condemnéieren, de Lëtzebuenger Stat op Schuedenersatz, well et ze laang gedauert huet. Mir hunn dat och ëmmer plädéiert zu Stroossbuerg. Dat ass allerdéngs nach laang net ëmmer unerkannt ginn zu Stroossbuerg, well gesot ginn ass: „Majo kee weess dat.“

Dorophon hu mer an der Pasicrisie - dat ass jo déi Publikatioun, déi all Affekot misst kennen -, ass elo esou een Uerteel publizéiert ginn, eng Affär. A mir hunn och Instruktioun ginn, dass bei der Affekotenausbildung effektiv déi dote Jurisprudenz sollt deene jonken Affekoten erkläert ginn, fir dass se wëssen, dass se do e Moyer hunn, ier dass se müssen op Stroossbuerg goen, fir emol kënnen hei am Inland Drock ze maachen.

Dat Zweet, dat war de Formalismus vun der Cour de Cassation. Och do ass mëttlerweil, huet Lëtzebuerg drop geäntwert. Engersäits, andeem d'Cour de Cassation selwer vill manner formalistesche. Wa mer déi lescht Recoursen huelen, sinn der ganz wéineg irrecevabel erkläert ginn. Well mer eis awer net nëmme kënnen féieren op déi Kompositioun, déi mer elo an der Cour de Cassation hunn, hu mer e Projet de loi hei bei lech deponéiert, fir den Artikel 10 vun dem Cassatiounsgesetz esou ze reforméieren, dass manner Formalismus bei de Cassatiounsrecoursé virgesinn ass.

Dat heescht, mir hunn och elo versicht, an deene leschte Méint eng ganz Partie vun Hausaufgaben ze maachen, fir net nëmmen zu Stroossbuerg fir déi aner Länner ze plädéieren, mä ze soen: Hei, mir plädéieren, dass jiddweree dat mécht, wat mir och zu Lëtzebuerg maachen, fir dass mer effektiv kucken, dass d'Mënscherechter dann an Europa unerkannt ginn an dass d'Vefeelung och duerch e Geriicht ka festgestallt ginn an dass duerno och där Verfeelung Rechnung gedroe gëtt an deem jeeeweilege Land.

An ech mengen, dat war eigentlech dat, woufir ech elo frou war, dass mer awer d'Debatt haten, fir déi puer Saachen do ze erklären, déi ech dann och d'nächst Woch wëll e bësselche méi breet - well do hunn ech e bësselche méi Minutte wéi hei -, e bësselche méi breet wëll an enger Pressekonferenz der Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg virstellen.

Well ech mengen, wierklech wichteg ass, dass mir wëssen, wat Stroossbuerg bedeit a wat Stroossbuerg och scho bedeit huet fir d'Evolutioun vun de Gesetzgebungen hei zu Lëtzebuerg. An an deem Sënn soen ech lech Merci, dass Der hei e Gesetz stëmmt; och wann et vläicht net méi laang muss applizéiert ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Justizminister Merci fir seng Explikatiounen. A mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6076 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia

Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colomera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Chamber befaasst sech haut de Mëtteg mat der Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert d'Nanowissenschaften. D'Riedezeit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Berger, d'Madame Mutsch an den Här Colomera. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Jean Huss. Ech wëll och nach betounen, dass den Här Huss 20 Minutten als Interpellant huet an och nach déi 15 Minutte vu senger Fraktioun als Porte-parole derbäi. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies

Exposé

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.** - Merci, Här President. D'Demande fir des Interpellatioun iwwer Nanotechnologien, hir gréisser Chancen, mä och hir Risiken hat ech schonn am Hierscht 2006 hei agereecht. No enger kuerzer Diskussioun doruwwer kuerz duerno an der zoustänneger Chamberskommissioun an no eenzelne Visité bei de Centres de recherche publics, déi op deem Gebitt fuerschen, war duerno déi parlamentaresch Diskussioun leider erëm eng Kéier ageschlof. Eigentlech bis haut.

Zu enger globaler a wierklech och öffentlecher Debatt mat der breeder Bevëlkerung ass et hei zu Lëtzebuerg leider nach net komm, am Ënnerscheed zum Beispill zu eisen Nopeschlänner Frankräich, Holland, Däitschland an esou virun, wou déi öffentlech Debatt zum Beispill iwwert sougenannte Conférences de citoyens vill méi wäit ass an zum Deel - virun allem a Frankräich - ganz hefteg gefouert gëtt. Esou hefteg, dass vu 17 offiziell organiséierten Débats publics a franséische Stied, déi déi franséisch Commission nationale du débat public am Opdrag vun der Regierung d'lescht Joer organiséiert hat, der eng Partie vu radikale Gégner vun den Nanotechnologië gestéiert goufen oder souguer net konnte stattfannen. Esou zum Beispill nach viru kuerzem geschitt zu Lyon.

Firwat engersäits also vill positiven Interesse un dësen Nanotechnologië bei Fuerscher a Wëssenschaftler, mä virun allem och bei industriellen an anere Wirtschaftsacteurs, ënnerstëtzt dobäi vun der EU-Kommissioun a vun nationale Regierungen? A firwat, ëmgekéiert, e wuessende Malaise, wuessend Crainten oder souguer total Oflehnung vun dësen neien Technologien? Nanotechnologien, déi awer lues a lues schonn zënter enger Partie vu Joren amgang sinn, eisen Alldag ze erobieren.

Dir Damen an Dir Hären, haaptsächlech zënter Mëtt an Enn vun den 80er Joren huet d'Nanofuerschung weltwäit lues a lues ugefaangen, a grouse private Laboratoires, oft an Zesummenaarbecht mat verschiddenen Industriesectoren, mä och an öffentleche Recherchezentren. Fir Wëssenschaftler a Fuerscher war an ass et fascinant, an d'Nanowelt vum onendlech Klengen, an dem Beräich vun engem bis honnert Nanometer, dat heescht Engem-

bis Honnertmilliardstelmeter anzedrängen, dat heescht, fir klengste Molekülen oder Particulé vun zéng, 20, 30 Nanometer kënnen ze erkennen, ze beobachten, ze analyséieren, mä och kënnen se ze veränneren, se ze verbannen oder, ëmgekéiert, fir se ze trennen oder nei kënnen ze konfiguréieren an dorauer dann nanotechnologesch nei industriell oder kommerziell Applikatioune kënnen ze entwéckelen.

Wéi kleng zum Beispill zéng oder 20 Nanometer sinn, kann een zum Beispill am Vergläich mat engem mënschlechen Hoer festmaachen. Den Duerchmesser vum mënschlechen Hoer variéiert ongeféier zwëscht 30.000 a 70.000 Nanometer, während, wéi gesot, am Beräich vun den Nanotechnologieën mat Nanopartikelen am Beräich just vun engem bis honnert Nanometer operéiert gëtt, also am Beräich vum praktesch onvirstellbar Klengen.

Dës Nanomaterialien oder -partikelen, mat deenen do hantéiert, experimentéiert a geschafft gëtt am Beräich vun der Grondlagfuerschung, mä och a Richtung vun industriellen a kommerziellen Applikatioune, kënnen haut aklasséiert ginn am Fong a véier Dimensionen: Dimension 1, Nanopartikelen oder ultrafein Nanopulver - Pardon, Dimension 0 -; Dimension 1, sougenannten Nanodréit an Nanotuben; Dimension 2, Nanomaterial zur Oberflächenschichtung, wat eng vun den Hauptrecherche- an Applikationsrichtungen haut duerstellt, och hei zu Lëtzebuerg; an Dimension 3, Nanocompositen am Beräich vu Keramik an am Beräich vu metalleschen Nanostrukturen.

Wat sinn déi besonnesch Charakteristiken, déi besonnesch an déi nei Eegenschafte vun esou Minipartikelen am Beräich vun zéng, 20 oder 50 Nanometer am Vergläich zu de bisherege Materialien a Stoffen an eisen Alldagsprodukter a Konsumartikelen? Vu datt eng politesch Interpellatioun net den Zweck kann hunn, eng Aféierung a Physik, Quantephysik a Quantemechanik duerstellen, wéilt ech hei just am Résumé soen, datt esou kleng Nanopartikelen zum Deel absolut nei Qualitéiten entwéckelen, déi déiselwecht Stoffen am méi Groussen net hunn.

Zum Beispill nei mechanesch, elektresch, magnéitesch, optesch, oder katalytesch Qualitéiten. Nei zesummegezat an nei konfiguréiert Nanocomposité kënnen zum Beispill vill méi haart oder, ëmgekéiert, vill méi mëll a flexibel oder chemesch méi performant sinn, mä och zum Beispill méi reng an, wat e gewëssene Problem duerstellt, virun allem si se vill méi reaktiv, wat natierlech an de Beräicher Inflammation an Explosivitéit kann zu munche Probleemer féieren.

Eng vun de bestehenden Hauptapplikatioune vun neien Nanostrukture sinn dofir haut schon nei Materialbeschichtungen an lwwerflächbehandlung vu Glas, Plastik oder vu Metalllwwerflächen, zum Beispill fir Karosserië méi korrosionsfest oder Glas méi dreckofweisend ze maachen, oder zum Beispill Plastikverpackunge fir Liewensmëttel géint d'Faulen oder géint Schimmel ze protegéieren an doduerjer méi laang haltbar ze maachen an esou virun an esou virun.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dir Dammen an Dir Hären, fir dese komplexen nei Sujet net nëmmen theroetesche op der Grondlag vu wëssenschaftlecher Fachliteratur a vun Avisé vun offiziellen Agencen oder vu Géigenavisé vun verschidene internationalen ONGen oder kritesche Wëssenschaftlecher unzegen, hunn ech am Virfeld vun dëser Interpellatioun och versicht, konkret an d'Gespräch ze komme mat Responsabele vum FNR, dem Fond national de la recherche, a mat Wëssenschaftlecher a Responsabele vun engem vun eise Centres de recherche publics, nämlech dem CRP-Gabriel Lippmann op Belval, wou ënner anerem konkret och Nanorecherche gemaach gëtt an och, am Verbund mat Lëtzebuergger Industrien, un Applikatioune am Beräich Materialfuerschung geschafft gëtt, doniewent och u méi ëmweltbezunnenen Applikatioune am Beräich Waasser an Ofwaasser, Waasseranalytik an esou virun.

Déi Diskussioun mam FNR a mat den Haaptverantwortleche vum CRP-Lippmann ware ganz opschlussräich a si waren och ganz éierlech. Et ass zum Beispill vu menge Gesprächspartner beim CRP-Lippmann a kengem Moment versicht ginn, méiglech Risike vun Nanomaterialien an Nanopartikelen am Beräich Aarbechtsplaz, Ëmwelt a Gesondheet oder zum Beispill am Nahrungsmëttelberäich, Kosmetik an esou virun ze bagatelliséieren oder ze verharmlosen. Si hunn als Fuerscher am Contraire kloer gemengt, datt mer iwwer munch Risike bei wäitem nach net genuch géife wëssen an datt dofir parallel och nach vill Risikofuorschung noutwendeg wier.

Op där anerer Säit huet dës Visite awer och däitlech gemaach, wéi vill Suen hei zu Lëtzebuerg bis elo schonns an dësen nei Fuerscherberäich investéiert goufen. Well d'Qualitéit vun deem ganzen neie Maschinnepark, deen do scho steet am Centre Gabriel Lippmann, ass absolut impressionnant. Gradesou wéi iwwregens d'Zuel vu Wëssenschaftlecher oder ugehende Fuerscher, déi do an der Recherche schaffen.

Mä zréck vum reng Lëtzebuergger Terrain zu där allgemenger europäescher a weltwäiter Problematik vun der Nanofuorschung a vun den Nanotechnologien. Vu munche vun hiren euphoresche Promoteuren, och vun der Europäescher Kommissioun, ginn d'Nanotechnologien als eng, wann net déi bedeutendst ënnert den Zukunftstechnologien vum 21. Jorhonnert considéiert, well si an enger transversaler an transdisziplinärer Approche sämtlech Beräicher vu Physik a Chimie, vun der Elektronik, vun Informationstechnologien, Biotechnologien a Kommunikatioun, vun Energie- an Ëmwelttechnologien, vu Medezin- a Pharmakologie, vu Liewensmëttelproduktioun a Sécherheet an esou viru kéinte revolutionéieren a well sech dofir dorauer an der Zukunft onendlech vill nei Applikatioune kéinten entwéckelen.

D'Europäescher Kommissioun hat an hire vergaangenen an nach lafende Fuerschungsprogrammer gréisser Deeler vun hire Fuerschungsgelder an de Beräich Nanotechnologie gestach a si ass elo schonn derbäi, deen nächste pluriannuelle Fuerschungsprogramm an deem dote Sënn vizebereeden an ze gestalten; iwwregens och Avis aux amateurs.

D'EU-Kommissioun huet den 18. Dezember d'lescht Joer, dat ass nach net laang hier, eng öffentlech Konsultationsronn iwwert deen neien Aktiounsplang Nanotechnologie lancéiert, déi bis zum 19. Februar dëst Joer soll daueren a wou jiddweren, och Wëssenschaftlecher, ob Industrieller, Politiker, Ëmweltschützer, ob ONGen insgesamt, mä och jiddwer einzelne Bierger sech sollt kënnen mat sengen Iddien oder Suergen abréngen, fir der EU-Kommissioun an enger participativer Approche nei Iddien oder Warnungen a Bedenke mat op de Wee ze ginn.

Leider weess praktesch kee Mënsch eppes vun där vun der Europäescher Kommissioun lancéierter Konsultationsronn doruwwer. Op jiddwe Fall mat deene Leit, wou ech geschwat driwwer hunn, do woussst kee Mënsch driwwer Bescheed, datt een do kéint seng Iddien abréngen, datt ee kéint mat der Europäescher Kommissioun also a Korrespondenz trieden.

Ee Schwéierpunkt dobäi, bei där Konsultationsronn, sollen dës Kéier d'Problemer vu Sécherheet, Gesondheet an Environnement duerstellen.

Dir Dammen an Dir Hären, den Zuch vun den Nanotechnologien ass zënter e puer Joer op de Schinnen, an der Fuerschung souwisou, mä virun allem och schonns a villen Alldagsprodukter, déi Nanopartikelen enthalen an déi schonns um Marché sinn, ouni awer, datt an deene meeschte Fäll de Consommateur eppes dovunner weess.

An neierdénge scheinbar méi wéi 1.300 ënnerschiddleche Konsumartikelen um Marché sinn anscheinend schonn divers Nanopartikelen, oft Nanocarbonen, Nanosélwer, Nanokobaltchrom, Nanozénk, Nanosilizium an esou virun, agebaut, enger-säits, wéi scho gesot, a Material- an lwwerflächbeschichtungen, a Form vu Faarwen a Lacken, anersäits awer och zum Beispill a Sprayen, a Botzmëttelen, a Verpackunge

vu Liewensmëttel, mä och a Sonnecrèmen oder Kosmetikprodukter, a Strëmp an Ënnerwäsch, mä zum Beispill och an Tennisraquetten, Golfschléier, Tastature vu Computeren, a verschidene medizineschen Dispositiven an esou virun. An esou wéi déi international Fuerschung weiderleeft, wäert d'Zuel vun de Konsumartikelen, deenen aus ënnerschiddleche Grënn Nanopartikele bäigemëscht ginn, an deene kommende Jore ganz sécher weider nach zohuelen.

Reng ökonomesch gekuckt gëtt et zënter deene vergaangenen aacht bis zéng Joer ongeféier eng Course, e Wettlaf zwëscht den Industrië vun deene gréisste Wirtschaftsblick, Europäesch Unioun, USA, Asien, ëm e ugepeilte gewaltigen Nanomarché, e Marché, deen 2015, also a knapp fënnf Joer, sech soll op iwwer 170 Milliarden Dollar a méi bezifferen. E Wuessstumsmarché also, dee kolossal ass. Besonnesch d'Zesummesspill vun den Nanotechnologien mat Biotechnologien, mat Informationstechnologien a Kommunikatioun, ofgekierzt NBIC genannt, schénge riseg Wuesstumfelder kënnen opzemaachen.

Als Gréng si mer selbstverständlech op fir all gesellschaftleche Fortschritt a fir Fuerschung an Innovatioun, wa se da wierklech de Mënschen an der Gesellschaft kënnen hëllefen a Verbesserungen op ville Pläng kënnen erbäieren. Ech wëll duerfir och fir d'éischt, ier ech op d'Geforen a Risiken aginn, op e puer wichteg Hoffnungsversprechen an Erwaardungen agoen, esou wéi se an der nanotechnologescher Fuerschung an Diskussioun an d'Spill bruecht ginn.

Well d'Nanoparticulen an d'Nanomaterialien ganz anerer an total nei Eegenschafte kënnen opweisen, kënnen dës nei Eegenschafte a ville Beräicher, a ganz ville Produkter oder Instrumenter agebaut ginn, an deenen hir Qualitéit, an där enger oder där anerer Hisiicht, verbessern: méi haart oder méi mëll, méi soupel oder méi fest, méi feierfest oder korrosionsfräi, méi waasserunzéiend oder waasserofweisend, méi resistent, méi fett-, pilz-, dreckofweisend an esou virun. A munche Produkté kann dat ouni Zweifel vu Virdeel sinn. Bei anere kënnen Sënn an Zweck dovunner sécherlech méi ëmstridden an diskussionswierdeg sinn, zum Beispill Nanosélwer a Socquetten a Strëmp. Mä an eisen Ae muss bei all esou Neierungen een Haaptkritär am Virdergrond stoen: eventuell Material- a Produktverbesserungen dierfen net op Käschte vu Sécherheet goen, Sécherheet fir Gesondheet a gesondheetleche Verbraucherschutz, Sécherheet fir Natur an Ëmwelt, a Sécherheet fir en demokratescht gesellschaftlecht Zesummeliewen. Mä dorobber wäert ech herno zréckkommen.

Wat d'gesellschaftlech Fortschritter ubetrëft, reeller oder eventuell ze erwaarden, esou ginn eis vun der Nanofuorschung vill nei Hoffunge gemaach, zum Beispill an de Beräicher vun Energie an Ëmwelt. Mä och zum Beispill am Beräich vun der Santé an der Medezin, der Imagerie oder der Implantologie fir eng Partie schwéierst Krankheeten, fir zum Beispill Kriibs oder neurodegenerativ Erkrankunge vill méi fréi kënnen ze detektéieren, an duerfir méi effektiv kënnen ze bekämpfen, an dann haut onheilbar Krankheeten iergendwéini eng Kéier, geschwënn eventuell, an de Grëff ze kréien. Dat gëtt an Aussiicht gestallt.

Am Beräich Energie ginn zum Beispill besser Isolationsmaterialien, méi effizient Solarpanneauen, eng verbessert Fotovoltaik a verbessert Energiestockage- an ëmwandlungsprozesser an Aussiicht gestallt, wat natierlech ganz wichteg Avancéer wieren, fir der lafender an nach kommender Energiekris entgéintzewierken.

Am Beräich Ëmwelt ginn iwwer nei Nanosensoren an Nanomoossinstrumenter verbessert Méiglechkeete vu Material-, Buedem- oder Waasseranalytik versprach. An d'Nanotechnik soll zum Beispill an de Beräicher Waassersanierung an -opbreedung, mä och zum Beispill am Beräich vu Buedem- an Altlastsanierung nei Fortschritter bréngen. Datselwecht gëtt fir d'Détection vun Ëmweltverschmutzungen insgesamt a fir en ökotoxikologesche Monitoring vu Belaaschtungen an der Landwirtschaft.

A finalement sollen Nanomaterialien och Schrëtter a Richtung vun enger méi grën-

ger, méi bioverdréiglecher Chemie méiglech maachen.

E gudde Koup also vun erhofften oder vu méigleche positive Verbesserungen, grad och um Gebitt vun Energie an Ëmwelt. Hoffnungen an Erwaardungen, déi sech alerdéngs nach an deene kommende Joren an der Realitéit och musse beweisen. Fakt ass, datt hei zu Land an eise CRPen, ob Lippmann oder Tudor oder och Uni, och un esou Projete gefuerscht a geschafft gëtt. An dat sinn och Orientéierungen, déi wäitgehend op eis Zoustëmmung kënnen treffen, wa se da wierklech Chancen zur Realiséierung hunn.

En anert Gebitt, dat vill nei Hoffunge waakreg mécht, ass wéi gesot den Asaz vun Nanomaterialien an Nanoinstrumenter um Gebitt vu Gesondheet, Medezin a Pharmakologie. Mir bliewen do natierlech nach e bësse skeptesch, well och schonn oft an der Vergaangeneheet, zum Beispill am Kontext vun der Genterapie, immens Hoffnungen opgebaut gi waren, déi awer gréisstendeels, op jidde Fall bis haut, net an Erfëllung gaange sinn. An et sollt een duerfir am Moment jiddwerfalls nach zréckhalend bliewen, fir schwéierstkranke Leit net ze vill Hoffnungen, falsch Hoffnungen ze maachen.

Trotzdem ass et awer esou, datt konkret Experimenten mat Nanopartikelen an Nanomaterialien an Zell- an Déierversicher scho vereenzelt positiv Resultater, souwuel bei der Fréierkennung wéi och bei der Zerstéierung vun inoperablen Tumoren oder och an der Implantologie an anere medezinesche Beräicher bruecht hunn. Datselwecht gëllt och an der Struktur- a Funktionsanalytik vun Zellen, Zellmembranen, Enzymer, Mitochondrien an esou virun. Et leien tatsächlech op deene Gebidder éischt hoffnungsvoll Experimenten vir, an am Intérêt vu konkret schwéierstkranke Leit sinn esou Fuerschungen an Therapieentwécklung sécherlech positiv ze gesinn, obschon esou positiv Weiderentwécklungen, an eisen Aen, awer ni d'Prioritéit vun enger méi effikasser Preventioun vun esou Krankheeten dierfen a Fro stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, well d'Nanotechnologien als transversal an transdisziplinäert Fuerschungsfeld an e ganz breede Spektrum vun Disziplinen erareechen, ass et natierlech hei elo aus Zäitgrënn och net méiglech, op aner eventuell positiv Entwécklungen op anere Gebidder weider anzugeen. Virun allem awer och, well ee leider och muss op déi negativ Aspekter vun der Nanotechnologie agoen, nämlech de Problem vun neie gréisserer Geforen a Risiken, déi dovunner kënnen ausgoen. An deenen zwou Motiounen, déi mer un d'Regierung richten, an déi ech um Schluss wäert presentéieren, wäert virun allem Rieds goe vun enger Partie vun esou Risiken, a wat engersäits als Reaktioun dorobber, mä anersäits och preventiv dergéint da misst ënnerholl ginn.

Wat sinn déi méiglech an deelweis schonn erwise Risiken? Ee vun de politesche Risiken, vun deem an dësem Kontext erstaunlecherweis eigentlech ganz weineng geschwat gëtt, bezitt sech op de militäresche Beräich. Well mir hei zu Lëtzebuerg domadder, also mat militärescher Fuerschung, direkt näischt ze dinn hunn, wëll ech duerzou just stéchwuertarteg e puer Fakten a Risiken opzelen. An den USA, zum Beispill, gëtt praktesch d'Halschent vun der Nanofuorschung an de militäresche Beräich investéiert. Zum Beispill a Richtung vu verstärkter Protektioun vun Zaldoten um Gefechtsfeld, zum Beispill a Richtung vun enger verstärkterer a flächendeckender lwwerwaachung duerch Minidrohnen a Form vun Nanopucen, déi onsichtbar sinn, mä och aner nanoverbessert Waffesystemer an esou virun, Entwécklungen, déi leider riskéieren en neit Wett-rüsten an d'Wee ze leeden, well kaum ze erwaarden ass, datt zum Beispill China oder Russland dobäi net géife matmaachen.

Wat fir aner gesellschaftspolitesch Risike kann et ginn? An der bishereger Diskussioun gëtt virun allem de Risike évoquéiert vun der méiglecher Aschränkung vu perséinlecher Fräiheeten duerch nanoperfektionéiert Informations- a Kommunikatiounstechnologien, déi eng ëmmer méi perfekt lwwerwaachung kéinte méiglech maachen.



Wéi steet et mat ethesche Frostellungen am Kontext vun diesen Nanotechnologien? Wann esou e gewaltigen technologeschen Wandel a ville Beräicher vum gesellschaftleche Liewen an deenen nächste Joren a Jorzéngte kann erreicht ginn, da stelle sech sécherlech vum selwen eng ganz Partie vun ethesche Froen do derbäi. Dat géllt ëmsou méi mat Sécherheet fir Froen vun der Orientéierung, vun der Recherche selwer oder och am medizinesche Beräich, wou sech an de Beräicher Diagnostik an Therapie, mä och Patientesécherheet a Patienterechter eng Partie vu Froen dierfe stellen.

Am Kontext vun diesen an eventuell anere gesellschaftspoliteschen an ethesche Froen menge mir, datt et zum Beispill sënnavoll an noutwendeg kënnert sinn, wann d'Commission nationale d'éthique an de Comité national d'éthique de la recherche sech méiglechst schnell mat diesen neien Défië géife beschäftegen an eventuell Avisen zu diesen Theme kéinten ausschaffen. Dee Punkt hunn ech iwwregens och an enger vun eisen zwou Motioune esou ugesprach.

Wat an der Risikodiskussioun vun den Nanotechnologien am Moment awer nach méi am Mëttelpunkt steet, am Zentrum praktesch steet, dat sinn déi ökotoxikologesche an humantoxikologesche Risiken vu verschiddenen Nanopartikelen an Nanomaterialien. Ech soe vu verschiddenen! Risiken also fir Natur an Ëmwelt, fir de Mënsch selwer, net nëmme op deene verschiddenen Aarbechtsplazen, mä och duerch eventuell fräigesaten Nanopartikelen während dem gesamte Liewenszyklus, ausgehend also vun der Fuerschung a vun der Produktioun, iwwert den Transport, iwwert d'Utilisatioun bis hin zur Lagerung oder Zerstiërung als Déchet, wou dann de Risiko vun neie Fräisetzung vun esou Partikelen erëm eng Kéier ka bestoen, déi virdru gebonne waren an deenen Artikelen. Mä, wa se herno als Déchet landen, wa se broyéiert ginn zum Beispill, oder verbrannt ginn, kënnen se erëm eng Kéier fräigesat ginn, an da kënnen erëm Risiken doduercher entsto.

Wat sinn déi Risikë fir Natur an Ëmwelt? Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei just kuerz rappeléieren, op wat fir engem brisante politeschen Hannergrond des Nano-Risiko-Diskussioun sech insgesamt europawäit ofspillt. Dir erënnert lech sécherlech nach un de Skandal ëm den Asbest. Bis zu sengem Verbuert, viru ronn zéng Joer, an eschonnons onofhängeg Wëssenschaftler, Aarbechtsmedeziner an Doktere schonns Jorzéngte virdru gewarnt haten, bis zum Verbuert vum Asbest ass et international zu wahrscheinlech zéngdausende vun Asbestkranken an -doudege komm, an et wäert och nach an de kommende Joren zu dausende vun Asbestdoudege kommen, eleng weinst där ganz laanger Inkubatiounszeit. Nun, bestëmmten Nanoprodukten - bestëmmten Nanoprodukten, net se alleguer - virun allem sougenannte méi langlech an op béide Säite spatz Nanotubë sollen asbestähnlech Wierkungen hunn.

Wat ass en anere politeschen Hannergrond, deen am Fong jiddwereen, an iwwer all Parteigrenzen eraus, misst virsiichteg a souguer hellhéiereg maachen? Et ass déi fir Ëmwelt a Gesondheet héich problematesch Situatioun, déi mer am Beräich vun deenen dausende vun Alldagschemikalien haten, ier et elo endlech virun dräi Joer zur europäescher REACH-Reglementatioun koum. Gesondheetlech Problemer duerch Chemikalien, Schwéiermetaller, Pestiziden, Bioziden, déi gréissten-deels leider och haut nach ëmmer virubestinn. Dat ass och en Hannergrond, dee besteet, wou elo nach déi Nanopartikelen sollen derbäikommen.

Virun diesem Hannergrond sinn also haut, grad och am Beräich vun Nanopartikelen an Nanomaterialien, héchste Virsiicht an d'Applikatioun vum Principe de précaution ubruecht, fir net a vergläichbar oder vläicht souguer méi schlémm Skandalen vun Ëmwelt a Gesondheet eranzeeroden. Meng Interlocuteurs am Centre de recherche public Gabriel Lippmann, mat deenen ech esou Problemer ugeschwat hunn, haten dobäi iwwregens eng ähnlech Approche vun engem ganz virsiichtegen a preventive Virgoen, an dat fanne mir absolut begreissenswäert.

E puer Fakten zum Schluss iwwert déi ökologesche Risiken an iwwert d'Risiko fir déi mënschlech Gesondheet, déi vun Nanopartikelen oder Nanoaggregate kënnen ausgehen. En éischte Fakt - e Fakt, deen u sech jo scho beonrouegend ass - ass deen, ech hat et virdru scho gesot, datt bekanntlech schonn an honnerte vun Alldagsprodukter um Marché Nanopartikelen enthalen solle sinn, an dat ouni Risikobewäertung virdrun! Déi sinn einfach schonn um Marché.

En zweete Fakt mécht am Moment och nach gréisser Problemer. Obschonns also schonn Nanopartikelen a Produkter um Marché sinn, gëtt et bis haut nach keng gemeinsam Definitioun doriwwer, wat iwwerhaapt genee Nanopartikelen, a wat fir eng Nanopartikelen et sinn. Et gëtt nach keng gemeinsam an harmoniséiert Miessmethoden do derfir, fir Nanopartikelen ze charakteriséieren, ze moossen an ze evaluéieren. A well et bis haut och keng obligatoresch Notifikationsverpflichtung fir Nanopartikelen an de Produkter gëtt, gëtt et och net genuch Donnéeën an Informatiounen doriwwer. Et gëtt och nach keng harmoniséiert Definitioun vun de Propriétéiten, déi Nanopartikelen kënnen geféierlech maachen, an och bal keng Donnéeën doriwwer, duerch wat fir eng Nanopartikelen Ëmwelt a Gesondheet besonnesch eventuell menacéiert sinn. An an deem Mooss, wou nach weider nei Nanopartikelen onkontrolléiert an d'Ëmwelt gelaangen, wäert sech déi Problematik leider nach verschäerfen.

Duerfir, an och dat steet an deene Motioune, déi ech herno wäert presentéieren, misst et an eisen Ae schnellstens, enger-säits zu enger Harmoniséierung vun der Metrologie, vun den Nomenclaturen a vun den Evaluatiounsmethoden kommen, an anerersäits zu enger paralleler Risikofuerschung, där endlech iwwerall, hei am Land, mä virun allem och an Europa, vill méi finanziell Mëttel missten zur Verfügung gestellt ginn, wéi dat aktuell de Fall ass. Am Moment ass déi Risikofuerschung an den USA anscheinend 4%, mä an der Europäescher Unioun knapps 1% Risikofuerschung par rapport zu deenen anere Gelder, déi an der Fuerschung fir d'Nanotechnologien ausgi ginn.

Drëtte Fakt. Ech hat am Kontext vun deene méiglecherweis positiven Applikatiounen gesot, datt esou positiv Effeten duerch déi total verännert, an doduerjer nei Eegeschaften vun Nanopartikelen géifen ervirgeruff ginn. Dat géllt leider awer och fir déi geféierlech negativ Effetë vu mungen Nanopartikelen, ganz einfach well, éischstens, duerch hir relativ méi grouss Surface par rapport zu hirer Mass, des Partikelen vill méi reaktiv kënnen sinn. An zweetens, en zweete Problem besteet dobäi doranner, datt, wann esou kleng Partikelen... wat esou Partikelen méi kleng sinn, wat se och vill méi liicht an d'Zelle vu Planzen, an d'Zelle vun Déieren, an och an d'Zelle vun mënschlechen Organismus kënnen erakommen. Méi Reaktivitéit also, also méi Entzündungspotenzial engersäits, an eng vill méi staark Penetratioun an all Zellen eran, duerch eis Zellmembranen duerch, souguer duerch d'Bluthirnschranke duerch, duerch d'Plazenta duerch bei de Foetus.

All dat si Saachen, déi duerch déi Charaktereegeschafte vun der Klengheet a vun der Entzündungsbereitschaft wierksam ginn. Wat dann an eise Kierperzellen, mä och a Planzen- oder Bakterienzellen geschitt, doriwwer gëtt et haut éischt relativ beonrouegend wëssenschaftlech Etüden, wou ech e puer ganz rezenter just stéchwuert-aarteg hei ka resuméieren. Fir Nanosëlwer zum Beispill, mat ongeféier 30% vun den Applikatiounen a Produiten, déi elo um Marché sinn, dat heescht a ronn 30% vu Produiten ass et Nanosëlwer, wat concernéiert ass, zum Beispill an der Ënnerwäsch, a Socketten, a Computertastaturen. An doranner gesi Fuerscher zum Beispill ökotoxikologesche Problemer, wann d'Nanosëlwerpartikelen beim Wäschen an d'Ofwaasser an a Kläranlage geroden, wou opgrond vun där extrem verstärkter antibakterieller Aktivitéit vun Nanosëlwer absolut net gewosst ass, wat dann do geschitt a Kläranlagen zum Beispill an an de Gewässer.

D'Fräisetzung vun Nanosëlwer an d'Gewässer-Ëmwelt, an de Fësch eran, mä och a mënschlech Zellen eran, kéint héich problematesch sinn, well a Planzenzellen zum Beispill schonn lergutverännerunge festgestallt konnte ginn. Vu munche Wëssenschaftler oder Ëmweltorganisatiounen gëtt duerfir, zum Beispill, e Vermaartungsverbuert fir Nanosëlwer gefuerdert, zumindestens bis all Risiken definitiv gekläert sinn.

Zwu aner bedenkelech Etüden aus dem Joer 2009, also dat ass ganz kuerz: Bis elo war a munche Faarwen a Faarfstoffe, a Liewensmëttelen, an Zännseef, a Kosmetik- oder Sonnecrème Titandioxid enthalen. Bis haut nach ouni gréisser Problem. Awer an enger rezenter Etüd hunn elo allerdéngs Fuerscher, am Déiereversuch, festgestallt, datt Titandioxid a Form vun Nanopartikelen genotoxesch ass, zu DNA-Strangbréch féiert a staark inflammatiounstoxesch ass. An enger anerer Etüd, u mënschlechen Zellen des Kéier, sougenannte Fibroblasten, konnte Fuerscher feststellen, datt Kobalt-Chrom-Nanopartikelen no 24 Stonnen net nëmme direkt toxesch Effeten haten, mä iwwert d'Aktivéierung vun Zellsignalisatiounsweeën och indirekt toxesch Effete kënnerten auslösen op déi Zellen.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, just e puer éischt wëssenschaftlech Etüden, déi daitlech maachen, zumindestens an eisen Aen, datt, ier nach méi Nanopartikelen a -produiten op de Marché kommen, gréisste Virsiicht gebueden ass, datt de Principe de précaution grad och an diesem neie Fuerschungsfeld Geltung kréie muss, an datt, fir preventiv ze vermeiden, datt et zu béisen Iwwerraschungen an de kommende Jore ka kommen, d'Risikofuerschung hei am Land an an der EU vill méi wäit a vill méi drastesch muss verstärkt ginn. Och zumindestens deelweis Verbueder, oder deelweis Moratoirë vu Nanopartikelen, deenen hir staark Toxicitéit scho bewisen ass, missten europawäit envisagéiert ginn, grad esou wéi eng breet ugeleuchten öffentlech Debatt iwwert d'Nanotechnologien insgesamt: Iwwer hir positiv Säiten, mä och iwwer hir Risiken.

All dat si Saachen, déi an deenen zwou Motioune drastinn, déi mer als Gréng an d'Regierung riichten. Déi éischt Motioun ass am Fong éischter fir de Lëtzebuerger Hausgebrauch, erfuerdert virun allem eng Tëschebilanz vun deem, wat hei an der Fuerschung bis elo gemaach ginn ass, a fuerdert eng breet öffentlech Debatt hei am Land iwwert dese Sujet.

Déi zweet Motioun fuerdert ënner anerem d'Regierung op, fir och um europäeschen Niveau fir esou eng breet öffentlech Debatt anzetrieden, mä och fir vill méi eng staark Risikofuerschung iwwert dee gesamte Liewenszyklus vun Nanopartikelen, fir e seriösen Étiquetage vun Nanoprodukten am Kader vun neie Reguléierungen a Kontrolle vun Nanoprodukten, fir spezifesch Verbueder fir erwisenermoossen toxesch Nanopartikelen a -produkter, a fir zäitweilg Moratoirë bei der Mise sur le marché, esou laang mindestens, bis d'Evaluatioun vun deene respektiven Nanopartikelen Entwarnung ka ginn. Am Resumé, fir also bei der Europäescher Kommissioun an an de respektiven europäesche Conseilsréuniounen fir all des Fuerderungen anzetrieden.

Här President, hei sinn déi zwou Motioune, déi natierlech vun der grénger Fraktioun insgesamt ënnerstëtzt ginn. Wann allerdéngs Kollege vun anere Fraktiounen no der Lecture dovunner bereet sinn, des Motioune ze ënnerschreien, zéie mir e puer Ënnerschrëften zréck, an da si mer selbstverständlech bereet, also op des Ënnerstëtzung och zréckzegräifen.

Ech soen lech hei elo Merci, datt Dir mer esou laang nogelauschert hutt. Dat ass keen einfache Sujet, et ass e ganz technesche Sujet. Mä fir eis Gréng ass esou eng Interpellatioun, esou eng Debatt iwwer Nanotechnologien, esou wéi se haut hei geféiert gëtt, héchstens den Ufank vun der Debatt, well mir der Meinung sinn, datt déi Debatt an der breeder Öffentlechkeet och muss gefuert ginn iwwert d'Chancen a Risiken, a well mer der Meinung sinn, datt d'Öffentlechkeet e Recht huet gewuer ze ginn, a wéi eng technologesch Zukunft, mat wat fir enge Chancen a Risiken, mer do eraginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Huss.

► **M. Jean Huss** (déi gréng). - Hei sinn déi zwou Motioune.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- favorable à l'approfondissement des connaissances dans tous les domaines;

- consciente des transformations radicales permises par la manipulation de la matière à l'échelle moléculaire;

- considérant les aspects prometteurs des nanotechnologies dans de nombreux secteurs, tel que pour la surveillance de l'environnement, l'échange d'information, l'efficacité des produits manufacturés et la médecine;

- considérant le caractère irréversible de l'introduction de nano-objets - mesurant entre 1 et 100 nanomètres - dans l'environnement, le corps humain ou la chaîne alimentaire;

- rappelant la priorité du principe de précaution sur des considérations purement économiques;

- constatant que de très nombreux produits aux nanoparticules, tel que des sprays, des imperméabilisants pour chaussures, des produits de nettoyage pour voitures ou autres, des couleurs, des laques, des raquettes de tennis, des emballages alimentaires, du pain, du jus, des cosmétiques, des crèmes solaires, des chaussettes, des claviers d'ordinateurs, des vitres, etc., sont actuellement commercialisés par le monde;

- vu l'engagement massif de fonds privés et publics dans la recherche sur le développement des nanotechnologies;

- préoccupée par le fait qu'en Europe, moins d'un pourcent des fonds et des projets de recherche soit voué à l'étude de la sécurité des produits et de leurs effets non désirés, y compris au Luxembourg;

- constatant que cette évolution n'est pas accompagnée d'une réelle réflexion et d'un débat public sur l'intérêt, les risques et les implications éthiques des nanotechnologies;

- affirmant que la transparence et le dialogue entre science, politique et société constituent un des fondements d'une démocratie moderne;

- déplorant que depuis la demande de la présente interpellation en automne 2006 et malgré des projets de recherche luxembourgeois en cours, le Gouvernement n'ait pas entamé un débat public plus large au sujet des nanotechnologies,

invite le Gouvernement

- à organiser un débat public et pluraliste sur les nanotechnologies et à entamer une campagne afférente de sensibilisation et d'information des citoyennes et des citoyens;

- à présenter un bilan détaillé des programmes et projets de recherche déjà soutenus ou réalisés par le Fonds National de la Recherche (FNR), les Centres de recherche publics (CRP) ou l'Université de Luxembourg, de même que pour les projets prévus et en cours;

- à débattre et à définir dans ce contexte les orientations futures de la recherche publique luxembourgeoise dans le domaine des nanomatériaux;

- de demander un avis sur les nanotechnologies à la Commission Nationale d'Éthique (CNE) et au Comité National d'Éthique de la Recherche (CNER), afin de contribuer aux débats public, scientifique et parlementaire afférents;

- à mettre en place une structure adaptée à faire le suivi politique des débats et des développements scientifiques au niveau national et européen.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, Félix Braz, Henri Kox, Eugène Berger.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'Union européenne contribue depuis 1998, par l'intermédiaire de son Programme-cadre pour la Recherche, au développement des nanotechnologies;

- constatant que la Commission européenne a lancé jusqu'au 19 février 2010 l'appel aux propositions «Vers un plan d'action stratégique pour les nanotechnologies (SNAP) 2010 - 2015», afin d'obtenir des experts concernés, des autorités publiques et de la part du grand public des propositions quant aux futures réglementations et axes de recherches;

- estimant que les chercheurs doivent également être attentifs aux conséquences directes et indirectes de leurs avancées scientifiques et technologiques sur la santé, sur l'environnement et sur la société en général;

- constatant que l'absence à la fois d'une obligation de notification aux autorités et d'un étiquetage clair, rend impossible la détermination du nombre exact de nanoproduits commercialisés;

- remarquant que l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (Afsset) estime à environ 2.000 le nombre de nanoparticules actuellement commercialisées et à plus de 600 le nombre de produits «nano» de consommation finaux;

- s'inquiétant du fait que, dû à un vide réglementaire, les nano-produits ne furent pas soumis à une évaluation stricte et indépendante concernant leurs impacts sanitaires et environnementaux;

- estimant que la réglementation REACH ne s'applique actuellement pas aux nanoparticules, vu ses seuils de production inadaptés;

- considérant d'un côté les nombreuses lacunes scientifiques quant aux comportements et aux effets directs et indirects des nano-objets et de l'autre côté l'existence d'études prouvant clairement la toxicité de certaines nanoparticules;

- constatant une similitude préoccupante avec les graves lacunes réglementaires qui ont accompagné le développement de l'industrie chimique depuis les années '50, où sur plus de 100.000 substances chimiques seul une partie infime fut soumise à des études d'impact sur la santé humaine et l'environnement et où de nombreuses substances hautement toxiques, cancérigènes ou mutagènes se répandaient peu à peu dans l'environnement mondial;

- rappelant que le principe de précaution doit prévaloir sur des considérations purement économiques;

- défendant le droit des consommateurs de pouvoir choisir librement et en connaissance de cause d'acheter ou de ne pas acheter un produit;

- vu la Résolution du Parlement européen du 24 avril 2009 sur les aspects réglementaires des nanomatériaux (2008/2208(INI));

- approuvant le règlement 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques, qui oblige les fabricants de cosmétiques à déclarer à partir de janvier 2013 à la Commission européenne chaque nano-produit et à y apposer un étiquetage clair à l'adresse du consommateur;

invite le Gouvernement à œuvrer au niveau européen:

- pour qu'un quart des moyens financiers attribués aux nanotechnologies soient attribués aux recherches sur la sécurité des produits et leurs conséquences directes et indirectes sur le plan sanitaire, environnemental et sociétal;

- pour que cette recherche prenne en compte le cycle de vie complet des nanomatériaux, c'est-à-dire depuis leur production jusqu'aux déchets finaux;

- pour l'introduction rapide d'une réglementation détaillée sur le développement, l'évaluation, l'autorisation, la traçabilité, l'étiquetage et le contrôle des nanomatériaux et nano-produits;

- pour la création d'un inventaire européen des différents types de nano-particules et de nano-produits d'ici juin 2011;

- pour un moratoire immédiat sur la commercialisation de nouveaux nano-produits ou nano-particules tant que la réglementation susmentionnée ne soit pas en vigueur;

- pour un retrait immédiat de nano-produits et de nano-particules actuellement commercialisés pour lesquels des études indiquent des effets toxiques ou cancérigènes;

- pour une évaluation urgente et prioritaire des centaines de nano-particules et de nano-produits déjà commercialisés, mais non évalués de manière détaillée et sur leur cycle de vie complet.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

► **Mme le Président.**- Merci. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Marcel Oberweis.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, no esou enger Ried, wéi den honorabelen Här Jean Huss se hei gehalen huet, fällt et ganz schwéier, erëm eng Kéier Loft ze huelen an erëm eng Kéier anzesetzen. Hien huet esou vill gesot gehat, ech kënn bal soen, ech kéint meng Ried ad acta leeën, ophalen. An trotzdem...

(Hilarité générale)

► **Une voix.**- Dat ass déi beschte Ried, Här Oberweis, et war schonns laang net méi een esou sympathesch...

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Da wëll ech elo vläicht onsympathesch wierken an eng Ried halen.

► **Mme le Président.**- Also den Här Oberweis huet d'Wuert, nach 13 Minuten.

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Ech hale mat deem leschte Saz op, wéi gesot, et ass keng einfach Debatt. Et ass e Sujet, dee vill méi wäit geet, dee momentan d'Land an d'Welt boulevéiert, well se amgang ass, an der Technologie ee Pilier ze gi vun onser Wëssenschaft, a Verschiddener schwätze vun enger Schlüsseltechnologie vun dësem Jorhonnert.

Mä maache mer eis awer näischt vir. All nei Technologie suert ëmmer fir Opreegung, mir hunn et elo hei gesinn, an all nei Technologie bréngt Positives an och Negatives. All nei Technologie muss op hir Chancen an op hir Risiken hannerfrot an iwwerpréift ginn. Dat war bei der Biotechnologie esou, an dat ass bei der Nanotechnologie guer net anescht. D'Méiglecheete vun der Nanotechnologie, ënner anerem am Konsumerberäich, si laut Experten a Wëssenschaftler villversprechend, fir net ze soen enorm gross. Ultraliicht Materialien, leeschungsfäeg Batterien, Produkter mat enger méi langer Haltbarkeet, villes ass schonns um Maart, aner Produkter sinn nach an der Entwécklung. Et schéngt en enormt Potenzial an de sougenannten Nanoproduiten ze liien.

Domadder wüsst natierlech d'Hoffnung op eppes Neies. Domadder wuessen natierlech och d'Suergen an d'Bedenken iwwert den Asaz vun den Nanoprodukten. D'Bundesamt fir Gesondheet an der Schwäiz schreift zum Beispill, dass et keng eendegte Risikobewäertungen zur Zäit nach gëtt. Déi sinn amgang gemaach ze ginn.

Et ass eng jonk Wëssenschaft. Hei heescht et, dass eng méiglech Toxizitéit vun der chemescher Zesummesetzung, der Gréisst an der Uewerflächebeschaffung ofhänkt. Dat ass bei alle Materialien, och ausserhalb vun der Nanotechnologie, déi synthetesch hiergestallt ginn, ëmmer de Fall.

D'Nanopartikelen kënnen, ënner bestëmmten Ëmstänn, d'Gesondheet vum Mensch ugräifen an och d'Biodiversitéit. A mer si jo elo am Joer vun der Biodiversitéit, also muss mer där Saach nach méi e Stelwäert ginn.

Däerf ech lech awer drop hiweisen, dass sech d'Nanotechnologie mat der Entwécklung, der Produktioun an dem Asaz vu Bauelementer auserneeetzt, déi Ofmiesung vum ongeféier 100 Milliardstelmillimeter, dat heescht 100 Nanometer Maximum opweisen? Et ass schonns hei gesot

ginn, eis mënschlecht Hoer huet am Schnëtt 50.000 Nanometer.

Zur Erënnerung sief gesot, een Nanometer ass e Milliardstel vun engem Meter, deemno eppes Klenges. Den Numm Nano kënn och aus dem Griicheschen an heescht do: Zwerg. Mir schwätzen dann hei iwwert d'Zwergentechnologie. A vergiesse mer et net, d'Wëssenschaft ass net fäerdeg nach. Si huet schonns Nimm fonnt fir weider Schrëtt. Mir schwätze vun der sougenannter Pico-, der Femto- an der Atto-Technologie.

Dat mag vläicht esou net ëmmer interessant sinn, duerfir schmunzelen munch Leit heibannen, mä d'Wëssen, dat ass eppes ganz Dréchenes, duerfir muss...

(Interruptions)

Nanotechnologie kënn awer schonns a ville Beräicher vun eisem deegleche Liewen zum Asaz, ouni dass mir eis däers bewusst sinn, esou an der Telekommunikatioun, an der Informatiounsbranche, an der Kosmetik, an der Bekleedungsbranche, an der Liewensmittelbranche. Grad an deem leschte Beräich muss mir speziell oppassen, well d'Nanopartikelen op der Verpackung net mat de Liewensmëttelen a Verbindung därefer kommen.

Däerf ech drop hiweisen, dass déi europäesch Direktiv am Beräich vun der Kosmetik virschreift, dass vun 2012 un all Produkter, wou Nanopartikelen dra sinn, extra gekennzeechent mussen ginn? Da schéngt et jo och ganz logesch ze sinn, dass dës Kennzeechnung fir d'Liewensmëttelberäicher och muss kommen, notament fir Produkter am Beräich fir ons Kanner, Spillgezei, Kleeder an lesswueren. Grad bei Kanner ass den Nerven- an Immunsystem nach net esou entwéckelt wéi bei erwuesene Mënschen. Déi ultrakleng Partikelen kënnen, ënner bestëmmte Bedingungen, eng Rei vu chemesche Reaktiounen auslösen an domadder och zu héije Schied um Immunsystem bäidroen. Den honorabelen Här Huss ass schonns drop agaangen, dat war ganz wäertvoll.

Wann een d'Literatur studéiert, esou gëtt ee gewuer, dass sech mëttlerweil scho weltwäit 200 Nanoprodukten a ronn 600 Nanozusatzstoffe am Asaz befannen. Si kommen ënner anerem als sougenannten „gréng Nanos“ am Ëmweltberäich an den Asaz. E puer Beispiller hei zitéiert: an der erhéichter Energieeffizienz bei der Isolatioun vu Maueren, fir Energie anzespieren, an domat Dreifhaasgasen; beim Bau vu praktesch verloschtfräie Späicheren; an am Beräich vun der Energieversuergung lafen eng Rei vu Versuchsprojete bei groussen Automobilherstellere, fir de Waasserstoff vun de Brennstoffzellen iwwert de Wee vun Nanopartikelen méi effizient ze späicheren.

Et gëtt och Fuerschungsprojeten, wéi een d'Capaciteit mat Hëllef vun Nanotubes bei de Lithium-Ionen-Batterie-Akkumulatoren erhéije kann. Dat si jo bekannterweis Kärdécker vun der Elektromobilitéit. An den Uewerflächentechnologien, an do erëm speziell am Automobilsektor, bei der Produktioun vu Lacken, déi stëbsofweisend sinn. Een anert Gebitt ass d'Konstruktioun vu Partikelfilteren, wéi mer se haut scho beim Dieselmotor gesinn. Duerch d'Verklengerung vun de Partikelen bis op d'Nanoofmiesungen erof ginn dës Filteren ëmmer méi performant a kënnen esou eis Ëmwelt entlaaschten. Zum Beispill och da weider bei der Pneuenindustrie, bei eiser Goodyear, wou d'Nanopartikelen an d'Pneuen eragebaut ginn.

Wa bei de Fassadë vu Gebaier eng Nano-beschichtung agesat gëtt, da kann een d'Reckstänn aus den Autogasen, déi dorunner pechen, einfach mat Waasser ofwäschen, an et brauch een da keng chemesch Mëttel méi anzesetzen. Domat gëtt dann d'Ofwaasser manner belascht. Mir schwätzen hei vu Surfaces, déi dann entweder hydrophob sinn, déi d'Waasser ofstoussen, oder oléophob, wa se den Uelech ofstoussen.

Ech ka mer virstellen, dass d'Lëtzebuerger Glasfirmen hei eng interessant Nisch fir weider Fuerschung entdecken. An der Fotovoltaik, wou d'Glasoberfläch stëbsofweisend ka gemaach ginn, an domat an de Wüsten, wou bekannterweis jo méi Energie ka gewonne gi vun der Sonn, kënnen se agesat ginn, well da kee Stëbs op der Oberfläch leie bleift.

Fir Bränn ze verhënneren, kommen haut normalerweis broméiert Flameschutzmittel an den Asaz. Si solle bei engem starker Brand de Sauerstoff reduzieren an domat d'Feier ausmaachen. Dës Mëttel sinn noweislech awer gesondheetsschiedlech, toxikologesch gesi méi wéi ëmstridden. Als Alternativ lafen d'Fuerscherungen, fir méi synthetesch Nanopartikelen hierzustellen fir an der Brandschutzbekämpfung.

Nanotechnologiematerialie ginn ëmmer méi an der Energieversuergung agesat. Hei gi mat de leeschungsintensiven Nanomembranen héichwäerteg Batterie fir d'Späicherung vun der elektrescher Energie agesat. Ee weidere Sektor vun der Wirtschaft ass d'Elektronik an och d'Computertechnik. Hei spillt d'Nanotechnologie eng bedeitend Roll, an dat bei dem Iwwergang vun der traditioneller zu der nanotechnologescher Elektronik. Et geet hei ëm d'Miniaturiséierung vun den agesate Baudeeler an den elektronischen Apparaten. Schon haut hu mer Mikroprozessoren, bei deenen d'Strukturen Ofmiesung vum 30 Nanometer opweisen.

Ee weidert Gebitt sinn och d'Sonnenschutzmitteln, déi mir asetzen, fir kee Sonnebrand ze kréien. Hei kommen d'Nanopartikelen aus Titanoxid an Zinkoxid, déi als UV-Filter dengen, an den Asaz. No den Aussoe vun de Wëssenschaftler gi vun deene Mëttel keng gesondheetlech Risiken ervir, mä et ass ëmmer Précautioun ubruecht, well een net weess, wou déi Saachen hiergestallt ginn.

Et muss hei drop higewise ginn, et ass schonns ugeklongen, dass déi synthetesch hiergestallten Nanopartikelen Eegeschaften opweisen, déi bestëmmte Wirkungen erviruffe kënnen, fir déi de Mënsch an aner Liewewiesen nei Gesondheitsrisiken erleide mussen. Déi normal Ofwiermechanisme vun de Mënschekierper, et ass ugeideit ginn, sinn an der Lag, op dës Risiken ze reagieren.

Och wann d'Nanopartikelen hëlfe, geziilt Medikamenter op déi krank Plazen am Kierper ze bréngen, esou liien nach net genuch Informatiounen vir, wéi dann déi gesond Partië vum Kierper op dës friem Partikelen reagieren. Duerfir besteet hei e ganz grouse Fuerschungsbesoin.

Dat soll awer net derzou féieren, dass mir elo den Asaz vun den Nanopartikelen an dem Gesondheitsberäich verbidde sollen. All nei Technologie brauch seng Zäit, fir sech ze etabléieren. En interessant Beispill dozou ass den Asaz vun den Nanopartikelen an der Behandlung vun Tumeuren. Mir kennen haut schon den IRM, wou mat dem Magnéitfeld wichteg Ënnersichunge gemaach ginn. Ech hunn dat selwer mat-erlieft, ech weess, wat et ass.

An dem Berliner Spidol, der Charité, gëtt momentan mat magneteschen Nanopartikelen d'Zerstéierung vun Tumeuren ënnersicht. Tumeurzelle ginn attackéiert, ouni dass hei déi aner Zelle Schued erleiden.

Wat elo d'Gefore vun dem Asaz vun Nanotechnologien ugeet, esou wëll ech hei op dat europäescht Chemikalierecht, de REACH, hiweisen. Domat hu mir eis dat Instrument ginn, nodeem keng geféierlech Materialien a Substanzen op de Maart bruecht dierfe ginn. Nach sinn do net all Nanopartikelen ageschriwwen, mä de Büro zu Helsinki huet d'Hausaufgab kritt, hei nozebesseren.

Mir wësse jo, dass bei REACH am Speziellen op d'Mengten opgepasst muss ginn. A well et sech bei Nanopartikelen awer eppes ganz Klenges handelt - ech schwätzen hei vu Milliardstelmillimeteren - muss fir bei bestëmmten Nanomaterialien nei Grenzwäerter fir d'Mengte festgeluecht ginn.

Et wär net gutt, wann awer elo all Nanomaterialien als Neistoffer behandelt géife ginn, well dat fir dës nei technologesch Entwécklung an d'Uwendung vläicht kontraproduktiv wär. Et muss awer erlaabt sinn ze soen, dass déi Applikatioun vun de Produkter, déi noweislech Nanopartikelen enthalen oder fräisetze kënnen, am Sënn vun der Précautioun soulaang net agesat sollte ginn, bis all déi relevant Wirkungen op de Mënsch an op déi Biodiversitéit grëndlech ënnersicht si ginn a si dann onbedenklech op de Maart dierfe kommen. Den honorabelen Här Huss ass dorop



agaangen, a senge ville Beispiller. Ech spueren lech dann d'Replique hei.

Bei allem Optimismus, deen d'Wirtschaft iwwert den Asaz vun der neier Technologie verspricht, wär et deemno gutt, wann d'Fuerschung an déi responsabel Industriepartner sech de Risiken, déi bei der Uwendung vun den Nanopartikelen entstinn a kéinten entstoën, unhuelen.

An deem Zesammenhang géif d'CSV-Fraktioun et begréissen, wann de gesamte Liewenszyklus vun den Nanopartikelen, dat heescht vun der Produktioun bis zur Entsorgung, ënnersicht géif ginn. Well et jo awer e But vun onser Politik ass, och nach ëmmer en industrielt Standbeen hei zu Lëtzebuerg ze halen, mécht et dann och Sënn, d'Fuerschung an d'Entwécklung an dësem opstriedende Gebitt, an der Zesummenaarbecht mat der Uni an dem CRP, mat den Hiersteller opzebauen an ze verdéiwen.

Den CRP Gabriel Lippmann ass hei scho Virreider, déi aner kënnen nokommen. An nëmmen e puer Zuele genannt: Am leschte Joer goufe weltwäit ronn 100 Milliarden ëmgesat an dësem Gebitt. An et gétt geschätzt - mä dat si Schätzungen -, dass bis 2020 bis zu 1.000 Milliarde kéinten ëmgesat ginn. Also eng ganz erfolleversprechend Technologie, déi eis hei bekannt gemaach gétt.

Hale mir fest, et ass sech nach ni esou fréi mat der Risikobewäertung vun enger Technologie auserneegesat gi wéi bei dëser. Dat ass eng grouss Chance, déi mir net verspillen sollten.

Ech mengen, et jo och gutt an net falsch, eiser Jugend den „nanoTruck“ - dat ass en Ausstellungswon vun dem däitsche Ministère fir Bildung a Fuerschung - méi no ze bréngen. Dësen Truck ass als Informationszenter ausgeluecht, fir déi nei Technologie engem breede Publikum nozebréngen.

An ech kommen zum Schluss. Et war also net gradesou laang wéi geduecht, jo gefaart ginn ass. An deem Zesammenhang passt och dann en Zitat - ech wëll dat hei zitieren - vun dem chinesesche Philosoph Laotse. En huet folgende Saz gesot gehat - dat ass fir nozedenken -: „Et kann een nëmmen dann nei Uferen errechen, wann een de Courage huet déi al Uferen ze verloossen.“

A mat dësem Zitat wollt ech Merci soen a kommen dann zum Schluss.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Oberweis Merci, an ech géif dann dem Här Berger d'Wuert ginn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner huet gesot, et wär net einfach, fir nom honorabelen Här Huss iwwert dee Sujet ze schwätzen. Ech misst also elo eng Steigerung nach soen. Et ass nach vill méi schwéier, fir nom Här Huss...

(Interruption)

Voilà!

...an dann nach nom Här Oberweis, dat gétt nach vill méi schwéier, fir do dann nach vill Neies hei iwwert dee Sujet ze soen. Dat huet den Avantage, dass ech also ka relativ kuerz sinn a mech op puer Remarquë beschränken.

Ech wëll awer trotzdem och dem honorabelen Här Huss Merci soen, fir datt en dee Sujet hei awer emol eng Kéier an den öffentlichen Débat bruecht huet. Et huet zwar eng Zäitche gedauert, mä ech mengen, et ass awer ganz sënnvoll, fir eng Kéier hei an der Chamber driwwer ze schwätzen. An ech hoffen, dass dat en Ufank ass, wou mer och an Zukunft nach wäerte weider kënnen driwwer diskutieren.

Et ass jo esou, dass nei Technologien, nei Produiten oder Substanzen, wou een nach wéineg driwwer weess, wou ee keng definitiv Erkenntnisser huet, ëmmer Hoffnungen an Ängsichte bei de Mënschen, bei de Leit erwächen. An d'Nanotechnologie gehéiert och an déi Kategorie. En plus ass et jo och eppes, wat een net esou richteg ka mat de Sënner ernaassen. Et ass extrem

kleng. An de Grand public weess eigentlech ganz wéineg do driwwer.

Ech muss lech och éierlech soen, wéi ech gesot krut oder wéi ech mer virgeholl hunn, fir hei driwwer ze schwätzen, hunn ech mech och e bësse missen an d'Matière ernaassen. Do kritt een dann direkt meterweis Dokumenter, déi een do kann duerchliesen. A wann ee géif e Micro-trottoir maachen dobaussen, da wäre wahrscheinlech déi wéinegst Leit, déi eng pertinent Äntwert zu deem Sujet kéinte ginn.

Wéi gesot, et huet domadder ze dinn, dass dat Particulé sinn, déi ee guer net méi kennt, net realiséiert, a wou een och mat ganz sophistiquéierte Mikroskopen dat net ka gesinn, an eben, well och d'Informatioun vum Public wierklech ze wënschen iwwreg léisst.

Wann een iwwert d'Nanotechnologien an Nanoparticulen eng Stellung wëllt huelen, muss ee wëssen, dass u sech eng Technologie jo per se net gutt oder schlecht ass. Et muss een ëmmer kucken, wann d'Uwendung ass respektiv dovunner dann ofleeden, wat fir eng Chancen a wat fir eng Gefore se opweisen.

Iwwert deem Ganze muss awer ëmmer de Principe de précaution stoen. Dat ass eng Positioun, déi fir meng Partei ganz wichteg ass, déi mer ëmmer vertrueden hunn a verteidegt hunn. An dës Positioun gëllt natierlech och fir d'Nanotechnologien.

Wa mer vun Nanotechnologie schwätzen, muss ee wëssen, dass dee Beräich och ganz vaste ass. Nanotechnologie kënnen net nëmmen enger eenzeler Wëssenschaft, engem eenzelnen Domän zougerechent ginn. An och politesch deelt sech dat an e puer Dossieren op. Mir hu jo och hei déi verschidde Ministeren, déi iergendwéi ënner iergendenger Form kéinten domadder eppes ze dinn hunn. Dat ass ënner anerem d'Santé, dat ass awer och d'Ekonomie, an dat ass och d'Recherche.

Op d'Fro, wéi eng Konsequenzen a Geforen d'Nanotechnologien, d'Nanopartikelen op de Mënsch an op d'Natur hunn, gétt et keng ganz kloer Äntwerten. De Muck Huss huet eng Rei Saachen opgezielt. Do ass awer ëmmer och duerchgeschimmert oder do huet een ëmmer gesinn, dass ganz oft keng kloer an definitiv Äntwerte sinn. Mir wëssen also net ëmmer genau, wou de Problem läit.

An et si verschidde Saachen - ech wëll se elo eben net all zitieren -, zum Beispill beim Russ vun dem Dieseldamp, do sinn där Saachen dran, déi éischter schiedlech si fir de Mënsch. Ech hunn och an engem Artikel am „Spiegel“, mengen ech, gelies, dass zum Beispill och bei der Zersetzung vu Plastikstuten, besonnesch am Mier, do och ganz kleng Nanopartikele géifen entstoën, déi een da kann ophuelen um Kierper, an déi carrément géifen duerch d'Zelle vum Kierper wandern an dann och kéinten, wa se net gutt fir d'Gesondheet wären, also nu wierklech ganz schnell kéinten de ganze Kierper befallen.

Bon, wéi gesot, d'Produiten an och d'Auswierkung vun deenen eenzelnen Nanopartikelen, déi benotzt ginn, si ganz ënnerschiedlech. An et weess een also net, ob et eng eenheetlech Wierkung gétt bei dem Mënsch oder an der Ëmwelt. An do si ganz vill Etüden, déi eréischt amgang sinn ze lafen.

Bon, wat gewosst ass - dat ass och nëmmen eng Widderhuelung -, dat ass also, dass d'Nanopartikelen och kënnen iwwert d'lessen, d'Otemweeër, iwwert d'Haut an de Kierper gelaangen, mä dass also kloer Krankheetsbiller net ëmmer bekannt sinn.

Grundsätzlech sinn déi Nanopartikelen a Liewensmëttel, Kosmetika. Méi problematesch schéngt et ze sinn oder manner problematesch, wa se fixéiert sinn a Produite wéi Autolack, Pneuen an Träger, a wa se méi fräi sinn, wéi a Produite wéi Ketchup. Anscheinend gétt dat och am Ketchup gebraucht. Do kéint et méi geféierlech sinn.

De Punkt ass einfach deen, mer muss kucken, dass mer d'Risikofuorschung weiderdreien, dass mer also nach méi Informatiounen iwwert déi Produite kréien. An et ass och kloer, soulaang een net ganz definitiv Opschluss huet iwwert d'Geféierlechkeet vun deenen engen oder anere Partikelen, soll een ëmmer de Principe de précaution berücksichtigen. En cas de doute

soll ee fir de Patient entscheiden an net fir e Risikostoff.

Wichtig heiriwwer eraus ass et awer och, dass d'Leit gutt informéiert ginn. An dat ass eng Problematik insgesamt mat de Risiken, déi kéinte bei all den Nanotechnologien a mat den Nanopartikelen entstoën, ass, dass mer do wierklech eng europäesch Demarche hunn. Mir sinn hei zu Lëtzebuerg ze kleng. Mir hunn net déi Moyenen, fir dat ze maachen. Do muss mer op europäeschem Niveau handeln.

Ech kéint mer, ähnlech wéi bei REACH, esou e System virstelle mat engem EU-Register vun de Produite mat Nanopartikele respektiv och eng Kennzeechnungspflicht, fir ze wëssen a wat fir enge Produiten et dran ass, wou dann herno eventuell och de Client de fräie Choix huet, esou eppes ze huelen oder net ze huelen.

Bon, no de Risike wëll ech awer och da kucken, e bessen ze belichten, wat d'Chancé si vun der Nanotechnologie. Et soll een elo net alles verdäiwelen. Et muss ee wierklech, wéi gesot, de Principe de précaution walte loossen, mä et gétt och eng Rei Chancen, déi een hei och zu Lëtzebuerg kann hunn.

D'Nanotechnologie kënn wirtschaftlech Chancen duerstellen, wat jo an Zäite vu Krisen och net ze verschmähen ass. D'Nanopartikelen - ech hunn et scho gesot -, déi gi gebraucht am Lack vun den Autoen, Filtere vun UV-Strahlen, Sonnecrème, an esou virun, an esou fort... an de Pneuen. A mir hunn also och hei zu Lëtzebuerg Betriber, déi esou Produiten herstellen. A wa si bei deenen Technologien also virbäi sinn, dann ass dat och e Plus fir hir Kompetitivitéit an och e Plus da fir d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

En anert Betätigungsfeld, wou sech hei zu Lëtzebuerg nei Méiglechkeeten opdinn, ass dee vun der Fuerschung am Beräich vun den Nanotechnologien. Et ass jo esou, dass de Centre de recherche Gabriel Lippmann en internationale Kompetenzpool am Beräich vun der Materialfuerschung ass, och an den Nanotechnologien. An dorop léisst sech dann och opbauen am Hibleck op d'Recherche an och am Hibleck, géif ech soen, op d'Uni, besonnesch zu Esch-Belval.

Et besteet och aktuell schon eng gutt Zesummenaarbecht vun dem CRP mat verschiddene Betriber an Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg: Goodyear, Luxguard, Arcelor-Mittal an esou weider. An d'Materialfuerschung ass an där Hisiicht e Paradebeispill fir ugewante Fuerschung, déi mer jo besonnesch och hei wëllen zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen. An deen Know-how, deen dann dorobber opgebaut gétt, schafft héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an der Fuerschung, mä sécher awer och Aarbechtsplazen an der Industrie respektiv kann do neier schafen.

Mir dierfen awer och elo net mengen, dass hei zu Lëtzebuerg mat den Nanotechnologien d'Beem géifen an den Himmel wuesen. Weltwäit ass e Rush op déi ganz Nanotechnologie mat giganteschen Investisementer. Do ka Lëtzebuerg net mathalen. Mir müssen eis duerfir hei zu Lëtzebuerg Nischen ernaassen an eis dorobber konzentrieren.

Den CRP Gabriel Lippmann wëllt zum Beispill an Zukunft an der Nanotechnologie verstärkt a Richtung gréng Technologien a Biotechnologie goen. Dat schéngt also och do eng Kombinatioun, Iwwerschneidungen ze ginn. Bon, an eisen Aen ass dat eng ganz interessant Richtung, déi ee kann ënnerstëtzen, besonnesch wann een drun denkt, dass domat also och kënn gréng Technologie gefördert ginn.

Donieft, géif ech soen, brauche mer och eng Strategie an der Groussregion. Den INTERREG IV zum Beispill, envisagéiert e Projet fir eng gemeinsam Datebank mat Projeten aus den Nanotechnologien. Dat ass en Ufank. Dee kéint och ausgebaut ginn. Do kéinte mer eis och eng gewëss - wéi soll ech soen? - Spezialisatioun an Aus-sicht stellen. An do ass anscheinend och eng ganz gutt Kooperatioun schon, déi do leeft mat der Universitéit vu Saarbrücken, déi och schon eng Rei Erfahrungen huet.

Madame President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll soen, dass Lëtzebuerg also muss säi Wee an den Nanotechnolo-

gië fannen. A wéi wäit dat ka goen, dat resuméiert eng Etüd vun der däitscher Allianz-Versécherung zu den Nanotechnologien, déi ech wëllt dann zitieren: „Das eigentliche Risiko der Nanotechnologie ist die Lücke, die zwischen ihrer dynamischen Entwicklung und dem Wissen um mögliche Gefahren und den gültigen Sicherheitsstandards zur Vermeidung negativer Auswirkungen besteht.“ Deem wär eigentlech nâischt hinzuzufügen.

Ech hunn elo nach net en détail déi Motiounen vun dem honorabelen Här Huss gelies, mä déi éischt op alle Fall, wou gefrot gétt, fir datt een den Débat weiderféiert. Ech hu virdu gesot, fir eis ass d'Informatioun wichteg. Ech kéint mer virstellen, dass mer déi op alle Fall kéinte matdroen.

Déi zweet hunn ech nach net genau gelies. Ech sinn eng Kéier driwwergeflunn. Do stinn e puer ganz prezis Datumer, zum Beispill, dass bis 2011 do scho missten Datebanken opgestallt sinn. Ech weess net, ob dat wierklech realistesch ass. Mir si schon 2010. Do muss mer nach kucken. Mä ech géif mengen, déi éischt Motioun géife mer op alle Fall kënn mat ënnerstëtzen.

Merci.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Berger och Merci, an ech géif dann elo der Madame Mutsch d'Wuert ginn.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin. Nanotechnologie ass en Trendwuert ginn. En Trendwuert, an deem déi eng en Hoffnungsträger gesinn, fir déi Erausforderung dran ze interpretieren, déi eis Gesellschaft no vir géif bréngen, a fir déi aner e Risiko an eng Gefor, déi mir net Meeschter ginn.

D'Positioun vun der Europäescher Kommission spigelt e bessen erëm, wéi hinan hiergerappt all déi sinn, déi de richtege Wee siche bei hirer Aufgab, eng villversprechend Zukunftstechnologie ze fördern, a gläichzäitig derfir ze surgen, dass dës Technologie sécher an ouni negativ Auswierkung fir de Mënsch a fir d'Natur agesat a genotzt ka ginn.

Ech hunn direkt um Ufank elo vun engem Trend geschwat. Tatsaach ass, et ass en neie Produkt mat all sengen Applikationsméiglechkeeten, e Produkt, deen ëmmer méi populär, ëmmer méi erfollegräich a méi kompetitiv gétt, en Trend eben, den Diskussioun ronderëm d'Sécherheet an d'Risiken ëmmer méi an den Hannergrond drängt, esou nom Motto: Wann et konnt esou wäit kommen, dass d'Nanoprodukte haut schon den europäesche Maart iwwerschwemmen, ouni dass am Virfeld eng gréisser Diskussioun doriwwer stattfonnt huet, da brauch een och après coup de Cortège net méi ze stéieren. Mä dorëms geet et eigentlech net.

Beim Thema Nanotechnologie geet et, wéi et hei scho gesot ginn ass, ëm mikroskopesch kleng Deeler a virun allem ëm e milliouneschweiere Maart. An zwar a ganz ville spezialiséierte Fachberäicher, déi zum Deel aneneen iwwergräifen: d'Physik fir d'Konstruktioun; Maschinnebau; Mechanik an Elektronik; d'Chimie, fir op d'Struktur vum Material anzewierken; d'Medezin, fir duerch e geziilt Asaz vun Nanopartikele verschidde Krankheete besser ze meeschteren, besser Diagnosen ze erstellen a fir méi effikass Therapien ze entwéckelen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Nano ass also keen neie Produkt, mä Nano mécht nei Produite méiglech: méi Funktiounen, méi Procédées, méi Effizienz a besser Ofsatzméiglechkeeten.

Deementspreechend breet ass d'Asazpalett. Si reecht vun de Fëllunge fir d'Zänn iwwert den neie Lack fir den Auto, bis hin zu speziellem Schigezei fir op d'Pisten, neie Materialie fir de Brandschutz fir d'Pompjeeën, oder extra traitéiert Nanopartikele fir d'Waasserbehandlung oder fir d'Buedesmanéierung. Dat Ganzt an enger Grëssenuerdnung, déi ee sech weder ka virstellen, nach mam bloussen A ka gesinn, a virun allem mat der formidabeller Méiglechkeet, fir déi elementar Eegeschafte vu



Materialien ze verännern a fir se fir nei Produiten oder Uwendungen anzesetzen, ze notzen, ze vermaarten.

Et ass vläicht richteg, dass villes, wourun d'Fuerscher haut am Beräich vun der Nanotechnologie schaffen, ënnert d'Rubrik Theorie oder Zukunftsvision fällt. Net ëm soss ass des Technologie jorzéngtelaang mat Science-Fiction a Verbindung bruecht ginn. An awer wäert dat Meescht fréier oder spéider Realitéit ginn. A schonn elo huet d'Nanotechnologie lues an onopfälleg Anzuch an eisen Alldag geholl, wéi d'iwwernächst Woch d'Sonnecrème mat UV-Protection als Nano-Titan-Dioxyd an den Troussé fir mat an de Wantersport et erëm ënner Beweis wäert stellen.

Geneesou beandrockend wéi den Anzuch vun Nanoproduiten an eisen Alldag - meng Virriedner hunn nach aner Beispiller genannt - ass déi rasant Maartentwécklung. A ganzen Industriezweiger wiere Produiten ouni Nanotechnologie scho laang net méi konkurrenzfähig. Och d'ekonomesch Wettrennen ëm déi héich Technologie vum 21. Jorhonnert ass scho voll amgang, an zwar weltwäit.

Länner wéi China an Taiwan sinn enorm aktiv a performant an investéiere riseg Zomme fir d'Entwécklung an d'Kommerzialisierung fir Nanoproduiten an d'Ausbildung vu qualifiziertem Nowuess fir déi nei Schlüsseltechnologien. Och Japan investéiert massiv an d'Erferschung vun Nanotechnologie a loung mat 525 Milliounen Euro am Joer 2008 nëmme knapps hannert den Amerikaner.

Wat d'Umeldung vun Nanotech-Patenter - dat ass eppes ganz Wichteges - ugeet, stinn d'USA mat 43% op éischter Plaz, a Japan mat ronn 27% op der zweeter Plaz. An d'EU, déi fënnt een op der drëtter Plaz mat knapps 20%.

Well d'Nanotechnologie an de Beräich vun den innovativen Technologie fällt a sech domat gréisstendeels téscht der Entwécklungs- an der Vermaartungsphas beweegt, ass d'Fro vun der Finanzierung vun allgréisster Bedeutung, well si d'Richtung vun der Fuerschung enorm beaflosst.

Eleng téscht Europa an Amerika bestinn immens Ennerscheeder, wat d'Hierkunft vun de finanzielle Fördermëttel ubelaangt. Wuel leie béid Acteure bei zirka sechs Milliarden Euro op en Zäitraum vu fénnef Joer berechent. Allerdéngs gëtt d'Nanotechnologiefuerschung an den USA haaptsächlech vu Privaten ënnerstëtzt, während Fuerschung an Europa gréisstendeels duerch öffentlech Gelder finanziert gëtt.

Zu Lëtzebuerg sinn am Zäitraum 2000 bis 2008 6,7 Milliounen a sechs Projeten am Beräich vun der Nanotechnologie investéiert ginn, woumat mer - ëmmer toute proportion gardée natierlech - den internationale Vergläich net ze scheie brauchen. Haaptacteure si bei dem doten den CRP-Tudor, de Gabriel Lippmann, d'Uni an den CRP-Santé.

Eent steet fest, et gëtt e riseg Marché, et gëtt riseg Besoinen an et gëtt riseg Erwaardungen. Ee Beispill dofir ass déi potenziell Contributioun, déi d'Nanotechnologie bei der Léisung vu schicksalsträchtige Zukunftsfroe kéint leeschten, ënner anerem bei der Fro vum Drénkwaasser oder bei der globaler Versuerung mat sécherer a propperer Energie.

All Medalie huet zwou Säiten: Succès um Marché ass dat eent, an e verantwortungsvollen Émgang mat den neien Technologien ass dat anert.

Prinzipiell deckt den europäesche Rechtskader déi mat Nanomaterialie verbonne potenziell Gesondheits-, Sécherheits- an Ëmwelttrisiken of. D'Betounung heibäi läit allerdéngs op „prinzipiell“. Partikelen an där Gréisstenuerdnung kënnen nämlech chemesch a physikalesch Prozesser auslösen, déi een net alleguer ka virausgesinn. Ausserdeem stellt sech an der Praxis och d'Fro, wéi een den Asaz vun Nanopartikelen all Kéiers nowise kann.

Grad dofir ass eng déif gräifend Risikofuerschung an eng gezielte Upassung vun de gesetzleche Virschreften a Kontrollmecha-

nismen noutwendeg. An déi richteg Richtung ginn d'Recommandatiounen vun der EU-Kommissioun, fir eng Zort Verhaltenskodex fir e verantwortungsvolle Fuerschungsemgang am Beräich vun den Nanowissenschaften an -technologien ze fuerderen. Ouni geet et nämlech net. Och zu Lëtzebuerg gëllt dat Wuert „prinzipiell“, well gesetzlech Regelungen, déi sech speziell op d'Nanotechnologie an hir Applikatiounen bezéien, hu mir och hei am Land net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt och bei eis net a Fro gestallt, wéi eng erhieflech Potenzial fir d'Kompetitivitéit, fir de medezinesche Fortschritt, fir d'Entwécklung vun innovativen Ëmwelttechnologien a weider Fortschreitter mat den Nanotechnologie verbonne sinn. Et muss een awer gläichermoossen d'Risiken, déi se fir de Mënsch a fir d'Ëmwelt duerstelle kënnen, erkennen a se mat der Hëllef vu Fuerschung a Regulierung esou wäit wéi méiglech verhënnern. Well dat ass jo dat erkläert Zil.

An deem Zesummenhang ass et ze begrëssen, dass d'EU-Mëttele fir d'Fuerschung ronderëm d'Risikobewäertung an de Risikomanagement eleng fir den Zäitraum 2007-2008 op méi wéi 50 Milliounen Euro opgestockt goufen. Woubäi ech awer net wëll behaupten, dass dat duergeet.

► **Une voix.** - Nach laang net!

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Déi gréisste Bedenken entsti verständlecherweis beim Asetze vun Nanomaterialie bei Liewensmëttelen, wou elo schonn op Nanomaterialien zréckgegraff gëtt, entweder fir de Goût oder d'Textur vun engem Liewensmëttel ze verännern oder eng besser Handhabung bei der Qualitéit oder bei der Durée de consommation ze kréien.

Dat ënnerstëtzt mech wierklech ganz vill un d'Diskussionen, déi mer och an deem Haus schonn oft gefouert hunn, ronderëm genmanipuléiert Organismen an hir Asatzméiglechkeeten, hir Risiken an déi elementar Regele fir d'Informatioun an d'Projektioun vun de Consummateuren. Mat enger korrekter Kennzeechnungspflicht kann all Verbraucher fräi entscheeden, ob en de Produit schlussendlech keeft oder net. Dat ass am Moment net méiglech, well keng Meldepflicht oder Kennzeechnung vu Produiten op hire Gehalt un Nanomaterialie virgeschriwwen ass.

Wann een d'Akzeptanz vun de Bierger erreeche wëllt, an déi Bereitschaft mussen mer mat Sécherheit hunn, da gëllt et, prioritär ze klären, a wéi enger Form Nanomaterialien eben opgrond vun hirem Hierstellungsprozess a bei der Utilisatioun vun Produiten an de mënschlechen Organismus gelaange kënnen a wéi eng Schied se méiglecherweis bewierke kënnen. Well eng transparent, vun der Industrie, der Recherche an den Administratiounen gläichermoossen unerkannten a gemeinsam Bewäertung vun deene Prozesser a vun de Produiten selwer op hir Risike fir d'Ëmwelt an d'Gesondheet hin ass absolut noutwendeg.

Déiselwech Iwwerleeunge sollen iwwregens och am Zesummenhang mat verlässlechen Analysen, Daten an Informatiounen ronderëm déi verschidden Ökosystemer gëllen. Och a grad am Beräich vun der Ekologie brauche mer an Zukunft eng seriö Grondlagefuerschung, sief et fir nei Materialien am Energiesektor oder fir Solarzellen oder och de Stromtransport oder liicht Baumaterial virun allem am Sektour de construction.

Wann et eis geléngt, mat der Hëllef vun der Fuerschung déi grouss Zesummenhäng am Ëmwelt- an Energieberäich ze erfassen an ze begräifen, da kënnen mer mat der Hëllef vun den Nanotechnologien op alle Fall an der Zukunft en enormen Notze fir d'Mënschen erausschloen.

Wann eng nei Technologie en Trend duerstellt, da sinn oft onkonventionnel an nei Usätz mat am Spill, well soss wier et nämlech keen Trend, an da kann eng ganz Ekonomie enorm dovunnen profitéieren. Eis Nopeschlänner beweisen, wéi en neie Wirtschaftspilier ronderëm Start-upen, ronderëm innovativ kleng- a mittelstänneg Betriber entstee. Grad si mussen mir bei eis am Land onbedéngt mat an d'Boot kréien. Zesumme mat akademesche Spin-offen,

mat dynameschen Acteuren aus dem öffentlechen an aus dem private Sektour kënnen d'Nanotechnologien och zu Lëtzebuerg deen Innovatiounsschub kréien, dee mir fir d'Zukunft vun eisem Land ganz bestëmmt brauchen.

An deem Zesummenhang wäert der zukünftiger Cité des Sciences um Standuert Belval mat der Universitéit, de Centres de recherche, awer och der Pépinière d'entreprises vum Ministère de l'Économie eng zentral Bedeutung zoukommen. An zwar souwuel fir d'Mise en place vun enger Plate-forme d'échange, déi mir grad am Beräich vun den neien Technologien onbedéngt brauchen, wéi och als Grondlag fir eng technologesch Offensiv, op déi eist Land net verzichte kann.

Ofschléissend wëllt ech gär dem Interpellant Merci soen, dee mat Wäitsicht a weiser Voraussicht des Debatt scho virun dräi oder véier Joer ugefrot huet. Dat beweist, dass de Législateur sech och an der Zukunft nach weider steigern kann a sengem Beméien, mam gesellschaftlechen an technologesche Fortschritt Schritt ze halen. Deem Beméien, wat scho bal en Dauerkampf duerstellt, wëllt ech mech zesumme mat menge Fraktiounskolleegen a virun allem mat de Membere vun der Gesondheitskommissioun gären usschléissen, fir den zukünftigen Débat ronderëm d'Nanotechnologien aktiv mat ze begleeden.

An ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Mutsch Merci an als leschte Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, gescher hate mir eng interessant Debatt iwwert déi nei Technologien, déi ee mat Recht als revolutionär bezeeche kann. Haut schwätze mer iwwer Nanotechnologien, iwwer ee System, dee mam bloussen A net ze gesinn ass. E System, deen déi nächst Dekaden d'Welt op en Neits verännere wäert. D'Fro, déi sech stellt, ass déi heiten: Kann de Mënsch déi stänneg rapid Verännern einfach locker ewechstiechen? Füllt hie sech nach doheim? Kann hien dat alles nach verkraaften?

Den André Malraux huet gesot: «Le 21^e siècle sera spirituel ou ne sera pas.» Sécher ass, dass d'ës Jorhonnert nanotechnologesch wäert sinn.

Mat der Nanotechnologie si mir am Beräich vun 10⁻⁹. D'Grenz téschent der Matière an der feinstofflecher Schwingung, spréich immateriellen Zoustand, a firwat net Spiritualitéit, déi läit bei 10⁻²³.

Mat d'ës Nanotechnologie si mir amgang an den immateriellen, spirituelle Spektrum ze steieren. Mir befannen eis an engem homöopathesche Beräich, am Beräich vun der véierter bis fénnefter CH, dat heescht Centésimal Hahnemann. Mech freet et als Dokter, dass an nächster Zukunft Nanodose vu Medikamenter op de Maart komme wäerten, fir schwéier Krankheeten ze heelen. De facto wäert fir mech dann d'Homöopathie net méi am Beräich vun de sougenannte Scharlatantherapien ugesiedelt ginn, mä wäert Part entière vun der Medezin sinn, a besser méi spët wéi guer net.

Den Här Huss huet geschwat vun Toxikologie, den Här Oberweis och. Den Här Berger huet geschwat vu Principes de précaution. Mä soulaang, menger Ansicht no, de Prinzip vun der Homöopathie net unerkannt wäert sinn, soulaang wäert och d'Toxikologie am Nanoberäich net unerkannt sinn, well jiddweree wäert soen: „Jo, dat si ganz kleng Dosen. Dat schuet jo näischt!“

(**Interruption**)

Ech mengen, do läit den Hauptproblem, dass do och vläicht net wäert widergerfuert ginn. A vu dass e milliardeschwéiert Geschäft domat ze erreechen ass, wäerte mer dann an déi Richtung weiterfuere, ouni dass ee sech Gedanken mécht iwwer toxikologesch Problemer.

D'Wissenschaftler dréngen ëmmer méi an d'Matière eran. Ech erënneren un déi modernen Physik, déi bei de Quarks oder bei de Leptonen ukomm ass. Am Beräich vun der Nanotechnologie sinn Alchimiste vun der

Zukunft um Wierk. Déi wäerten d'Welt total revolutionéieren.

Et gëtt zwou Zorte vu Wëssenschaftler: Déi éischt, dat sinn déi, déi sech mat Miniatur befaassen, wéi den Här Oberweis gesot huet, mä et gëtt och nach eng zweet Zort vu Wëssenschaftler, an dat sinn d'Visionären. Dat ass Science-Fiction. Déi wëlle Maschinen an atomarer Basis produzéieren, Maschinnen, déi sech selwer kopéieren an dann x-beliebig Objete produzéieren sollen. Hei sinn all Méiglechkeeten op. Hei ass, wéi de Fransous et seet: «C'est l'envie de l'utérus poussée à l'extrême.» Ënner anerem solle Planéite mat Liewensforme koloniséiert ginn, Wüstelandschaften nei opbléien, nom Prinzip „Tischlein, deck' dich“.

Am Beräich vun der Medezin wäert och villes änneren. Déi klassesch Mo- an Daarmröntge wäerte verschwannen. Et brauch een nëmme eng Kapsel mat engem Nanochip ze schlécken, an de ganze Mo- an Darmtrakt gëtt fotografiert an duerno evaluéiert.

Här President, et ass wichteg, fir eng équilibréiert, informell an interdisziplinär öffentlech Debatt ze féieren. An de Sënn vun Här Huss - deem mer hei félicitéieren - senger Interpellatioun ass, dass mir eis méi informéiere sollen.

D'Nanotechnologie suscitert vill Erwaardungen, awer och Ängschten, an dat kann den Dialog an eng positiv oder an eng negativ Richtung féieren. Mä et muss een déi Debatt hei net emotionell féieren, mä realistesch. Eng realistesch an op Informatioun baséiert Debatt, mat Duerstellung vun alle Fakten an Daten iwwert d'Nanotechnologien an hir Entwécklung muss promovéiert ginn.

Eng objektiv nuancéiert Informatioun muss dem breede Publikum ugebuede ginn. D'Wëssenschaftler an d'Ingenieure mussen hir Responsabilitéit iwwerhuelen. D'Politiker hirersäits mussen déi ganz Entwécklung am A behalen, fir déi richteg Décisioun ze treffen, wann en Déséquilibre optrouft. De Stat muss kënnen déi ganz Situatioun gérieren. Eng Saach ass sécher, mat oder ouni öffentlecher Kontroll, d'Welt wäert sech mat den Nanotechnologie substanzuell verännern!

An d'ës Debatt, déi net déi lescht an d'ësem Beräich wäert sinn, si folgend Punkten extrem wichteg, an déi mussen allegueren thematiséiert ginn:

Éischstens: Wat ass den Notze vu bestëmmten Technologie fir eis Entwécklung? Zweetens, d'Mise en balance vun de Virdeeler a vun den Nodeeler vun enger bestëmmter Nanotechnologie an engem bestëmmte Land. Drëttens, d'Fäegkeet, fir d'Recherche esou ze steieren, dass Projete finaliséiert ginn, déi nützlich fir d'Entwécklung vun Mënsch a vun Planët sinn. Véiertens: Wat ass de Risiko fir d'Ëmwelt a wéi kann een dee Risiko evaluéieren oder gérieren? Fënneftens: Wat ass den Impakt vun der intellektueller Propriétéit? Sechstens: Wéi kann een d'Benefisser deelen? Siwentens: Wéi ass déi international Kooperatioun téschent entwéckelten an net entwéckelte Länner? Aachtens, Opstellung vun enger Käschten- an Notzenanalys vun enger alternativer Technologie versus der Nanotechnologie. Néngtens, d'Gestioun vun de sozialen Transformatiounen, bedéngt duerch strukturell Ännerungen am globale Wirtschaftssystem. An zéngtens: Wéi ass déi ethesch Dimensioun?

Här President, op déi heiten zéng Punkte mussen mir eng Äntwert fannen, an dat wäert net einfach sinn!

Vu dass d'Nanotechnologie eis Zukunft beaflossen an eis Liewensweis steiere wäert, ass et evident, dass mir eng Rei noutwendeg Froen hei am Raum opstellen: 1. Wéi wäit kënnen mir d'Matière manipuléieren? Wat kennt nom Atom? 2. Wéi vill wäert déi ganz Technologie eis kaschten? 3. Brauche mir Aarbechter - an dat wäert den Här Hoffmann interesséieren -, wann déi Nanotechnomaschine fir eis schaffen? Wéi vill Beruffer verschwannen? Wéi grouss wäert de Chômage sinn? 4. Féiert déi ganz Technologie eis net nach méi an d'Isolatioun?

Dat si berechtigt Froen, déi leider haut nach net oder schwéier ze beantworte sinn. Mir sinn allegueren d'accord, wa mir een Nanoimplantat an de Mond kréien,



deen eis warne wäert, wann no engen 20 Minuten den Chip seet: „Okay, Du kriss gläich en Herzinfarkt.“ oder „Du kanns en Hireschlag kréien.“ oder deen eis de Bluttrock virausseet oder Zockerwäerter feststellt. Domat si mer alleguerten d'accord.

Mä si mir och d'accord, wann dës Nanotechnologien zu Militärzwecker gebraucht ginn, esou wéi den Här Huss dat elo gesot huet. Si mir d'accord, fir d'Leit an hirer Privatsphär ze kontrolléieren?

Adepte vun de Verschwörungstheorië hu bei der rezenter Schwénggrippimpfung, Här Di Bartolomeo, vun engem Nanochip geschwat, deen am Impfstoff soll dra sinn. Hei stellt sech d'Thematik vun engem biologesche Krich.

Här President, egal wéi déi Eenzel sech an dëser Debatt hei positionéieren, entweder se sinn dofir oder dogéint, eppes muss een awer kloer ervirsträchen: Et gëtt eng Zort vu Leit, déi e ganz héijen Intelligenzquotient hunn an extrem caléiert sinn, fir esou Progrèsen ze realiséieren an domadder d'Welt virubringen.

De Pendant dozou sinn déijéineg, déi hir Fäegkeeten net gebrauchen an niveauarm Sendungen op der Tële kucken, déi awer och vun dëse Nanotechnologien profitéieren wäerten; hoffentlech awer net, fir datt si sech nach méi isoléieren.

Dat gesot, Här President, si mer der Meinung, datt mir an der Zukunft nach méi wéi eng Kéier grous staune wäerten. Mir als ADR begréissen all Innovatioun an hoffen, dass den negativen Impakt a Grenze bleift. Mir sinn awer sécher, datt déi heiten Debatt net déi lescht wäert hei am héijen Haus sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Colomera Merci, an domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Ech gesinn, fir d'éischt fillt de Wirtschaftsminister sech kompetent. Ech huelen un, duerno kënnst och nach de Gesondheitsminister. Da kritt elo mol fir d'alléiericht de Wirtschaftsminister d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, Dir hutt richtig gesinn, dass op der Regierungsbänk dräi Ministere sätzen. Mä ech mengen, mir hätten d'ganz Regierung kënnen heihinner bréngen, well, esou wéi den Débat hei verlaf ass a wéi och d'Awierkung vun den Nanotechnologien ass, hätte mer erop bis bei de Premierminister, mengen ech, dee Sujet kënn behandelen.

Duerfir mengen ech och, dass et gutt ass, dass een hei undiskutéiert huet. Mä ech mengen, et kann een décemment - Här Huss, Dir hutt de Mérite, dass Der et undiskutéiert hutt -, et kann een décemment net dervun ausgoen, dass een dee Sujet haut empfänglech hei kann esou traitéieren, dass jiddwereen am Kloten ass, wat mer dann an Zukunft elo géife maachen.

Ech mengen, dat, wat een op kee Fall soll maachen, dat ass ze vill Angscht opbeschwören, wann et nach net noutwendeg ass. Et soll een effektiv de Principe de précaution an dëser Saach huelen, mä et soll een awer och oppassen, dass een d'Leit net nervös mécht mat Saachen, wou et vläicht net noutwendeg ass.

Wa mir hei am Land nei Weeër wëlle goen, an dat ass wahrscheinlech noutwendeg - dat wäerte mer jo an deenen nächste Wochen diskutéieren -, da muss mir eis och opmaache fir nei Technologien. A wa mir an de Gesondheitstechnologien wëllen e Schrëtt weiderkommen, dann ass et net auszuschléissen, dass och d'Nanotechnologien hei e Rôle wäerte spillen.

Duerfir, mengen ech, soll Lëtzebuerg sech an dëser Fro net au départ - well mer och d'Wëssen, och d'Fuerschungswëssen an deem Mooss net hei zu Lëtzebuerg hunn - net zoumaachen. Mir sollen also, mengen ech, offensiv un déi Saach erugeen, kucken, wat d'Entwécklungsméiglechkeete sinn. Well hei schwätze mer vu Materialien, déi trotzdem Schlüsseltechnologien vun der Zukunft wäerte beaflossen.

An au départ dierf een net soen, ech wëll absent do sinn. Do muss ee matmaachen.

Do muss ee selbstverständlech wachsam bleiwen. Mä ech hunn awer d'Impressioun, Här Huss, dass mir wahrscheinlech d'Mëttelen net hunn, fir erof bis bei de Konsument déi Wachsamkeet och gelten ze dinn.

Ech mengen, hei ass nëmme eng Approche méiglech, déi een europäesch ofschwätzt, well dat ass esou komplizéiert. Déi ass jo reglementéiert iwwer eng ganz Rei Gesetzer, déi vun Direktiven hierkommen, a glécklecherweis, muss ech soen. Mir wiere jo total iwwerfuert am Moment, wa mir misste selwer decidéieren, wann iergend e Produkt elo eng Spécificitéit hätt, déi net akzeptabel fir de Consommateur wier. Mir sinn do iwwerfuert, dat bréngt mer net fäerdeg.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Duerfir hunn ech jo och gesot: um europäesche Plang.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, jo. Neen, ech weess dat.

Mä duerfir soen ech, mengen ech, ass och deen eenzegen Débat, dee mer kënnen féieren, ass deen, dass mer op europäeschem Plang eis eens ginn. Ech weess, dass et net dat Einfachst ass, fir einfach ze soen: Et ass op enger anerer Plaz, wou muss diskutéiert ginn. Mä ech hunn awer wierklech d'Impressioun, dass mer hei am Débat schwierig weiderkommen.

Hei komme Produkter an Uwendunge mat Bedeitung wierklech ervir, wou, mengen ech, mir alleguerten an och vill vun eise Leit, déi doranner schaffen, iwwerfuert sinn. Well, wann Der erfollegt hutt, wat déi eenzel Leit gesot hunn, da geet dat jo vun der Energie eriwier iwwert d'Alimentation. Mir hu vum Militär geschwat bis erof bei d'Enneschtbox. Et ass wierklech eng...

(**Interruption**)

Mir hu jo vun der Nanoënnerwäsch geschwat.

(**Interruption**)

Wat och ëmmer jiddweree sech dorënner virstellt. Mä mir hunn e breede Spektrum vu Produkter...

(**Interruptions et hilarité**)

► **Une voix.**- Looss Denger Fantasie emol fräie Laf.

► **Une autre voix.**- Gutt gesot.

(**Hilarité**)

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Et ass wahrscheinlech keng Nanofantasie hei erfuert!

Mä mir hunn e wierklech largé Spektrum vu Produkter an Uwendungen, iwwert déi mer hei geschwat hunn. Ech mengen, déi wéinegst vun eis sinn och familiariséiert domadder.

Ech wëll de Sujet och eescht huelen. Duerfir mengen ech, dass hei net d'Plaz ass, fir zu grouse Konklusiounen ze kommen no esou engem Débat. Ech mengen, et soll ee vläicht deen een oder deen anere Forschungsinstitut, Gabriel Lippmann an aner, déi an deene Materialie schaffen, eng Kéier an d'Kommissioun emol ruffen, an eng Kommissioun entweder vun der Recherche oder vun der Santé, wou een emol kuckt, wat och d'Potenzialitéit sinn, wat dann elo wierklech d'Avantagé sinn, mä wou mer dann awer vläicht vu Spezialisten, déi e bësse méi dervu verstü wéi mir, emol explizéiert kréien.

Dir musst agestoen, Här Huss, dass net jiddwereen de Stand huet, deen Dir an där doter Matière kennt. Also mengen ech, dass mer dat do op en anerem Niveau muss verlagere, vläicht an der Kommissioun, wou een och méi technesch den Débat ka féieren, wou een och Saache kann nofroen.

Wat richtig ass, ass jo och d'Informatioun - Dir schreift dat och un - un de Bierger. Loosse mer eis awer näischt virmaachen. Déi Matière hei ass ze komplex, menger Meinung no, fir dass do och de Bierger selwer zu Konklusiounen kënn, souguer wann en d'Informatiounen hätt.

Dir schreift vun engem Débat public. Éierlech gesot, Här Huss, kënnst Dir lech virstel-

len, dass et en Débat public wierklech mam Public op dëser Matière méiglech ass? Ech mengen,...

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Kann ech lech drop äntwären?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Här Minister, ech si mer selbstverständlech der Problematik bewosst, datt esou en Débat e schwéieren Débat ass. De Problem ass awer, dass souguer d'Europäesch Kommissioun - an ech hunn et a menger Ried virdru gesot - d'Staten opfuert, an hire jeeweiligen Nationalstaaten esou en Débat public ze féieren am komplette Bewosstsinn, datt et e schwéieren Débat ass.

A Frankräich beispillsweis - hunn ech a menger Ried gesot - hu 17 grous Debatten a 17 ënnerschiddleche Stied stattfonnt, an den 23. Februar soll a Frankräich eng ofschléissend Debatt do sinn, wou och d'Leit sech kënnen aklénken. An d'Europäesch Kommissioun huet fir hiren nächste Fuerschungsprogramm...

► **M. le Président.**- Här Huss, entschëllegt. Ech mengen, mir sinn hei an enger gelungener Prozedur. Dir hutt elo d'Recht eng Fro ze stellen, wann de Minister domadder d'accord ass.

(**Interruption**)

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Da stellen ech elo d'Fro.

► **M. le Président.**- Mä stellt wann ech gelift Är Fro, well et ass elo net, fir eng zweet Interventioun hei drunzehänken, Här Huss. Also, stellt wann ech gelift Är Fro.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Et ass gutt. Ass dem Minister bewosst, datt beispillsweis d'Europäesch Kommissioun d'Staten opfuert, an hiren Nationalstaaten eng öffentlech Debatt mam Bierger ze féieren? An ass lech bewosst anereräits, datt d'Europäesch Kommissioun den 18. Dezember virun...

(**Interruptions diverses**)

► **M. le Président.**- Här Huss, ech hat gesot eng Fro.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Ma, et ass eng Fro.

► **M. le Président.**- Dir dierft eng Fro stellen, net e ganze Katalog vu Froen.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- D'Europäesch Kommissioun wënscht, datt d'Leit sech sollen aklénken. Op hirem eegene Site ka jiddfer Bierger seng Meinung driwwer soen: Fuerscher, Industriel. Sidd Der lech däärs bewosst, datt d'Europäesch Kommissioun dat fuert fir den nächste Fuerschungsprogramm?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech muss lech éierlech agestoen, dass ech mer däärs net bewosst war. Mä elo, wou Der mer et gesot hutt, sinn ech mer es bewosst.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Et ass awer esou!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Sidd einsichtig, Här Krecké.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Et geet awer net ëmmer esou schnell.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech mengen och, dass hei d'Kollegen op der Regierungsbänk nach éischer sech beruff fillen an och vill méi dovou verstü wéi ech. De Recherchesminister, deen eng ganz Rei Fuerscher jo ënner sech huet, déi...

(**Interruption**)

Jo, ech mengen, Dir sidd gefuert, Här Fuerschungsminister.

(**Hilarité**)

Neen, kommt mir... Elo Witz à part. Also, ech mengen, en Débat public gesinn ech en Débat transparent, wou een no bausen awer mat enger reduzéierter Zuel vu Leit trotzdem an den Débat ka kommen. Also, ech weess net, ob Der et fäerdeg bréngt, dass meng Mamm sech hei an deen Débat mat 87 Joer aklénkt. Mä ech si mer awer bewosst, dass et eng Rei Leit gëtt, déi doriwwer dierfe schwätzen. Ech soen dierfen, well et muss een awer och e Minimum vu Fachwëssen do hunn.

Duerfir géif ech lues maache mat engem Débat public, well dat aart schnell aus an en Expertekrich, esou wéi mer en zum Deel heiansdo kennen an engem Sujet, deen lech jo och ganz un d'Häerz gewuess ass, bei der Mobilophonie iwwert d'Auswirkunge vun der Mobilophonie oder vun den Antennen, déi dat bewierkt. Ech hunn ëmmer e bëssen Angscht, dass dat en Expertekrich gëtt, wou herno souwisou meng Mamm, sougutt wéi munch anerer hei am Land, net méi eens gëtt an herno wierklech net méi weess, wat e soll denken.

Duerfir mengen ech, soll ee wachsam sinn an et fir d'éischt emol um Niveau vun deene Leit, déi och eppes dervu verstinn, halen. Dat wëllt awer net heeschen, dass et net transparent a publikumsoffe soll sinn. Mä, ech mengen, et ass nëmme méiglech, wann een e Minimum vu Leit au départ do abënnst.

Dir sot eng afférent Sensibilisatioun an Informatioun. Jo, mä eréischt, wann een, mengen ech, zu Konklusiounen komm ass, déi dann och net kontrovers sinn. Well dat ass de Problem, dee mer jo an einzelnen Debatten hunn, wou deen een Expert dat eent seet, deen anerer Expert dat anert. Sot mer, wat de Konsument domadder ufänke soll. An duerfir mengen ech, dass ee sech bei där Matière hei soll Zäit loosse a kucken, ob een och wierklech zu Konklusiounen ka kommen.

A wann een dann dozou kënnst, hunn ech kee Problem - mir hu jo Regele vun Étiquette - dass een dann den Étiquette och deementspriedend mécht. Mä da mat enger Erklärung. Ech mengen, et hëlleft kengem, wann een hei seet, wéi vill Partikelen a welcher Grëssenuerdung hei dra sinn, wann een em net zur gläicher Zäit seet, wat fir eng Wirkung dass dat do huet.

Mä Här President, ech wëll hei net monopoliséieren. An d'Begeeschterung vu mengen zwee Kollegen an der Regierung ass garantéiert esou grous, dass se och zu deem Sujet wëllen hire Bäitrag leeschten. Duerfir wëll ech mech fir de Moment kuerzfaassen.

Merci.

► **M. le Président.**- Da soen ech emol dem Wirtschaftsminister Merci. Wie kënnst elo? De Fuerschungsminister oder de Gesondheitsminister?

(**Interruption**)

Fir d'éischt kënnst de Fuerschungsminister.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Oberweis huet eis erkläert, dass Nano Zwerg heescht. Ech mengen, da muss den Zwerg aus der Regierung untrieden.

(**Hilarité**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Sot näischt, wat net stëmmt.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, ech war lech jo anscheinend nach eng schëlleg, Här Schiltz.

Déi Debatt de Mëtteg ass ganz interessant, awer och ganz schwierig. An ech wëll dofir nëmme e puer Saache soen.

Nämlech déi Éischt ass déi, wat mech ëmmer e bëssen un der Debatt stéiert, - dofir ass d'Debatt awer wichteg, dass se gefouert gëtt -, dass trotzdem awer ënnerschwellig ëmmer eng gewësse Fortschritts- a virun allem Fuerschungsangst entsteet. An ech wollt besonnesch a menger Interventioun op d'Fuerschung agoen.

Wa mer vun Nanopartikele schwätzen, da muss een nämlech wëssen, dass et Nanopartikele gëtt, zënterdeem de Mënsch d'Feier erfouert huet. Well duerch d'Feier entstinn Nanopartikelen, déi vum Mënsch verursaacht goufen. An d'Nanopartikele gëtt et net nëmme haut, mä gëtt et der nach ëmmer.



Wat mech och an der Debatt hei, an duerfir wa mer iwwer Débat public schwätzen, och stéiert, dat ass, dass mer awer vill Saache an ee Koup geheien, nëmmen, well se all den Terme Nano hunn. Ech wëll wierklech den Ënnerscheid maachen tëschent Fuerschung an tëschent Mise sur le marché vu Produkter, wou Nanopartikel dra sinn.

Dat, wat de grouse Public interesséiert, dat ass virun allem dat anert. Wat ass vu Produkter um Maart, wou Nanopartikel sinn, déi ech net erkennen? Wat sinn déi Nanopartikel? Wat hunn déi eventuell vun Auswierkungen? An dofir sinn et fir mech zwou grouss Debatten. An an Europa gëtt se op zwee Pläng gefouert oder e puer Pläng, mä haaptsächlech gëtt se gefouert an Europa, wat d'Reglementatioun ubelaangt. Do gëtt se gefouert um Niveau vun de Mises sur le marché. An do ass och villes geschitt.

Et ass net, wéi den Här Huss an enger vu senger Motioun schreift, bei REACH wär näischt enregistriert ginn. Bei REACH goufe bis elo zwee Nanopartikel enregistriert, well effektiv méi wéi honnert Milliounen Tonne produzéiert goufen. Dat war den „Carbon black“ an den „Silicon dioxide“. Déi sinn enregistriert. Et ass also net, dass näischt geschitt wär.

Et brauch een also net nach eng spezifesch Reglementatioun ze maachen. Do ass am REACH eppes. A bei anere gëtt et dat och. Et ass also fir d'éischt déi Mise sur le marché, dat Ekonomesch. Ech mengen, do huet de Wirtschaftsminister dovunner geschwat, esou dass ech wëllt schwätzen iwwer Fuerschung.

An ech hunn ëmmer Angscht, wann een d'Fuerschung wëllt enner Kontroll setzen. D'Fuerschung muss kënne fräi sinn. D'Fuerschung huet natierlech, wa se bis déliwriert, och eng Aufgab am Interessi vum Bierger a vun der Ethik ze déliwriieren. Dat war iwwregens ee vun de Sujeten, déi mer während der Lëtzebuerger Présidence als Fuerschungsministere lancéiert haten: d'Fuerschung an d'Responsabilitéit

vun der Fuerschung par rapport zu der Gesellschaft.

An nach eng Kéier, et kann een net d'Fuerschung gängelen, mä et muss ee kucken, dass, wann an der Fuerschung eppes erauskënnt an dat gëtt herno op de Maart gesat, dass een dann och doriwuer fuerscht. Dat geschitt och an Europa. Do hate mer an deem leschte Pläng 25 Milliounen Euro, déi effektiv an d'Risikofuerschung gaange sinn. Et sinn der mëttlerweil scho 50 Milliounen Euro. Et ass also eng ganz Diskussioun och schonn, wann ech elo vun de Fuerschungsministere schwätzen a vun dem Fuerschungsprogramm, do geschitt.

Datselwecht zielt awer och zu Lëtzebuerg. Ech hunn de Moie mat ganz vill Interessi den Här Hoffmann vum Centre de recherche public Gabriel Lippmann héieren, deen effektiv gesot huet, wat zu Lëtzebuerg geschitt, an dass d'Risikofuerschung een Element ass, dee beim Lippmann dran ass.

Ech mengen, mir hunn zu Lëtzebuerg ëmmer versicht och - an dat wäerte mer och an Zukunft maachen, mir wäerten nach e puer Debatte féieren -, och dat Deontologesch an dat Ethescht mat eranzéieren. Mä wichteg ass awer, dass d'Fuerschung à la base fräi ass an dass een net d'Fuerschung gängelt. Dofir hunn ech mat verschiddene Formulatiounen vun der Motioun vum Här Huss och eng Partie Problemer. Mä ech kommen nach eng Kéier op d'Motioun zréck.

Den Här Huss huet gesot: Sot eis, wat zu Lëtzebuerg geschitt. Ech kommen op eppes zréck, wat den Här Krecké gesot huet. E sot: Kommt, mir ginn emol an d'Kommissioun a mir ruffe se alleguer. Grad dat hate mer gemaach, Här Huss. Mir haten an der viregter Regierung... An der viregter Regierung sinn all déi Instituter komm. Also, wann et ëm Fuerschung geet, verwiert de Fuerschungsminister sech absolut net, dass mer deen doten Exercice nach eng Kéier maachen.

Den Här Thiel gëtt sech ganz vill Méi an der Kommissioun fir Fuerschung, Héichschoul, Telekom a Medien, well mer jo weineg Gesetzesprojeten zurzäit hunn, fir wierklech Hannergrondinformatiounen ze ginn un d'Deputéierten, fir dass se méi verstinn, wat geschitt. An ech ka mer virstellen, dass den Här Thiel deen Éischten ass, dee seet: Kommt, mir maachen deen Exercice nach eng Kéier.

Mir hunn am Kader vum Fonds national de la recherche - Fonds kritt iwwregens en „s“ hannert dem „d“; do soen ech just, do ass lech e Klappfeeler ennerlaf - eng ganz Partie Programmer effektiv, an déi kënne mer all am Detail op den Dësch leeën an och soen, wat dran ass. Ech soen do nëmmen, wat mer hunn. Mir hunn do, insgesamt hu mer 27,3 Milliounen Euro am FNR.

Wou geschitt Nanotechnologie-Fuerschung? Majo, am meeschten am Centre de recherche Gabriel Lippmann, deen och, wat d'Nanoanalysen ubelaangt, ee vun deene sechs performantesten Equipementer an Europa huet.

Mir hunn iwwregens - Här Oberweis, well Dir jo wësst, wéi déck en Hoer ass - am Gabriel Lippmann en Hoer vum Napoleon uvertraut kritt, fir dat ze analyséieren, ob dann effektiv den Napoleon vergëft ginn ass oder net. Do gesäit een, wéi unerkannt de Centre Gabriel Lippmann a Frankräich ass. Well dass Frankräich en Hoer vum Napoleon ausserhalb vun de Grenzen erëmschéckt, nodeems den Napoleon heemkomm ass, dat ass schonn e grouse Vertrauensbeweis.

Mir hunn och erausfonnt, dass effektiv Arsen am Hoer war. Wa mer vun Nanopartikel schwätzen, do waren also Nanopartikel Arsen dran. Domadder kann een awer net soen, dass e vergëft ginn ass. Et ass just Arsen effektiv a sengen Hoer do erëmfonnt ginn.

An ech mengen, de Gabriel Lippmann ass een, deen och, well en déi Equipementer huet, eng ganz grouss Roll an der wirtschaftlecher Bedeitung vun der Fuers-

schung huet. D'Firma Novelis, fréier Alcan, déi hunn hire ganzen europäesche Fuerschungslaboratoire bei de Lippmann gesat. Dat hu mer begleet, de Jeannot Krecké an ech, well mer eben do déi dote Fuerschung maachen. Dat heescht, et ass scho ganz vill, och wirtschaftlech Développementspotenzial fir Lëtzebuerg dran.

Am Centre Lippmann schaffen 42 Leit an deenen Domänen; am Henri Tudor 65 Leit. Do geet et, grad wéi am Lippmann, och ganz vill ëm Traitements de surface. Do sinn och vill Betriber, déi mat sinn. An dann hu mer selbstverständlech och nach 40 Leit, déi an der Materialabteilung vun der Uni Lëtzebuerg schaffen. Mä ech mengen, am beschte wär et, wann déi Leit géife selwer erkläre kommen, wat se maachen. Ech wollt lech just e bësselchen en Iwwerbléck ginn.

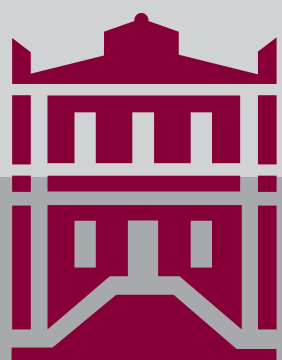
Wat d'Betriber ubelaangt, do hu mer Goodyear, ArcelorMittal, Guardian, Novelis, CERATIZIT, Balzers, déi effektiv an deenen Domänen sinn. Wou een dann och gesäit, dass effektiv e grouse wirtschaftlechen Développement hannendrusteet.

Dofir nach eng Kéier, ech mengen, wat d'Fuerschung ubelaangt, solle mer der Fuerschung esou vill Fräiheet wéi méiglech ginn. An et soll een natierlech kucken, wann aus der Fuerschung Produkter entstinn - well et entstinn net esou séier Produkter; heiansdo kommen iwwerhaapt keng Produkter aus der Fuerschung; wichteg ass, dass een awer à la base fuerscht an d'Fuerschung net a Fro stellt -, da soll ee kucken, wann déi Produkter op de Marché kommen, fir effektiv eng Risikoanalyse ze maachen. Dat geschitt an Europa.

Ech mengen och dofir, grad wéi de Jeannot Krecké gesot huet, dass mer virun allem sollen an Europa suivéieren. Dat sinn iwwregens eng ganz Partie vu Ministeren, déi do implizéiert sinn; jiddwereen op sengem Domän, wéi gesot, d'Fuerschungsministere. Dat sinn d'Fuerschungsprogrammen. An do ass d'Part, wat den Här Huss jo och verlaangt. Mä déi Part ass dauernd an d'Luucht gaangen, fir effektiv méi Ri-

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





sikofuerschung ze maachen. Also, net Risiko a Fro ze stellen, mä Risikofuerschung weiderzedreiwien.

Wat den Débat public ubelaangt, wëll ech emol soen: Dat heite war en Débat public, well et ass näischt méi public wéi eng Sitzung an der Chamber, déi live vu Chamber TV iwwerdroe gëtt. An ech ginn dovunner aus, dass dausende vu Leit déi Debatt vum Ufank bis zum Schluss spannend verfollegt hunn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- D'Kommissiounen nach net, Här Minister.

(*Interruption*)

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Mat de Kommissiounen... Mir erlieden dat nach eng Kéier, Här Bettel,...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech si gespaant.

► **M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- ...ier dass Dir Alterspräsident vun der Chamber gitt.

(*Hilarité*)

Ech mengen och, dass, wa mer elo géifen eng Debatt organiséieren, da komme souwies, wéi iwwregens a Frankräich och... 17 Debatten a Frankräich, dat ass eng Nanodebatt zu Lëtzebuerg. Wa mer kucken, dass do 60 Milliounen Leit wunnen an hei eng hallef Millioun Leit. Et kommen déi, déi dorun interesséiert sinn.

Déi Debatte fannen och statt. Ech verwiere mech och net, dass een eng Kéier eng Debatt iwwert d'Fuerschung mécht, mä et soll een awer net déi Debatte verméschen: Fuerschung a Produkter, déi op de Maart kommen. Ech ginn dem Här Krecké awer Recht, dass et besser ass, mir kucken och hei iwwert d'Chamber dat weiderzedreiwien. An ech mengen, dass ech dofir gesot hunn, den Här Thiel soll dann nach eng Kéier den Exercice maache wéi säi Virgänger, den Här Sunnen, gemaach hat, wéi den Här Huss fir d'éischt mat senger Interpellatioun koum.

Wat d'Motiounen ubelaangt, wär ech och dofir frou, wa se géifen an d'Kommissiounen kommen. Émsou méi, wou se net nëmmen eng Kommissioun interesséieren. Also, déi zwee muss een dann do erëm auserenehuelen an da kann ee vläicht kucken an de Kommissiounen, wéi een an där Debatt zu Lëtzebuerg esou weiderfiert, dass et awer net nëmmen elo eppes gëtt pour la galerie, wou déi Üblech kommen, déi ëmmer sinn.

Zum Beispill mengen ech, dass zum Beispill d'Commission national d'éthique eigentlech net déi ass, déi hei déi wichteg Roll ze iwwerhuelen huet. Hei ass et méi och eng wirtschaftlech Debatt, déi ze féieren ass.

Voilà! Ech hu versicht, ech wëll net soen an Nanozäit, mä an esou kuerz wéi méiglecher Zäit e bësselchen Elementer ze ginn, wéi mer da kënnen hei mat där Debatt zu Lëtzebuerg weiderfueren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech soen dann och dem Fuerschungminister Merci. Ech weess net, ob den Här Gesondheitsminister och nach eppes wëllt soen. D'Zäit ass allerdéngs kuerz bemooss, Här Gesondheitsminister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Dofir, Här President, wäert ech mech mat enger Nanointerventioun begnügen. Ech wëll just drop hiweisen, dass eben déi Technologie, iwwert déi mer schwätzen, d'Applikatiounen, iwwert déi mer schwätzen, besonnesch och am medizinische Beräich Potenzialitéiten, selbstverständlech och Risike beinhalt. Mir gesi besonnesch am cibléierten Traitement vu Kriibserkrankungen e ganz grouse Potenzial an deem heite Beräich, fir vill méi cibléiert un d'Tumoren erenzekommen.

Mir wëllen an deem heite Beräich, wéi an anere Beräicher selbstverständlech, de Principe vun der Précautioun gelte loosse. A mir hunn aus deenen Erfahrungen, déi mer aus anere Risike geléiert hunn, Asbest an aner méi komplex Substanzen, vill geléiert.

Ech wëll ënnersträichen, dass um europäesche Plang bei der Kommissioun, um internationale Plang bei der OECD, insbesondere awer bei der OMS, déi heiten Thematik ganz seriö geholl gëtt, an dass Lëtzebuerg am Programm Environnement a Santé vun der OMS ganz aktiv implizéiert ass. Den Här Huss weess dat, well e mat à l'origine war vun deem Engagement a mer an deenen nächste Wochen e Rendez-vous hunn zu Parma, wou ënner anere déi heiten Thematik mat englobéiert gëtt.

Mir suivéieren also d'Entwécklung ganz intensiv an engagéieren eis, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä um internationale Plang, fir dass mer déi Surveillance vun engem komplexe Sujet maachen, déi mer musse maachen.

Um Lëtzebuerg Plang, just ee Wuert nach. Vu dass mer eng Rei vu Betriber mat Applikatiounen vun den Nanotechnologien hunn, ass et net oninteressant, fir an enger mëttelfristeger Approche e Relevé ze maache vun deene Posten, déi kéinten a Relation mat der Utilisatioun vun där Technologie e Risiko duerstellen, eng Opnam vun deene Posten ze maache, wéi mer dat an anere Beräicher och maachen.

Dat gesot, sinn ech selbstverständlech bereet, wéi aner Kollegen, mech där doter Debatt och a méi klenge Kreesser ze stellen, wou mer d'Geleeënheet hunn, méi an d'Déift ze goen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och deenen dräi Ministere fir hir Disziplin, fir bal d'Riedezäit ze respektéieren. Domadder wäer mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Mir hunn elo nach iwwer zwou Motiounen ofzestëmme. Fir d'éischt Motioun Nummer 1 vun Här Huss. Den Här Huss wëll nach eng Kéier dozou d'Wuert huelen.

► **M. Jean Huss (déi gréng), interpellateur.**- Jo, Här President. Et ass mer vun enger Rei Kollegen hei vun anere Fraktiounen nogeluecht ginn, och vun engem vun de Ministeren, fir elo net iwwert déi zwou Motiounen ofzestëmme, mä fir se an déi zoustänneg Kommissiounen eranzeginn.

Am Prinzip kann ech domadder d'accord sinn, well dat hei fir mech souwiesou eng éischt Debatt hei emol doriwuer war a well et natierlech och iwwer esou e Sujet en ënnerschiddleche Wëssensstand gëtt en fonction dovunner, wann een driwwer gelies huet oder net driwwer gelies huet. Esou datt et logesch ass, datt mer elo um parlamentareschen Niveau, a mengen Aen, kënnen eng weider Aarbecht maachen an den zoustänneg Kommissiounen.

nen.

Ech géif mengen, datt op jidde Fall vun deenen Kommissiounen do d'Recherche gefuerdert wier, einfach och, well déi CRPen dem Rechercheminister ënnerstinn.

Ech mengen op där anerer Säit, datt op jidde Fall awer d'Santéskommissioun gefuerdert ass, well dat am Fong dee Beräich ass, wou sech am Fong awer am Public déi meeschte Suerge gemaach ginn. Dat heescht op jidde Fall also och, d'Santéskommissioun muss do eng gréisser Roll spillen.

An da mengen ech, wou ech vläicht net ganz mam Minister Biltgen d'accord sinn, dat ass, wann e seet, am Fong de Comité national d'éthique, dee wier do net gutt placéiert. Ech mengen, datt dat heiten eng Fro ass, déi awer ethesch Froen och opwerft, an zwar a ville Beräicher. Esou datt ech duerchawer awer schonn der Meenung sinn, datt ee sollt de Comité national d'éthique domadder chargéieren, fir iwwert déi ethesch Froen eppes auszeschaffen.

Dat gesot, sinn ech domadder d'accord, fir elo haut net iwwert déi Motiounen do ofzestëmme, mä fir se nach eng Kéier an de Kommissiounen kënnen ze diskutéieren, sous condition allerdéngs, datt se dann duerno an no där Aarbecht, vläicht bis Abrëll oder Mee oder weini, datt se dann awer hei definitiv nach eng Kéier géifen, vläicht och an deelweis ofgeänneter Form, virun de Plenum géife kommen, fir dann driwwer ofzestëmme, well ech awer der Meenung sinn, och wann de Sujet ganz komplex ass, mengen ech awer, datt et net nëmmen eng Diskussioun ass vun e puer Wëssenschaftler a vun Deputéierten. Ech mengen, datt et eng Diskussioun ass, wou de Grand public awer deelweis misst kënne mat implizéiert ginn. An duerfir bleiwen ech awer derbäi, datt en Débat public och muss sinn iwwert dat eraus, wat mir hei maachen als Deputéierten.

► **M. le Président.**- Merci. Ech mengen, dat ass eng exzellent Proposition vun Här Huss. Déi zwou Motiounen ginn also an déi zwou zoustänneg Kommissiounen renvoyéiert. Dat ass an deem Fall d'Kommissioun vun der Madame Mutsch. Voilà! Domadder wäer mer dann um Enn vun dëser Diskussioun.

Elo kéime mer zu der Motioun, déi och vum Här Huss eragi ginn ass, awer zu engem ganz anere Sujet. Nämlech zum Iran. Här Huss, wëllt Der och dozou nach eng Kéier Stellung huelen?

6. Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran

Exposé

► **M. Jean Huss (déi gréng), auteur.**- Jo, Här President. Ech hat virdru bei enger kuerzer Presentatioun vun där Motioun iwwert den Iran gesot, datt mer am Fong d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun hu mat den Ënnerschrëften do derfir, mä datt ech se géif oploossen, wann aner Kollege vun anere Fraktiounen se bereet wäeren, mat an där Form do ze ënnerschreiwen.

Dat war bei Kollege vun der LSAP, vun der ADR, vun der DP de Fall. Et war esou, datt de Kolleg Schiltz vun der CSV mer gesot huet, si kéinten och domadder d'accord sinn, mat liichten Amendementen, déi hien do selwer och formuléiert huet. Ech hunn déi Amendementen do gesinn, an ech hu kee Problem déi Amendementen vum Här Schiltz mat ze akzeptéieren. Esou datt ech kee Problem gesinn, déi amendéiert Versioun dann hei zum Vote ze stellen.

Motion modifiée

La Chambre,

- *considérant les résultats et les circonstances des élections présidentielles iraniennes du 12 juin 2009;*

- *considérant la résolution du Parlement européen sur l'Iran, votée le 22 octobre 2009;*

- *considérant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 octobre 2009 sur la situation des Droits de l'Homme*

en République islamique d'Iran;

- *déplorant que ni le Parlement iranien, ni aucune autre autorité iranienne n'aient ouvert une enquête circonstanciée sur les nombreux doutes pesant sur la régularité de l'élection présidentielle;*

- *constatant que la contestation du résultat s'est rapidement transformée en un large mouvement de protestation, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran;*

- *déplorant la répression violente des manifestations, voire d'une partie de la société civile iranienne*

- *condamnant l'intimidation systématique de la société civile, les arrestations arbitraires, les mauvais traitements et des actes de torture ayant causé des morts et des blessés dans la rue et dans les prisons;*

- *admirant l'engagement des Iraniennes et Iraniens qui continuent d'exprimer leur opinion en dépit des risques évidents pour leurs études, leur carrière professionnelle, leur santé, leur vie voire celle de leurs familles;*

invite le Gouvernement:

- *à s'associer aux efforts de condamnation de la communauté internationale, en particulier de l'Union européenne, en rapport avec la répression des autorités iraniennes des manifestants en Iran;*

- *à encourager activement ces mêmes efforts en faveur du respect des Droits de l'Homme en Iran;*

- *à soutenir, si nécessaire, la mise en place de sanctions politiques et économiques ciblées visant les élites du régime mais n'affectant pas les droits élémentaires du peuple iranien.*

(s.) Jean Huss, Lydie Err, Gast Gibéryen, Paul Helminger, André Hoffmann, Jean-Louis Schiltz.

► **M. le Président.**- Den Här Schiltz freet nach dozou d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, ech mengen, datt den Här Huss richtig bemierkt huet, datt en Accord besteet op deem Text. Ech sinn allerdéngs net ganz d'accord mat senger Presentatioun.

Ech hu mat deenen Elementer a Prinzipien, déi an dem Originaltext stinn, kee Problem. Ech war just der Meenung, datt opgrond vun där Roll, déi Lëtzebuerg an der internationaler Diplomatie gespillt huet, ze spillen huet a weider wäert spillen, et utile wär, wann een dat géif an dee korrekten diplomatesche Langage akleeden; wat ech gemaach hunn. C'était une question de forme, pas une question de fond.

► **M. le Président.**- Da freet nach den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech wëll just mentionéieren, datt ech dës Woch e Brëif geschriwwen hunn un de President vun der aussepolitichescher Kommissioun, fir och e Mënschenrechtsproblem am Iran opzeweieren, notamment wat d'Communauté Bahai ugeet. An ech mengen, datt mer vläicht da sollten an der Kommissioun eng Kéier eng Debatt méi allgemeng iwwert d'Mënschenrechtssituatioun am Iran hunn, wou mer dann och déi Elementer, déi den Här Huss haut proposéiert huet, kéinte mat berücksichtigen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Da komme mer elo zum Vote. Dat kënne mer par main levée maachen.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun, déi ëmgeännert ginn ass, vum Här Huss, d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da wär domadder déi Motioun à l'unanimité uegoholl.

A mir sinn nach net fäerdeg, Dir Dammen an Hären, mir hunn nämlech nach e

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerg Journal, Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

leschte Punkt um Ordre du jour, nämlech déi Resolutioun vum Här André Hoffmann iwwert d'Zukunft vun der Brauerei de Luxembourg zu Dikrech. Den Här Hoffmann huet elo d'Wuert.

7. Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch

Exposé

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk), auteur.- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dat, wat zu Dikrech geschitt, dat gesäit ee mat dem bloussen A. D'Dikrecher Brauerei, d'Brasserie de Luxembourg am Joer 2008: Fënnf Milliounen Euro Benefiss. Am Joer 2009 viraussichtlech nach méi. Dat ass vläicht de Grand, firwat dass d'Direktioun déi Zuelen nach net wëllt erausginn.

De Konzern InBev, zu deem d'Brasserie de Luxembourg gehéiert: am Joer 2008 iwwer zwou Milliarden Dollar Benefiss. Um Internetsite vun dem Konzern steet e schéine flotte Saz: „Our dream...“ Ech iwwersetzen en op Lëtzebuergesch: Eisen Dram ass et, fir déi bescht Béier-Company ze ginn an enger besserer Welt.

Wat fir déi eng eng besser Welt ass oder den Dram vun enger besserer Welt, dat ass fir aner Leit e Cauchemar. Iwwer 60 Leit sollen op d'Strooss gesat ginn hei zu Lëtzebuerg, a ganz Europa 800. Et sinn 10% vun der gesamter Belegschaft. D'Schließung vun engem produktiven industrielle Site, dee gutt funktionéiert an den eng entscheidend Bedeutung huet fir eng Regioun an iwwerhaupt fir d'industriell Substanz vun eisem Land.

Schonn duerch d'Fusioun vun Dikrech a Mousel am Joer 2000 ass d'Halschent vun der Belegschaft ofgebaut gi respektiv ausgelagert ginn, an deenen zéng Joer vun du bis haut. Also, eleng vun der ekonomescher Situatioun hier, wär et eiser Gesetzgebung no e Licencement abusif, wa Leit géifen entlooss ginn, well se net - an den Terme vum Code du Travail - „fondés sur les nécessités du fonctionnement de l'entreprise“ sinn.

Bei eise Recherchen iwwert d'Kapitalstruktur hu mer och - an enger Zeitung stoung e pikanten Detail - fonnt, nämlech deen, dass eis Pensionsreserven och mat engem beachtliche Pak vun Aktien an Obligatiounen an der Héicht vun dräi Milliounen Euro um Kapital vun deem Konzern beedelegt sinn. Wat op där enger Säit jo awer wierklech erëm eng Kéier en Ulass wär, iwwert déi Strategie vu Placemeter do seriö nozedenken, op där anerer Säit awer och d'Verantwortung - eis Verantwortung, d'Verantwortung vum Stat, d'Verantwortung vun der Chamber - ennersträicht, an där doter Situatioun ze reagéieren.

Onofhängeg vun där Placementsfro selbstverständlech, onofhängeg dovunner, ass et eis Aufgab, eis Verantwortung ze iwwerhuelen an ze reagéieren, fir de Site an d'Aarbechtsplazen ze retten.

Souwiso misst et jo eigentlech selbstverständlech sinn, dass eng demokratesch Gesellschaft d'Maîtrise huet a behält iwwer hir sozial an ekonomesch Entwécklung. Et misst selbstverständlech sinn, dass d'Allgemengwuel muss priméiere par rapport zu - hei geif ech awer soen - onberechtigte Partikularinteressen. Et geet drëm, dass d'Chamber hir Verantwortung iwwerhëlt, fir d'Maîtrise vun eisem Développement, vun eisem sozialen an ekonomeschen Développement ze halen.

An dat ass d'Ursach, firwat dass ech proposéiert hunn, d'Chamber soll decidéieren, eng Spezialkommissioun ze schafe mat deene folgende Missiounen: éischens, eng Analys vun der wierklecher ekonomescher Situatioun vun der Brauerei a vun deem Konzern, zu deem se gehéiert; zweetens, prezis ze evaluéieren, wat fir sozial an ekonomesch Konsequenzen d'Schließung vun deem industrielle Site hätt; drëtzens, ze ennersichen, wéi eng Méiglechkeeten deen aktuelle legislativen a reglementaresche Kader bitt, fir ze intervenéieren, fir de Site ze erhalen an d'Aar-

bechtsplazen ze sécheren; véiertens, awer och nozedenken, wat fir nei legislativ Instrumenter dass ee sech ka ginn, fir an deem Fall do effikass ze reagéieren, a fënneftens schliesslech, méi allgemeng och eng Strategie an e juristesche Kader, fir - dat, wat ech virdru gesot hunn - ze garantéieren, dass eng demokratesch Gesellschaft d'Maîtrise iwwer hire sozialen an ekonomeschen Développement hält oder en erëmkritt.

Mir hunn haut nach eng Kéier gesinn - mir haten et scho beim Bankesektor eng Kéier gesinn - wéi schnell dass et ka goen, wann ee wierklech wëllt. Mir haten haut net manner wéi zwee Projeten hei um Ordre du jour, wou ganz, ganz rapid d'Prozedur duerchgaangen ass. Ech géif mer wënschen, dass mer och hei ganz schnell kéinte reagéieren. Ech mengen och, dass dat méiglech wär: esou schnell reagéieren, ier et ze spët ass.

Et ass selbstverständlech, dass mir eis eege Propositiounen an d'Diskussioun vun där Spezialkommissioun mat erabrëngen. Dat ass elo net selbstverständlech um Ordre du jour, mä dat kënnt dann nach eng Kéier.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Hoffmann Merci. An den Här Lucien Lux huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

► **M. Lucien Lux** (LSAP).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, dass déi Initiativ do sech areit a munch parlamentaresch Initiativen aus deene leschte Wochen zu deem Sujet. An ech mengen och kënnen ze soen, vläicht am Numm vun lech alleguer, dass heibanne wuel keen ass, deen net ennerstëtze géif, dass mer alles ennerhuelen, fir d'Brauerei zu Dikrech ze erhale fir déi nächst Joren, natierlech och déi Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn.

Zum Fong, mengen ech, wär et awer haut elo net d'Geleeënheet, méi déif drop anzegoen. Ech géif, wat déi Propositioun, déi den Här Hoffmann gemaach huet, menge kënnen ze soen, dass d'Spezialkommissioun vläicht net dee richtege Wee wär, well et kéint eis geschéien, dass mer e Précedent schafen, deen eis bei villen anere Problemer, déi mer haten a mat Sécherheet och nach wäerten hunn an deenen nächste Méint, géif schafen.

Duerfir géif ech mengen, mir hätten déi Kommissiounen hei am Haus, déi sech mat der Fro kéinte befaassen. An duerfir wär d'Propositioun, déi, mengen ech, och vun anere Fraktiounen ennerstëtzt gëtt, dass mer dorusser eng Commission jointe géife maache vun der Kommissioun vun der Economie a vun där vum Travail, fir sech mat deene Froen, all deene Froen, awer och anere Froen, déi d'Kollege sech hei stellen, kéinten ze befaassen.

Den Här Hoffmann hat gemengt, et kéint eis hoffen, dass mer ganz rapid kéinten eis mat den Aarbechte befaassen. An duerfir hunn ech an der Mëttesstonn mat deenen zwee zoustännege Ministere gekuckt. An ech géif proposéieren, wann déi Propos zréckbehale gëtt, dass mer den 22. Februar, méindes, um 14:30 Auer eis géife mat deenen zwee Ministeren zesummesetzen, fir eis mat all deene Froen, a wéi gesot, och nach anerer, well ech mengen d'Regierung war jo net ontäteg an deem Dossier, kënnen ze befaassen.

Merci.

► **M. le Président.**- Ech mengen, hei ass eng ganz konkret Propositioun. Den Här Marc Spautz hëlt dozou Stellung.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo, Här President. No dem Här Hoffmann sengen Ausféierungen an och deem, wat den Här Lux gesot huet, si mir och där Meenung, et misst een dat maachen, souwuel am Economie wéi Travail. Et soll een an enger Commission jointe doriwwer schwätzen. Wat awer och net ausschléisst, des Kéier ass konkret de Wonsch gewiescht vum Här Hoffmann an dem Dossier vun der Dikrecher Brauerei, datt mer och an Zukunft kënnen iwwer aner Dossier, déi sech an ähnlecher Form wäerte mellen,...

(Interruption)

...dass een och do kann an deenen zwou Kommissiounen doriwwer schwätzen.

Duerfir géif ech et och elo net gutt fannen,

Sommaire des séances publiques N^{os} 19 et 20

Communications	page 243
6102 - Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse	page 243
Ordre du jour	page 243
Dépôt d'une résolution par M. André Hoffmann	pages 243-244
Ordre du jour (suite)	page 244
Dépôt d'une motion par M. Jacques-Yves Henckes	page 244
Ordre du jour (suite)	page 244
Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables	page 244
6089 - Projet de loi modifiant et complétant les dispositions de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental	pages 244-245
Motion de M. Jacques-Yves Henckes relative à la stratégie d'achat pour des achats publics durables et un mémo des administrations éco-responsables (suite)	page 245
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng au sujet de l'éducation aux médias et	
Débat d'orientation sans rapport sur l'aspect «éducation aux médias» du rapport de 2009 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK)	pages 246-254
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur l'égalité de salaire entre hommes et femmes	pages 254-257
Dépôt d'une motion par M. Jean Huss	page 258
Dépôt d'une proposition de loi par M. Jacques-Yves Henckes	page 258
5718 - Projet de loi	
1. introduisant la responsabilité pénale des personnes morales dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle	
2. modifiant le Code pénal, le Code d'instruction criminelle et certaines autres dispositions législatives	pages 258-263
6076 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14bis à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 27 mai 2009	pages 263-265
Interpellation de M. Jean Huss au sujet de l'évolution dans le domaine des nanotechnologies	pages 265-273
Motion de M. Jean Huss relative à la situation des Droits de l'Homme en Iran	page 273
Résolution de M. André Hoffmann relative à l'avenir de la Brasserie de Luxembourg à Diekirch	page 274

wa mer eng Kommissioun just géife maachen, fir spezifesch mat deem Dossier, mä wéi den Här Lux richtig gesot huet an ennerstrach huet, dass een dann all déi Dossier, déi an Zukunft esou wieren, an enger Commission jointe géif behandelen. An ech kann dat just ennerstëtzen, dem Här Lux seng Propositioun. An ech hoffen, dass den Här Hoffmann déi unhëlt.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- An ech géif proposéieren, Här President, datt mer och den Här Statsminister sollte mat invitéieren. Et ass schliesslech eng Chefsaach, dat heiten.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Mir hunn elo hei eng konkret Propositioun, déi vum Kollege Lucien Lux gemaach ginn ass. Ech gesi soss keng Wuertmeldung. Den Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk), auteur.- Also fir d'éischt awer vläicht eng Präzisioun. Déi Kommissioun mat där Missioun, déi ech versicht hunn ze definéieren, dat sollt net eng Kommissioun Dikrech ginn, an och net mat dem Resultat vun enger Lex Dikrech, sondern et ass gemengt, dass ee relativ schnell kann op déi dote Situatioun reagéieren, mä dass een awer gläichzäitig kuckt: Wéi kann een an ähnleche Fäll reagéieren, opgrond vun eiser Législatioun, déi mer hunn? Respektiv wat fir nei Instrumenter, dass ee sech ka schafen, fir an esou Fäll kënnen ze intervenéieren.

Dat ass jo elo fir mech net ganz nei, wat hei proposéiert ginn ass. Ech sinn och dermat d'accord, allerdéngs - géif ech gäre soen - mat folgende Reserven: also éischens, déi Commission jointe, wa mer déi fënnf Punkten, wou Der jo sot, déi sollen do diskutéiert ginn, seriö huelen, da kann et net sinn, dass déi zwou Kommissiounen eng Kéier zesummekommen an dann en Tour de table maachen, an domadder hat et sech.

Dat heescht, dat muss jo dann heeschen, dass déi Commission jointe, also déi zwou Kommissiounen zesummen, sech seriö mat der Problematik beschäftegen, méi wéi eng Kéier, an zwar op deene verschiddeenen Niveauen: Interventions urgentes, rapides an Kader vun der Législatioun, déi besteet, plus Iwwerleeunge vun neien Instrumenter, déi mer eis fir esou Situatiounen kënne ginn.

Ech wëll lech just soen, am Fall Dikrech ass et urgent. Wie sech e bëssen auskennt am Aarbechtsrecht, dee weess, wa mer bis an de Verhandlungen zum Sozialplang hängen, da gëtt et wesentlech méi schwierig, fir Aktiounen ze ennerhuelen, och fir d'Gewerkschaften, an et gëtt wesentlech méi schwéier, fir dann de Site definitiv ze retten. Also ech mengen, däers muss ee sech einfach bewosst sinn, dass do awer an deem dote Fall eng seriö Drénglechkeet besteet an dass an der Populatioun vun eis eng adequat Reaktioun erwaart gëtt.

► **M. le Président.**- Ech géif da proposéieren, datt mer déi Suggestioun vun Kollege Lucien Lux géifen unhuelen. Den nächsten 22. Februar um 14.30 Auer kommen déi zwou Kommissiounen enner Form vun enger Commission jointe zesummen, fir iwwer all déi Punkten, déi den Här Hoffmann a senger Resolutioun opgeworf huet, ze diskutéieren. An duerno kucken déi Kommissiounen, wéi se virufieren.

Kënne mer dat alles akzeptéieren?

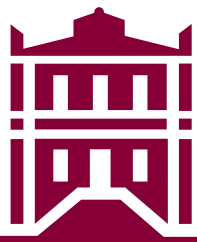
(Assentiment)

Ech gesinn do keng Géigemeenung. Domadder wär dese Punkt dann och ofgeschloss.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 9., 10. an 11. Mäerz.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0277	Carlo Wagner	Grippe A/H1N1- réactions allergiques du au vaccin
0278	Marc Spautz	Prix pratiqués par les pharmacies et concernant les produits pharmaceutiques et les médicaments
0279	Claude Adam	Procédures des établissements scolaires face à la rumeur fondée ou pas d'un acte de violence à venir
0280	Eugène Berger et Fernand Etgen	Obligation de visa pour les ressortissants taiwanais
0282	Xavier Bettel	Système de vidéosurveillance «Visupol»
0283	André Hoffmann	Plan social chez Villeroy&Boch
0286	Jean Colombera	Vaccin contre la grippe saisonnière
0287	Marcel Oberweis	Création d'une liaison ferroviaire entre les villes de «QuattroPole»
0289	Camille Gira	Productions audiovisuelles utilisées par les communes pour promouvoir leurs événements culturels, sociaux et politiques
0291	Jean Huss	Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme
0292	Jean Colombera	Infections associées aux soins
0293	Marcel Oberweis	Espace européen de la recherche
0294	Henri Kox	Adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables IRENA
0295	Jean Colombera	Nouvelles infections avec le VIH en 2009
0296	Jean Colombera	Médecins étrangers ayant un second cabinet de consultation au Luxembourg
0298	Marc Lies	Calcul et la liquidation de la pension de veuve
0299	Eugène Berger	Tâche normale des instituteurs du premier cycle
0300	Eugène Berger	Application du droit de travail dans une école privée
0301	Marc Lies	Impôt commercial communal
0302	Fernand Kartheiser	Enseignement des langues classiques
0304	Camille Gira et Henri Kox	Projet de carrière calcaire «Mega-Steinbruch Olk»
0305	Ben Fayot	Ouvrages endommagés par l'humidité à la bibliothèque nationale
0306	André Bauler	Indemnité de chômage pour travailleurs frontaliers
0307	Jean Colombera	Fixation de patients atteints d'une maladie mentale
0308	Jean Colombera	Programme «mammographie»
0309	Jean-Pierre Klein	Premiers secours
0310	Jean Huss	Sécurité des jouets
0311	Eugène Berger	Remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental
0312	Félix Braz	Accueil et intégration des étrangers
0313	Carlo Wagner	Utilisation d'amiante dans la construction de bâtiments
0315	Jean Colombera	Reconnaissance des différentes formes de médecine complémentaire
0316	Jean Colombera	Laboratoire de recherche sur le SIDA
0317	Jean Colombera	Ramassage de cadavres d'animaux
0318	Jean Colombera	Médecine nucléaire
0319	Fernand Etgen	Bonifications d'impôts
0320	Marc Spautz	Propagation des cas d'infections au hantavirus
0321	Marc Spautz	Harcèlement moral sur le lieu de travail
0322	Anne Brasseur	Nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval
0323	André Bauler et Fernand Etgen	«Night Vigil 2009»
0324	Eugène Berger	CR101 entre Kopstal et Mersch
0325	Jean Colombera	Violence domestique
0326	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Vaccin non utilisé
0327	Marc Spautz	Conséquences du statut unique au niveau des délégations de personnel
0328	Fernand Etgen	Plans d'aménagements particuliers (PAP)
0329	Claudia Dall'Agnol	Soins à domicile
0330	Gilles Roth	Éthylotests dans les bars
0331	Jean Colombera	«Geessegripp»
0332	Jean Colombera	«Geessegripp»
0333	Jean Colombera	Sécurité au travail
0334	Jacques-Yves Henckes	Dispositions relatives aux intérêts sur la TVA à rembourser
0335	Gast Gibéryen	Subsides accordés
0336	Gast Gibéryen	Campagnes d'information du département ministériel des sports
0337	Jean Colombera	Excision
0338	Jean Colombera	Regroupement des trois «Stroke-Units»
cf. 0358		
cf. 0360		
0340	Fernand Etgen	Fermeture du CIPA à Mertzig
0342	André Bauler	Renouvellement de la traversée de Bockholtz
0343	Eugène Berger	Grippe A/H1N1 - Vaccins inutilisés
0344	Marc Angel	Programme d'avion de transport militaire A400M
0345	Xavier Bettel	Projet d'avion de transport militaire A400M
0346	Claude Meisch	Réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension
0348	Xavier Bettel	Autopsies de deux ressortissants étrangers tués dans la nuit de la Saint-Sylvestre
0352	André Bauler	Absentéisme depuis l'introduction du statut unique
0354	François Bausch	Pratique des «rulings» au sein de l'Administration des Contributions directes
0355	Claude Meisch	Taxe sur les bonus des banques au Royaume-Uni
0356	Camille Gira	Subsides accordés au Conservatoire du Nord
0358	Jean Colombera	Accidents vasculaires cérébraux
cf. 0338		
cf. 0360		
0359	André Bauler et Fernand Etgen	Fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch - coût de l'eau et revalorisation du site
0360	Jean Colombera	Accidents vasculaires cérébraux - Données
cf. 0338		
cf. 0358		
0361	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - «Triangle d'or thérapeutique»
0362	André Bauler	Réaménagement de la traversée du «Préizerdau» (N12)
0363	Robert Weber	Indice de corruption de l'organisation Transparency International
0365	Marc Spautz	Brasserie de Luxembourg
0368	Jean Colombera	Capacité d'accueil du «Fraenhaus»
0370	Jean Colombera	Traitement médical à l'étranger
0373	Mill Majerus	Frais de postcure de malades affectés de troubles alimentaires
0374	Fernand Etgen	Plan de sécurité pour la région «Nordstad»
0377	Claude Haagen	Reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.
0380	Gilles Roth	Vente projetée de l'église paroissiale de Roodt/Eisch
0381	Jean Colombera	Grippe A/H1N1 - Nature du virus
0385	Eugène Berger	Licenciement de membres du corps enseignant dans une école privée catholique
0387	Claude Haagen	Taxe européenne sur certains services ou produits
0391	Gilles Roth	Stratégie de promotion de et vers l'émirat de Dubaï
0393	Jean Colombera	Restructuration d'AOL en Europe
0397	Fernand Etgen	Dotations supplémentaires pour certains fonds spéciaux
0398	Eugène Berger	Futur des gares périphériques prévues par les concepts de mobilité intégrée «mobilité.lu» et «Mobil 2020»

Question 0277 (24.11.2009) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **grippe A/H1N1-réactions allergiques du au vaccin**:

Selon mes informations, quelque 172.000 vaccins contre la grippe A/H1N1 ont dû être retirés au Canada. En effet, ces vaccins auraient présenté un risque accru de susciter des réactions allergiques potentiellement létales.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les vaccins déjà livrés ou commandés par le Gouvernement font partie de la charge concernée? Dans l'affirmative, combien de vaccins sont exactement concernés? Combien de ces vaccins ont déjà été utilisés?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les vaccins utilisés au Luxembourg ont été analysés sur les substances provoquant ces réactions allergiques?

Réponse (9.12.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le vaccin Arepanrix® contre la grippe A/H1N1 produit par GlaxoSmithKline, et dont un lot particulier a été suspendu pour analyses complémentaires suite à la survenue de réactions allergiques graves en nombre plus élevé qu'attendu, n'a pas été distribué en Europe. Aucun vaccin du lot concerné n'a été distribué au Luxembourg.

Comme l'Agence de Santé publique du Canada a communiqué le 24 novembre, un seul lot bien précis de ce vaccin de 172.000 doses (AA3BA027/AFLPA313AA)

est concerné par cette suspension provisoire; des études pour déterminer la cause exacte de ce phénomène sont en cours.

D'après nos informations, plus de 150.000 doses de ce lot auraient déjà été utilisées. Au total, six réactions allergiques sévères (chocs anaphylactiques) ont été observées, ce qui représente un taux de quatre pour 100.000, alors que le taux attendu se situe normalement à moins de un sur 100.000.

Tous les six patients concernés sont actuellement rétablis.

Le fait que ce nombre anormalement élevé de réactions allergiques relié à un lot bien spéci-

fique ait pu être détecté aussi rapidement (actuellement plus de 15 millions de personnes sont déjà vaccinées au Canada), démontre bien que le système de pharmacovigilance établi partout dans le monde fonctionne très bien.

Pour les vaccins utilisés au Luxembourg et ailleurs, des analyses régulières sont faites avant la libération de chaque lot. Toutes les substances contenues dans chacun des deux vaccins, même sous forme de traces, sont reprises dans la notice scientifique avec l'indication de prendre les précautions nécessaires en cas d'allergie à l'un ou plusieurs de ces produits.



Question 0278 (25.11.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **prix pratiqués par les pharmacies et concernant les produits pharmaceutiques et les médicaments:**

Il ressort de la réponse commune de Madame la Ministre de la Famille et l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Santé à ma question parlementaire N°0146 relative aux pratiques de certaines maisons de retraite et de soins pour personnes âgées (cf. compte rendu N°3/2009-2010) que certains gestionnaires de centres intégrés pour personnes âgées et/ou maisons de soins obtiennent des pharmacies des avantages financiers par rapport aux achats opérés pour le compte de leurs pensionnaires qu'ils cèdent, mais pas systématiquement, aux pensionnaires en question.

Si les marges bénéficiaires des pharmaciens permettent des ristournes, une réduction de ces marges via une réduction des prix des produits pharmaceutiques et des médicaments relevant du régime du tiers payant devrait être possible. À noter, par ailleurs, que le Gouvernement ne semble pas écarter une telle solution. Il est vrai que celle-ci permettrait de faire bénéficier l'ensemble des assurés et surtout la Caisse nationale de Santé des «ristournes». Ce faisant, elle permettrait de combler, du moins en partie, le déficit de la sécurité sociale qui ne cesse de croître.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- si le Gouvernement entend, via son représentant auprès de la Caisse nationale de Santé, inscrire la faisabilité de la solution précitée à l'un des prochains ordres du jour du Comité de la CNS.

Réponse (13.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Le pharmacien a bien le droit d'accorder des remises sur le prix public. Cependant, le cas échéant, le taux de prise en charge devrait s'appliquer à ce prix réduit.

Je suis d'avis que dans cette hypothèse la personne protégée et l'assurance maladie devraient bénéficier de la remise accordée en fonction de leur intervention respective. Il n'est pas admissible qu'une remise liée à la vente de médicaments soit accordée à un tiers.

Le Syndicat des pharmaciens luxembourgeois, auquel j'ai demandé des explications en la matière, vient de m'informer qu'il «n'a pas connaissance que des ristournes soient faites sur des médicaments et qu'il est certain que ce n'est pas le cas». Toutefois, le même syndicat admet que quelques pharmaciens accordent un «escompte» à certaines institutions alors que le pharmacien fait une facture globale à ces dernières qui font la refacturation aux pensionnaires.

Les résolutions prises lors de la dernière session du comité quadripartite ont conduit à la formation de groupes de travail dont un se penche plus particulièrement sur le circuit de distribution des médicaments et esquissera des solutions en matière de marges, escomptes ou remises en tenant compte du rôle des différents intervenants et des besoins des malades.

Question 0279 (26.11.2009) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **procédures des établissements scolaires face à la rumeur fondée ou pas d'un acte de violence à venir:**

Suite à une rumeur qui circulait la semaine dernière dans un Lycée technique, j'aimerais poser, conformément à notre règlement interne, une question parlementaire à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Existe-t-il une procédure précise que doit suivre la direction d'un lycée ou encore le ou la délégué(e) d'une école fondamentale face à un soupçon d'un acte de violence à venir? Un diagnostic de la situation est-il établi, une enquête effectuée? Quels sont les différents intervenants?

- Comment l'établissement scolaire touché par une rumeur d'acte de violence à venir doit-il communiquer en interne? Le Ministère de l'Éducation nationale ne devrait-il pas prendre le relais pour la communication externe?

- Existe-t-il une procédure d'urgence dans le cas où un acte de violence de type fusillade s'annoncerait comme probable, voire imminent? Quelle est-elle?

Réponse (30.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il est vrai malheureusement qu'il y a eu récemment plusieurs alertes dans les lycées suite à des rumeurs annonçant sur Internet des actes de violence d'un élève visant à injurier ceux et celles qui l'entoure. Il a eu aussi l'un ou l'autre appel téléphonique anonyme pour prétendre qu'il y aurait une bombe dans une école.

S'il s'est avéré qu'il s'agissait de très mauvaises blagues, il convient de souligner que toutes ces alertes sont prises au sérieux par les instances scolaires et la Police et que, dans chacun de ces cas, le Parquet judiciaire est saisi.

Lorsque les responsables d'une école sont informés, par des élèves ou des parents, d'une rumeur qui circule sur Internet ou lorsqu'il y a un appel téléphonique donnant l'alerte à la bombe, la Police est immédiatement informée et prend les mesures nécessaires, avec la direction ou le président de l'école, pour vérifier le bien-fondé de l'alerte et mettre en place un dispositif adapté pour le cas où l'alerte se montrerait justifiée. Le Ministère est également informé.

Jusqu'à présent, il a toujours été possible d'identifier l'auteur d'un message sur Internet et de l'appréhender. S'il y a une alerte à la bombe, les lieux sont fouillés par des spécialistes.

La direction ou le président informe le personnel, les élèves et les parents. Si l'instigateur est découvert, le Service de Psychologie et d'Orientation scolaires ou la Cellule psychologique de la Police le prend en charge. La Police saisit le Parquet judiciaire. La communication externe est faite par la Police et/ou par mon département.

Il n'est pas possible de donner des directives qui soient valables dans tous les cas de figure d'un acte de violence réel. Ainsi, le mot d'ordre que, lors d'une fusillade, les enseignants s'enferment avec leurs élèves dans les salles de classes peut être fatal au

cas où le criminel déciderait de mettre le feu.

Les décisions doivent être prises par le directeur ou le président de l'école en concertation avec la Police. La Police collabore avec les directions des écoles et les services concernés de mon département pour ce qui est des démarches à faire et des décisions à prendre en cas d'actes de violence réels.

Question 0280 (26.11.2009) de **MM. Eugène Berger et Fernand Etgen** (DP) concernant **l'obligation de visa pour les ressortissants taiwanais:**

Les ressortissants taiwanais sont soumis à l'obligation d'obtention de visa pour visiter l'espace Schengen. Le président taiwanais a exprimé récemment l'espoir de voir l'Union européenne renoncer à l'avenir à cette obligation. Aujourd'hui, Taipei accorde elle-même une exemption de visa aux citoyens de vingt États membres de l'UE. À noter que depuis le 3 mars 2009, les ressortissants taiwanais ne sont plus soumis à l'obligation de faire une demande de visa pour se rendre au Royaume-Uni (qui ne fait pas partie de l'espace Schengen) pour tout séjour de moins de six mois.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

- Peut-on envisager un abandon de l'obligation d'obtention de visa pour les ressortissants taiwanais pour visiter l'espace Schengen?

- Dans l'affirmative, dans quels délais peut-on prévoir un tel abandon?

- Dans la négative, quelles raisons sont invoquées qui pourraient justifier un tel refus?

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois à ce sujet?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

L'opportunité d'un abandon de l'obligation de visa pour les ressortissants taiwanais souhaitant visiter l'espace Schengen se trouve à l'ordre du jour des instances du Conseil de l'Union européenne depuis un moment déjà. Étant donné que nous ne nous trouvons pas en face d'un risque migratoire pas plus que d'une menace inconsidérée au plan de la sécurité, l'abandon de cette obligation constitue une possibilité.

Vu le contexte diplomatique particulier dans lequel s'inscrit cette question, j'estime que les pays membres de l'espace Schengen devraient faire l'objet d'une proposition de libéralisation des visas de la part de la Commission. Cela pourrait se faire, dès le début de l'année prochaine et permettrait, le cas échéant, à la Commission de négocier un accord global. Le temps que prendront ces négociations est difficile à évaluer.

Il faudra, bien sûr, veiller à ce que la position de base de l'UE en l'espèce, à savoir le respect de la politique du «one China», reste préservée. Faute de quoi l'obtention d'un consensus au sein des pays de l'espace Schengen s'avérerait hypothétique, voire impossible.

Pour le Gouvernement luxembourgeois ce problème ne revêt pas un caractère primordial. Nous pourrions nous rallier à toute solution partagée par nos

partenaires Schengen et respectueuse de la «one China policy» de l'UE, qui garde toute son actualité aujourd'hui.

Question 0282 (27.11.2009) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **système de vidéosurveillance «Visupol»:**

La Police grand-ducale utilise depuis août 2007 un système de vidéosurveillance appelé «Visupol». À l'étranger, seulement des agents de police titularisés sont autorisés à travailler dans le cadre de ce système pour assurer la protection des données ainsi qu'une évaluation professionnelle des images visionnées.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si au Luxembourg ce ne sont que des agents de police titularisés qui travaillent avec le système «Visupol»?

Dans la négative:

- Quelles en sont les raisons et quel est le profil exact du personnel exerçant actuellement cette fonction?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une tâche aussi délicate que le traitement d'images de vidéosurveillance devrait incomber à des fonctionnaires assermentés?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une analyse professionnelle et adéquate du matériel de vidéo ne peut être garantie qu'en faisant appel à des agents de police?

Réponse (21.12.2009) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le système vidéosurveillance est exploité par du personnel policier, assisté par du personnel civil.

Les missions des personnels civils se limitent à observer les images.

Dès qu'une possible infraction est constatée, le personnel policier intervient et décide aussi bien des moyens policiers à envoyer sur place (patrouille, unité, etc.) et fait le suivi, à savoir la saisie et l'exploitation des images pour les besoins d'une enquête judiciaire.

Tout le personnel opérateur a suivi une formation portant sur la déontologie policière, le secret professionnel, la protection des données (par la Commission nationale de la protection des données), la base légale du système de vidéosurveillance et les procédures à respecter.

Question 0283 (30.11.2009) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant le **plan social chez Villeroy&Boch:**

Le plan social qui vient d'être conclu pour les salarié(es) de Villeroy&Boch ne résout évidemment pas les problèmes sociaux, professionnels voire existentiels des salarié(es) licencié(es) dont la plupart risquent de se retrouver au chômage avec une indemnisation insuffisante.

Face à cette situation, je prie Monsieur le Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Le Ministre a-t-il entrepris au cours des dernières semaines - et

si oui, avec quel résultat - les démarches suivantes prévues à l'article L.166-5 (2) du Code du Travail:

«Les autorités compétentes mettent à profit les délais visés au paragraphe (1) qui précède pour chercher des solutions aux problèmes posés par les licenciements collectifs dont le projet a été notifié à l'Administration de l'Emploi?»

2. Le Ministre envisage-t-il d'ouvrir une perspective d'emploi aux salarié(es) de Villeroy&Boch, notamment en s'inspirant des solutions appliquées dans l'industrie sidérurgique?

3. Le Ministre envisage-t-il de prolonger notamment les délais de préavis selon les dispositions de l'article L.166-6 (2) du Code du Travail ou de l'article L.166-7 du même Code:

«Le Ministre ayant le Travail dans ses attributions peut prolonger à quatre-vingt-dix jours le délai visé au paragraphe (1), lorsque les problèmes posés par les licenciements collectifs risquent de ne pas trouver de solution dans le délai initial». (article L.166-2(2))

«Si la cessation totale ou partielle d'une entreprise au sens de l'article 16 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie, intervient sans justification de raisons objectives, le délai prévu au paragraphe (1) de l'article L.166-6, peut être étendu exceptionnellement par le Ministre ayant le Travail dans ses attributions à quatre-vingt-dix jours (...)». (article L. 166-7?)

4. Le Ministre peut-il préciser le résultat des investigations de l'administration concernant l'obligation de restitution d'aides par Villeroy&Boch et les sanctions encourues sur base de la prédite législation de 1993, ainsi que les conséquences pratiques qu'il entend tirer de ces investigations quant aux remboursements d'aides et de sanctions à appliquer?

Réponse (21.12.2009) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Il importe de souligner tout d'abord que je partage l'avis de l'honorable Député quant aux problèmes sociaux et professionnels des salariés concernés.

1. Les partenaires sociaux viennent d'être invités à une réunion avec le secrétariat du Comité de conjoncture afin justement de profiter des délais de préavis pour promouvoir notamment des mesures de formation en vue de la reconversion professionnelle des salariés concernés.

Cette réunion se tiendra dès début janvier.

2. Le modèle de la Cellule de Reclassement (CDR) de la sidérurgie est un modèle établi par l'entreprise avec ses partenaires sociaux et soutenu financièrement par le fonds pour l'emploi dans le cadre du droit commun.

Dès lors ce système ne peut pas être transféré sur d'autres entreprises d'autant plus que dans le cas qui nous préoccupe il n'y aura à l'avenir plus de production à Luxembourg.

3. Vu la situation tendue du marché de l'emploi, je vais bien entendu profiter des possibilités qui me sont offertes par le paragraphe (2) de l'article L.166-6 du Code du travail en prolongeant les délais de préavis à quatre-vingt-dix jours.

4. La restitution d'aides étatiques perçues par Villeroy&Boch dans le cadre de la loi modifiée du 27 juillet 1993 citée par l'honorable Député relève de la compétence du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

La société Villeroy&Boch n'a annoncé que récemment par voie de presse que l'arrêt de la production de l'usine située à Luxembourg aura lieu fin juin 2010.

Les services compétents pourront désormais finaliser les investigations quant aux obligations que la société encourt concernant la restitution des aides étatiques. Il sera procédé à une demande de remboursement des aides pour lesquelles la société Villeroy&Boch s'est engagée à maintenir une activité industrielle et commerciale à Luxembourg durant une période minimale. Cette restitution pourra notamment s'appliquer à un projet de recherche engagé au cours de l'année 2003.

Question 0286 (1.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **vaccin contre la grippe saisonnière**:

Depuis des semaines la vaccination contre la grippe dite «grippe porcine» est en cours. Les vaccins Pandemrix et depuis peu Panenza ont été élaborés exclusivement à cet effet.

Or, ce qui est étonnant, c'est le fait que le vaccin contre la grippe saisonnière, contre laquelle les patients sont vaccinés régulièrement depuis des années, comme par exemple le Vax Grip, contient également le virus A du type H1N1. En plus, les effets secondaires du vaccin antigrippal saisonnier sont identiques à ceux du vaccin contre la grippe H1N1.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Est-ce qu'une vaccination avec le vaccin contre la grippe saisonnière n'aurait pas eu le même effet de protection contre la grippe H1N1 que la vaccination avec un vaccin spécial comme le Pandemrix?

- Si oui, pourquoi n'a-t-on pas pris recours à un vaccin contre la grippe saisonnière, qui aurait eu un effet et contre la grippe saisonnière et contre la grippe H1N1?

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La grippe A (H1N1)v de 2009 est provoquée par un virus de la grippe A de sous-type H1N1. Ce nouveau virus grippal contient des gènes de plusieurs virus connus d'origine porcine, aviaire et humaine. Il est différent du virus A (H1N1) responsable de la grippe saisonnière, d'origine humaine.

La composition du vaccin saisonnier 2009-2010 a été décidée en

février 2009 par les experts de l'OMS et contient des fragments des souches virales humaines suivantes:

- un virus de type A/
Brisbane/59/2007 (H1N1)

- un virus de type A/
Brisbane/10/2007 (H3N2)

- un virus de type B/
Brisbane/60/2008.

La souche humaine A/Brisbane/59/2007 (H1N1) est très différente de la souche A/California/2009 (H1N1), et toutes les études (sauf une petite étude mexicaine très contestée du point de vue de la méthode et de la sélection des patients) convergent pour dire que le vaccin contre la grippe saisonnière 2009-2010 ne protège malheureusement pas contre la grippe pandémique A (H1N1)v de 2009.

Question 0287 (1.12.2009) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **création d'une liaison ferroviaire entre les villes de «QuattroPole»**:

Lors d'une réunion à Trèves le 22 septembre 2009, les maires des villes faisant partie du réseau de coopération «QuattroPole», réunissant les villes de Luxembourg, Metz, Trèves et Sarrebruck, se prononçaient en faveur de la création d'une ligne ferroviaire permettant de relier les différentes villes du réseau entre elles. Selon les maires, l'instauration d'une telle liaison présenterait aussi bien un avantage pour les frontaliers que pour les touristes puisque les temps de trajet entre les différentes villes de «QuattroPole» pourraient être réduits d'environ dix minutes.

Ainsi par exemple le trajet entre le Luxembourg et Trèves pourrait être ramené de 44 à 35 minutes. À terme, la coopération ferroviaire entre les villes de «QuattroPole» doit même remplacer le système existant des quatre prestataires régionaux différents. En fin de compte, les villes de «QuattroPole» souhaitent concrétiser avec ce projet une recommandation élaborée par l'Université de Trèves se basant sur les résultats d'une enquête représentative que cette université avait menée pendant quatre ans auprès des habitants de Trèves, Metz, Sarrebruck et Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du projet susmentionné?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le Gouvernement luxembourgeois entend participer au projet de liaison ferroviaire des villes du réseau «QuattroPole»?

Réponse (21.12.2009) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire N°287 du 1^{er} décembre 2009, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur la création éventuelle d'une liaison ferroviaire entre les villes du «QuattroPole», à savoir le Luxembourg, Metz, Trèves et Sarrebruck.

Le concept en question a été examiné par les CFL au courant du mois de novembre 2009.

À ce sujet, l'on précise tout d'abord que l'offre actuelle entre les quatre villes faisant partie de «QuattroPole» est le résultat

d'une analyse basée sur les besoins des frontaliers français et allemands. À noter encore que le marché lorrain forme de loin le marché le plus important pour le Luxembourg. Les dessertes actuelles ont été établies en concertation avec les autorités organisatrices respectives et correspondent à la demande des utilisateurs des chemins de fer:

1) Pour la relation ferroviaire entre le Luxembourg et Trèves, la cadence des trajets s'élève actuellement déjà à 22 allers-retours par jour.

2) Entre Luxembourg et Metz, l'offre ferroviaire actuelle est très dense avec 38 allers-retours par jour.

3) Pour la liaison entre le Luxembourg et Sarrebruck, encore assez lente par rail à cause de la boucle à effectuer via «Trier Hauptbahnhof», les CFL ont instauré un service autobus, en collaboration avec le département des Transports du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, par lequel douze allers et 13 retours journaliers (du lundi au vendredi) sont effectués depuis mars 2009. Une étude de faisabilité pour le développement d'une liaison ferroviaire entre Sarrebruck et le Luxembourg est en cours, en coopération avec les autorités allemandes. Les résultats y afférents seront disponibles pour la fin de l'année.

Au vu de ce qui précède, les CFL ne voient pour l'instant pas l'opportunité de la création d'une relation en boucle reliant les quatre villes. Il semble beaucoup plus utile et efficace de se concentrer d'abord sur les liaisons existantes en coopération avec les partenaires respectifs.

Question 0289 (1.12.2009) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant les **productions audiovisuelles utilisées par les communes pour promouvoir leurs événements culturels, sociaux et politiques**:

Le nombre de communes qui font réaliser des productions audiovisuelles sur leurs événements culturels, sociaux et politiques est en augmentation. Ces reportages sont diffusés par câble sur des programmes luxembourgeois de télévision. Il paraît cependant que dans certaines communes la couverture des événements ne se fasse pas de façon neutre et objective et que ces reportages s'avèrent être de véritables émissions d'autopromotion du collège échevinal et de la majorité politique sans évoquer les autres partis politiques siégeant au conseil communal.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Considérant que ces productions sont réalisées par des moyens financiers publics, les communes ne devraient-elles pas veiller à une représentation impartiale des faits locaux et assurer le cas échéant que tous les partis politiques siégeant au conseil communal puissent y exposer leurs positions?

- Face au nombre croissant de communes qui ont recours à ce moyen de représentation de leurs activités et événements, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de donner des instructions pour que ces reportages se fassent à l'avenir dans un esprit d'équité, de neutralité et de transparence?

Réponse (25.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

L'auteur de la question parlementaire vise les productions audiovisuelles que certaines communes font réaliser au sujet d'événements locaux, diffusées par câble sur des programmes luxembourgeois de télévision, en affirmant qu'il paraîtrait que «dans certaines communes la couverture des événements ne se fasse pas de façon neutre et objective et que ces reportages s'avèrent être de véritables émissions d'autopromotion du collège échevinal et de la majorité» sans cependant se référer à des exemples concrets de faits de ce genre.

Il convient dès lors de préciser que le Département de l'Intérieur n'a jusqu'alors pas été saisi d'une information ou réclamation permettant de dégager des éléments objectifs qui soient de nature à corroborer les affirmations contenues dans la question parlementaire.

En ce qui est des questions posées, il y a lieu de préciser tout d'abord que de manière générale, je rejoins l'avis de l'honorable Député quant au fait qu'une production audiovisuelle réalisée pour le compte d'une administration communale et financée par les deniers publics doit répondre à des critères d'objectivité et de neutralité à l'instar des principes qui valent pour les publications écrites des communes.

Qu'il soit rappelé cependant que les principes tant de la subsidiarité que de l'autonomie communale amènent l'autorité de tutelle à n'intervenir que dans les cas prévus par la loi et lorsque le respect de la loi ou de l'intérêt général l'exigent ainsi que dans les cas où il s'agit d'apporter des précisions dans le contexte de la mise en œuvre pratique d'une législation.

Or, en l'état actuel des choses les conditions d'une intervention du Ministre de l'Intérieur dans le cadre des activités visées par la question parlementaire ne sont pas données. Par ailleurs, dans un contexte où tant la Chambre des Députés dans le rapport final de la commission spéciale «réforme territoriale du Luxembourg» du 19 juin 2009 que le Gouvernement dans son programme ont exprimé la volonté d'alléger la tutelle administrative et de renforcer l'autonomie des communes il ne semble guère opportun, mais au contraire anachronique, de penser à soumettre à la tutelle étatique des activités qui ne rentrent pas dans le cadre du fonctionnement institutionnel des communes.

Dans cette logique, il appartient aux corps communaux de faire preuve de maturité démocratique et d'appliquer les principes d'équité et d'objectivité dans le domaine de la production de supports audiovisuels comme pour toute autre activité de publication ou de communication, sans que la main régulatrice de l'État n'ait à intervenir, à moins que les faits ne contredisent la volonté politique exposée ci-avant.

Question 0291 (2.12.2009) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant le **Protocole additionnel à la Convention des droits de l'Homme**:

Début octobre, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation importante invitant les Gouvernements de ses pays membres à élaborer un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme pour la reconnaissance du droit à un environnement sain et viable.

Étant donné la persistance des problèmes environnementaux, tels que la pollution de l'eau, de l'air et des sols, la contamination de la chaîne alimentaire ou encore l'accroissement des troubles et maladies environnementaux particulièrement chez les enfants, la reconnaissance du droit à un environnement sain en tant que droit fondamental deviendrait dès lors un équivalent du droit à la vie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Gouvernement soutient la recommandation de l'Assemblée générale du Conseil de l'Europe pour la création de ce protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons de ce refus?

Réponse (17.12.2009) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté, le 30 septembre 2009, la recommandation 1885 (2009)¹ invitant le Comité des Ministres du CdE «d'élaborer un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme qui reconnaisse le droit à un environnement sain et viable».

Lors de sa 1068^e réunion, les 20 et 21 octobre passés, le Comité des Ministres a décidé de communiquer, pour les en informer, cette recommandation aux instances compétentes du Conseil de l'Europe - notamment au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, au Comité permanent de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne), au Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH), au Comité directeur du patrimoine culturel et du paysage (CDPATEP) et à la Conférence du Conseil de l'Europe des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT). Une fois reçues les réactions de ces instances, le Groupe des rapporteurs sur les droits de l'Homme (GR-H) commencera ses travaux d'élaboration d'un projet de réponse.

Ces travaux étant actuellement en cours, le Gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de prendre position sur la recommandation de l'APCE de 2009.

Ceci étant, je tiens à souligner que le Gouvernement est favorable à la reconnaissance d'un droit à un environnement sain et viable, comme il l'avait déjà exprimé dans sa contribution à la réponse du Comité des Ministres (CM) à une précédente recommandation sur le même sujet (Recommandation 1614 (2003), droit à un environnement sain²).

¹ Recommandation 1885 (2009) adoptée le 30 septembre 2009 disponible à l'adresse <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/Adopted-Text/ta09/FREC1885.htm>

² Recommandation 1614 (2003) adoptée le 27 juin 2003 disponible à l'adresse <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/Adopted-Text/ta03/FREC1614.htm>

Dans sa réponse³, le Comité avait noté que, bien que la Convention européenne des droits de l'Homme ne reconnaisse pas expressément un droit à la protection de l'environnement, le système de la Convention contribue de manière indirecte à la protection de l'environnement par le biais des droits actuellement garantis par la Convention et de leur interprétation par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Si le Comité des Ministres n'a donc pas jugé opportune, à ce stade, la rédaction d'un protocole additionnel à la Convention, il a soutenu la proposition du Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH) encourageant la rédaction d'un instrument approprié «récapitulant les droits tels qu'ils sont interprétés dans la jurisprudence de la Cour et soulignant la nécessité de renforcer la protection de l'environnement sur le plan national, notamment en assurant un accès à l'information, la participation aux processus décisionnels et un accès à la justice pour les questions liées à l'environnement».

Le CDDH a, depuis, rédigé un Manuel sur les droits de l'Homme et l'environnement⁴ dont l'objectif est d'améliorer la compréhension de l'interconnexion de plus en plus grande entre la protection des droits de l'Homme par la Convention européenne des droits de l'Homme («la Convention») et l'environnement, et de contribuer ainsi au renforcement de la protection de l'environnement au niveau national.

Dans sa recommandation 1885(2009), l'Assemblée reconnaît l'utilité de ce manuel qui recense la jurisprudence de la Cour assurant une protection certaine du droit à un environnement sain. Elle réitère cependant aussi sa recommandation d'élaborer un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme qui reconnaisse le droit à un environnement sain et viable. Cette recommandation donnera l'occasion au Comité des Ministres d'évaluer une nouvelle fois, à la lumière des engagements récents pris par les Gouvernements, l'opportunité d'un tel texte dont le Luxembourg se réjouirait.

Question 0292 (2.12.2009) de M. Jean Colombara (ADR) concernant les infections associées aux soins:

Schätzungsweise rund 5% der europaweit in einem Krankenhaus behandelten Patienten sollen sich in den Krankenhäusern mit Viren und Bakterien anstecken und pro Jahr sterben etwa 37.000 Menschen an den Folgen von Krankheiten, welche direkt durch das Pflegepersonal übertragen werden.

Aus diesem Grund wurde vor kurzem die Kampagne „Saubere Hände sind sichere Hände“ gestartet.

Hierzu möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Gibt es Statistiken die verlässlich belegen, wie viele der 37.000 Menschen, die in Europa die Folgen von nosokomialen Infektionen nicht überlebt haben, in Luxemburg betroffen sind?

2) Wer erhebt diese Statistiken zu nosokomialen Infektionen hier in Luxemburg? Wer wertet sie aus? Wer validiert sie?

3) Wie wird der Impact der jetzt anlaufenden Hygieneaktion konkret evaluiert? Wer nimmt diese Evaluation vor? Sind es luxemburgische Wissenschaftler?

4) Kann der Minister bestätigen, dass Luxemburg derzeit über diese Kompetenzen, im Besonderen in der auf das Gesundheits- und Sozialwesen ausgerichteten Forschung, verfügt?

5) Wieso werden die Daten dennoch zur Auswertung nach Brüssel transferiert, obwohl das Personal in unseren CRPs in den Bereichen Epidemiologie und Statistik zum Teil konsequent aufgestockt wurde? Ist bekannt, ob sich das CRP-Santé auf dem Terrain sowohl bei der Auswertung als auch bei der Weiterentwicklung dieser Impaktstudie auf Luxemburger Verhältnisse beteiligt?

Réponse (11.1.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Les infections nosocomiales ne sont pas soumises à déclaration obligatoire en tant que telles.

Cependant tous les hôpitaux fournissent pour les patients hospitalisés en soins intensifs la fréquence des infections nosocomiales suivantes: septicémies, pneumonies, infections urinaires. Ces données sont collectées par les infirmiers-hygiénistes des hôpitaux et entrées sans données nominales ni d'identification dans une base de données nationale spécifique, gérée par le CRP-Santé, avec l'indication de la présence éventuelle d'un facteur favorisant, à savoir un cathéter vasculaire central pour la septicémie, la ventilation artificielle pour la pneumonie, une sonde urinaire transurétrale pour l'infection urinaire. Cette surveillance des infections nosocomiales se fait selon les définitions et protocoles développés par les programmes européens HELICS et IPSE, repris depuis 2008 par l'European Center for Diseases Control. Les données anonymisées de la surveillance sont fournies au Groupe national de guidance pour la prévention des infections nosocomiales; un feed-back est fourni à chaque hôpital lui permettant de se comparer par type d'infection aux données des autres hôpitaux.

L'efficacité de la campagne est analysée par une évaluation pré-campagne et post-campagne de l'observation par les médecins et autres professionnels de la santé des règles en matière d'hygiène des mains. Cet audit est effectué par les infirmiers-hygiénistes des établissements. Il a pour but de mesurer de façon tout à fait anonyme en ce qui concerne les personnes auditées le nombre de fois où l'hygiène des mains a été effectuée par rapport aux recommandations de l'OMS sur l'hygiène des mains. Cet audit se déroule selon la méthodologie utilisée dans les campagnes nationales d'hygiène des mains en Belgique, et les données de l'observance sont encodées dans une base de données tenue par l'Institut de Santé publique à Bruxelles, qui fournira un feed-back avec comparaison anonyme avec

des services hospitaliers belges et luxembourgeois de même type.

Est également suivi l'indicateur consommation de solution hydro-alcoolique en phase pré-campagne et en phase post-campagne.

Il n'y a a priori pas de nécessité de confier une étude supplémentaire à des scientifiques. En effet, les indications de l'hygiène des mains sont précisées dans la recommandation de l'OMS et illustrées par des exemples et explications dans les documents et diaporamas de formation et dans le quiz interactif accessible aux professionnels de santé.

La mesure de l'observance avant et après la campagne fournit l'impact sur le respect des règles sans qu'il n'y ait nécessairement besoin d'analyse sophistiquée supplémentaire.

Il est bien plus intéressant pour le Luxembourg de pouvoir utiliser pendant toute la durée de sa première campagne nationale des outils de formation éprouvés (diaporama et surtout quiz interactif comportant des situations spécifiques à différentes catégories de professionnels de la santé) et d'obtenir le traitement informatisé des données par un système rodé et à des frais très modiques, que d'essayer en quelque sorte de réinventer la roue et pour cela bloquer aussi du personnel de mes services, raison pour laquelle les données sont traitées à l'Institut de Santé publique à Bruxelles.

Question 0293 (3.12.2009) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'Espace européen de la recherche:

En 2010 l'Espace européen de la recherche (EER) fêtera les dix ans de son lancement. En effet, en 2000 l'Union européenne a décidé de réaliser un espace de recherche unifié, permettant aux chercheurs européens de se déplacer sans entraves, de bénéficier d'infrastructures d'envergure mondiale ainsi que de collaborer avec d'excellents réseaux d'institutions de recherche.

S'y ajoute que l'EER offre aux chercheurs européens l'opportunité de développer des liens étroits avec des partenaires du monde entier afin que l'Europe bénéficie du progrès mondial des connaissances, contribue au développement global et adopte un rôle important dans les initiatives internationales visant à résoudre des questions d'importance planétaire. Cependant, malgré l'envergure et l'ambition du projet en question, les citoyens européens qui ont déjà entendu parler de l'EER sont plutôt rares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les progrès qui ont été réalisés jusqu'à ce jour au niveau européen ainsi qu'au niveau national dans le domaine de la recherche grâce à l'Espace européen de la recherche?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer à quel point l'Université du Luxembourg ainsi que les centres de recherche publics et privés luxembourgeois sont impliqués dans l'Espace européen de la recherche?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il soit opportun de profiter du 10^e anniversaire de l'Espace européen de la recherche afin de lancer en 2010 une campagne d'information publique?

Réponse (11.1.2010) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Dans un monde en mutation, caractérisé par une mondialisation accélérée de la recherche et des technologies, et l'émergence de nouvelles puissances scientifiques et technologiques - au premier rang desquelles la Chine et l'Inde - l'Espace européen de la recherche (EER) est plus que jamais un pilier pour une société de la connaissance en Europe.

Des progrès importants ont été effectués en ce qui concerne l'EER depuis que le principe en a été approuvé lors du Conseil européen de Lisbonne, en 2000, notamment par le biais du 6^e et 7^e Programme cadre européen de recherche et de développement (PCRD). Ainsi, sur le plan européen, le Conseil européen de la recherche (ERC) et l'Institut européen de l'innovation et technologie (IET) ont été créés. Les infrastructures de recherche au niveau européen, les plates-formes technologiques européennes et les projets ERA-NET ont en outre permis de mieux coordonner les activités de recherche entreprises à travers l'Europe.

Or, l'EER englobe à la fois les actions de la communauté européenne et celles des États membres en s'appuyant sur le système d'information et la méthode ouverte de coordination renforcée. Dans ce contexte des objectifs nationaux d'investissement public et privé en matière de recherche et de développement ont été définis afin d'atteindre l'objectif dit de Barcelone.

Au Luxembourg les actions au niveau de l'EER sont réalisées par le biais du Plan national pour l'innovation et le plein emploi. Dans ce cadre se situe l'étude-évaluation du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, dont le Gouvernement avait chargé l'OCDE et dont les conclusions ont été présentées en mai 2006. Les recommandations de cette étude ont été en grande partie mises en œuvre par

- la création du Comité supérieur de la recherche et de l'innovation (rassemblant à la fois des personnalités des mondes académique et économique ainsi que des représentants de la société civile),

- les contrats de performance avec les acteurs de la recherche publique couvrant les années 2008-2010,

- la concentration de l'effort national en matière de R&D sur un nombre limité de domaines prioritaires [sur base de la Foresight du Fonds national de la recherche (FNR)] et mis en œuvre notamment par le programme pluriannuel «CORE» du FNR; les activités de recherche portant sur les biotechnologies entamées avec des institutions américaines en sont une autre articulation,

- de la législation sur les aides à la formation-recherche, liant l'attribution de l'aide à l'existence d'un contrat de travail entre le chercheur (PhD et Postdoc) et son établissement d'accueil.

Concernant les grandes infrastructures de recherche, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est en outre en train d'analyser, ensemble avec les acteurs de la recherche publique, l'opportunité de l'élaboration d'une feuille de route

nationale pour ces infrastructures.

Ainsi, force est de constater que toutes les parties intéressées au Luxembourg - le Gouvernement, l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics, la société civile et les entreprises - se trouvent d'ores et déjà activement impliqués à la réalisation de l'EER. À mon avis, une campagne d'information particulière ne s'impose donc pas.

Question 0294 (3.12.2009) de M. Henri Kox (déi gréng) concernant l'adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables IRENA:

En date du 26 janvier 2009, le Grand-Duché de Luxembourg a adhéré aux statuts de l'Agence Internationale pour les Énergies Renouvelables (International Renewable Energy Agency - IRENA) en signant les documents respectifs à la conférence de Bonn, devenant de ce fait membre fondateur d'IRENA.

Cet engagement a été pris par les responsables du Ministère de l'Économie et devra encore être confirmé par la Chambre des Députés. Or, jusqu'à présent la ratification de cet engagement - qui soulignerait sans retard la préoccupation du Luxembourg pour les énergies renouvelables - n'a pas encore eu lieu et le Luxembourg n'a donc pas encore suivi l'exemple d'autres pays européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a pas encore entamé la procédure de ratification en déposant le texte afférent à la Chambre des Députés?

- Quand est-ce que la procédure de ratification sera-t-elle lancée?

Réponse (23.12.2009) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Henri Kox concernant l'adhésion du Luxembourg à l'Agence Internationale de l'Énergie pour les Énergies Renouvelables (IRENA), je puis vous communiquer les informations ci-après:

L'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a été officiellement établie à Bonn en date du 26 janvier 2009, conférence à laquelle le Luxembourg a participé et également signé les statuts d'IRENA devenant ainsi membre fondateur de cette nouvelle agence internationale.

En juin 2009, j'ai transmis au Ministère des Affaires étrangères, Ministère qui est en charge de la procédure de ratification des statuts d'IRENA, les documents y relatifs ainsi que les explications nécessaires.

Suite à la demande de mes services, les responsables du Ministère des Affaires étrangères m'ont fait savoir qu'il est prévu de soumettre un avant-projet de loi sur la ratification des statuts d'IRENA au Conseil de Gouvernement au cours du mois de janvier 2010.

³ Document CM/AS(2004) Rec1614 final adopté le 23 janvier 2004 disponible à l'adresse [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/AS\(2004\)Rec1614&Language=lanFrench&Ver=final&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogge d=F5D383](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM/AS(2004)Rec1614&Language=lanFrench&Ver=final&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogge d=F5D383)

⁴ Document CM(2005)186 Addendum 2 du 16 décembre 2005 disponible à l'adresse [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM\(2005\)186&Language=lanFrench&Ver=add2&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogge d=F5D383](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=CM(2005)186&Language=lanFrench&Ver=add2&BackColorInternet=C3C3C3&BackColorIntranet=EDB021&BackColorLogge d=F5D383)

Question 0295 (3.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **nouvelles infections avec le VIH en 2009**:

Am 1. Dezember war Welt-Aids-Tag. Leider breitet sich diese Krankheit auch in Luxemburg weiter aus. Seit Jahresbeginn wurden 58 HIV-Neuinfektionen festgestellt. Um eine effektive Aids-Prävention zu bewerkstelligen, ist es notwendig über genügend empirisches Material zu verfügen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Welche Nationalität haben die Neuinfizierten?

- Zu welcher Gesellschaftsschicht gehören die Infizierten?

- Wie ist die Altersstruktur?

- Wie hoch ist der Anteil von Prostituierten bei diesen Infektionen?

- Wie hoch ist der Anteil an Drogensüchtigen?

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Bei den 58 HIV-Neuinfektionen, die seit Jahresbeginn festgestellt wurden, handelt es sich um 41 Männer und 17 Frauen, davon

37	aus Westeuropa
17	aus Subsahara-Afrika
2	aus Lateinamerika
2	unbekannt

Folgende Angaben geben über den Übertragungsweg Aufschluss:

25	Heterosexuelle
22	MSM (Männer Sex mit Männern)
2	Drogensüchtige (intravenöser Konsum)
1	Übertragung Mutter/Kind
1	Übertragung durch Blut (in Luxemburg diagnostiziert, in Afrika infiziert)
1	Übertragung durch berufliche Tätigkeit
6	unbekannt

Die Altersstruktur der Infizierten ergibt folgendes Bild:

2	< 20 Jahren
7	20-35
22	26-35
17	36-44
3	45-54
5	> 54
2	Alter unbekannt

Zu bemerken ist, dass es sich bei rund einem Viertel der in Luxemburg diagnostizierten Fälle um Kranke handelt, die zwar heute in Luxemburg leben, sich aber im Ausland infiziert haben.

Question 0296 (3.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **médecins étrangers ayant un second cabinet de consultation au Luxembourg**:

Immer mehr deutsche Ärzte lassen sich aus finanziellen Gründen mit einer zweiten Praxis in Luxemburg nieder. So arbeiten sie teils in Deutschland teils in Luxemburg, was mit sich bringt, dass sie nicht immer für die Patienten zur Verfügung stehen, weder in Luxemburg noch in ihrem Herkunftsland. Dies führt zu einer ungesunden Atmosphäre, denn die Patienten haben keinen richtigen Anhaltspunkt und sind so gezwungen, sich von einem Arzt zum anderen zu orientieren, was zusätzliche Kosten in puncto Analysen und Röntgendiagnostik mit sich bringt.

Fragen:

- Nach welcher EU-Bestimmung darf ein Arzt in mehreren Ländern praktizieren?

- Darf ein Arzt mehrere Praxen in einem Land haben?

- Wie viele ausländische Ärzte haben eine Doppelpraxis, also eine in Luxemburg und eine in Ihrem Herkunftsland?

- Da die Ärztervereinigung über eine Zulassungsbeschränkung nachdenkt, möchte ich den Minister fragen, wie er zu dieser Problematik steht.

Réponse (11.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Ein im EU-Vertrag, Artikel 3 Paragraph 1 Punkt c. verankertes Ziel ist die Abschaffung der Hindernisse zur Freizügigkeit für Personen und Dienste zwischen den Mitgliedstaaten. Dies bedeutet für die europäischen Bürger, dass sie das Recht haben, ihren Beruf in einem anderen Mitgliedstaat auszuüben als dem Land, wo sie ihre Berufsqualifikation erworben haben. Ob ein Arzt nur in einem Land oder in mehreren Ländern praktizieren oder Dienstleistungen ausüben darf, ist zurzeit durch keine europäische Bestimmung geregelt. Einzige Bedingung ist es, jeweils den gesetzlichen Bestimmungen des Landes zu entsprechen.

Demnach ist es erlaubt, mehrere Praxen gleichzeitig zu betreiben. Jedoch laut Artikel 6 (1) des Gesetzes vom 29. April 1983 betreffend die Ausübung der Berufe als Arzt, Zahnarzt und Tierarzt, ist der Arzt verpflichtet, die Kontinuität der Behandlung seiner Patienten zu gewährleisten. Falls er dies nicht garantieren kann, weil er eine zweite Praxis betreibt, kann ihm vom Gesundheitsminister auferlegt werden, sich auf eine einzige Praxis zu beschränken.

Was die Zahl der ausländischen Ärzte betrifft, die eine Doppelpraxis betreiben, also ihren Beruf sowohl in Luxemburg als auch in ihrem Herkunftsland ausüben, so ist der Arzt derzeit nicht verpflichtet, diesbezügliche Angaben bei seinem Antrag auf Zulassung in Luxemburg zu machen. Das Gesundheits- und das Sozialministerium arbeiten jedoch zurzeit an einer Bestandsaufnahme.

Es ist nicht unproblematisch eine Zulassungsbeschränkung für Ärzte einzuführen, da der EU-Kandidat beziehungsweise derjenige, der in einem anderen Mitgliedstaat bereits als Arzt arbeitet, das Recht hat, eine Zulassung in Luxemburg zu bekommen oder eine Dienstleistung auszuführen, wenn er die im oben genannten Gesetz vom 29. April 1983 vorgesehenen Bestimmungen zum Erhalt einer Zulassung erfüllt. Im Rahmen der geplanten Reform der Krankenversicherung wird diese Problematik jedoch gründlich untersucht.

Question 0298 (4.12.2009) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **calcul et la liquidation de la pension de veuve**:

Il est d'usage que le calcul et la liquidation de la pension de veuve exigent normalement un délai de trois mois à compter de la date du décès de l'époux. Durant cette période, les comptes bancaires sont temporairement bloqués et ne sont débloqués qu'après établissement d'une déclaration de succession et d'un acte de notoriété du notaire, dont les coûts sont à charge de la veuve.

De plus, la veuve est dépendante soit des économies thésaurisées sur des comptes d'épargne, soit de l'aide de ses enfants, ce qui constitue souvent une démarche humiliante pour la concernée. Cette situation est d'autant plus intenable pour les veuves issues de classes défavorisées qui souhaitent, d'une part, disposer dans l'immédiat d'une certaine somme d'argent afin de régler les factures relatives au décès et, d'autre part, recevoir le plus vite possible des informations renseignant sur leur future situation financière pour réorganiser leur vie après un tel événement difficile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quelles sont les raisons pour ce décalage de trois mois entre le décès de l'époux et le calcul et la liquidation de la pension de veuve?

- Voyez-vous des possibilités pour aboutir à un raccourcissement de ce délai ainsi que pour faire bénéficier les veuves d'un acompte à déduire après le calcul définitif de la pension?

Réponse (15.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Dans sa question, l'honorable Député désire connaître les raisons du décalage de trois mois entre le décès de l'époux et le calcul et la liquidation de la pension de veuve. Par ailleurs, il demande s'il n'est pas possible de raccourcir ce délai et de faire bénéficier les veuves d'un acompte.

D'abord il y a lieu de préciser que sur base de l'article 255 du Code de la sécurité sociale, les prestations en matière d'assurance pension ne sont liquidées que sur présentation d'une demande. Dans le but de rendre service aux assurés, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a mis en place une procédure consistant à dépouiller systématiquement les annonces mortuaires publiées dans les quotidiens luxembourgeois en vue d'identifier les bénéficiaires de pensions personnelles disparus. En présence d'un conjoint survivant, la CNAP lui fait parvenir une demande en obtention d'une pension de survie. Il est dans l'intérêt du survivant de retourner la demande dans les plus brefs délais. En y indiquant le compte bancaire sur lequel la pension est à virer, le bénéficiaire peut échapper aux difficultés soulevées par l'honorable Député concernant les comptes bloqués.

En cas d'octroi d'une pension de survie, il faut distinguer deux situations, soit le défunt était en activité de service, soit il était titulaire d'une pension personnelle.

Si le défunt était en activité de service, le début de la pension de survie est fixé au jour du décès de l'assuré. Cependant, pour le

mois de la survenance du décès et les trois mois subséquents, la pension de survie est versée à titre de compensation à l'employeur qui s'est acquitté du trimestre de faveur. Cette application, qui a été généralisée pour tous les salariés avec l'introduction du statut unique, repose sur l'application conjointe des articles 125-1 du Code du travail et 201 et 203 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, la CNAP commence effectivement à verser la première mensualité de la pension de survie au profit du survivant au cours du quatrième mois qui suit le décès. Force est cependant de constater que le survivant est en droit de toucher de la part de l'employeur du conjoint le salaire se rapportant à la fin du mois de la survenance de décès et de se voir attribuer une indemnité égale à trois mensualités de salaire (trimestre de faveur).

Si le défunt était bénéficiaire d'une pension personnelle, le début de la pension de survie est fixé au premier jour du mois qui suit le décès. Le délai entre le décès et le premier paiement de la pension de survie est fonction, d'une part, de la rapidité de la présentation de la demande et, d'autre part, de la durée d'instruction et de calcul nécessitée par les services de la CNAP. Selon les statistiques disponibles pour les bénéficiaires domiciliés au Luxembourg concernant respectivement les exercices 2007 et 2008 pour les quatre anciennes caisses de pension et l'exercice 2009 pour la CNAP, la durée moyenne entre la présentation de la demande et le premier paiement est de:

35,7 jours pour 2007,
38,1 jours pour 2008,
36,1 jours pour 2009.

Le premier paiement peut constituer soit le montant de la pension de survie, soit une avance sur pension lorsque le survivant est bénéficiaire d'autres revenus professionnels.

Donc il ressort de ce qui précède qu'il n'existe pas de décalage de trois mois entre le décès du conjoint et le premier paiement de la pension de survie à condition que la demande de pension soit présentée à la CNAP dans des délais assez rapprochés.

Question 0299 (4.12.2009) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **tâche normale des instituteurs du premier cycle**:

Selon l'article 4 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental la tâche normale des instituteurs du premier cycle comprend vingt-cinq leçons hebdomadaires d'enseignement direct et cinquante-quatre heures d'appui pédagogique annuelles ainsi que cent vingt-six heures de travail annuelles à assurer dans l'intérêt des élèves et de l'école.

Il me revient toutefois que certains enseignants du premier cycle rencontreraient des problèmes à répondre aux nouvelles dispositions de leur tâche, notamment en ce qui concerne la prestation des heures d'appui. En effet, ils se verraient même contraints de demander les parents de leurs élèves à laisser participer leurs enfants aux heures d'appui.

Partant je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que la création d'une demande artificielle d'heures d'appui va à l'encontre de l'intention initiale du législateur, qui par cette disposition visait surtout un meilleur soutien ciblé des élèves?

- Madame la Ministre serait-elle, le cas échéant, prête à modifier les dispositions sur les heures d'appui dans le premier cycle de l'enseignement fondamental? Si oui, en quoi pourrait consister une telle modification?

Réponse (24.12.2009) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

L'organisation des heures d'appui a pour objectif de soutenir de manière ciblée un groupe d'élèves. À l'occasion, l'appui peut même viser l'ensemble des élèves d'un groupe-classe. L'organisation de l'appui pédagogique se fait au sein de l'équipe pédagogique par une répartition flexible des cours sur l'année en fonction du volume total des heures disponibles.

Les activités d'appui visent tous les domaines de développement et d'apprentissage et peuvent présenter des objectifs très diversifiés (activités langagières, activités logico-mathématiques, activités consacrées à la psychomotricité, aux sports, aux sciences, à la gestion de conflits etc.). Différentes formes d'activités peuvent être conçues. Cette flexibilité tant au niveau organisationnel que pédagogique est indispensable, puisqu'il importe d'adapter la forme et le contenu de l'appui aux besoins réels des enfants.

Il est parfaitement concevable que dans les quatre cycles de l'école fondamentale, des heures d'appui soient prestées en dehors de l'horaire scolaire régulier. Étant donné qu'au 1^{er} cycle, l'horaire scolaire hebdomadaire réglementaire compte 26 leçons et que la tâche d'enseignement hebdomadaire des instituteurs est fixée à 25 leçons, il est envisageable d'organiser un certain nombre d'activités d'appui en dehors de l'horaire scolaire hebdomadaire régulier. Il va de soi que dans ces cas, la participation des enfants est soumise à l'accord préalable des parents d'élèves concernés.

Question 0300 (4.12.2009) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant l'**application du droit de travail dans une école privée**:

Selon un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuurger Land» paru dans l'édition du 4 décembre 2009, la direction d'une école privée catholique aurait licencié des membres de son corps enseignant en violant des dispositions du droit de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails au sujet des licenciements récents au sein de cet établissement scolaire?

- Est-il notamment exact, comme il ressort de l'article de presse susmentionné, que les dispositions du droit de travail n'aient pas été respectées dans le cadre de ces licenciements?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'État, qui participe dans une large mesure au financement de cette école, devrait disposer d'un moyen de contrôle ou de lien à l'avenir les subsides aux écoles privées à la condition du strict respect des dispositions légales concernant le personnel afin d'éviter de telles situations?

Réponse (15.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Renseignements pris auprès de la direction de l'École Sainte-Sophie, je suis en mesure de confirmer qu'il y a eu quatre licenciements cet été, à savoir un professeur de français (mi-temps), un professeur de dessin (mi-temps), un professeur d'économie (mi-temps) et un professeur de mathématiques (3/4 temps).

Les professeurs en question ont été licenciés avec le préavis légal et ont eu droit à l'indemnité de départ calculée sur leur ancienneté de service.

Dans un cas, il semble subsister un différend quant au nombre d'années à prendre en compte pour le calcul de cette indemnité.

Il ne ressort pas des renseignements qui m'ont été communiqués que le conseil d'administration de l'École Sainte-Sophie aurait violé les dispositions du droit de travail.

Question 0301 (4.12.2009) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant **l'impôt commercial communal**:

1. Les transferts de l'impôt commercial communal par l'État aux communes s'opèrent actuellement fin mars, fin juin, fin septembre et fin décembre de chaque année, ceci conformément à l'article 13 du Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 qui stipule que «À la fin de chaque trimestre civil, une avance à valoir sur l'attribution annuelle est versée aux communes. Cette avance s'élève par trimestre à 25% du montant inscrit au budget des recettes et des dépenses pour ordre de l'État pour l'année en cours; la répartition entre les communes a lieu dans la proportion des attributions définitives de l'année précédente...».

Les avances trimestrielles en provenance du Fonds communal de dotation financière, qui constitue l'autre ressource financière principale des communes, sont payées aux communes à une date très rapprochée des tranches de l'ICC, ce qui a comme conséquence que la rentrée d'environ 75% des ressources ordinaires des communes se concentre sur quatre échéances principales au cours de l'année.

Cet état des choses oblige de nombreuses communes, en obligation de paiement permanente, de recourir à des lignes de crédit pour alimenter leur trésorerie à l'intérieur de chaque trimestre.

Sachant que l'ICC est recouvert par l'État auprès des entreprises au mois de février, mai, août et novembre, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre des Finances est disposé à amender l'article 13 du Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 afin que le paiement de l'ICC aux communes s'opère à des dates plus rapprochées, soit immédiatement après recouvrement par l'État, soit à la fin février, la fin mai, la fin août et la fin novembre.

2. Ma deuxième question, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre des Finances, a trait aux avoirs du Fonds communal de péréquation conjoncturelle. Sachant que ces avoirs se chiffrent à quelque 50,8 millions d'euros, j'aimerais savoir si et à quelles conditions le Gouvernement, en ces temps de crise, est disposé à faire bénéficier les communes de tout ou partie de ces réserves.

Réponse commune (27.1.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances* et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Quant à la première question au sujet de l'impôt commercial communal (ICC), nous estimons qu'il y a lieu d'amender le Règlement grand-ducal du 20 avril 1962 réglant, en matière d'impôt commercial, les ventilations et la participation des communes de résidence des salariés, dans le but de rapprocher les échéances du recouvrement par l'État de l'ICC et du paiement de l'ICC aux communes. Nous ferons sous peu des propositions en ce sens au Conseil de Gouvernement.

Quant à la seconde question au sujet du Fonds communal de péréquation conjoncturelle, nous tenons à préciser qu'il dispose de deux compartiments, à savoir un pour des réserves appartenant à toutes les communes et un pour des réserves appartenant à chacune des communes. La somme de 50,8 millions d'euros se trouve dans le second compartiment et ces réserves appartiennent à 112 des 116 communes.

Les communes qui disposent encore des réserves dans ce fonds peuvent demander au Gouvernement de prendre un règlement grand-ducal autorisant un recours partiel ou total à leurs réserves conformément aux lois en vigueur, à savoir la loi du 11 décembre 1967 et la loi du 18 décembre 2009 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010. En d'autres termes, il faut constater un déficit du service ordinaire (budget de fonctionnement) de la commune à la clôture de l'avant-dernier exercice pour pouvoir demander au Gouvernement (Ministère de l'Intérieur) un remboursement total ou partiel de l'avoir de la commune dans le fonds de péréquation conjoncturelle au cours de l'exercice en cours.

Question 0302 (7.12.2009) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'enseignement des langues classiques**:

L'enseignement des langues classiques connaît actuellement un renouveau dans beaucoup de pays européens. Ces langues ont en effet gardé toute leur valeur, malgré le désintérêt politique dont elles ont trop longtemps souffert. Leur apprentissage constitue une énorme valeur ajoutée pour tous ceux qui veulent poursuivre des études supérieures ou simplement élargir leurs connaissances générales. Dans de nombreux concours en Europe, même dans le secteur privé, la connaissance du latin devient actuellement un critère de sélection.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Combien de lycées classiques offrent actuellement encore des

cours de latin ou de grec ancien et jusqu'à quel niveau?

2. Combien d'élèves suivent ces cours et comment évolue leur nombre par classe?

3. Que fait le Ministère de l'Éducation nationale pour motiver les élèves à suivre des cours de latin et/ou de grec ancien? Est-ce que le Ministère ne devrait pas encourager systématiquement les élèves des classes d'orientation des lycées classiques à suivre des cours de latin?

4. Est-ce que le Luxembourg dispose encore, pour les années à venir, de suffisamment d'enseignants qualifiés, titulaires d'une maîtrise (Master) en lettres classiques, pour enseigner ces langues?

Réponse (19.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Des cours de latin sont offerts dans 16 lycées (AL, LAML, LGL, LJBM, LRSL, LMRL, ALR, LCD, LNW, NOSL, LGE, LHCE, LTMA, LTNB, LCE, LTJB) appartenant aux deux ordres d'enseignement. À l'exception de cinq lycées proposant uniquement un enseignement secondaire pour les classes de 6^e à 4^e, les lycées mentionnés offrent en principe la possibilité aux élèves de suivre des cours de latin jusqu'en classe de 1^{re}. Quant à l'enseignement du grec ancien, il peut actuellement être dispensé sous forme de cours optionnel ou d'activités périscolaires.

Pour l'année scolaire 2009-2010, on dénombre 1553 élèves inscrits dans l'enseignement classique sur un total de 12.367 élèves fréquentant l'enseignement secondaire. Si on constate que le nombre d'élèves fréquentant le cours de latin reste relativement stable de la classe de 6^e à la classe de 3^e, il est à relever que leur nombre baisse significativement à partir de la classe de 2^e où la grille horaire prévoit que l'enseignement d'une des langues au programme n'est pas poursuivi. Dans une grande majorité des cas, le choix des élèves porte sur l'allemand, l'anglais et le français, voire une quatrième langue vivante en section A, et non le latin. Ainsi, en classe de 2^e et de 1^{re}, seulement 47 élèves suivent encore le cours de latin.

Afin de promouvoir l'enseignement du latin dans les lycées, plusieurs mesures sont prises:

1. Dans son avis d'orientation à la fin de la classe d'orientation, le conseil de classe recommande vivement de suivre l'enseignement classique aux élèves qui font preuve des compétences et de l'intérêt nécessaires pour s'engager dans cette voie.

2. Grâce à des concertations régulières avec les élèves ainsi que des évaluations faites dans le but d'orienter les jeunes de façon ciblée et nuancée, les membres du SPOS sont en mesure d'exprimer des recommandations qui tiennent compte de leurs compétences, de leurs intérêts et, le cas échéant, de projets concernant les études supérieures et/ou professionnelles.

3. Si les textes officiels ne prévoient en principe pas l'ouverture d'un auditoire avec un effectif inférieur à dix élèves, le Ministre donne néanmoins son accord à la création d'auditoires plus réduits pour le cours de latin.

Mon département veille d'ailleurs à transmettre, par le biais de la Commission nationale pour les programmes de latin, des informations concernant des événements scolaires et extrascolaires

en relation avec l'enseignement des langues classiques aux enseignants concernés. Dans ce contexte, nos élèves participent à des concours ou festivals qui sont organisés par différents organismes ou institutions nationaux ou internationaux promouvant l'enseignement des langues classiques. L'enseignement des langues classiques me tenant personnellement à cœur, je compte transmettre de cette façon une image vivante et attractive du latin et du grec ancien et, ainsi, susciter la motivation et l'intérêt des jeunes pour ces langues.

Par ailleurs, le Ministère a organisé l'année dernière un concours de latin «Prix Henri Kugener» à l'intention des classes de 3^e. Initié dans le cadre du Plan d'action pour le réajustement des langues, ce concours vise à promouvoir le latin dans la culture contemporaine et à créer une interaction autour de la langue latine.

Le Luxembourg recrute suffisamment d'enseignants qualifiés, titulaires d'une maîtrise en lettres classiques, pour assurer l'enseignement des langues concernées.

Question 0304 (8.12.2009) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant **le projet de carrière calcaire «Mega-Steinbruch Olk»**:

À trois kilomètres de la commune de Rosport, un entrepreneur développe depuis plus d'un an un énorme projet de carrière calcaire du côté allemand. Selon la presse des deux pays, ce projet près de Ralingen-Olk occuperait une surface de 220 hectares répartie sur quatre communes. Souvent évoqué sous l'expression «Mega-Steinbruch Olk», le projet engloberait à la fois une activité de carrière «classique» et une usine de fabrication de ciment couplée à un incinérateur de déchets partiellement toxiques. Selon des informations toutes récentes, l'investisseur principal se montrerait néanmoins de plus en plus réticent au projet. En conséquence, l'entrepreneur à l'origine du projet évoque désormais la possibilité de se limiter à la seule activité «carrière de pierre» sur une surface de 60 hectares.

Considérant que les installations d'élimination de déchets toxiques ou dangereux par incinération, de même que les carrières ou minières à ciel ouvert de plus de 25 hectares sont visées à la fois par la Convention d'Espoo «sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière» et par la directive européenne «concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement», nous désirons avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ce projet tout près de Rosport? Dans l'affirmative, quel est l'avis du Ministère sur la nature et l'envergure du projet?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà été saisi officiellement du projet dans le cadre d'une évaluation transfrontalière de l'impact environnemental?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà eu des pourparlers en relation avec ce projet avec les autorités allemandes compétentes?

Réponse (20.1.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

À ce jour, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a pas été saisi officiellement d'un projet d'implantation d'une carrière dans la région frontalière de Ralingen-Olk.

Les seules informations actuellement disponibles sur le projet parviennent de la presse nationale et allemande. Celles-ci laissent présager, vu l'envergure mentionnée du projet, qu'une étude d'évaluation des incidences sur l'environnement transfrontalière en vertu des conventions et directives en la matière devra être réalisée par le porteur du projet.

Question 0305 (9.12.2009) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant **les ouvrages endommagés par l'humidité à la bibliothèque nationale**:

Le site Internet de la Bibliothèque nationale de Luxembourg informe les lecteurs que «pour des raisons d'ordre technique, les ouvrages portant les cotes LMT 1200 à LMT 1823, les cotes LS (livres scolaires luxembourgeois), les cotes B 1 à B 9894 et C 1 à C 6600 sont retirés de la consultation et du prêt».

C'est donc un nombre important d'ouvrages qui ne sont plus accessibles. Il me revient que lesdits ouvrages sont endommagés par l'humidité ambiante régnant dans certains dépôts malgré des efforts importants en matière de climatisation et qu'ils ne pourront donc plus être ouverts au prêt ou maniés sans danger.

J'aimerais donc poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces faits? De combien d'ouvrages s'agit-il de façon précise?

- Quelles sont les causes de cette augmentation de l'humidité dans des locaux pourtant aménagés pour accueillir des livres en nombre important?

- Quelles mesures doivent être prises pour sauver les ouvrages en question et les rendre de nouveau accessibles au public?

- Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur l'état d'avancement du projet de la nouvelle Bibliothèque nationale? Quel est plus exactement l'horizon temporel dans lequel se place le Gouvernement pour mettre à la disposition du pays une nouvelle Bibliothèque nationale moderne et fonctionnelle à Kirchberg?

Réponse (14.1.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

L'honorable Député Ben Fayot pose un certain nombre de questions concernant la Bibliothèque nationale,

(1) dont trois en rapport avec les phénomènes d'humidité qui se sont manifestés récemment dans les caves de la Bibliothèque nationale, et

(2) une quatrième qui est en rapport avec l'avenir de la Bibliothèque nationale.

J'ai l'honneur d'apporter à ces questions les réponses suivantes, en concertation avec Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Ad (1) Je dois malheureusement confirmer qu'un certain nombre

d'ouvrages des collections de la Bibliothèque nationale ont dû être retirés de la consultation et du prêt parce qu'ils ont été endommagés par des moisissures apparues suite à un brusque phénomène d'élévation de l'humidité relative et de la température dans une des deux chambres-forces du sous-sol du bâtiment central de la Bibliothèque nationale, 37, boulevard Roosevelt, Luxembourg. Les ouvrages pollués représentent en tout l'équivalent d'un kilomètre linéaire de volumes. Parmi ceux-ci 670 mètres linéaires sont répertoriés au catalogue bibnet.lu. Ce sont ceux-là qui ont été retirés de la consultation. Les autres volumes, environ 330 mètres linéaires, ne sont pas encore catalogués, faute de ressources humaines et, partant, pas encore accessibles au public. Il s'agit notamment d'ouvrages en provenance d'Ansembourg (étant entendu que les pièces les plus précieuses de ces fonds ont été déposées dès leur entrée à la BnL à la Réserve précieuse, et ne sont donc pas concernés par les dégâts en question) ou de dons divers.

Les causes du brusque phénomène d'élévation de l'humidité relative restent pour le moment inexplicables. L'élévation de la température est due au dégagement de chaleur produite par deux machines d'appoint, des déshumidificateurs mobiles. En effet, depuis l'utilisation des chambres fortes en tant que locaux d'archives, les deux installations de climatisation fixes étaient insuffisantes et il avait été décidé d'ajouter deux machines mobiles supplémentaires pour compenser à ce manque de puissance d'absorption d'humidité. Lors de l'apparition de cette brusque élévation d'humidité, ces deux déshumidificateurs ont dégagé une forte quantité de chaleur, ce qui explique la température élevée.

Une première expertise indique que les travaux de restauration de la Cathédrale de Luxembourg ne semblent pas à l'origine de l'accident. Une deuxième expertise est en cours de réalisation pour examiner les différentes hypothèses de la cause de l'élévation de l'humidité. Il est néanmoins permis d'affirmer dès aujourd'hui avec certitude que le caractère poreux du grès de Luxembourg et la roche nue qui affleure dans les magasins concernés augmentent le risque d'accidents de ce genre, malgré les efforts qui ont été réalisés au cours des années passées pour améliorer l'équipement des sous-sols de la Bibliothèque nationale afin de pallier aux défauts de ces lieux qui restent peu appropriés au stockage de livres.

Pour sauver les ouvrages en question et pour les rendre à nouveau accessibles au personnel de la Bibliothèque nationale et au public, sans encourir le moindre risque pour la santé humaine et pour éviter l'extension du phénomène de pollution à d'autres ouvrages, les livres en question seront traités et assainis dans des ateliers de restauration spécialisés à l'étranger. Ils devraient redevenir consultables à partir de l'automne 2010.

Ad (2) Concernant la question sur l'état d'avancement du projet de la nouvelle Bibliothèque nationale, il importe de souligner que le Gouvernement est conscient des déficits de l'infrastructure de

la BnL et en particulier du caractère inapproprié des surfaces de stockage de cette importante institution patrimoniale. C'est la raison pour laquelle la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale à Luxembourg a été énoncée au programme du Gouvernement, à l'instar d'autres projets relevant de divers ministères, et il convient de citer à ce propos le programme qui retient que «le Gouvernement accordera une priorité à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale, projet qu'il convient d'accélérer». Le Gouvernement y a par ailleurs tenu compte du fait qu'une bibliothèque nationale constitue une bibliothèque de recherche et d'étude, tel que reconnu à l'échelle internationale, qui remplit des missions nationales dans le contexte de la société de la connaissance.

Quant au calendrier retenu par le Gouvernement pour mettre à la disposition du pays une nouvelle Bibliothèque nationale moderne et fonctionnelle à Kirchberg, je voudrais rappeler que le programme de construction désormais remanié pour la future Bibliothèque nationale est prêt et que, de l'accord du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, il est prévu que le projet architectural sera confié au bureau d'architectes qui était sorti lauréat du concours international organisé en 2003 en vue de la construction de la nouvelle Bibliothèque nationale. Je rappelle que dès 2004, le programme de construction a été revu pour ce projet. Le budget de l'État pour l'an 2010 du Département des Travaux publics prévoit les crédits nécessaires pour la réalisation d'études entre autres pour la Bibliothèque nationale, afin que les études préliminaires requises en l'occurrence puissent démarrer.

Question 0306 (9.12.2009) de M. André Bauler (DP) concernant l'indemnité de chômage pour travailleurs frontaliers:

Selon le règlement européen N°883/2004, l'État luxembourgeois doit rembourser à l'État de résidence d'un travailleur frontalier ayant perdu son emploi au Grand-Duché à partir du mois de mai 2010 la totalité du montant de l'indemnité de chômage que son État de résidence lui aurait versé durant les trois premiers mois de l'indemnisation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant l'évolution du nombre de travailleurs frontaliers qui ont perdu leur emploi depuis janvier 2009 et de leur part dans le chômage total? Pour ce qui est de la population des travailleurs frontaliers, quelles sont les catégories d'âge les plus touchées par les licenciements récents?

- Quel est le nombre de travailleurs frontaliers bénéficiant actuellement de mesures de maintien dans l'emploi?

Réponse (15.1.2010) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

En ce qui concerne l'évolution du nombre de frontaliers ayant perdu leur emploi depuis janvier 2009 il n'existe pas de données chiffrées exactes et fiables.

Néanmoins on peut, à titre indicatif, comparer l'emploi salarié de frontaliers de janvier 2009 avec celui de novembre 2009. En janvier 147.785 salariés frontaliers travaillaient au Luxembourg comparé à 148.720 en novembre 2009.

Quant au nombre de formulaires E301 établis pendant la période en question, il y a lieu de souligner que ces formulaires ont été établis dans une situation précise et ponctuelle pour attester un certain nombre de mois ou années de travail au Luxembourg et ne renseignent aucunement sur le nombre de frontaliers se trouvant effectivement sans emploi.

Les frontaliers ne figurent pas dans les statistiques sur le chômage au Luxembourg, mais dans celles de leur pays de résidence.

Il est dès lors également impossible de connaître les catégories d'âge les plus touchées par les licenciements récents.

Les plans de maintien dans l'emploi ne faisant pas de distinction entre salariés résidents et salariés frontaliers, il est évident que le nombre de salariés frontaliers bénéficiant de mesures de maintien dans l'emploi ne peut pas être identifié.

Question 0307 (10.12.2009) de M. Jean Colomera (ADR) concernant la fixation de patients atteints d'une maladie mentale:

Bei der Beantwortung meiner parlamentarischen Frage N°152 (cf. compte rendu N°3/2009-2010) sagt der Herr Minister unter anderem aus, dass die Fixierung bei aggressiven Psychriatriepatienten im Durchschnitt 7,75 Stunden beträgt, in einem extra dafür eingerichteten Zimmer stattfindet, eine Videokamera den Patienten im Auge behält, und dass alle 30 Minuten ein(e) Wärter(in) das Zimmer betritt, um nach dem Patienten zu schauen.

Im Lehrbuch der Krankenhauspsychiatrie sagt Prof. Dr. Wolfgang Werner, dass für die Dauer der Fixierung eine Sitzwache am Bett des Kranken vorgesehen sein muss, um lebensbedrohende Situationen wie zum Beispiel Erstickenungsgefahr zu verhindern, um den Kranken zu schützen und um sofort eingzugreifen zu können. Die Videoüberwachung sei nicht genügend und juristisch anfechtbar. Ebenso gehört eine gewissenhafte und eingehende Dokumentation von Anlass und Verlauf der Fixierung dazu.

Meine Fragen hierzu:

- Wie viele Zwischenfälle und wie viele Todesfälle gab es in den letzten 15 Jahren während einer Fixierung?

- Ist die Videoüberwachung nicht ein Eingriff in die persönliche Sphäre und deshalb unangebracht, weil juristisch anfechtbar?

- Braucht die Fixierung nach dem neuen Gesetz nicht die Genehmigung des Gerichts?

- Wird es bei den Fixierungsfällen eine Dokumentation vom Anlass und vom Verlauf der Fixierung geben, die, falls es zu Komplikationen kommt, dem Gericht vorgelegt werden kann?

- Gab es in der Vergangenheit eine solche Dokumentation?

Réponse (15.1.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je voudrais d'abord rappeler à l'honorable Parlementaire que le sujet relatif à la contention appliquée sur les patients en état d'agitation a déjà été traité dans le cadre de ma réponse à la question parlementaire N°152 (cf. compte rendu N°3/2009-2010) émanant de Monsieur le Député Colomera.

Je tiens d'emblée à préciser que la contention et l'isolement ne sont appliqués que lorsque le patient, au cours d'une crise aiguë, risque de commettre des actes de violence et de blesser d'autres patients ou des membres du personnel, voire soi-même.

Dès lors, la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, qui fait de la décision de placement une décision judiciaire, innove encore en créant des règles strictes applicables dans le cas d'isolement, voire de contention du patient.

Étant donné qu'en vertu de la loi précitée, le patient, qui est soumis à une mesure d'isolement ou de contention, doit bénéficier d'un suivi régulier, la surveillance par caméra constitue un moyen utile pour éviter la survenance d'un incident. Les caméras servent exclusivement à surveiller un patient fixé. Ce système de surveillance n'est pas doté d'un dispositif permettant un enregistrement.

En dehors de cette forme de surveillance, le personnel est encore tenu, à des intervalles réguliers, de s'assurer du comportement de son patient dans la cellule d'isolement.

La loi soumet par ailleurs les mesures d'isolement ou de contention à un contrôle médical. Ces mesures, qui par leur nature ne s'imposent qu'en cas de danger aigu, ne requièrent d'ailleurs pas l'intervention d'un juge. Toujours est-il que les raisons du recours à une mesure d'isolement et de contention, ainsi que la durée de leur application doivent être consignées au dossier médical du patient.

Depuis plusieurs années, les traitements sous contrainte, et plus particulièrement les mesures de contention physique, font également l'objet d'une documentation dans le dossier du patient.

Conscient de la problématique relative aux traitements sous contrainte, la prise en charge dans ce domaine a ainsi été constamment améliorée au cours des dernières années. D'après les informations dont je dispose, un patient est décédé, il y a 15 ans, au cours d'une mesure de fixation à l'Hôpital neuropsychiatrique de l'État.

Question 0308 (10.12.2009) de M. Jean Colomera (ADR) concernant le programme «mammographie»:

Le programme «mammographie» propose à toutes les femmes de 50 à 69 ans de faire réaliser, tous les deux ans, une mammographie de dépistage du cancer du sein. Les femmes âgées entre 40 et 49 ans et entre 70 et 75 ans ne peuvent pas profiter de ce programme.

Or, la contraception orale et la substitution hormonale de la ménopause, rendant les femmes plus vulnérables, représentent des risques pour le développement du cancer du sein.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Combien de femmes entre 40 et 49 ans et entre 70 et 75 ans ont été atteintes d'un cancer du sein depuis l'installation du programme «mammographie»?

- Quel surcoût financier représenterait l'élargissement du programme «mammographie» aux femmes âgées de 40 à 75 ans?

Réponse (20.1.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

D'après le registre morphologique des tumeurs, 4.653 femmes ont développé un cancer du sein entre 1992, année de lancement du programme «mammographie», et 2007.

Parmi ces femmes, 2.212 femmes étaient âgées de 50 à 69 ans (48%), 816 femmes de 40 à 49 ans (17,4%), et 426 femmes avaient entre 70 et 75 ans (9,1%). Près de 76% des cancers du sein sont diagnostiqués chez des femmes de plus de 50 ans.

Le recours systématique et régulier à la mammographie de dépistage constitue toujours la stratégie recommandée pour réduire le nombre de décès provoqués par le cancer du sein. Entre 1987 et 2007, presque l'ensemble des pays européens ont mis en place des programmes de dépistage organisé du cancer du sein. Cette forme de dépistage se caractérise par le fait que les femmes sont systématiquement invitées à faire effectuer une mammographie. La tranche d'âge concernée par le dépistage organisé est celle des femmes âgées de 50 à 69 ans. Après une dizaine d'années de fonctionnement de ce type de programme, ces pays ont pu constater une baisse de la mortalité par cancer du sein de 20 à 35% pour la tranche d'âge concernée.

À l'heure actuelle, l'efficacité de la mammographie de dépistage n'est toutefois pas suffisamment démontrée chez les femmes d'un âge plus jeune.

L'âge constitue en effet le facteur de risque le plus important du cancer du sein, et la probabilité d'être atteint d'un cancer du sein augmente avec l'âge. Après l'âge de 69 ans révolus et au-delà, les bénéfices du dépistage systématique restent pourtant incertains, alors que d'autres causes de décès risquent d'interférer.

Suivant des estimations réalisées aux États-Unis d'Amérique, un dépistage organisé devant débiter à partir de l'âge de 40 ans engendrerait ainsi près de 60% de résultats faux-positifs supplémentaires. Fin 2009, le «National Breast Cancer Coalition» a recommandé les dépistages organisés à partir de 50 ans seulement.

D'après les auteurs de la publication «Effects of mammography screening under different screening schedules: Model estimates of potential benefits and harms»⁵, un dépistage biannuel maintient en moyenne un bénéfice de 81% sur le dépistage annuel avec presque moins de la moitié du nombre de résultats faux-positifs. Par ailleurs, le dépistage biannuel offert aux femmes âgées de 50 à 69 ans a permis d'atteindre une réduction de la mortalité par cancer du sein de 16,5% en moyenne, ceci par opposition aux femmes non dépistées.

⁵ Annals of Internal Medicine Volume 151 • Number 10 747, 17 November 2009

Par contre, au cas où un dépistage biennuel serait effectué chez les femmes à partir de 40 ans, on ne saurait s'attendre qu'à une réduction de la mortalité par cancer du sein de l'ordre de 3%. Pour les femmes âgées de plus de 65 ans, un dépistage effectué deux fois par an permet certes une meilleure réduction du taux de mortalité, mais le surdiagnostic augmente considérablement dès que l'on avance en âge (cancers à croissance lente).

Un dépistage organisé annuellement pour 38.700 femmes âgées de 40 à 49 ans, avec un taux de participation supposé similaire à celui du programme «mammographie», à savoir 65% (25.155 dossiers) au coût d'honoraires de première lecture de 43 €, engendrerait approximativement une dépense de 1.080.000 € par an.

À ce montant il y a lieu d'ajouter, pour les 8.700 femmes âgées de 70 à 74 ans, qui sont dépistées une fois tous les deux ans, tout en partant d'un taux de participation de 40% (1.740 dossiers), encore 75.000 €.

Cette somme, qui représente 1.155.000 € d'honoraires de première lecture, sera encore augmentée des 25% pour les secondes et troisièmes lectures, soit 289.000 €. L'imagerie additionnelle de 2.160 dossiers (8% des 27.000 dossiers supplémentaires annuels), au tarif minimum de 110 € par dossier, reviendrait ainsi à 237.600 €.

Le surcoût financier de base estimé en cas d'extension du programme «mammographie» aux femmes âgées de 40 à 75 ans s'élèverait ainsi à environ 1.681.600 €.

Ce montant ne prend toutefois pas en considération les coûts additionnels nécessaires relatifs au doublement du personnel du centre coordinateur du programme «mammographie», à l'amortissement du matériel, aux équipements en mammographie et échographie, voire aux formations du personnel médical et de soins.

Question 0309 (10.12.2009) de **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP) concernant les **premiers secours**:

Le règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles précise que les soins à l'école doivent se limiter strictement aux premiers secours. Pour tout cas grave ou douteux, il faut immédiatement faire appel aux services de secours officiels.

Selon l'article 19.1.03 de ce même règlement grand-ducal, les responsables (c'est-à-dire les directeurs des différents lycées et les bourgmestres en ce qui concerne les écoles fondamentales) doivent mettre en œuvre, le cas échéant en collaboration avec l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique, une formation en secourisme à l'intention des personnes susceptibles d'administrer les premiers secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Quelles sont les personnes susceptibles d'administrer les premiers secours à l'école?

- Est-ce que le personnel enseignant tombe sous le champ d'application de l'article 19.1.03?

- Dans l'affirmative, est-ce que le personnel enseignant doit suivre obligatoirement une formation en secourisme?

- À quel stade l'intervention des services de secours officiels commence-t-elle?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

L'honorable Député, Monsieur Jean-Pierre Klein, désire connaître le champ d'application des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 juin 1979 concernant les directives en matière de sécurité dans les écoles et l'intervention des services de secours.

En réponse, je voudrais rappeler d'abord qu'en principe toute personne est tenue d'apporter secours à une autre en cas d'accident. Il n'existe cependant pas de texte législatif ni réglementaire qui détermine ou autorise les gestes en matière de premiers secours qu'une personne peut apporter à une autre.

Il n'existe pas non plus de texte qui détermine la formation qu'une personne doit avoir suivie pour être autorisée à apporter secours à une autre en cas d'urgence. Dans les écoles, les personnes susceptibles d'administrer les premiers secours sont dans les différents ordres d'enseignement:

- le personnel enseignant;

- le personnel administratif et technique;

- le cas échéant les élèves ayant participé à un cours de secourisme.

Le personnel enseignant est visé par l'article 19.1.09 RSFP qui impose au responsable, c'est-à-dire au collègue des bourgmestre et échevins de mettre en œuvre, le cas échéant avec l'inspecteur général de la sécurité dans la fonction publique, une formation de secourisme à l'intention des personnes susceptibles d'administrer les premiers secours.

Toutefois, il n'existe pas de stipulation réglementaire précise qui obligerait le personnel enseignant à suivre obligatoirement une formation en secourisme. Les cours de formation en secourisme sont dispensés soit par des instructeurs diplômés de la protection civile, soit par d'autres personnes qualifiées (médecins, enseignants en biologie), soit par des collaborateurs de sociétés privées. En cas d'accident, il appartient à la personne qui exerce la surveillance de l'écolier/élève de juger s'il est nécessaire d'alerter les services de secours externes à l'école.

Question 0310 (10.12.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant la **sécurité des jouets**:

Il y a tout juste un an, les Députés européens ont adopté une nouvelle directive visant à améliorer la sécurité des jouets. Alors que les Verts au Parlement européen n'ont pas soutenu ce texte, le jugeant trop permissif, le Luxembourg a voté en faveur au Conseil des Ministres.

Aujourd'hui, le scepticisme initial des Verts semble justifié puisque des tests effectués récemment par des sociétés de protection des consommateurs en France et en Allemagne ont permis de repérer entre 20 à 50% de jouets dangereux pour les enfants parmi les produits testés. De même, les

alertes RAPEX, système européen d'alerte rapide pour les produits de consommation, concernent régulièrement des jouets dangereux. L'Allemagne de son côté a annoncé qu'elle fera pression pour obtenir un renforcement de la directive.

Aussi, le label CE dont les autorités prônent l'efficacité dans un toute-boîtes distribué récemment ne constitue pas un critère de qualité fiable, étant donné que les entreprises s'attribuent elles-mêmes ce label et que la qualité des produits n'est pas testée systématiquement. Les Verts ont d'ailleurs plaidé pour la création d'un organisme indépendant chargé du contrôle de la conformité des produits aux normes du label.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres connaissent-ils les tests en question? Quelles conclusions en tirent-ils?

- Pourquoi le Luxembourg a-t-il voté en faveur d'une directive qui n'est pas assez stricte au niveau des seuils limites autorisés de différents produits chimiques?

- Est-ce que le Luxembourg est en faveur d'une refonte de la directive en question et est-ce que Messieurs les Ministres entendent soutenir l'Allemagne en ce sens au sein du Conseil des Ministres?

- Étant donné que le label CE ne donne aucune garantie d'inoffensivité des jouets, pourquoi le Luxembourg soutient-il cette campagne d'information?

- Est-ce que les contrôles dans les magasins seront intensifiés?

Réponse (13.1.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets remplace la directive 88/378/CEE du Conseil du 3 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la sécurité des jouets. Le nouveau texte tient compte des progrès technologiques face à l'apparition de nouveaux types de jouets ou encore de nouveaux procédés de fabrication et d'innovations concernant les matériaux et les technologies utilisées. Elle actualise également le vocabulaire, les définitions et les mécanismes applicables aux jouets en référence au «Paquet nouvelle approche», ensemble de textes mettant en place un cadre horizontal pour les directives dites «Nouvelle approche» (décision 768/2008/CE et règlements 765/2008/CE et 764/2008/CE).

La directive 2009/48/CE a fait évoluer les exigences essentielles de sécurité et étend les exigences de sécurité concernant les caractéristiques et l'utilisation des jouets. Il précise également les exigences essentielles du texte de 1988, à savoir les exigences de sécurité relatives aux propriétés physiques et mécaniques, à l'inflammabilité, aux propriétés chimiques (en concordance avec certaines règles du règlement REACH), aux propriétés électriques, à l'hygiène et à la radioactivité. Pour assurer une application cohérente et efficace, elle renforce également les obligations en matière de surveillance des marchés ainsi que celles des fabricants, des importateurs et des fournisseurs.

Le projet de loi transposant la directive 2009/48/CE figurera à l'ordre du jour du Conseil de

Gouvernement au premier trimestre 2010.

Les tests effectués par les autorités de surveillance du marché en Allemagne sont bien connus par l'ILNAS, autorité compétente de la surveillance du marché des jouets au Luxembourg. Ces essais ont été réalisés sur une série de jouets sur lesquels les autorités allemandes avaient déjà des doutes quant à leur conformité aux exigences de la directive 88/378/CEE. Ceci explique le pourcentage de 20 à 50% de jouets potentiellement dangereux identifiés.

Le service de la surveillance du marché de l'ILNAS a la même façon de procéder. Si le scanner XRF, appareil qui vérifie si le jouet contient des substances nocives, comme du plomb, du cadmium, ou autre, identifie des substances interdites, ou si les agents de l'ILNAS ont un autre soupçon quant à la conformité du jouet, ils achètent le produit pour le faire analyser au laboratoire ILNAS à Capellen ou dans un autre laboratoire spécialisé. Si nécessaire, le jouet est retiré du marché.

Plusieurs agents du service de la surveillance du marché de l'ILNAS ont suivi des formations spéciales sur la sécurité des jouets auprès des autorités allemandes avec lesquelles ils travaillent en étroite collaboration. Depuis le deuxième trimestre 2009, un agent de l'ILNAS est exclusivement dédié à la surveillance du marché des jouets et le laboratoire de l'ILNAS à Capellen a commencé ses tests sur les jouets après s'être équipé des premiers appareils d'essais mécaniques.

Afin de mieux détecter les produits non conformes, l'ILNAS a intensifié sa collaboration avec plusieurs grandes chaînes de distribution au Luxembourg. L'équipe ILNAS suit également les alertes RAPEX, le système européen d'alerte rapide qui concerne tous les produits de consommation dangereux, ainsi que les alertes ICSMS (internet-supported information and communication system for the pan-European market surveillance of technical products).

L'ILNAS a lancé en 2009 une campagne sur le marquage CE, afin de rendre les consommateurs attentifs au marquage qui sert à préserver des intérêts publics tels que la santé et la sécurité des utilisateurs des produits. Les produits comme les appareils multimédias, les appareils électroménagers, les jouets, les appareils de télécommunication, les outillages électriques ou encore les luminaires doivent obligatoirement porter le marquage CE, afin de pouvoir circuler librement sur le marché européen. Les produits qui ne portent pas le marquage ne sont pas conformes aux directives, interdits à la vente et constituent souvent un danger réel pour le consommateur. Une campagne européenne sur le marquage CE lancée par la Commission européenne est planifiée pour cette année.

Malheureusement, beaucoup de faux marquages CE circulent en Europe et c'est aux autorités nationales de surveillance du marché de les identifier et de les retirer du marché. De plus, dans le monde de la certification volontaire, la chasse aux faux labels fait aujourd'hui partie du travail journalier des certificateurs, et en conséquence, également des autorités nationales de surveillance du marché.

Question 0311 (11.12.2009) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **remplacement d'enseignants dans l'enseignement fondamental**:

Dans le cadre d'une conférence de presse en date du 9 décembre 2009, Madame la Ministre a mentionné des problèmes dans le cadre des remplacements d'enseignants dans l'enseignement fondamental. En effet, il serait, d'après Madame la Ministre, difficile d'organiser ces remplacements et de trouver pour chaque absence un remplaçant adéquat.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire combien d'enseignants ont dû être remplacés depuis la rentrée scolaire?

- Est-ce que pour toutes ces absences un remplacement a pu être trouvé? Quelle solution a été mise en place pour les absences pour lesquelles ceci n'a pas été le cas?

Réponse (13.1.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

De septembre à décembre 2009 plus de 300 remplaçants ont effectué un ou plusieurs remplacements temporaires à durée variable dans des classes de l'enseignement fondamental.

Il n'a pas toujours été possible d'engager un remplaçant temporaire pour remplacer un enseignant absent. Dans ces cas le remplacement a été assuré soit par des enseignants en place qui étaient disponibles, soit par différents titulaires de classe qui ont pris en charge chacun une partie des élèves de la classe de l'enseignant absent.

Question 0312 (11.12.2009) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'**accueil et l'intégration des étrangers**:

La loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg a engendré l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). Cette administration sous tutelle du Ministère de la Famille et de l'Intégration est chargée de mettre en œuvre la politique d'intégration au Luxembourg. Elle doit mener différentes missions dont la mise en œuvre et la gestion du contrat d'accueil et d'intégration. Les conditions d'application et les modalités d'exécution de ce contrat sont fixées par règlement grand-ducal.

Ce dernier faisant défaut, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Où en est le règlement grand-ducal qui fixe les modalités du contrat d'accueil?

- Actuellement, comment l'OLAI arrive-t-il à mener sa mission de gestion de contrat d'accueil?

Au niveau local, cette même loi prévoit désormais que toutes les

communes doivent obligatoirement instaurer une commission consultative d'intégration chargée du vivre ensemble de tous les résidents de la commune. L'organisation et le fonctionnement de cette commission sont également fixés par règlement grand-ducal, règlement toujours manquant.

J'aimerais donc savoir de la part de la Ministre:

- Ces nouvelles commissions remplacent-elles les commissions consultatives communales pour étrangers? Vu que toutes les communes sont maintenant dans l'obligation d'en instituer une, doivent-elles appliquer le règlement grand-ducal du 5 août 1989 fixant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives communales pour étrangers, évidemment sans la condition du seuil de 20% de résidents étrangers? Dans la positive, est-ce que cela a pour conséquence que dans les communes où fonctionne déjà une commission consultative pour étrangers, la commission est renouvelée à la suite des élections communales?

- Dans la négative, où en est le nouveau règlement grand-ducal?

Réponse (29.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

I. Le règlement grand-ducal en question est en voie d'élaboration et sera finalisé dans les prochaines semaines.

II. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) est en train d'élaborer un contrat type d'accueil et d'intégration, de développer un outil de gestion dudit contrat, d'analyser les offres de cours de langues existants et de préparer, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, la possibilité d'adaptation de ces cours à une demande non chiffrable à l'heure actuelle.

Par ailleurs, l'OLAI prépare la mise en place des cours d'instruction civique afin de garantir, le moment venu, le bon déroulement logistique et administratif dudit contrat.

III. En effet, les commissions consultatives d'intégration remplaceront les commissions consultatives pour étrangers.

Le nouveau règlement grand-ducal concernant l'organisation et le fonctionnement des commissions consultatives d'intégration abrogera l'actuel règlement grand-ducal du 5 août 1985.

En vertu dudit règlement, le conseil communal de chaque commune constituera une commission consultative d'intégration.

Les communes ayant à ce jour déjà mis sur pied une commission consultative pour étrangers devront renouveler leurs commissions après les élections communales du 9 octobre 2011.

Le projet de règlement en question sera soumis sous peu pour avis au Syvicol.

Question 0313 (14.12.2009) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant **l'utilisation d'amiante dans la construction de bâtiments:**

En ce moment à lieu en Italie un procès d'envergure d'anciens ouvriers ou de simples habitants de plusieurs villes italiennes contre un groupe suisse de matériaux de construction ayant utilisé de l'amiante à grande échelle. L'utilisation de ce matériau toxique ayant fait de nombreuses victimes est interdite depuis le milieu des années 1980 et 1990. Jusqu'à cette interdiction l'amiante a été vanté comme matériau miracle et utilisé dans de nombreuses constructions, surtout pour les toitures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Un inventaire a-t-il déjà été établi sur la présence au Luxembourg d'amiante dans les constructions datant d'avant l'interdiction d'utiliser de l'amiante?

- Dans l'affirmative, quels sont les résultats?

- Dans la négative, un tel inventaire ne devrait-il pas être établi?

- Quels sont les risques sur la santé de toitures contenant de l'amiante? Existe-t-il un risque de contamination de l'eau par écoulement de l'eau de pluie?

- Ne devrait-on pas sensibiliser la population sur ces risques et encourager les particuliers concernés à faire désamianter leurs habitations?

- Le Gouvernement est-il prêt à aider financièrement au désamiantage de logements?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Je voudrais informer l'honorable Député que depuis 2001 la mise sur le marché ainsi que l'emploi de l'amiante sont interdits. Il s'agit donc d'une substance connue depuis assez longtemps pour ses effets nocifs sur la santé, et notamment le cancer du poumon, voire le mésothéliome.

En fait l'amiante peut être séparé en deux grands groupes. D'un côté, il s'agit de l'amiante en vrac (amiante bleu ou crocidolite) appartenant au groupe des amphiboles, et qui a été utilisé notamment pour les flocages, les rembourrages, les remplissages à l'amiante. D'un autre côté, il s'agit de l'amiante blanc ou chrysothile, qui appartient au groupe des serpentines et qui est utilisé notamment en tant que ciment d'amiante. Il en résulte qu'en raison des fibres peu fixées, c'est l'amiante en vrac qui pose le majeur risque de contamination de l'air ambiant, et donc d'exposition pour la population. En ce qui concerne par contre le ciment d'amiante, les fibres sont fort liées et ne présentent en général pas de risque d'émission en usage courant, mais seulement en cas d'intervention ou de choc, notamment lors de travaux de maintenance, de réparation ou de rénovation.

Alors que la protection du travailleur est bien assurée tant au niveau national qu'au niveau européen, la situation est pourtant différente en ce qui concerne la protection des personnes occupant des logements privés.

Au Luxembourg, il n'existe en effet pas de prescription généralisée concernant l'amiante en relation avec les logements. En France par exemple, la loi impose à chaque propriétaire de procéder à une expertise ou à un inventaire «d'amiante» avant la mise en location ou la mise en vente de son logement.

Toujours est-il qu'en application du règlement grand-ducal du 16

mars 2001⁶ interdisant la mise sur le marché et l'emploi des produits auxquels a été délibérément ajouté de l'amiante, aucune mesure d'assainissement ne saurait être imposée pour des produits contenant des fibres d'amiante installés ou mis en service avant 2001.

Selon les prescriptions relatives aux chantiers de l'Inspection du Travail et des Mines, un inventaire d'amiante d'un établissement ou d'un immeuble doit être réalisé lorsque la présence d'applications d'amiante est constatée, ou quand il existe un doute sur la présence d'applications d'amiante.

Au Luxembourg, nombre de toitures sont couvertes de tuiles qui renferment de l'amiante. Comme il s'agit cependant de ciment-amiante (fibres fort liées), le risque d'exposition se limite aux travaux d'entretien, de nettoyage (vapeur d'eau sous haute pression par exemple) ou de rénovation de la toiture.

Je voudrais souligner qu'en principe les tuiles amiantées des toitures ne sont pas en contact avec l'intérieur des logements, ceci en raison du fait qu'elles sont séparées par des pare-vapeurs, des isolants thermiques ainsi que par des revêtements muraux ou des faux plafonds. En l'espèce, elles ne constituent qu'un élément de l'extérieur du logement, tout comme d'ailleurs les revêtements de façade qui sont à base de plaques d'amiante.

Dans le cadre des contrôles et des mesurages d'exposition à l'amiante, réalisés sur demande des occupants des logements, des analyses d'amiante, qui ont été réalisées en rapport avec des toitures, ont toujours permis de conclure à une absence de fibres d'amiante à l'intérieur des maisons. Les fibres d'amiante ont surtout pu être identifiées sur les terrasses après le nettoyage sous haute pression de toitures contenant de l'amiante.

Les descentes pluviales en amiante sont essentiellement concernées en ce qui concerne les eaux de pluies. De même, les tuyaux à base de ciment-amiante des canalisations d'eau dans certaines communes ou agglomérations risquent de contaminer l'eau du robinet, et avec elle l'eau potable. Néanmoins, en règle générale un film bactérien se superpose à l'intérieur des conduites d'eau. Ainsi, tout contact direct de l'eau avec les parois des conduites peut être évité. Il en résulte qu'un risque de contamination de l'eau par des fibres d'amiante se limite à la période qui suit immédiatement une manipulation des conduites en question.

L'amiante constitue un agent nocif largement médiatisé depuis de longues années. Les désamiantages réguliers de certains bâtiments publics ont su contribuer à une certaine sensibilisation de la population. Toujours est-il qu'il est recommandé de confier de tels travaux d'assainissement à des professionnels, ceci notamment pour éviter tout risque d'exposition aux fibres à partir de produits de ciment-amiante.

L'amiante ne constitue qu'un facteur toxique parmi tant d'autres.

⁶ Règlement Grand-ducal du 16 mars 2001 portant dixième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses

De nombreuses autres substances chimiques sont en effet potentiellement au moins aussi dangereuses, sinon encore plus nocives que l'amiante (ciment-amiante). Suivant le principe d'équité, il me paraît difficile d'envisager une quelconque aide en ce qui concerne le désamiantage, alors qu'une multitude d'autres substances ou molécules émanant des constructions ou logements, et qui risqueraient de porter atteinte à la santé, seraient également éligibles au titre d'une telle aide.

Question 0315 (15.12.2009) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant la **reconnaissance des différentes formes de médecine complémentaire:**

Betreffend verschiedene Formen der Komplementärmedizin, wie Akupunktur, Homöopathie, und Chiropraktik, die in einer Motion am 29. Januar 2004 vom Parlament (darunter auch vom jetzigen Gesundheitsminister) angenommen wurde und zu einer Erkennung dieser Disziplinen hätte führen sollen, möchte ich Folgendes wissen:

- Warum ist hier noch nichts geschehen?

- Welche Berufsgruppe verhindert die Umsetzung der Reglementierung?

- Wäre es nicht angebracht eine Umfrage bei den Ärzten zu organisieren, um festzustellen wie die Realität in der alltäglichen Praxis aussieht und wie die Toleranz gegenüber der Komplementärmedizin ist?

- Wie ist die Akzeptanz in der Bevölkerung? Wurden hier schon Sondierungen durchgeführt?

- Was sagt das Koalitionsabkommen? Ist die Komplementärmedizin erwünscht oder nicht?

- Wäre es nicht sinnvoller einen Sondertarif für diese Disziplinen in der Nomenklatur einzuführen, um diese Pro-und-Kontra-Diskussion ein für allemal abzuschließen?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Dans ma réponse à la question parlementaire N°246 de l'honorable Parlementaire Jean Colombero j'avais pris position sur les raisons à l'origine du retard pris en matière de réglementation de la profession de l'ostéopathe.

Dans une optique de santé publique il m'importe de pouvoir assurer un niveau élevé de protection des bénéficiaires de soins de santé.

De façon générale je me dois toutefois de constater, surtout en ce qui concerne l'ostéopathie et la chiropraxie, qu'il n'existe pas encore à l'heure actuelle, du moins dans l'Union européenne, de critères de formation généralement reconnus et qui correspondent à des standards minima.

Tant l'acupuncture que l'homéopathie relèvent de la profession de médecin. En ce qui concerne plus particulièrement l'acupuncture, il me paraît envisageable que des médecins qui disposent d'une formation complémentaire reconnue par un État membre de l'Union européenne et y donnant accès à l'exercice de ces activités puissent, selon des conditions restant éventuellement à déterminer, s'adonner à cette forme de médecine alternative.

D'ailleurs, le programme gouvernemental de 2009 à 2014 pré-

voit, en ce qui concerne la médecine non conventionnelle, que le Gouvernement poursuivra ses travaux en vue de la reconnaissance et de la réglementation de différentes formes de médecine complémentaire et de la reconnaissance de spécialités, dont celles du psychothérapeute et du podologue.

Question 0316 (15.12.2009) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant le **laboratoire de recherche sur le SIDA:**

Un crédit de 550.500 euros est inscrit au budget du Ministère de la Santé sous le libellé: «frais de fonctionnement et de prise en charge effectués par le laboratoire de recherche sur le SIDA».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quelles sont actuellement les recherches effectuées dans ce laboratoire concernant le domaine du Sida?

- Ces recherches ont-elles déjà donné lieu à des publications dans des revues scientifiques internationales et/ou ont-elles permis le dépôt de brevets?

- Qui est chargé de ces projets de recherche?

- Pourquoi s'agit-il d'une participation transitoire?

- Comment est ventilée cette somme de 550.500 euros?

Réponse (29.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Le laboratoire de recherche sur le SIDA, auquel fait allusion l'honorable Député, a été créé en 1992 conjointement par le Service National des Maladies Infectieuses et le Laboratoire National de Santé. Il fait actuellement partie du Centre de Recherche Public Santé (CRP-Santé) sous la dénomination de «laboratoire de rétrovirologie».

La contribution financière de mon département sert essentiellement au suivi d'une cohorte de patients atteints du HIV/SIDA qui bénéficie d'un suivi trimestriel.

La cohorte luxembourgeoise HIV a permis l'étude des facteurs de progression de l'infection, et contribue, au niveau européen, aux cohortes de suivi et à différents programmes de recherche, dont plus particulièrement:

- EuroHIV, qui est consacré à l'épidémiologie des nouveaux cas d'infection, et qui dépend du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies ségeant à Stockholm (ECDC);

- EuroSIDA, qui représente la plus large cohorte HIV du monde, et qui s'intéresse à la progression de la maladie et l'influence du traitement;

- Europe HIV Resistance, qui constitue un programme d'étude de la transmission de résistance aux antiviraux faisant partie du 6^e programme cadre européen.

En 1999, le laboratoire de rétrovirologie a été désigné officiellement laboratoire de référence en matière de surveillance épidémiologique de l'infection HIV au Luxembourg. À ce titre, il transmet les données épidémiologiques de façon anonyme à la direction de la Santé et au Centre européen pour la surveillance épidémiologique, qui est intégré depuis trois ans au «European Centre for Disease Prevention and Control», situé à Stockholm, de même qu'à l'OMS.



Les échantillons et les informations recueillis dans le contexte de la cohorte HIV permettent également une recherche de laboratoire plus fondamentale sur l'infection HIV, tels que les mécanismes d'entrée virale dans la cellule hôte, les bases moléculaires de la résistance aux médicaments et la variabilité génétique du virus. Cette activité de recherche est d'ailleurs également prise en charge par le budget de fonctionnement du CRP-Santé, qui relève du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et qui est doté à raison de plus de 1,6 millions d'euros. Le laboratoire bénéficie également de financements compétitifs grâce au Fonds National de la Recherche, ainsi qu'à des projets européens et internationaux. Un dernier volet de la recherche financée par mon Ministère concerne la recherche clinique qui permet de faire bénéficier des personnes infectées de nouveaux médicaments dans le cadre d'études cliniques multinationales.

Depuis sa création en 1992, le laboratoire de rétrovirologie a produit plus de 60 publications dans des revues scientifiques internationales, dont onze pour la seule année 2009, et environ 150 présentations à des conférences scientifiques internationales. Par ailleurs, le dépôt d'un premier brevet est en cours. Le laboratoire de rétrovirologie constitue ainsi un des laboratoires de recherche les plus productifs au Luxembourg.

Les projets scientifiques sont pour leur volet laboratoire sous la responsabilité des docteurs Jean-Claude Schmit et Carole Devaux du CRP-Santé, et pour la partie clinique sous la supervision des docteurs Vic Arendt, Thérèse Staub et Robert Hemmer du Service national des maladies infectieuses.

Le terme de «transitoire» avait été retenu au début du fonctionnement du laboratoire dans les années 90, donc à une époque où on ignorait encore que l'épidémie du HIV allait s'établir de façon permanente dans la population humaine. Rétrospectivement toutefois, ce qualificatif semble aujourd'hui de moins en moins approprié, et cela d'autant plus que le principe même de la nécessité d'une recherche soutenue et permanente sur le HIV n'est aucunement remis en question.

Le crédit de 550.000 euros, inscrit au budget de 2010, est destiné à couvrir les frais de personnel (environ 70%) ainsi que les frais de fonctionnement (30%). Ces derniers frais représentent essentiellement des consommables de laboratoire.

Question 0317 (15.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **ramassage de cadavres d'animaux:**

Concernant le ramassage des cadavres d'animaux auprès des agriculteurs le budget 2010 prévoit un crédit non limitatif de 900.000 euros.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Comment est ventilée cette somme?
2. Quelle est la participation demandée aux agriculteurs?
3. Combien de cadavres d'animaux étaient concernés durant l'année en cours?
4. Quelle était la nature du décès de ces animaux?
5. Y a-t-il des mesures qui ont été prises pour éviter le décès de ces animaux et ainsi éviter un surcoût?

Réponse (13.1.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad point 1:

Pour le calcul du montant à prévoir au budget des dépenses de l'État pour l'exercice 2010, le département de l'agriculture s'est basé sur le décompte disponible des frais pendant l'année 2008. Ces frais comprennent, d'une part, les frais de ramassage, de transport au centre de collecte et d'incinération des cadres d'animaux auprès des agriculteurs et, d'autre part, les frais d'enlèvement des têtes des ruminants éligibles à un test d'E.S.B. ainsi que les frais de traitement et d'incinération subséquents desdites têtes. Les montants mis en compte pour l'exercice 2008 ont par la suite été adaptés à l'évolution de l'indice du coût de la vie tel que défini dans la circulaire pour l'élaboration de propositions budgétaires pour l'exercice 2010. À noter que le nombre des cadavres ainsi que le nombre des têtes à découper sont restés sensiblement les mêmes au cours des dernières années.

Frais d'enlèvement des cadavres 2008: 830.239,89

Frais d'enlèvement des têtes 2008: 38.532,48

Total des frais de l'exercice 2008: 868.772,37

Ad point 2:

L'État ne demande pas de participation aux agriculteurs dans les susdits frais d'enlèvement des cadavres et de découpe des têtes.

Ad point 3:

Le tableau suivant renseigne sur tous les enlèvements de cadavres jusqu'à la date du 6 novembre 2009, soit 5/6 de l'année (au total 18.415 chargements sans les volailles):

En unités	En kg
Ovins/caprins	924
Volailles	28.900
Agneaux	962
Cadavres divers	714
Bovins adultes	4.708
Veaux	8.361
Poulains	60
Chevaux	217
Porcelets	1.742
Porcs	3.854
Truies verrats	417
Total:	21.959

À partir de ces chiffres, on peut estimer pour 2009 que le total des animaux morts enlevés sera d'environ 26.400.

Le cheptel total étant de +/- 400.000 animaux (équins: 6.000; bovins: 200.000; porcins: 160.000; ovins et caprins: 35.000), les 26.400 animaux morts enlevés représentent 6,6% du cheptel.

Ad point 4:

Les causes de décès sont multiples.

Lorsqu'il s'agit d'ovins et de caprins, une différence est à faire entre animaux adultes et jeunes animaux. Pour les moutons et chèvres adultes, le pourcentage en mortalité est de 6,1% pour une population de 15.000 animaux. Les causes principales sont la clostridiose, la toxémie de gestation, les maladies parasitaires et l'âge. Beaucoup de moutons sont tenus comme animaux de plaisir jusqu'à leur mort naturelle. Concernant les agneaux et chevaux, la mortalité est de 4,6%. Ce pourcentage s'explique par les mortalités reliées aux maladies néonatales.

Le taux de mortalité des bovins adultes est de 2,8%, ce qui constitue un taux très acceptable. Quant aux veaux, le taux de mortalité atteint 10% dans les élevages. Ce taux élevé s'explique par les maladies néonatales (diarrhée, pneumonie, mort-nés).

Pour les chevaux, le taux de mortalité se situe autour de 3,6%. Beaucoup des équidés sont gardés jusqu'à leur mort naturelle.

Quant aux porcins, la mortalité des porcelets est difficile à chiffrer, car les petits gorettes sont enlevés hebdomadairement dans les exploitations et sont rassemblés en lots. Seuls les porcelets de

20 kg sont comptés. Pour les porcs d'engraissement, il s'agit d'un taux de 3,5 à 3,8% et pour les truies adultes, le taux de mortalité est compté à 4,2%.

Ad point 5:

En conclusion, il y a lieu de constater que les taux de mortalité tels qu'énumérés au point précédent sont similaires aux taux de nos pays voisins et que ces taux sont difficilement compressibles. Les coûts de fonctionnement d'un clos d'équarrissage sont élevés pour cause de respect de toutes les mesures sanitaires qui doivent être prises dans l'enlèvement et dans la transformation des cadavres. Ces coûts pourraient baisser au cas où des mesures d'allègement soient prises au niveau communautaire concernant l'utilisation des farines animales. Cependant, un tel allègement n'est actuellement pas en vue.

Question 0318 (15.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **médecine nucléaire:**

Eine Studie, die von der „Radiological Society of North America“ in Chicago vorgestellt wurde, zeigt, dass die Patienten einer immer größeren Bestrahlung der verschiedenen Diagnoseprozeduren (RX, CT, Pet Scan...) ausgesetzt sind.

Eine weitere Studie an der Emory University in Atlanta stellte fest, dass 4.000.000 Patienten in den USA zu hoher Bestrahlung ausgesetzt sind. Repetitive Analysen wären auch dafür verantwortlich.

Eine Studie an der Wisconsin-Madison-Universität stellte bei 500 Patienten fest, dass über die Hälfte der CT-Scans unnötig waren, dass die Durchschnittsbestrahlung 11,3 milli-Sieverts war und bei sieben Patienten eine Dosis von 100 milli-Sieverts festgestellt wurde, was einen strahleninduzierten Krebs auslösen kann. Pro Jahr entsprechen dies einer Zahl von 23.000 Krebsen, die durch diagnostische Bestrahlung entstehen würden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Herrn Gesundheitsminister stellen:

- Gibt es auch im Luxemburger Gesundheitssystem ein solch beunruhigendes Phänomen?

- Was sind die zahlenbasierten Progressionsraten über die letzten Jahre in Sachen Nuklearmedizin basierten Untersuchungen?

- Wie steht es mit der Anzahl (Progressionsrate) an Nuklearmedizin basierten Diagnostik-Anla-

gen? (Mittlerweile betreiben auch viele Zahnärzte RX-Apparate)?

- Wie steht Luxemburg im internationalen Vergleich da?

- Was wird unternommen, um in Luxemburg Patienten vor unnötigen, nicht angebrachten und nicht auf Evidenz basierten Protokollen beruhenden Untersuchungen zu schützen?

- Gibt es normale Vorgaben („Guidelines“) betreffend RX-Untersuchungen, die notwendig und nützlich in bestimmten Diagnostiken sind?

- Wann wird das „carnet radiologique“ (elektronisch) eingeführt werden? Wo stehen die Arbeiten? Gibt es ein verbindliches Stichtatum für die Inbetriebnahme dieses seit langem in Aussicht gestellten Instruments?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Der ehrenwerte Abgeordnete beruft sich auf drei verschiedene US-amerikanische Studien welche sich mit der Problematik der Bestrahlung befassen.

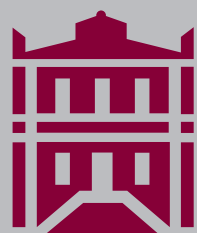
Einleitend möchte ich klarstellen, dass zu unterscheiden ist zwischen der Dosis, die dem Patienten bei einer bestimmten Röntgen- beziehungsweise nuklearmedizinischen Untersuchung verabreicht wird und der Jahresdurchschnittsdosis der Bevölkerung. Diese Jahresdurchschnittsdosis wird ermittelt, indem man die Gesamtkollektivdosis für alle Röntgenuntersuchungen in einem Jahr durch die Gesamtzahl der Personen im Luxemburger Gesundheitssystem teilt, dies unabhängig davon ob sie eine Röntgen-, beziehungsweise nuklearmedizinische Untersuchung in dem entsprechenden Jahr erhalten haben oder nicht.

Sollte zunächst die Umstellung von Film zum digitalen Röntgen eine Erhöhung der Patientendosis für die jeweilige Untersuchung mit sich bringen, so konnte aufgrund des Einschreitens der Gesundheitsbehörden sowie der Entente des Hôpitaux luxembourgeois diesem Phänomen entgegengewirkt werden.

Durch eine optimale Anpassung der Expositionsparameter am Röntgengerät auf den digitalen Bildempfänger konnte sogar eine Dosisminderung erreicht werden.

Was den Computer-Tomographen (CT) anbelangt, ist die Strahlenbelastung in Luxemburg relativ hoch, dies insbesondere wegen der relativ hohen Anzahl von Untersuchungen. Allein im Jahr 2009 wurden etwa 100.000 CT-Untersuchungen durchgeführt.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



In Bezug auf die Strahlenbelastung ist zu erwähnen, dass beispielsweise eine einfache CT-Thoraxuntersuchung eine rund 300-mal höhere Strahlenbelastung (6 milli-Sievert (6mSv)) zur Folge hat als eine einfache Thoraxröntgenaufnahme (0,02 mSv). CT-Untersuchungen vom Abdomen mit Kontrastmittel überschreiten teilweise sogar 20mSv. Diese Zahlen wurden 2007 im Rahmen einer detaillierten Analyse aller in Luxemburg gängigen Scanprotokolle (technische Einstellungen am CT-Scanner) erstellt. An dieser Studie waren, neben dem Gesundheitsministerium auch das CRP-Henri Tudor sowie die medizinisch-technischen Assistenten in den Krankenhäusern beteiligt.

Eine detaillierte Veröffentlichung listet darüber hinaus die Strahlenbelastung der nuklearmedizinischen Anwendungen wie folgt auf:

Untersuchung	1994	1998	2001	2002
Anzahl/Jahr	13.657	14.731	16.192	16.207
Anzahl/1000EW	35,5	36,3	38,1	37,7
Effektivdosis	/	0,14 mSv	0,16 mSv	/
Anteil an mediz. Exposition	/	8,0%	8,4%	/

Festzuhalten bleibt demnach, dass, im Vergleich zum CT (50% im Jahre 2002, etwa 60% 2009), der Anteil der Nuklearmedizin an der Gesamtdosis zu medizinisch-diagnostischen Zwecken eher gering ist.

Der Einsatz der an Nuklearmedizin basierten Diagnostik-Anlagen ist auf Krankenhäuser beschränkt. Das Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) verfügt über das einzige PET-Gerät. Gamma-Kameras kommen in folgenden Krankenhäusern zum Einsatz: CHL, Centre Hospitalier du Nord, Clinique Ste Marie, Centre Hospitalier Emile Mayrisch.

Außerhalb der Krankenhäuser sind noch 488 Zahnröntgengeräte für intra-orale Bildempfänger sowie 83 Panoramaröntgengeräte über das Land verteilt.

Wie aus einer Studie der Europäischen Kommission aus dem Jahr 2008 hervorgeht, belegt Luxemburg, im Vergleich mit dem Vereinigten Königreich, den Niederlanden, Dänemark und der Schweiz, einen der vorderen Plätze, dies sowohl was die Anzahl (Disponibilität) der Röntgengeräte und nuklearmedizinischen Einrichtungen als auch deren Benutzung anbelangt.

Gemäß Artikel 3 der großherzoglichen Verordnung vom 16. März 2001 betreffend den Schutz von Personen vor ionisierenden Strahlen bei medizinischen Untersuchungen, muss der verordnende Arzt die Exposition mit den zu erwartenden Vorteilen für den Patienten begründen. Eine Exposition, die keinen Einfluss auf die weitere Behandlung erwarten lässt, darf nicht durchgeführt werden.

Der für die Untersuchung verantwortlich zeichnende Arzt (häufig der Radiologe) muss diejenige Untersuchung anordnen, welche die klinische Frage am besten löst.

Darüber hinaus findet der Patient ebenfalls verschiedene Anregungen auf Internetseiten.

Der nationale „Conseil Scientifique“ hat außerdem evidenzbasierte Empfehlungen zur Verschreibung von Untersuchungen verfasst.

Schlussendlich besteht aber auch noch die Möglichkeit mittels medizinischem „Audit“ das Verschreibungsverhalten genauer zu untersuchen und gegebenenfalls Fehlverschreibungen auf die Spur zu kommen. Die Strahlenschutzabteilung meines Ministeriums empfiehlt derartige „Audits“ insbesondere bei dosisintensiven Prozeduren durchzuführen, beispielsweise bei CT-Untersuchungen.

Das Projekt „carnet radiologique“ (eSanté-CARA) ist ein integraler Bestandteil des nationalen Programms eHealth. Zusammen mit

den Laborresultaten sollen die Berichte der radiologischen Untersuchungen den Ärzten progressiv ab 2011 elektronisch zur Verfügung gestellt werden. Die Arbeiten an einer Plattform um die Daten zur Verfügung zu stellen sind angelaufen. Allerdings sind noch etliche Details, sowohl mit der nationalen Datenschutzkommission (CNPD), als auch mit den beteiligten Vertretern des Gesundheitssektors zu besprechen und zu vereinbaren.

Um die Qualität der radiologischen Daten zu verbessern, werden innerhalb des Projektes sowohl der Aufbau des Berichtes als der Verschreibung standardisiert. Eine Arbeitsgruppe mit Radiologen hat hierzu bereits Vorschläge erarbeitet. Auch soll ein einheitlicher, feingliedriger Katalog der radiologischen Untersuchungen definiert und in den Primärsystemen der Krankenhäuser sowie im „carnet radiologique“ eingeführt werden.

Die Inbetriebnahme der Plattform, und damit des erwähnten „carnet“, setzt allerdings voraus, dass vorab noch eine Lösung für den operationellen Betrieb der Plattform gefunden wird.

Question 0319 (15.12.2009) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **bonifications d'impôts:**

La crise financière, combinée au ralentissement économique, fait que beaucoup d'entreprises sont aujourd'hui confrontées à un problème de manque de liquidités. Nombreuses sont les entreprises qui, pendant les dernières années, ont dû faire des investissements considérables tant dans leurs infrastructures que dans leurs outils de production. Ceci a eu pour conséquence que ces entreprises ont des bénéfices minimes voire même des pertes. En général, ces entreprises accusent des créances envers une administration fiscale (TVA) suite à des excédents de taxe en amont substantiels et des dettes envers une autre administration fiscale.

Suite aux investissements, beaucoup d'entreprises ont droit à des bonifications d'impôts dont ils ne peuvent bénéficier vu qu'elles ne réalisent pas de bénéfices imposables. Au beau milieu de la crise économique les administrations fiscales pourraient intervenir en tant que facilitateur au lieu de freiner l'évolution d'entreprises à coup d'obligations.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas créer un cadre légal (système de fiscal netting) pour compenser les créances envers une administration par les dettes envers une autre administration?

- Monsieur le Ministre n'entend-il pas faire des bonifications d'impôts une créance de l'assujetti envers l'administration pour stimuler les investissements des entreprises? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement de compenser par d'autres dispositions le fait que l'assujetti ne peut pas bénéficier des bonifications d'impôts?

Réponse (3.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Quant à la première question, l'institution d'un mécanisme permettant la compensation légale entre une dette fiscale et une créance fiscale provenant d'administrations fiscales différentes soulève un certain nombre de questions juridiques, informatiques et logistiques qui caractérisent la complexité du sujet. Ces questions sont actuellement à l'étude et il n'est pas encore possible, à ce stade des travaux, de déterminer si un tel mécanisme est faisable.

Ceci dit et étant donné que dans la pratique les conditions strictes de la compensation légale sont rarement réunies, l'Administration de l'enregistrement et des Domaines accepte des cessions volontaires de créances ou procède, le cas échéant, à une sommation à tiers détenteur conformément à l'article 8 de la loi du 27 novembre 1933 lorsqu'elle a connaissance d'une créance auprès d'un tiers et notamment auprès de l'Administration des Contributions directes. De cette manière on obtient de manière indirecte le même résultat que dans le cadre d'une compensation légale.

La deuxième question a trait aux modalités relatives à l'allocation d'une bonification d'impôt pour investissement, telle que prévue par les dispositions de l'article 152bis de la loi modifiée de l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et ayant trait aussi bien à la bonification d'impôt pour investissement complémentaire que celle pour investissement global. Sur demande, les contribuables obtiennent une bonification d'impôt en raison des investissements qu'ils effectuent dans leurs entreprises. La question posée consiste donc à envisager la novation d'une aide fiscale accordée aux entreprises pour les investissements y réalisés en une créance fiscale.

Dans ce contexte, il convient de préciser que, comme l'avait confirmé le Conseil d'État dans son avis concernant le projet de loi N°3037 (25.11.1986) portant intégration de la bonification d'impôt dans la loi concernant l'impôt sur le revenu, il s'agit d'une aide fiscale pour les investissements productifs effectués par les entreprises. En l'état actuel du droit positif, à défaut d'impôt suffisant, les dispositions du paragraphe 8 de l'article

152bis L.I.R. prévoient que la bonification en souffrance peut être déduite de l'impôt des dix années subséquentes d'imposition.

En ce qui concerne les investissements s'étendant sur plusieurs années, le règlement grand-ducal du 29 octobre 1987 portant exécution de l'article précité prévoit une prorogation échelonnée du délai de report, sans qu'il puisse toutefois être supérieur à la durée de réalisation des investissements en cause. Il s'ensuit que la ratio legis dudit article 152bis L.I.R. interdit une novation de la bonification d'impôt pour investissement en créance fiscale. Une modification législative n'est pas prévue à l'heure actuelle.

Question 0320 (15.12.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **propagation des cas d'infections au hanta virus:**

Le nombre de cas d'infections au hanta virus, un virus présent dans l'urine, la salive ou les excréments de rongeurs, est en augmentation en Europe. Le réchauffement climatique serait en partie responsable. Si la plupart du temps les symptômes de telles infections sont proches de ceux d'un état grippal, des complications sous forme de détresse respiratoire, d'hypotension ou encore d'insuffisance rénale peuvent apparaître. Une infection au hanta virus peut, si elle n'est pas diagnostiquée et soignée correctement, conduire au coma et entraîner la mort de la personne infectée. Un vaccin serait d'ailleurs en cours d'élaboration, vu le nombre sans cesse plus élevé de cas d'infections constatés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Les infections au hanta virus sont-elles obligatoirement déclarées aux autorités sanitaires?

- Dans l'affirmative, combien de cas d'infections y a-t-il eu au Luxembourg?

- Ce nombre est-il en augmentation par rapport aux années et décennies précédentes, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays européens notamment en Allemagne?

- Quand est-ce que le vaccin contre les hanta virus sera-t-il disponible?

- Les médecins sont-ils suffisamment au courant de la propagation de ce virus? Ne faudrait-il pas mieux informer les professionnels de la santé?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Le virus hanta est un virus des petits rongeurs (par exemple les souris). Ce virus est excrété dans les fèces et les urines de ces animaux. L'homme peut attraper ce virus en inhalant des particules de poussière qui contiennent des virus en provenance d'excréments séchés de ces animaux, ou également par contact avec des urines contaminées. La répartition du virus a donc un certain parallélisme avec la distribution de son hôte normal, que sont les petits rongeurs. Il existe plus de 20 variantes différentes de ce virus. Le virus se répartit sur le globe entier.

Au Luxembourg, cette maladie est à déclaration obligatoire depuis 2004.

Le nombre de cas signalés à la direction de la Santé se répartissent comme suit:

0 cas en 2004
15 cas en 2005
0 cas en 2006
1 cas en 2007
0 cas en 2008
3 cas en 2009

En 2005, 15 cas de maladies dus au virus hanta, variante Pumula, ont été déclarés. Les résidences des personnes atteintes se trouvaient surtout dans les communes situées autour du Müllertal. À l'époque, mes services avaient informé les médecins du Grand-Duché par lettre circulaire.

Le nombre de cas connus a régressé par après, et semble être plus ou moins stable pour l'instant.

Actuellement un vaccin contre le hanta-virus Pumula n'est pas disponible. L'OMS ne renseigne pas sur une éventuelle date de mise sur le marché d'un tel vaccin.

Au cours de l'année 2009, le Laboratoire National de Santé a effectué 37 analyses de recherche d'anticorps contre ce virus sur demande des médecins traitants. Il semble dès lors que les médecins sont assez bien informés sur cette maladie.

Question 0321 (16.12.2009) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **harcèlement moral sur le lieu de travail:**

En Europe 9% des salariés seraient confrontés à l'harcèlement moral ou mobbing sur le lieu de travail. Ce fléau constitue un enjeu économique et de santé publique majeur comme en témoignent les coûts cumulés d'un mauvais climat de travail tant pour l'entreprise que pour l'État et la collectivité.

Au Luxembourg, la loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation au Luxembourg prévoit que la question soit réglée dans le cadre des conventions collectives.

Au vu des informations dont je dispose, le nombre de dépressions imputables à des problèmes d'harcèlement moral sur le lieu de travail a considérablement augmenté ces dernières années, la crise économique actuelle ne faisant qu'exacerber cette tendance. Il s'ensuit que le cadre posé par la loi de 2004 précitée semble n'être pas ou plus suffisant pour lutter efficacement contre le problème de l'harcèlement moral.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il peut confirmer mes informations selon lesquelles, au Luxembourg, comme par ailleurs dans d'autres pays européens, la tendance est à l'augmentation des cas d'harcèlement moral en milieu professionnel?

- S'il n'estime pas qu'il faudrait prévoir un cadre législatif général venant incriminer et sanctionner l'harcèlement moral de manière efficace?

Réponse (18.1.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Bien que l'augmentation des cas d'harcèlement moral en milieu



professionnel ne puisse être prouvée par des données chiffrées, il doit malheureusement être constaté que dans les situations de crise économique ce phénomène a toujours tendance à s'amplifier.

En ce qui concerne les mesures à prendre face à ce fléau, il y a lieu de souligner qu'un règlement grand-ducal du 15 décembre 2009 a déclaré d'obligation générale la convention relative au harcèlement et à la violence au travail conclue en date du 25 juin 2009 entre les partenaires sociaux afin de transposer au Luxembourg l'accord-cadre autonome européen sur le harcèlement et la violence au travail.

Ce n'est qu'après avoir permis à cette convention récente de prouver son efficacité qu'il sera possible de procéder à une évaluation de la nécessité d'une mesure législative générale.

Question 0322 (16.12.2009) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant le **nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval:**

Lors de la présentation le 16 avril 2008 du projet «Cité des sciences» de Belval-Ouest par Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, Monsieur le Ministre des Travaux publics et Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur, il a été confirmé que le projet initial relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales serait remanié et qu'un pré-projet détaillé devrait voir le jour en mars 2009. Dans leur réponse à ma question parlementaire N°2475 du 17 avril 2008 (cf. *compte rendu N°17/2007-2008*), Madame la Secrétaire d'État et Monsieur le Ministre ont expliqué que les différentes phases de construction seront réalisées en fonction de la stratégie de développement du site à arrêter avant la finalisation d'un premier projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment. Le programme gouvernemental de 2009 prévoit que les Archives nationales recevront leur nouvelle demeure à Belval au cours de cette législature.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en est le pré-projet détaillé qui aurait dû voir le jour en mars 2009?

- Quand est-ce qu'un projet de loi relatif à la construction du nouveau bâtiment sera-t-il déposé?

- Quelle serait une date réaliste pour l'ouverture des portes du

nouveau bâtiment des Archives nationales à Belval?

Réponse commune (17.2.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Députée Anne Brasseur s'enquiert sur l'état d'avancement du projet d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à réaliser à Esch-Belval.

Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance excessive des dépenses publiques. Ce n'est que suite à cet exercice que les questions de Madame la Députée, relatives au calendrier, pourront trouver des réponses définitives.

Question 0323 (17.12.2009) de **MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP)** concernant **«Night Vigil 2009»:**

Pour commémorer l'engagement et la souffrance des soldats américains sur nos terres durant la Bataille des Ardennes («Battle of the Bulge»), l'a.s.b.l. «Friends of Patton's 26th Infantry Division-Luxembourg» a organisé une veillée de nuit du 16 décembre jusqu'au lendemain matin. Cette manifestation, appelée «Night Vigil 2009», a eu lieu au «Schumann's Eck» à Nothum. Elle a été organisée avec le support d'une trentaine de communes et sous le Haut Patronage de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique. Cette année-ci ce rendez-vous traditionnel est placé sous le signe du 65^e anniversaire de la libération. La tradition veut qu'un grand feu de camp, qui a non seulement une valeur symbolique, mais également pratique (en raison des températures extérieures), soit allumé à cette occasion. Dans ce contexte, il nous revient que le département de l'environnement a refusé l'autorisation d'allumer un tel feu de bois.

C'est pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre délégué peut-il nous confirmer cette interdiction d'allumer un feu de camp?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons invoquées?

- Une telle interdiction ne risque-t-elle pas tout simplement de compromettre à l'avenir cette manifestation?

- Est-ce que d'autres manifestations, telles les «Buergbrennen», ne risquent-elles pas de se voir confrontées à de pareilles interdictions?

Réponse (20.1.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Dans le cadre du traitement administratif rapide du dossier d'autorisation concernant l'organisation de cette manifestation, une condition standard a été reprise dans l'autorisation ministérielle. Le but d'une telle condition standard pour les dossiers de routine est d'éviter un usage abusif de l'utilisation de feu en pleine nature.

Pour les dossiers d'autorisation futurs, le Ministère proposera l'autorisation d'un feu sous condition que celui-ci ne cause pas de dégâts aux éléments naturels du paysage et qu'il soit compatible avec des considérations de sécurité. À titre d'exemple on peut citer les routes et les lignes électriques dans les alentours.

En ce qui concerne la dernière question, il y a lieu de relever que les manifestations dites «Buergbrennen» font partie du patrimoine culturel de notre pays. Dès lors que les organisateurs de ces manifestations utilisent uniquement des combustibles naturels ne causant aucun dommage à l'environnement naturel et que ces manifestations ne sont souvent organisées que sur des plateaux chauves, aucune objection majeure ne s'oppose à l'organisation de ces manifestations.

Question 0324 (17.12.2009) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant le **CR101 entre Kopstal et Mersch:**

Le CR101 entre Kopstal et Mersch reste à ce jour l'une des routes les plus dangereuses de notre réseau routier. Ceci malgré les efforts qui ont été entrepris dans le passé, dont notamment une limitation de vitesse maximale autorisée à 70 km/h. Dans leur réponse commune à la question N°1606 de l'honorable Député Roger Negri (cf. *compte rendu N°12/2006-2007*), Messieurs les Ministres des Transports et des Travaux publics avaient répondu qu'un éventuel redressement des virages dangereux nécessiterait «une analyse approfondie de la part des instances concernées, en l'occurrence de la Commission de circulation de l'État».

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du nombre d'accidents sur le CR101 depuis l'introduction de la limitation de vitesse maximale autorisée à 70 km/h?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les résultats de l'analyse de la Commission de circulation de l'État, annoncée par Messieurs les Ministres en mars 2007, en ce qui concerne d'éventuels redressements de virages dangereux?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si en dehors des réflexions de la Commission de circulation un audit de sécurité approfondi a été fait sur le CR101?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les mesures retenues afin d'améliorer la situation de sécurité?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les projets du Gouvernement afin de remédier à la situation actuelle?

Réponse (11.2.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député Eugène Berger souhaite avoir quelques informations relatives à la sécurité routière sur le chemin repris CR101 entre Kopstal et Mersch, «point noir du réseau routier national où de nombreux accidents ont eu lieu et continuent d'avoir lieu avec des conséquences souvent dramatiques».

Tout d'abord, il échet de préciser que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures ne dispose pas de données statistiques sur l'évolution du nombre d'accidents sur ce tronçon précis de voirie.

À noter par la suite que le tronçon entre Mersch et Schoenfels a déjà fait l'objet d'un redressement conséquent, ce qui a permis d'éliminer toute source de danger provenant de la voirie sur cette partie. Par contre, sur le tronçon entre Schoenfels et Kopstal, seuls quelques réaménagements d'ordre plus locaux ont été réalisés à ce jour.

Avant de lancer de nouveau des travaux sur cette voie, l'on a décidé d'entamer tout d'abord un audit de sécurité concernant le tronçon entre Mamer et Schoenfels ayant pour objet d'examiner la géométrie de la route et de ses accotements, la signalisation et le balisage, mais aussi le changement permanent des conditions de circulation dû à l'alternance des sections de route en forêt et

en rase campagne, avec la succession en résultante de plages de chaussée sèches et humides et la variation de la pénétration du soleil altérant les conditions de visibilité.

À court terme, une mesure complémentaire constituera une campagne de détermination du coefficient de rugosité à différents endroits de cette route pour analyser l'opportunité, en cas de nécessité, d'un renouvellement du tapis de roulement.

Question 0325 (17.12.2009) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant la **violence domestique:**

Concernant la violence domestique suite à la nouvelle loi entraînant l'éloignement de la personne agressive de son domicile, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Quelle est la ventilation selon l'âge des agresseurs depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi?

2) Quelle est la nationalité des agresseurs concernés?

3) À quelle ethnie culturelle et religieuse appartiennent-ils?

4) Combien d'enfants et de personnes âgées ont été agressés?

5) Y a-t-il eu des récidivistes?

6) Combien de fois l'alcool était l'élément déclenchant?

7) Y a-t-il eu une surveillance subséquente des agresseurs concernés?

Réponse (19.1.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances:*

Madame la Ministre de l'Égalité des Chances informe l'honorable Député que la loi sur la violence domestique n'est pas une nouvelle loi, étant donné que cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2003.

Le comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence remet annuellement un rapport au Gouvernement incluant les statistiques prévues par la loi sur la violence domestique.

Par ailleurs, le Gouvernement a commandité une étude scientifique intitulée «Fünf Jahre Gewaltschutzgesetz im Großherzogtum Luxemburg», qui a été présentée le 22 septembre 2009. Pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Député les statistiques de cette étude servent de base.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Une première évaluation de la loi avait été commanditée par le Ministère de l'Égalité des Chances pour les années 2003 à 2005.

1) Ventilation selon l'âge des personnes expulsées conformément à la loi sur la violence domestique:

Personnes expulsées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
< 18	0	0	0	0	0	1	1	0,1 %
18-30	0	31	35	42	48	76	232	23,3 %
31-40	0	46	43	63	70	82	304	30,6 %
41-50	0	42	43	55	62	76	278	28,0 %
51-60	0	19	25	20	22	20	106	10,7 %
> 60	0	4	8	4	9	7	32	3,2 %
Inconnu	36	3	0	1	0	1	41	4,1 %
Total	36	145	154	185	211	263	994	100,0 %

2) Nationalité des personnes expulsées:

Personnes expulsées	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Luxembourg		51	43	56	75	84	309
UE		63	66	81	94	120	424
Non UE		25	34	31	39	55	184
inconnu	36	6	11	17	3	4	77
Total	36	145	154	185	211	263	994
Luxembourg	0,0%	35,2%	27,9%	30,3%	35,5%	31,9%	31,1%
UE	0,0%	43,4%	42,9%	43,8%	44,5%	45,6%	42,7%
Non UE	0,0%	17,2%	22,1%	16,8%	18,5%	20,9%	18,5%
Inconnu	100,0%	4,1%	7,1%	9,2%	1,4%	1,5%	7,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

3) L'appartenance religieuse, ethnique et culturelle des personnes concernées par la loi sur la violence domestique n'est pas relevée.

4) Âge des victimes concernées directement par l'expulsion:

Victimes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
<18	0	5	1	7	4	7	24	2,4 %
18-30	0	30	35	41	52	74	232	23,3 %
31-40	0	57	55	63	70	78	323	32,5 %
41-50	0	43	33	49	54	68	247	24,8 %
51-60	0	6	21	16	22	23	88	8,9 %
>60	0	3	9	9	9	13	43	4,3 %
Inconnu	36	1	0	0	0	0	37	3,7 %
Total	36	145	154	185	211	263	994	100,0 %

On constate que 2,4% des victimes sont des mineurs et que 4,3% ont plus de soixante ans.

5) Nombre de récidivistes:

- 31 agresseurs ont été expulsés deux fois depuis novembre 2003

- 3 agresseurs ont été expulsés trois fois depuis novembre 2003

- 3 agresseurs ont été expulsés quatre fois depuis novembre 2003

- 1 agresseur a été expulsé cinq fois depuis novembre 2003

6) La consommation d'alcool n'est pas relevée dans les statistiques.

7) Il n'y a pas de mesures de surveillance subséquente spécifiques et systématiques de tous les agresseurs concernés par la loi.

Question 0326 (17.12.2009) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **grippe A/H1N1 - Vaccin non utilisé:**

Betreffend die A/H1N1-Grippe sind die Wissenschaftler sich einig, dass keine weitere größere Gefahr mehr in Sicht ist. Die Grippe war relativ harmlos und nur ein kleiner Anteil der Bevölkerung hat sich impfen lassen.

ten Personen, beziehungsweise über die Personen, die sich noch impfen lassen werden, zu machen.

2) Hierzu laufen momentan noch Verhandlungen mit der Weltgesundheitsorganisation (WHO).

Es bleiben einige Fragen offen:

1) Wie viele von den 700.000 Impfdosen, die die Luxemburger Regierung eingekauft hat, wurden verbraucht und was geschieht mit dem restlichen Impfstoff?

3) Nach Verhandlungen mit GlaxoSmithKline wird der luxemburgische Staat auf ein Drittel der bereits bestellten Impfdosen verzichten. Diese Impfdosen werden demnach auch nicht in Rechnung gestellt werden.

2) Wird er eventuell an Drittländer verkauft oder verschenkt? Wenn ja, an welche und zu welchem Zweck, da man davon ausgehen kann, dass auch hier der Virus abgeklungen ist?

3) Ist es möglich, dass die Pharmakonzerne den nichtgebrauchten Impfstoff gegen Entgelt zurücknehmen?

4) Gibt es vielleicht ein Verfallsdatum, sodass man den Impfstoff noch länger halten und später gebrauchen könnte, falls ein mutierter Virus auftauchen sollte?

Réponse (29.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Die Unberechenbarkeit der Influenza-Viren ist hinlänglich bekannt, und niemand kann voraussagen ob nicht noch eine zweite Welle der A/H1N1-Grippe in diesem Jahr auftreten wird. Deshalb wird in Luxemburg, wie in allen anderen Ländern auch, weitergeimpft.

1) Bis zum heutigen Zeitpunkt wurden ungefähr 50.000 Dosen Impfstoff abgegeben. Da die Impfungen noch weiterlaufen, und die Ärzte auch noch weiter Impfstoff bestellen, ist es noch nicht möglich genaue Angaben über die Zahl der bereits geimpf-

tions distinctes correspondant par exemple à celles qui représentent les salariés administratifs ou ceux employés au niveau de la production. Il arrive ainsi que lors de négociations ou lorsqu'un avis est demandé, ce n'est pas la délégation dans son ensemble qui intervient, mais à l'une ou l'autre sous-catégorie de la délégation. Cette façon de faire me semble contraire à l'esprit même de la loi introduisant le statut unique et, par voie de conséquence, à la volonté d'instituer une délégation du personnel unique garantissant l'égalité entre salariés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il partage ma conclusion précitée?

- Si, en attendant la loi sur le dialogue social, qui devrait apporter des clarifications en la matière, il n'entend pas préciser par exemple via circulaire ou tout autre instrument que le principe d'égalité entre les salariés doit être respecté en tous les cas, de sorte que seule la délégation du personnel représentant tous les salariés d'une entreprise peut intervenir par exemple dans le cadre de négociations ou autres situations où la présence de la délégation du personnel est exigée?

- Quelles sont, en tout état de cause les mesures que le Gouvernement préconise en la matière afin de faire respecter le principe de l'égalité en la matière?

Réponse (18.1.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

S'il est vrai que la conclusion de l'honorable Député peut en partie être partagée notamment en ce qui concerne l'égalité de traitement entre tous les salariés, il y a néanmoins lieu de souligner qu'il est difficilement concevable que des pratiques existant depuis le début du dialogue social soient radicalement changées suite à l'introduction de dispositions légales nouvelles.

C'est pour cette raison d'ailleurs que le législateur a prévu dans la loi du 13 mai 2008 portant introduction du statut unique, des mesures transitoires applicables notamment dans le cadre de la négociation des conventions collectives.

Dans ce sens l'article 12 de la loi précitée dispose en effet que l'application des dispositions nouvelles en matière de conventions collectives ne pourront pas avoir comme effet l'inclusion d'office dans des conventions collectives de travail de catégories de salariés qui n'étaient pas couverts lors de l'introduction du statut unique et ce principe vaut pour les conventions collectives conclues avant le 31 décembre 2013.

Pour cette raison il ne semble pas nécessaire de donner des précisions supplémentaires à ce sujet ce qui n'exclut cependant pas d'envisager des clarifications éventuelles dans le cadre de la réforme du dialogue social pour le cas où cela ferait partie des revendications des partenaires sociaux.

Question 0328 (18.12.2009) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **plans d'aménagements particuliers (PAP):**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°3007 du 2 décembre 2008 (*cf. compte rendu N°6/2008-2009*) Monsieur le Ministre avait fait savoir que pour 235 de 432 plans d'aménagements particuliers (PAP) soumis pour avis à la commission d'aménagement le délai de trois mois prévu par la loi modifiée du 19 juillet 2004 n'avait pas pu être respecté.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

1) Comment a évolué le chiffre des demandes de PAP pour lesquelles le délai de trois mois n'a pas pu être respecté au cours de l'année passée?

2) Pour combien de demandes de PAP le délai susmentionné a-t-il actuellement été dépassé?

Réponse (21.1.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Ad 1) Au cours de l'année 2009, le délai de trois mois imparti au Ministre de l'Intérieur pour émettre son avis dans le cadre de la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement particulier (PAP) a progressivement pu être respecté, notamment grâce au recrutement d'un second architecte urbaniste.

Ad 2) À l'heure actuelle, aucun projet d'aménagement particulier (PAP) soumis à l'avis du Ministre de l'Intérieur, conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, ne dépasse le délai de trois mois.

Question 0329 (18.12.2009) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **soins à domicile:**

Il semblerait que certains établissements hospitaliers travaillent en exclusivité avec un réseau de soins à domicile pour les patients qui nécessitent des soins après leur sortie de l'hôpital. Ces établissements refuseraient tout simplement tout contact avec les autres prestataires de soins à domicile. D'autres distribueraient même des publicités pour un seul prestataire aux dépens des autres prestataires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces pratiques?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ces pratiques constituent des éléments de concurrence déloyale et qu'elles sont par conséquent intolérables?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre pour contrecarrer ces pratiques?

Réponse (21.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

L'honorable Parlementaire s'enquiert de l'existence d'éventuels liens exclusifs entre des établissements hospitaliers et des réseaux d'aides et de soins à domicile.

En règle générale, les assistants/es sociaux/les des établissements hospitaliers renseignent et informent ceux des patients qui nécessitent une prise en charge à domicile sur les différents prestataires existant en matière d'aides et de soins à domicile. Certains établissements hospitaliers mettent également à la disposition de leurs patients les dépliant

d'informations édités par ces différents prestataires.

Sur base d'informations objectives que chaque établissement hospitalier s'engage à communiquer au patient, il appartient à ce dernier d'opter en connaissance de cause pour un des différents réseaux. En vue de la prise en charge à domicile, l'assistant/e social/e de l'hôpital concerné entre ensuite en contact avec l'infirmier/ère de référence du réseau de soins à domicile pour lequel le patient a opté.

Cela étant, je n'ai pas connaissance de l'existence de liens privilégiés, voire exclusifs entretenus par des établissements hospitaliers avec un ou plusieurs réseaux d'aides et de soins.

Si Madame la Députée disposait d'informations plus précises concernant des pratiques qui ne respecteraient pas le libre choix des patients, je la prierais de me les transmettre.

Question 0330 (18.12.2009) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **éthylotests dans les bars**:

Pour lutter contre l'alcool au volant, le Ministre de l'Intérieur français, Brice Hortefeux, veut imposer la présence obligatoire d'éthylotests dans les bars et les boîtes de nuit pour que les clients de ces établissements puissent mesurer eux-mêmes leur taux d'alcoolémie avant de prendre le volant.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au projet susmentionné?

- Quels sont les moyens actuellement engagés en matière de lutte contre l'alcool au volant?

Réponse (12.3.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les moyens actuellement engagés par le Gouvernement en matière de lutte contre l'alcool au volant en se référant au Ministre de l'Intérieur français Brice Hortefeux qui veut imposer la présence d'éthylotests dans les bars et boîtes de nuit.

Malgré les nouvelles mesures de lutte contre l'alcool au volant ou la vitesse excessive, l'on constate que ces deux infractions continuent à mener la liste des causes présumées être à l'origine de la majorité des accidents routiers.

Toutefois, les chiffres des dernières années démontrent que les excès de vitesse sont sur le point de devenir la cause principale apparente des accidents, tandis que la part de l'alcool se trouve en phase de régression.

Quoi qu'il en soit, la politique en matière de sécurité routière du Gouvernement consiste à combattre aussi bien la vitesse excessive que la conduite sous l'influence d'alcool.

Dans ce contexte, l'information ainsi que les campagnes de sensibilisation jouent un rôle très important. Ainsi, le Gouvernement entend redoubler ses efforts afin d'inciter un changement de mentalité et d'habitudes des usagers de la route. Le Gouvernement s'efforce par ailleurs de promouvoir

les transports publics tout en soutenant des initiatives privées comme le Night Rider.

Toutefois, les mesures préventives doivent toujours être accompagnées par des mesures répressives afin d'atteindre le but escompté. Les contrôles de la Police grand-ducale jouent par conséquent également un rôle important dans l'ensemble des mesures pour réduire la conduite sous l'influence d'alcool.

Au lieu d'imposer la présence obligatoire d'éthylotests dans les bars, l'on préfère soutenir des initiatives privées ou d'ONG engagées dans le domaine de la sécurité routière qui incitent les conducteurs à tester leur taux d'alcool sur base volontaire.

Question 0331 (18.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **«Geessegripp»**:

Am Kontext vun der „Geessegripp“, déi och nach „Fièvre Q“ genannt gëtt an déi an Holland ausgebrach ass, géif ech folgend Froen un den Här Gesondheitsminister stellen:

- Wéi geféierlech ass déi Gripp?

- Wat fir Risike besti fir d'Leit?

- Huet den Här Minister Kenntniser vu méiglechen Doudegen am Zesummenhang mat der „Geessegripp“?

- Ass eng Informatiounscampagne am Kontext vun der „Geessegripp“ virgesinn?

Réponse (20.1.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

D'„Fièvre Q“ ass eng ustiechend Krankheet, déi vun enger Bakterie, dem *Coxiella burnetii*, ervirgeruff gëtt. Et handelt sech also net ëm eng richtig Gripp. Et ass villméi eng Krankheet vun Déieren, haaptsächlech Geessen a Schof. De Mënsch ka se kréien iwwert d'Anootme vu Sporen, déi zum Beispill a gedrechten Mësch oder Woll sinn.

Bei 50% vun de Fäll verleeft d'Krankheet ouni gréisser Symptomer ausser lichte Fieber oder lichte grippenähnlechen Zeechen. Bei deenen anere Fäll kann déi Krankheet méi uerg, meeschtens grippenähnlech Zeechen erviruffen. Bei 1% vun de Fäll kënnen och chronesch Komplikatiounen, wéi zum Beispill Häerzproblemer duerno optrieden. Besonnesch geféierlech ass déi Krankheet och fir ongebuere Kanner während dem éischte Schwangerschaftstrimester.

Risike bestinn nëmme fir Leit, déi sech no bei Häff ophalen, déi erkrankten Déieren hunn, wéi dat zurzäit de Fall an Holland ass. Zu Lëtzebuerg gëtt et nach keen Häff, deen esou erkrankten Déieren huet. D'Vetërinärsinspektioun mécht permanent Kontrollen op lëtzebuergeschen Häff. Hei am Land besteet also zurzäit praktesch kee Risiko déi Krankheet opzerafen.

Hei zu Lëtzebuerg sinn och keng Doudegen am Zesummenhang mat där Krankheet bekannt.

Wann e Risiko fir Lëtzebuerg sech sollt weisen, wäert mäi Ministère eng Informatiounscampagne starten.

Question 0332 (18.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **«Geessegripp»**:

Am Kontext vun der „Geessegripp“, déi och nach „Fièvre Q“ genannt gëtt an déi an Holland ausgebrach ass, géif ech folgend Froen un den Här Minister vun der Landwirtschaft stellen:

- Ass déi Gripp, déi Geessen awer och aner Béischer betrëfft, och schonns zu Lëtzebuerg festgestallt ginn?

- Wéi vill Träpp Geessen, mat wéi vill Béische gëtt et zu Lëtzebuerg?

- Wat fir Risike besti fir d'Geessen an aner Déieren?

- Huet d'Geessegripp schonns Konsequenzen op de Lëtzebuerger Déierebestand?

- Ass, esou wéi an Holland, eng Vaccinationscampagne fir Geesse virgesinn?

- D'Geessegripp ass och ustiechend fir d'Leit. Huet den Agrarminister eng Informatiounscampagne virgesi fir Zichter a Leit an de Schluechthaiser, déi vun dëser Krankheet kënnen betraff sinn?

- Gi besonnesch Moosname geholl a Parken (wéi um Escher Gaalgebierg), wou vill Kanner mat de Geessen a Kontakt kommen, zum Beispill beim Fidderen?

Réponse (13.1.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

„Q-Fever“ ass eng Krankheet déi bei Ranner, Schof a Geesse ka virkommen, awer och beim Hond a bei der Kaz. Et ass eng Krankheet, déi weltwäit verbreet ass. Bei de Mëlleschof a bei de Geesse weist se sech duerch eng héich Avortementsquot. Déi infizéiert Déiere sinn net vill krank a weisen keng Unzeche vun enger Gripp. Beim Avortement oder bei der Gebuert scheidet si awer vill Bazillen aus an infizéieren d'Ëmwelt, haaptsächlech d'Mësch an d'Stall.

Zu Lëtzebuerg ass déi Krankheet an der leschter Zäit net festgestallt ginn. Et ass awer unzuehellen, datt verschidden Déieren Antikierper virweisen an domat bestätegen, datt si schon emol mat dem Bazill *Coxiella burnetii* a Kontakt waren. Bis elo goufen nach keng klimesch Symptomer an de Betriber festgestallt. D'Vetërinärpraktiker an d'Schof- a Geessenhalter goufen opgefuerdert, fir all anormal Avortement bei der Veterinärsverwaltung ze mellen. Si sinn och gebiede gi sech beim Agräife bei Gebuerten ze schützen.

An deene grouse Betriber si Prouwe vun der Tankmëllech geholl ginn, fir PCR-Analysen ze maachen. Dës Analysen waren all negativ.

Hei zu Lëtzebuerg sinn 291 Geessenhalter am Sanitel enregistriert. Dozou gehéiert och d'Hobbyhaltung mat enger oder puer Zwerggeessen, well déi kleng Wiederkauer all mussen identifizéiert sinn. Sechs grouse Betriber produzéieren Geessemëllech an hunn tëschent 2.000 an 62 Geessen.

An Holland ass de Problem haaptsächlech op d'Konzentratioun vun de Geessebetriber no bei grouse Siedlungsgebieder zréckzeféieren. Wann d'Mësch op de Felder leie bleift, dréchen se aus an d'Loft kann déi Bazille weiderdroen. D'Leit infizéieren sech haaptsächlech duerch d'Inhalatioun vu Stëbspartikelen. Dës Situatioun kenne mer hei zu Lëtzebuerg net, duerfir ass och keng Vaccinationscampagne virgesinn.

Besonnesch Moosname brauchen och net a Parke geholl ze

ginn. Do ass keng Konzentratioun vu Geessen an duerfir besteet och keng Gefor.

Question 0333 (18.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **sécurité au travail**:

De Sidec huet rezent Reklamm fir seng Top-Sécherheet op der Aarbechtsplaz an der Zeitung gemaach. Trotzdem ass kierzlech een Aarbechtsaccident mat Verletzung do passéiert.

- Wéi ass dëst Aarbechtsaccident passéiert?

- Laut mengen Informatiounen ass de Verongléckten net mat enger Ambulanz an d'Klinik gefouert ginn an d'Police, esou wéi d'ITM, sinn net direkt vun der Sidec Direktioun informéiert ginn, mä vun Aussenstehenden. Stëmmt dat an ass dat kompatibel mat der Législatioun iwwert den „Unfall“?

- Wat sinn d'Folge vun dem Accident fir de Verongléckten a fir déi Verantwortlech vum Sidec?

Réponse (2.2.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Op d'parlamentaresch Fro N°333 vum honorabelen Deputéierten Jean Colombero gëtt et Folgendes ze soen:

De Verongléckte war mat Botz-aarbechte beschäftegt. Dobäi muss ee metallene Staf, deen e benotzt huet, un een dréierenden Deel vun der Aarichtung komm sinn an huet dobäi dee Verongléckte schwéier verletzt.

Déi intern Prozedure vun der Sidec gesi vir, datt bei esou Aarbechten d'Anlag gesécherter ausser Betrib muss sinn.

D'Onfallverhiddungsvirschrëfte vun der „Association d'Assurance contre les Accidents“ (AAA) gesinn net fir, datt e Verongléckte muss mat enger Ambulanz an d'Klinik gefouert ginn.

Doriwwer eraus hätt den Accident missen direkt bei der AAA a bei der Gewerbeinspektioun gemellt ginn. Dat ass awer eréischt den Dag drop gemaach ginn.

Aus deem Grond huet d'Gewerbeinspektioun der Sidec eng Verwarnung wéinst Verstouss géint den Artikel L.614-11(1) vum „Code du Travail“ zoukomme gelooss. Zousätzlech ass d'Entreprise verwarnt gi wéinst méiglechem Verstouss géint d'Sécherheitsvirschrëften.

Fir de concernéierte Salaré applizéiere sech déi normal Regele vun engem Aarbechtsaccident.

Question 0334 (21.12.2009) de **M. Jacques-Yves Henkes** (ADR) concernant les **dispositions relatives aux intérêts sur la TVA à rembourser**:

La loi du 10 novembre 2009 portant transposition de la directive 2008/9/CE du Conseil du 12 février 2008 définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée à des assujettis non établis dans l'État membre de remboursement mais dans un autre État membre, prévoit entre autres que l'administration est redevable au requérant d'intérêts calculés sur le montant à rembourser.

Les intérêts sont calculés au taux prévu à l'article 85, deuxième ali-

néa, depuis le jour qui suit le jour d'expiration du délai de remboursement prévu par le paragraphe 11, jusqu'au jour où le remboursement est effectivement intervenu.

J'aimerais vous poser les questions suivantes dans ce contexte:

- Cette innovation ne devrait à mon avis concerner non seulement les assujettis non établis au Luxembourg, mais aussi les assujettis établis au Luxembourg. Est-ce que Monsieur le Ministre partage ce point de vue?

- Aussi je voudrais savoir si les nouvelles dispositions relatives aux intérêts dus sur les montants à rembourser par l'administration valent également pour les assujettis établis au Luxembourg?

- Si oui, les dispositions de la loi s'appliquent-elles pour les montants dus par l'administration au jour de l'entrée en vigueur de la loi ou à une autre date?

Réponse (26.1.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Contrairement à ce qui est allégué dans la question, la loi du 10 novembre 2009 transposant notamment la directive 2008/9/CE en droit national, n'établit pas, en cas de remboursement tardif, un droit général au paiement d'intérêts créditeurs dans le chef d'assujettis non établis sur le territoire national.

L'article II de la loi, portant insertion d'un nouvel article 55bis dans la législation nationale sur la TVA (LTVA), est en effet, sans équivoque à cet égard: l'assujetti étranger non résident, bénéficiant de la nouvelle procédure de remboursement, ne doit avoir effectué aucune activité économique au Luxembourg (le cas classique étant celui du camionneur passant en transit par le pays pour faire le plein en carburant). Au contraire, tout assujetti étranger non résident qui effectue au Luxembourg une activité économique prévue par l'article 5 LTVA, est inscrit au rôle des assujettis nationaux pour être traité de la même façon que les assujettis ayant leur siège ou un établissement stable au pays.

Tous les assujettis effectuant des livraisons de biens ou des prestations de service taxables au Luxembourg sont le cas échéant remboursés de manière identique dans le cadre de la procédure normale d'imposition, et ceci sans computation d'intérêts créditeurs.

Question 0335 (21.12.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **subsidés accordés**:

Concernant les subsidés régulièrement accordés à diverses associations et organisations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant global des subsidés que votre Ministère a accordé en 2008?

2. Quel est le détail de ce montant à savoir:

a) Quelles sont les associations/organisations qui se sont vues accorder un subsidé par votre Ministère?

b) Quel est le montant que chacune de ces associations/organisations a obtenu?

3. Selon quelle base légale et/ou selon quels critères ces subsides sont-ils accordés?

4. Quel montant votre Ministère a-t-il déboursé en 2008 à des associations/organisations suite à des conventions existantes entre votre Ministère et ces associations/organisations et quel est le détail de ces versements?

Réponse (25.1.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

L'honorable Député désire avoir un certain nombre d'informations sur les subsides que le Département ministériel des Sports a accordés en 2008 à diverses associations et organisations.

1) Le montant global des subsides accordés en 2008 est de 4.495.000 € (voir le tableau 1).

2) Les subsides pour le sport de compétition sont accordés aux fédérations sportives agréées ainsi qu'aux associations qui leur sont affiliées. Les subsides pour le sport-loisir peuvent également être accordés à d'autres associations si celles-ci organisent des journées promotionnelles ou des activités récréatives régulières.

Le détail des subsides accordés par fédération ressort du tableau 2 annexé qui est annuellement publié dans le rapport d'activité du Département ministériel des Sports.

3) Les subsides sont attribués en fonction de la loi du 3 août 2005 concernant le sport et notamment des articles 7 «équipement sportif», 9 «appuis financiers» et 14 «mesures d'appui particulières pour le sport d'élite».

En général, les subsides sont accordés sur proposition du Conseil supérieur des Sports en fonction d'un règlement interne mis en place pour l'attribution de subsides extraordinaires et de divers systèmes de pointage élaborés pour le calcul des subsides ordinaires (annuels) des fédérations et des clubs.

4) Les montants déboursés à des associations en fonction de conventions ressortent du tableau 3 annexé à la présente.

(Les trois tableaux peuvent être consultés au Greffe de la Chambre des Députés.)

Question 0336 (21.12.2009) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **campagnes d'information du département ministériel des sports**:

Le Gouvernement est à l'origine de nombreuses campagnes d'informations pour des buts très divers. Ces campagnes sont lancées directement par les ministères et les administrations ou à travers des associations subventionnées à cette fin.

- Monsieur le Ministre peut-il fournir une liste des campagnes d'information lancées par ses départements en 2008 et au premier semestre 2009, liste mentionnant le coût de la campagne et la répartition sur les différents médias (Internet, télévision, radio, presse écrite, affiches, foires, stands dans les lieux publics...)?

- Certaines de ces campagnes ont-elles été évaluées au niveau de leur impact auprès du public? Si oui, quels en sont les résultats?

Réponse (26.1.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Campagnes d'information lancées en 2008:

Campagne (titre et/ou slogan):

Meter fir Meter - Vélo 2008 (1) / Meter fir Meter - Schwammen 2009 (préparation) (2)

1. Répartition des coûts selon les différents médias:

Annonces presse écrite:	Campagne 2008 (1)	4.443,65
Spots radio:	Campagne 2009 (2)	805
Spots TV:	Campagne 2009 (2)	230
Spots cinéma:		
Affiches:	Campagne 2008 (1)	324,45
Dépliants / brochures / cartes de participation:		
	Campagne 2008 (1)	1.664,31
Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banniers):		
	Campagne 2009 (2)	6.054,75
Foires, stands, organisation d'une fête du vélo:		
	Campagne 2008 (1)	4.818
Cadeaux publicitaires, gadgets:		
Film, DVD:		
Total des coûts:		18.340,16

2. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

131 inscriptions aux programmes d'initiation pour débutants

Fonctionnement de 9 cellules d'accueil pour débutants

32 sorties cyclotouristes adaptées aux débutants

27 initiatives locales de promotion du vélo

«Vëlosschoul fir Erwuessener» par la «Lëtzebuerger Vëlos-Initiativ»

Intégration de concepts tels «mam Vélo op d'Schaff», «Vel'oh»(VdL) et «Äre Vélo - eise Vélo» (Esch/Alzette)

Campagnes d'information lancées en 2009:

Campagne (titre et/ou slogan):

Meter fir Meter- Schwammen 2009 (1) / Meter fir Meter - Goen 2010 (préparation) (2)

3. Répartition des coûts selon les différents médias:

Annonces presse écrite:		
Spots radio:	Campagne 2009 (1)	4.456,25
Spots TV:	Campagne 2009 (1)	11.063
	(50% de 22.125, les autres 50% = Ministère de la Santé)	
	Campagne 2010 (2)	
Spots cinéma:		
Affiches:	Campagne 2009 (1)	595,24
Dépliants / brochures:	Campagne 2009 (1)	23.967,21
Internet (création d'un site dans le cadre de la campagne, réalisation de banniers):		
	Campagne 2010 (2)	16.811,25
Foires, stands:		
Cadeaux publicitaires, gadgets, diplômes:		
	Campagne 2009 (1)	1.492,35
Film, DVD:		
Total des coûts:		59.477,80

4. Évaluation de la campagne (outils d'évaluation utilisés, résultats de l'évaluation):

3.800 participants

34.000 kilomètres nagés au 10 novembre 2009

32 piscines participantes

D'après les piscines participantes: légère plus de visiteurs mais surtout une augmentation substantielle du volume nagé par les visiteurs

D'après la Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage: augmentation remarquable du nombre de licences auprès de la FLNS

Question 0337 (21.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant l'**excision**:

Nach Angaben der Weltgesundheitsorganisation (WHO) gibt es 140 bis 150 Millionen Frauen weltweit, deren Genitalien durch Beschneidung verstümmelt wurden und täglich werden weitere 8.000 Mädchen jeden Alters verstümmelt. Dieses Ritual muss als extreme Gewalt an Frauen eingestuft werden.

Hierzu möchte ich der Frau Ministerin folgende Fragen stellen:

1) Ist der Ministerin bekannt, ob es in Luxemburg auch zu Beschneidungen dieser Art gekommen ist oder kommt und wenn ja, um wie viele Fälle es sich handelt?

2) Wie sieht die Rechtslage in Luxemburg hierzu aus?

3) Was geschieht bei einer eventuellen Klage eines Opfers?

4) Sind Aufklärungskampagnen gegen diese unmenschlichen Methoden vorgesehen?

Réponse (18.1.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances*:

1) Dem Ministerium für Chancengleichheit ist nicht bekannt,

ob Genitalverstümmelungen in Luxemburg praktiziert werden oder wurden.

2) Seit dem 16. Dezember 2008 sind die Genitalverstümmelungen ausdrücklich in der luxemburgischen Gesetzgebung verankert und zwar im Artikel 2 des Gesetzes vom 16. Dezember 2008 «Loi relative à l'aide à l'enfance et à la famille»:

«Au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés.»

Was die luxemburgische Strafgesetzgebung anbelangt werden Genitalverletzungen als Körperverletzungen bestraft.

3) Die Klagen der Opfer hinsichtlich der weiblichen Genitalverstümmelungen sind wie alle Klagen im Zuständigkeitsbereich der Polizei, Staatsanwaltschaft und Justiz.

4) Es sind im Moment keine Aufklärungskampagnen vorgesehen.

Question 0338 (21.12.2009) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **regroupement des trois «Stroke-Units»**:

Zurzeit bestehen drei „Stroke-Units“, um Patienten mit Hirnschlag zu behandeln (in Ettelbrück, Luxemburg und Esch-Alzette).

Bei der Vorstellung des OECD-Gesundheitsberichts „Panorama der Gesundheit 2009“ stellte der Minister in Aussicht, dass die Kompetenzen gebündelt werden sollten und dass er sich vorstellen könnte, dass langfristig nur eine Einheit übrig bleiben werde (und zwar in Luxemburg). Da aber nach dem Motto „Zeit ist Gehirn“ der Patient so schnell wie möglich behandelt werden muss, stellt sich die Frage nach der praktischen Umsetzung.

Hierzu möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Wie stellt der Minister sich den Transport eines in den ländlichen Regionen des Landes wohnenden Patienten, der einen Hirnschlag (= Hirschlag) erleidet, vor?

- Gibt es Statistiken, wie lange der Zeitraum zwischen dem Hirnschlag und der Notaufnahme der Patienten in den verschiedenen Einheiten war?

- Wie viele Patienten wurden in den drei Stroke-Einheiten seit ihrem Bestehen behandelt?

- Wie groß sollte eine gemeinsame Stroke-Einheit sein, um alle Patienten des Landes zu betreuen?

Question 0358 (8.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **accidents vasculaires cérébraux**:

Eine Studie, die 2008 begonnen hat und bis 2011 läuft, befasst sich mit der Evaluierung der Schlaganfallversorgung in Luxemburg. Das CRP Studienzentrum sowie die Uni Luxemburg beteiligen sich an der Erforschung der Frage, wie die Qualität der Betreuung von Schlaganfallpatienten in der Akutphase ist und wie sich das Schlaganfallereignis auf das Leben der Patienten zu Hause auswirkt.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Sind bereits erste Schlussfolgerungen aus dieser Studie gezogen worden? Welche Verbesserungen können im Sinne einer besseren Versorgung und Betreuung bereits umgesetzt werden?

- Wie viel hat diese Studie bis heute gekostet?

- Haben die Stroke-Units in Luxemburg eine Aufnahmendisposition von 24 Stunden an 7 Tagen die Woche?

- Wie wird der Hirnschlag hierzulande während des Transportes zur Klinik klinisch festgestellt? Sind die Rettungswagen mit der entsprechenden Diagnostiktechnologie ausgerüstet? Gibt es Anweisungen an das Begleitpersonal der Ambulanzen bei einem Verdacht auf Schlaganfall direkt eine Klinik mit einer Stroke-Unit anzufahren?

Question 0360 (11.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **accidents vasculaires cérébraux - Données**:

Die Schlaganfallversorgung in Luxemburg wurde im jüngsten OECD-Bericht (Panorama der Gesundheit 2009) als verbesserungswürdig beschrieben.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

- Sind die von der OECD benutzten Daten repräsentativ?

- Wieso wurden für Luxemburg scheinbar ältere Daten verwendet (2002-2006)?

- Auf welchen Grundlagen wurden diese Gesundheitsdaten gesammelt?

- Existiert eine systematische Sammlung von AVC-spezifischen Daten?

- Wenn ja, wo sind diese zugänglich?

Réponse (20.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

In Bezug auf die Schlaganfallversorgung hat der ehrenwerte Abgeordnete mir innerhalb eines Monats drei parlamentarische Anfragen gestellt. Die vorliegende Antwort bezieht sich demnach auf sämtliche drei Anfragen.

Einleitend möchte ich festhalten, dass alle drei Stroke-units in Luxemburg während 24 Stunden an 7 Tagen der Woche funktionieren müssen.

Mir liegen keine Informationen vor, gemäß denen Patienten wegen Platzmangels nicht in einer Stroke-unit aufgenommen werden konnten.

Anlässlich der Vorstellung des OECD⁷-Gesundheitsberichtes habe ich mich geäußert, dass ich mir langfristig durchaus ein gemeinsames Kompetenzzentrum für den Schlaganfall vorstellen könnte, dies in Zusammenarbeit mit allen Spitälern.

Ein solches Kompetenzzentrum mit gemeinsamer Steuerung kann durchaus auch dezentral funktionieren.

Außer die in der „Carte sanitaire“ (4. Ausgabe) aufgeführten Statistiken betreffend die Dauer des Zeitraumes zwischen dem Hirnschlag und der Notaufnahme der Patienten in den verschiedenen Einheiten, sind mir keine anderen veröffentlichten Studien in diesem Zusammenhang bekannt.

In der oben erwähnten Veröffentlichung der OECD beruft dieselbe sich, was die Mortalitätsstatistiken anbelangt, auf die Datenbasis der Weltgesundheitsorganisation (WHO).

⁷ Organisation for Economic Cooperation and Development

Auf Grund der von den Ärzten ausgestellten Sterbediagnosen überliefert die Direction de la Santé die entsprechenden Daten an die WHO.

Da ich davon ausgehe, dass die Sterbediagnosen korrekt ausgefüllt werden, gibt es für mich keinen Grund den repräsentativen Charakter der von der OECD benutzten Daten anzuzweifeln.

Aus den entsprechenden Tabellen in „Panorama der Gesundheit 2009“ (ISBN 978-92-64-07556-6) geht (S. 23 + S. 125) hervor, dass für alle Ländervergleiche dieselben Referenzzeiten genommen wurden.

Zum jetzigen Zeitpunkt betrifft die rezenteste Publikation der Sterbedaten, die allen Ärzten zugestellt wird, das Jahr 2006.

Demnach muss davon ausgegangen werden, dass der OECD keine neueren Daten zur Verfügung standen.

Der ehrenwerte Abgeordnete erwähnt noch eine im Auftrag der Universität Luxemburg ausgeführte Studie, welche sich mit der Schlaganfallversorgung in Luxemburg befasst. Diese Studie wird in enger Zusammenarbeit mit unter anderem dem CRP-Santé und betroffenen Fachärzten durchgeführt. Sie wird erst 2011 abgeschlossen werden, so dass demnach bis jetzt noch keine Schlussfolgerungen gezogen werden können. Erste epidemiologische Erkenntnisse werden frühestens ab Ende 2010 verfügbar sein.

Der Fonds National de la Recherche (FNRS) hat 500.000 € für diese Studie bereitgestellt, von denen bis zum heutigen Zeitpunkt ungefähr drei Viertel investiert sind.

Question 0340 (22.12.2009) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant la **fermeture du CIPA à Mertzig**:

Il me revient que l'établissement public Servior envisage de fermer le Centre intégré pour personnes âgées (CIPA) de Mertzig à court terme.

La construction d'une maison de retraite à Mertzig remonte aux années 1940, quand une villa-geoise a légué toute sa fortune à la commune de Mertzig avec la condition d'aménager «eine Kinderbewahrschule, eine Krankenpflege und ein Altersheim» dans sa maison. Le legs comprenait aussi les terrains agricoles avec le but de former un seul tenant avec la maison.

La commune avait accepté la donation, mais avait aliéné la maison à l'État en 1949 qui s'engageait de respecter les conditions de la donation. La maison de retraite a été inaugurée officiellement en date du 27 novembre 1952.

Le CIPA de Mertzig compte aujourd'hui 36 lits. La plupart des pensionnaires viennent de Mertzig et des alentours.

Pendant les dix dernières années, l'État s'est rendu acquéreur de trois maisons adjacentes en vue d'une extension de la maison de retraite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Est-il exact qu'une fermeture du CIPA à Mertzig sera envisagée à court terme?

- Est-ce que l'État n'entend pas respecter les conditions de la donation susmentionnée?

- Au cas où la maison de retraite serait fermée, quelle sera la future affectation de l'immeuble actuel et des maisons acquises par l'État en vue d'une éventuelle extension? Dans quelle structure les pensionnaires seront-ils alors transférés?

Réponse (21.1.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**:

Renseignements pris auprès de la Direction de l'établissement public Servior, il n'est actuellement pas envisagé à court terme ni de transformer, ni de fermer le site du centre intégré pour personnes âgées de Mertzig.

L'établissement rend néanmoins attentif au fait qu'à moyen terme une réflexion sur l'orientation future du site, qui ne remplit guère les exigences des générations à venir en ce qui concerne avant tout le confort, s'impose.

À noter dans ce contexte que les termes de l'acte de donation dont fait état l'honorable Député remonte à 1949, donc vieux de plus de 60 ans et ne devraient plus jouer un rôle dans ces réflexions. En effet, il y a lieu de noter qu'en vertu des dispositions du droit commun une prescription de 30 ans est applicable.

Enfin, il m'importe d'informer qu'une partie des terrains, acquis par l'État, mais non encore définitivement affectés à l'établissement public Servior au moyen d'une modification de la loi portant création de l'établissement public, seront mis à la disposition d'un organisme œuvrant en faveur de personnes handicapées (Ligue HMC) pour y faire fonctionner un foyer de jour pour personnes handicapées.

Question 0342 (4.1.2010) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **renouvellement de la traversée de Bockholtz**:

Depuis des lustres, la rue principale de Bockholtz près de Hosingen (CR324) se trouve dans un état déplorable, voire dangereux. Alors que le chemin repris 324 à proprement parler fut renforcé entre Hosingen et Wilwerwiltz il y a quelques années, la traversée de Bockholtz, quant à elle, ne fut pas mise en état. Point n'est besoin d'insister sur le fait que le CR324 relie Hosingen à la station de contrôle technique automobile (SNCT) de Wilwerwiltz et que tous les jours des centaines de véhicules de tout genre passent par cette localité, ce qui est à l'origine de graves problèmes de sécurité.

C'est pourquoi, je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les causes qui ont empêché jusqu'à cette date l'Administration des Ponts et Chaussées de mettre en œuvre le renouvellement de la traversée de Bockholtz?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur un éventuel projet de redressement du CR324 à l'intérieur de la localité en question tout en m'informant pour quand il entendra remédier à cette situation intenable?

Réponse (8.2.2010) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler relative à la traversée de Bockholtz, il y a lieu de préciser que l'Administration des Ponts et Chaussées avait examiné à l'époque plusieurs variantes pour la réalisation d'un contournement de la localité de Bockholtz. Or l'idée d'un contournement avait été abandonnée en 2007/2008 et les services techniques des Ponts et Chaussées ont étudié le réaménagement de la traversée de Bockholtz au cours de l'année 2008. Le projet définitif a été élaboré en 2009 suite à l'autorisation environnementale imposant diverses adaptations pour réduire l'impact en zone verte.

Le projet définitif vient d'être approuvé de ma part et la mise en adjudication des travaux a été autorisée de sorte que le commencement des travaux pourra être prévu pour automne de l'année en cours.

Question 0343 (4.1.2010) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant la **grippe A/H1N1 - Vaccins inutilisés**:

Le Ministère de la Santé français vient de lancer la revente de ses stocks de vaccins trop importants contre la grippe A/H1N1 aux pays qui en ont besoin. Dans sa réponse du 18 novembre 2009 à la question parlementaire N°190 (cf. compte rendu N°3/2009-2010), Monsieur le Ministre avait déclaré qu'à l'époque il était encore trop tôt de se déterminer sur cette question.

Selon des informations du journal «L'essentiel» le Luxembourg, qui avait commandé 700.000 vaccins dont 40.000 ont été utilisés pour l'instant, compterait, à l'instar de la Belgique, faire un don de 10% de son stock à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Partant, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions et dans quels délais s'effectuera ce don à l'OMS?

- À quelles fins seront gardés les autres 90% des quelque 660.000 vaccins en trop? Le Gouvernement envisage-t-il une revente des autres vaccins encore inutilisés à l'instar des autorités françaises?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé**:

Actuellement environ 50.000 doses de vaccin ont été utilisées.

Après négociation avec le producteur, GlaxoSmithKline vient de renoncer à la livraison et a fortiori à la facturation d'un tiers des doses commandées.

Les négociations avec l'OMS pour un don de vaccin sont encore en cours.

Le Luxembourg n'envisage pas de revendre du vaccin.

Les vaccins non utilisés seront gardés pour le cas où une nouvelle vague, plus sévère, apparaîtrait dans les mois à venir.

D'ailleurs, les deux composantes du vaccin (antigène + adjuvant) sont conditionnées séparément: l'adjuvant, la partie de loin la plus chère, peut être gardé au minimum quatre à cinq ans et pourra être utilisé avec tout nouveau virus pandémique. L'antigène, ac-

tuellement A/H1N1, a une durée de validité d'au moins 18 mois.

Question 0344 (5.1.2010) de **M. Marc Angel (LSAP)** concernant le **programme d'avion de transport militaire A400M**:

Selon des informations divulguées par la presse étrangère, le constructeur européen d'avions Airbus envisagerait d'abandonner son programme d'avion de transport militaire A400M en raison de dépassements des coûts très sensibles, estimés à plusieurs milliards d'euros.

Aussi, Airbus et sa maison mère, le groupe européen d'aéronautique et de défense EADS, négocieraient depuis plusieurs mois avec les Gouvernements des sept pays clients de l'avion afin de trouver une solution sur la poursuite du programme, notamment en demandant aux Gouvernements de s'investir davantage financièrement.

Étant donné que le Luxembourg, avec un appareil A400M en commande, fait partie des pays concernés par les événements évoqués ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les informations relatives ci-dessus?

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a été abordé, formellement ou non, par la société EADS ou sa filiale Airbus en vue de renégocier les termes du contrat d'achat ou sa participation au financement du programme A400M?

- Quelle est la position du Gouvernement face à une demande de renégociation du contrat en question? Est-ce que le Gouvernement est prêt à augmenter sa participation financière au programme A400M?

Réponse (9.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense**:

Il est exact que des négociations sont en cours depuis avril 2009 entre les pays participant au programme A400M et Airbus, comme cela a d'ailleurs été mentionné lors de la réunion de la Commission des Affaires étrangères, européennes et de la Défense du 12 octobre 2009. Les négociations doivent être vues dans le cadre des retards accusés par le programme (le premier vol aurait dû avoir lieu en janvier 2008 et la première livraison vers la mi-2009) et les besoins de certains pays de pourvoir au remplacement dans les meilleurs délais de leurs flottes vieillissantes d'avions de transport militaire. En effet, la majorité de ces avions sont arrivés au terme de leur cycle de vie utile, phénomène encore aggravé par l'emploi intensif de ceux-ci sur les différents théâtres d'opérations.

Ces négociations portent dans le cadre du contrat existant tant sur des aspects techniques du projet que sur des questions de livraison. Airbus a de son côté fait savoir qu'il existait à ses yeux des besoins de financement supplémentaires pour mener à bien ce projet. Si du point de vue technique les discussions ont bien avancé, il n'y a pas encore d'accord à ce stade sur les questions financières, lesquelles font toujours l'objet de discussions.

En effet, par le passé, nombreux projets d'une telle envergure ont connu, lors de leur développe-

ment, des ajustements de prix liés entre autres aux risques inhérents à tout projet de cette nature.

L'ensemble du projet porte sur une commande de 180 avions. Le Luxembourg participe au projet A400M par l'intermédiaire de la Belgique. D'un point de vue contractuel, le partenaire d'Airbus est l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui agit en tant qu'agent des nations. Vu la complexité des négociations et les implications budgétaires éventuelles, les États ont décidé de négocier directement avec l'industrie, le Luxembourg étant donc associé de manière étroite aux négociations en cours dans les différentes enceintes.

Le programme A400M est un projet pour les années à venir qui répond à un besoin réel, que ce soit dans le domaine du transport militaire ou encore humanitaire et pour lequel il n'existe pas d'équivalent sur le marché.

Il constitue par ailleurs un élément essentiel de l'Europe de la défense et un enjeu technologique de première importance pour l'industrie aéronautique européenne.

Les négociations avec l'industrie sont toujours en cours avec pour objectif de trouver un accord début février. La décision éventuellement retenue sera une décision de tous les participants au programme. De l'avis des experts, ce programme offre, malgré les difficultés actuelles, un rapport coût-efficacité très intéressant.

Comme l'a indiqué le Premier Ministre lors de sa conférence de presse du 15 janvier dernier, le Luxembourg poursuivra sa participation au projet même si cela signifie une contribution financière supplémentaire dont le montant est actuellement encore en négociation.

Question 0345 (6.1.2010) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant le **projet d'avion de transport militaire A400M**:

Selon des sources internes à Airbus, citées par le «Financial Times Deutschland», le président du groupe aéronautique, Thomas Enders, préparerait l'abandon du projet d'avion de transport militaire A400M en raison du manque de soutien des pays acquéreurs de l'appareil. Cet abandon serait envisagé si les Gouvernements européens ne prenaient pas à leur charge une part plus élevée des surcoûts liés à son développement, surcoût qui dépasserait une rallonge de 5,3 milliards d'euros.

Airbus n'entend pas compromettre ses activités civiles pour sauver l'A400M. Le financement fait actuellement l'objet de négociations serrées entre les Gouvernements européens partenaires et EADS, maison mère d'Airbus. Le Luxembourg est un des huit pays ayant fait une commande dans le cadre de ce projet d'avion de transport militaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est l'attitude du Luxembourg dans les négociations avec EADS?



- Le Luxembourg serait-il disposé à déboursier davantage pour sa commande? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle hauteur?

- Le Luxembourg serait-il disposé à diminuer sa commande? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle hauteur?

- Le Luxembourg envisage-t-il de résilier sa commande, ensemble avec les six autres pays de l'OTAN acquéreurs de l'appareil?

Réponse (9.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Les négociations sont en cours depuis avril 2009 entre les sept pays participant au programme A400M et Airbus, suite aux retards accusés par le programme. En effet, le premier vol aurait dû avoir lieu en janvier 2008 et la première livraison vers la mi-2009. Or, le premier vol n'a eu lieu qu'en décembre 2009. Ces retards sont significatifs dans le cadre des négociations en cours vu les besoins de certains pays de pouvoir au remplacement dans les meilleurs délais de leurs flottes vieillissantes d'avions de transport militaire, qui arrivent au terme de leur cycle de vie utile, notamment suite à l'emploi intensif des avions sur les différents théâtres d'opérations.

D'un point de vue formel, le partenaire d'Airbus est l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) qui a signé le contrat originaire au nom des États A400M avec l'industrie. Les États ont cependant jugé utile à ce stade de négocier directement avec Airbus. Dans la phase actuelle de la négociation, le Luxembourg est associé de manière étroite à ces discussions et étudie, ensemble avec les six autres pays concernés, les différentes propositions et argumentations présentées par EADS pour justifier les modifications techniques du projet, la question de la livraison ainsi qu'une éventuelle augmentation de prix.

Les discussions techniques avec EADS ont bien avancé, mais les négociations se poursuivent toujours, maintenant au niveau des Secrétaires d'État, sur les questions financières du programme. L'expérience montre que nombreux projets d'une telle envergure connaissent lors de leur développement des ajustements de prix liés entre autres aux risques inhérents à tout projet de cette nature. Par conséquent, le Luxembourg - et l'ensemble des pays A400M - serait disposé à déboursier davantage pour l'acquisition de son avion de transport militaire A400M. À noter que de l'avis des experts, ce programme offre, malgré les difficultés actuelles et une augmentation de prix éventuelle, un rapport coût/efficacité très intéressant.

L'ensemble du projet porte sur une commande de 180 avions. Le Luxembourg a commandé un avion A400M par l'intermédiaire de la Belgique, qui a commandé à son tour sept avions pour couvrir ses propres besoins nationaux. La diminution du nombre d'avions commandés est donc un scénario qui ne saurait être envisagé par le Luxembourg.

Comme l'a indiqué le Premier Ministre lors de sa conférence de presse du 15 janvier dernier, le Luxembourg poursuivra sa participation au projet même si cela signifie une contribution finan-

cière supplémentaire dont le montant est actuellement encore en négociation.

Le programme A400M est un projet pour les années à venir qui répond à un besoin réel, que ce soit dans le domaine du transport militaire ou encore humanitaire et pour lequel il n'existe pas d'équivalent sur le marché. Il constitue par ailleurs un élément essentiel de l'Europe de la défense et un enjeu technologique de première importance pour l'industrie aéronautique européenne. Dans ce sens, une résiliation du contrat par l'ensemble des pays A400M semble improbable, mais elle reste théoriquement possible dans le cadre du contrat actuel - lorsque le programme a accusé des retards considérables et que les Nations auraient pu résilier le contrat, il a été décidé de commun accord d'entamer les négociations en cours, sans que cela porte préjudice au droit de résiliation des Nations, qui a été sauvegardé jusqu'au 31 mars 2010.

Question 0346 (6.1.2010) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension**:

Le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung» relate dans son édition du 5 janvier 2010 l'intention d'un groupe de pays dont feraient partie l'Allemagne, l'Angleterre, le Danemark, les Pays-Bas, l'Irlande, le Luxembourg et la Norvège de mettre en place un réseau sous-marin de lignes électriques à haute tension permettant de relier entre eux les parcs éoliens de la mer du Nord, les marémotrices sur les côtes belges et danoises ainsi que les parcs éoliens et solaires sur le continent européen.

L'installation de ce réseau devrait se faire au cours des dix prochaines années et s'élèverait à un montant global de 30 milliards d'euros. Ce projet aurait pour objectif d'assurer une alimentation continue en énergie malgré les aléas météorologiques et permettrait de développer sur une période relativement courte le contingent en énergies renouvelables au sein de l'Union européenne.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les informations reprises ci-dessus? Dans l'affirmative, quelle serait la contribution luxembourgeoise à ce projet?

- Quels avantages le Luxembourg pourrait-il tirer de la participation à la mise en place de ce réseau?

Réponse commune (8.2.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En marge du Conseil Énergie le 7 décembre 2009 à Bruxelles, les Ministres du Forum Pentalatéral, composé des pays du Benelux, de la France et de l'Allemagne ainsi que les Ministres britannique, suédois, danois et irlandais ont signé une déclaration politique sur les actions à prendre dans le contexte du développement de parcs éoliens en mer du Nord ainsi que de leur intégration dans le réseau électrique interconnecté européen. Cette ini-

tiative a été initiée par les Ministres de l'Énergie du Forum Pentalatéral, qui, depuis 2005, traite des questions de sécurité d'approvisionnement et d'interconnexion dans le secteur de l'électricité. Par la signature de la déclaration politique le domaine d'activité du Forum a été étendu aux énergies renouvelables. Notons que le Luxembourg est un des pays fondateurs du Forum Pentalatéral.

La déclaration politique insiste notamment sur

- la nécessité d'identifier les ambitions nationales en matière de développement des énergies renouvelables offshore;

- la définition d'infrastructures d'accueil de l'électricité produite;

- la coordination du développement des infrastructures de transport électrique offshore et onshore.

Elle instaure un groupe de travail composé de tous les acteurs concernés qui préparera dès janvier 2010 un plan d'action stratégique dans le but de coordonner le développement des parcs éoliens offshore en mer du Nord et de définir les actions nécessaires au niveau des réseaux d'interconnexion d'électricité dans les pays concernés.

Une implication du Luxembourg dans ces discussions est importante en raison de sa situation géographique par rapport aux infrastructures de transport. Le fait que le Luxembourg devra recourir en partie aux mécanismes de flexibilité pour réaliser son objectif en matière d'énergies renouvelables de 11% jusqu'en 2020 rend en outre utile et nécessaire l'implication du pays dans ces discussions stratégiques.

Au stade actuel, l'impact financier pour le Luxembourg n'est pas défini.

Reste à noter qu'une première réunion des responsables aura lieu le 3 février 2010, suivie d'une réunion à haut niveau le 9 février 2010.

Question 0348 (5.1.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **autopsies de deux ressortissants étrangers tués dans la nuit de la Saint-Sylvestre**:

Dans la nuit de la Sainte-Sylvestre deux jeunes ressortissants étrangers ont été tués dans le quartier de la gare à Luxembourg-Ville. Il me revient par voie de presse que l'autopsie, qui avait été ordonnée, n'aurait été faite que quatre jours plus tard, le lundi 4 janvier.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Intérieur et de la Santé:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés par la presse? Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons de ce retard?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des précisions sur les délais dans lesquels une autopsie judiciaire est en règle générale effectuée?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si de tels retards ne risquent pas d'entraver les enquêtes policières qui doivent s'appuyer sur les résultats de l'autopsie?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les dispositifs qu'ils entendent mettre en place

afin de réduire les délais pour les autopsies judiciaires?

Réponse (9.2.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Dans le cas auquel se réfère l'honorable Parlementaire l'autopsie n'a effectivement été effectuée que le 4 janvier 2010 alors que normalement les autopsies sont faites dès le lendemain par un médecin légiste.

Le juge d'instruction a essayé dès le 1^{er} janvier 2010 de contacter les permanences des deux instituts médico-légaux sans qu'il ait cependant été possible de joindre un médecin légiste.

En l'espèce le retard de l'autopsie n'a pas retardé l'enquête vu qu'il était évident dès le début qu'on se trouvait en présence d'une mort provoquée par un tiers. L'auteur des faits était d'ailleurs également identifié dès le 2 janvier 2010. Preuve en est que le juge d'instruction a émis dès le 2 janvier 2010 un mandat d'arrêt international à l'encontre de Monsieur Simon René Dacouagna.

Les autorités judiciaires ont signalé l'incident aux responsables des instituts médico-légaux qui, tout en expliquant l'incident par les jours fériés de fin d'année, ont admis le fonctionnement insatisfaisant de leurs services.

Question 0352 (6.1.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**absentéisme depuis l'introduction du statut unique**:

Lors de la dernière heure de questions en date du 15 décembre 2009, j'avais posé plusieurs questions à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale concernant l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique.

Étant donné que certains éléments de ces questions restent à élucider, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique?

- Quelles mesures ont été mises en pratique entre-temps en vue d'un contrôle plus effectif de l'absentéisme abusif de salariés transfrontaliers? Est-ce qu'une collaboration plus étroite avec les autorités de contrôle de nos pays voisins a été mise en œuvre?

Réponse (15.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En ce qui concerne l'évolution du taux d'absentéisme depuis l'introduction du statut unique on peut constater, sur base des neuf premiers mois de l'année 2009, un taux d'absentéisme de 3,2%. Ce taux est légèrement inférieur à celui de l'année 2008, qui était de 3,3%. Globalement entre 2006 et 2009, le taux est relativement stable autour de 3,2%.

En ce qui concerne le contrôle de l'absentéisme de travailleurs frontaliers, les études entreprises à la demande du groupe de haut niveau, institué afin d'assurer le suivi de l'absentéisme, ne permettent actuellement pas d'aboutir à la conclusion que l'absentéisme auprès des travailleurs frontaliers serait plus abusif que celui des travailleurs résidents. Toujours est-il que le

contrôle des travailleurs frontaliers en congé de maladie a fait l'objet de négociations bilatérales avec les autorités compétentes de nos pays voisins. La coopération en matière de contrôle et, notamment en cas de contrôle des arrêts de travail sera significativement renforcée par

- un soutien des institutions de sécurité sociale étrangères aux actions de contrôle effectuées par la Caisse nationale de santé,

- la possibilité pour les agents luxembourgeois d'être présents lors de contrôles effectués sur le territoire étranger,

- la faculté pour la Caisse nationale de santé de demander à l'institution compétente étrangère d'effectuer les contrôles nécessaires,

- la possibilité pour la Caisse nationale de santé de mandater un médecin de son choix exerçant sur le territoire étranger d'effectuer une visite de contrôle au domicile du salarié pour s'assurer de la justification d'un arrêt de travail.

Les mesures de contrôle ci-avant ont été retenues dans le texte arrêté avec la France, qui sera signé prochainement avant d'être soumis à la ratification parlementaire.

L'accord dégagé avec la France permettra une conclusion rapide d'un accord similaire avec la Belgique.

Question 0354 (7.1.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **pratique des «rulings» au sein de l'Administration des Contributions directes**:

Lors des plaidoiries dans le cadre du procès récent concernant un agent de l'Administration des Contributions directes la pratique du «ruling» au sein de ladite administration a été affirmée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Dans quel contexte la pratique des rulings a été utilisée par l'Administration des Contributions? De quel type de ruling s'agit-il?

- Quel est l'impact de ces rulings?

- Comment ces rulings s'inscrivent dans le cadre légal existant au Luxembourg?

Réponse (3.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La pratique administrative permet aux fonctionnaires de fournir des renseignements qui lient l'Administration des Contributions directes sur l'incidence fiscale de situations de fait circonscrites avec précision (bindende Auskünfte/Zusagen). Il s'agit par conséquent d'un moyen pour informer le contribuable de l'application et de l'interprétation concrètes de la loi fiscale à une situation donnée. D'après une note de service du directeur des Contributions, le bureau d'imposition peut, mais n'est pas obligé de fournir aux contribuables ou à leurs mandataires des renseignements sur des cas d'imposition concrets. Les renseignements fournis ne lient le bureau d'imposition d'après la règle de la bonne foi que si la situation de fait qui s'est réalisée ultérieurement ne diverge pas de la situation de fait à la base des renseignements fournis, et cesseront de produire leurs effets si les prescriptions légales sur lesquelles se fondent les

renseignements fournis, sont modifiés. Les renseignements à l'effet de lier le bureau d'imposition ne sont pas fournis dans les cas où la préoccupation d'obtenir un avantage fiscal est le souci primordial.

Ladite pratique administrative des décisions anticipées permet ainsi, et à l'instar de ce qui se fait dans nombre d'autres États, de répondre au souci légitime de sécurité juridique, notamment dans des cas d'espèce où sont engagés d'importants moyens financiers pour une série d'années d'imposition.

Question 0355 (7.1.2010) de M. Claude Meisch (DP) concernant la **taxe sur les bonus des banques au Royaume-Uni**:

La presse s'est fait ces derniers jours l'écho de l'intention de la banque d'affaires Goldman Sachs de déménager à l'étranger une partie de ses activités londoniennes. En effet, le Royaume-Uni entend instaurer une taxe sur les bonus 2009 des banques qui les contraindra à payer au fisc l'équivalent de 50% des primes dépassant 27.500 euros.

Dans ce même ordre d'idées, la presse vient aussi de relater que la Deutsche Bank entend faire supporter cette charge fiscale par le groupe entier de la Deutsche Bank afin de ne pas pénaliser les banquiers londoniens par rapport aux autres employés de la banque, intention qui a suscité de vives réactions au niveau des représentations syndicales.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire comment le Luxembourg se positionne face à la décision du Royaume-Uni d'instaurer une telle taxe?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas aussi de l'avis que les intentions de délocalisation de certaines activités bancaires de Londres vers d'autres centres financiers pourraient constituer une opportunité pour le Luxembourg d'attirer, moyennant promotion adéquate et création, le cas échéant, d'un cadre législatif approprié, de nouvelles affaires au Luxembourg, notamment dans le domaine des opérations de type back office liées aux opérations du «investment banking»?

- Monsieur le Ministre ne voit-il pas là d'une manière générale une opportunité pour attirer de nouvelles activités financières au Luxembourg?

Réponse (11.2.2010) de M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*:

Le Gouvernement fait des efforts permanents, tant par des missions de promotion que par de nombreux entretiens individuels, pour présenter aux responsables des entreprises financières internationales les atouts de la place financière et de l'économie luxembourgeoises.

La compétitivité de notre place financière se caractérise par le cadre juridique particulièrement développé et le caractère international de ses produits et services. La crise financière a secoué toutes les places financières et les mesures qui sont prises par l'une ou l'autre d'entre elles pour rétablir la confiance dans les banques doivent être respectées en tant que telles.

La stratégie que le Gouvernement poursuit pour promouvoir notre place financière se conçoit à un double niveau. En interne, le Gouvernement est dans un dialogue constant avec les acteurs de la place financière pour développer le cadre juridique qui permet à notre place financière de rester le pilier pivot de notre économie, de par sa diversification, de par sa flexibilité à s'adapter aux besoins actuels et au-delà, de par la haute qualité de ses produits. Vers le monde extérieur, la stratégie du Gouvernement est de poursuivre avec détermination l'établissement de synergies avec de nouveaux marchés - et mes récentes visites en Asie et au Moyen-Orient - en sont la preuve. Avec «Luxembourg for Finance» cette stratégie sera en permanence adaptée aux besoins que nous identifions et aux opportunités qui se présenteront.

Question 0356 (7.1.2010) de M. Camille Gira (*déi gréng*) concernant les **subsidés accordés au Conservatoire du Nord**:

Dans sa réponse à la question parlementaire N°171 du 5 octobre 2009 (cf. compte rendu N°6/2009-2010) au sujet des subsidés accordés par le Ministère de la Culture en 2008, Madame la Ministre a ajouté en annexe des listes reprenant les conventions conclues entre son Ministère et des associations ou établissements et les subventions financières allouées dans le cadre de ces conventions ou de projets divers. Sur ces listes figurent aussi bien le Conservatoire de la Ville de Luxembourg que le Conservatoire de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Dans ce cadre, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture:

- Est-ce qu'une convention a également été conclue entre le Ministère de la Culture et le Conservatoire du Nord?

- Si oui, quel est le montant des subventions financières accordées en 2008 au Conservatoire du Nord? Si aucun subsidé n'a été alloué au Conservatoire du Nord, quelles en sont les raisons?

Réponse (8.2.2010) de Mme Octavie Modert, *Ministre de la Culture*:

En réponse à la question parlementaire du 7 janvier 2010 de l'honorable Député M. Camille Gira concernant une participation financière aux frais de fonctionnement du Conservatoire du Nord, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes:

En vertu d'une convention que j'ai signée, en date du 1^{er} décembre 2009 avec le Syndicat intercommunal des Villes de Diekirch et d'Ettelbruck représentant le «Conservatoire du Nord», mon Ministère a liquidé, sur l'exercice budgétaire 2009, les deux premières tranches des 50.000.- € prévus dans la convention, à savoir les sommes de 20.000.- € et de 25.000.- €. Il est entendu que, selon l'article 4 de la convention, le solde sera versé «après approbation par l'État des rapports visés à l'article 5» (rapport annuel etc.), disposition identique à toutes les conventions.

L'article 1 prévoit que cette convention, «sauf résiliation par lettre recommandée envoyée par l'une ou l'autre des parties contractantes au moins deux

mois avant l'échéance, (...) est tacitement reconduite pour des périodes annuelles allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.»

Par ailleurs, je voudrais informer l'honorable Député que l'article budgétaire 02.0.43.005 du budget de l'État pour l'exercice 2010 prévoit également la somme de 50.000.- € comme «participation de l'État aux frais de gestion du conservatoire du Nord».

Question 0359 (8.1.2010) de MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP) concernant la **fermeture annoncée de la brasserie de Diekirch - coût de l'eau et revalorisation du site**:

Il ressort de plusieurs articles de presse que la Brasserie de Luxembourg a l'intention de transférer sa production du site de Diekirch vers la Belgique.

Partant, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur les motifs de ce transfert de la production de la Brasserie de Luxembourg? Est-ce que la hauteur du prix de l'eau, et plus particulièrement des eaux usées, qui constitue un facteur de production essentiel pour une brasserie, a été une des raisons?

- Est-ce que l'État envisage la revalorisation du site de la brasserie, qui pour le futur développement de la Ville de Diekirch est d'une importance stratégique éminente, afin d'y permettre la création de nouveaux emplois?

Réponse (12.2.2010) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a été informé de l'intention de la Brasserie de Luxembourg, filiale de la société AB-Inbev, de discuter du transfert de ses activités de production de bière sur le site de Diekirch vers la Belgique et d'externaliser une partie de ses activités logistiques.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur n'a pas connaissance d'informations que la hauteur du prix de l'eau et de l'évacuation des eaux usées auraient été à l'origine des intentions de transfert des activités.

Quelle que soit l'issue de ce dossier que le Gouvernement continue de suivre avec la plus grande attention, l'affectation du site en question doit s'inscrire dans le respect des réglementations d'aménagement du territoire et d'urbanisme en vigueur.

En tout état de cause, et contrairement aux auteurs de la question, le Gouvernement refuse de considérer à l'heure actuelle la délocalisation comme une solution incontournable.

Question 0361 (11.1.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la **grippe A/H1N1 - «Triangle d'or thérapeutique»**:

Verschiddenen Informatiounen no huet d'Pharmaindustrie bei der Risikobewertung an dem Ausschaffe vun der Strategie géint déi sougenannt Schwéngsgrupp kräfteg nogehollef. Schlëm-

mer nach: D'Gesondheitskommissioun vum Europaparlament huet dësen Informatiounen no eestëmmege eng Enquête verlaangt, fir opzeklären, ob a wéi wäit déi politesch Décideuren duerch Meenungsmanipulatioun op d'Äis gefouert gi sinn. Et geet Rieds vun engem „triangle d'or thérapeutique“ tëschent der Pharmaindustrie, Fonctionnaire vun der Weltgesundheitsorganisatioun a wëssenschaftleche Fuerscher, déi net virdrun zrëckgeschreckt wäeren, fir aus Profitgier d'Gesondheet a souguer d'Liewe vun de Leit op d'Spill ze setzen.

Virun dësem Hannergrond géif ech gären dës Froen un lech riichten:

- Huet d'Regierung Informatiounen, déi dëse Verdacht bestätegen, a wa jo, wat fir eng?

- Op wat fir enger wëssenschaftlecher Basis huet d'Regierung hir Risikoaschätzung a Saache Schwéngsgrupp virgeholl?

- Huet de Minister Indikatiounen, datt och zu Lëtzebuerg Lobbyarbeit am Sënn vun der Pharmaindustrie gemaach ginn ass, fir déi politesch Décisiounen, besonnesch wat d'Bestellung vun Impfstoff ubelaangt, ze beaflossen?

Réponse (12.2.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*:

Ech hu keng Informatiounen, déi dem éierewäerten Deputéierte säi Verdacht géife bestätegen.

D'Regierung huet hir Risikoaschätzung op d'äerselwechter wëssenschaftlecher Basis geholl wéi all déi aner Länner och, an zwar haaptsächlech op d'Publikatioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun (OMS), dem Europäeschen Zenter fir Krankheitsvirbeugung a -kontroll (ECDC), den amerikanesche Centers for Disease Control (CDC) souwéi vun alle seriöse wëssenschaftlechen Zeitung publizierten Artikelen.

Weder mäi Ministère nach meng Mataarbechter waren iergendengem Lobbying vun der Pharmaindustrie ausagesat, fir Vaccinen ze kafen. Vu dass mir hei am Land keng Pharmaindustrie, an deemno also och kee Produzent vu Vaccin hunn, war an ass et ons an éischer Linn dru geleeën, alles ze maachen, fir onser Populatioun am Fall vun enger Pandemie deen néidege Vaccin zouzesécheren. Duerfir hu mir och esou fréi wéi méiglech d'Vaccine bestelle mussen.

Question 0362 (11.1.2010) de M. André Bauler (DP) concernant le **réaménagement de la traversée du «Préizerdau» (N12)**:

Depuis des années, la traversée du «Préizerdau» (localités de Bettborn, de Platen et de Pratz), qui relie entre autres Ettelbruck à Redange, se trouve dans un état déplorable, ce qui n'est pas sans susciter des regrets, voire des critiques de la part des utilisateurs les plus divers et des habitants résidant le long de cette voie routière. À en croire les dires de certaines personnes, l'Administration des Ponts et Chaussées se proposerait de procéder à un nouvel aménagement de la traversée en question après le congé collectif hivernal.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces dires et fournir des précisions concernant un éventuel projet de réaménagement de la traversée du «Préizerdau» (N12)? À quelle date les travaux pourraient-ils débuter au plus tard? Quelle est la durée estimée du chantier?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'indiquer d'autres projets d'infrastructure routière programmés dans les communes du canton de Redange au cours de l'année 2010?

Réponse (8.2.2010) de M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler au sujet du réaménagement futur de la traversée du «Préizerdau» (N12), respectivement d'autres projets d'infrastructure routière dans le canton de Redange, il y a lieu de préciser que le projet de réaménagement de la route N12 dans la traversée de Préizerdau comporte deux lots. La procédure d'adjudication du premier lot a été finalisée fin 2009 et le début des travaux est imminent. Quant à la durée des travaux, elle est estimée à 240 jours ouvrables.

L'avant-projet du 2^e lot est en élaboration et il est prévu que les chantiers puissent s'enchaîner.

Actuellement, les projets suivants sont en cours d'élaboration, parmi d'autres, sur le réseau routier du canton de Redange:

- mise en état du CR304 «rue de Beckerich» à Redange,

- aménagement de la N8 à Saeul,

- redressement de la N12 entre Grosbous et Hierheck,

- réaménagement du CR345 dans la traversée de Dellen,

- réaménagement du CR116 dans la traversée de Schandel,

- réaménagement du CR303 dans la traversée de Folschette,

- redressement du CR306B entre Rindschleiden et Brattert et

- redressement du CR311A entre Wolwéange et Perlé.

Les deux chantiers suivants vont démarrer, dès que les conditions climatiques le permettront:

- redressement de la N22 d'Everlange à Useldange, et

- redressement de la N22 d'Useldange à Boevange.

Quant à la programmation des chantiers, il s'avère difficile d'avancer un planning exact, étant donné que l'exécution des projets dépend souvent des disponibilités budgétaires, aussi bien étatiques que communales, de l'octroi des autorisations requises et de la disponibilité des emprises nécessaires.

Question 0363 (11.1.2010) de M. Robert Weber (CSV) concernant l'**indice de corruption de l'organisation Transparency International**:

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés je souhaite poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de l'Économie Jeannot Krecké au sujet de l'in-

dice de corruption de l'organisation Transparency International récemment publié et qui retient que le Luxembourg occupe le rang 12, ce qui fait une performance plus ou moins moyenne parmi les pays de l'Europe.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre sur quelle base cet indice est-il établi et ce qui définit la position du Grand-Duché.

- Si cet indice se définissait sur base de sondages, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire qui sont les personnes ou les institutions ou entreprises sondées? L'indice de corruption parle-t-il de tous les secteurs privés et publics confondus ou vise-t-il un secteur bien particulier, des entreprises privées ou les institutions publiques?

- Quelle valeur renferme cet indice aux yeux de Monsieur le Ministre et quelle est l'action gouvernementale ou l'action privée pour améliorer la situation du Luxembourg?

Réponse (3.2.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Député fait référence au rapport que TRANSPARENCY INTERNATIONAL vient de publier concernant l'édition 2009 de son index de perception de la corruption. Cet indice composite mesure le degré de corruption perçue dans le secteur public. Il est calculé à partir d'informations issues d'enquêtes auprès d'experts et auprès de décideurs d'entreprises.

Comme il ressort du tableau publié sur le site de TRANSPARENCY INTERNATIONAL (www.transparency.org) et versé en annexe le calcul de l'indice de perception pour l'année 2009 pour le Luxembourg s'est basé sur six études à savoir un rapport EIU du Country Risk Service and Country Forecast by Economist Intelligence Unit, un rapport GI du Global Risk Service by IHS Global Insight, deux rapports IMD World Competitiveness Report by the Institute for Management Development et un rapport WEF du World Economic Forum.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL se base sur des sources de données et des rapports publiés au courant des deux dernières années.

Le Gouvernement luxembourgeois accorde une importance certaine au phénomène de la corruption et à la perception de ce phénomène par le public. Ainsi la législation luxembourgeoise est adaptée de façon régulière aux textes et développements internationaux.

On peut citer à titre d'illustration la mise en place en 2008 du comité de prévention de la corruption (COPRECO) au sein duquel tous les ministères sont représentés et qui est chargé notamment:

- de rechercher et de proposer des mesures appropriées et nécessaires à une lutte efficace contre le phénomène de la corruption suivant une approche globale et multidisciplinaire tant au niveau national qu'international dans le secteur public et dans le secteur privé,

- contribuer à la diffusion d'informations relatives à la lutte contre la corruption, notamment en soutenant la publication de documents y relatifs et en organisant ou en soutenant l'organisa-

tion de formations, séminaires ou autres événements similaires.

À noter que le Conseil de Gouvernement a approuvé le 8 janvier 2010 le projet de loi renforçant les moyens de lutte contre la corruption et portant modification

1. du code du travail,
2. de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État,
3. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
4. du Code d'instruction criminelle et
5. du Code pénal.

Ce projet de loi introduit notamment une protection générale des donneurs d'alerte qui dénoncent des faits de corruption ou de prise illégale d'intérêts dans le secteur public ou privé.

Les efforts du Gouvernement en matière de lutte contre la corruption sont continus.

Question 0365 (11.1.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **Brasserie de Luxembourg**:

La Brasserie de Luxembourg, qui fait partie du groupe AB Inbev, a annoncé son intention de fermer la Brasserie de Diekirch et d'externaliser une partie de ses activités logistiques vers un partenaire spécialisé dans la distribution.

Dans le contexte de cette annonce, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- La Brasserie de Luxembourg a-t-elle profité d'aides ou de subventions étatiques quelconques (aides à l'investissement, crédits d'équipement etc.) au cours des dernières années?

- Si oui, quels sont les montants versés respectivement l'origine de ces subventions (SNCI, Ministère des Classes moyennes, de l'Économie etc.)?

- Le Gouvernement envisage-t-il de demander le remboursement de ces dernières?

Réponse (12.2.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la Brasserie de Diekirch, je puis vous communiquer l'information ci-après:

Au cours des cinq dernières années, la Brasserie de Luxembourg n'a pas bénéficié d'aides étatiques au titre des instruments financiers appelés à encourager l'investissement, la recherche-développement ou encore la protection de l'environnement dont le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre des Finances assurent l'application.

Question 0368 (12.1.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **capacité d'accueil du «Fraenhäus»**:

Gewalt in der Familie ist ein lange tabuisiertes Problem. In den meisten Fällen sind Frauen und

Kinder die Opfer von gewalttätigen Männern. Oft ist die Flucht in ein Frauenhaus der letzte Ausweg aus dieser Situation. Mir wurde in jüngster Vergangenheit jedoch gemeldet, dass die Aufnahmekapazität der Frauenhäuser ausgeschöpft wäre und betroffene Frauen immer öfter abgewiesen und wieder nach Hause geschickt würden.

In diesem Zusammenhang möchte ich der Frau Ministerin folgende Fragen stellen:

1. Kann die Ministerin mir bestätigen, dass die Aufnahmekapazität der Frauenhäuser ausgeschöpft ist und keine Frauen mehr aufgenommen werden können?

2. Wie viele Frauen mit und ohne Kinder leben zurzeit in den verschiedenen Häusern?

3. Wie lange ist die durchschnittliche Verweildauer der Frauen in den Frauenhäusern?

4. Was will die Ministerin unternehmen, um genügend Raum für gefährdete Frauen zur Verfügung zu stellen?

Réponse (12.2.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des Chances*:

1) Die Aufnahmekapazitäten der Frauenhäuser sind, logischerweise, nicht immer voll ausgeschöpft, da regelmäßig Frauen, mit oder ohne Kinder, das Frauenhaus wieder verlassen. Gemäß dem großherzoglichen Règlement „Règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants“ über unter anderem die Aufnahmekriterien in den Frauenhäusern haben Frauen, die Gewalt erlebt haben oder schwanger sind, Priorität. Es gibt Momente wo keine freien Plätze außer den Notbetten vorhanden sind. Zu anderen Momenten sind freie Plätze verfügbar. Um auf die Not der gefährdeten Frauen hauptsächlich im Süden des Landes einzugehen, kamen in dieser Region in den letzten zwei Jahren 16 zusätzliche Betten für acht Frauen mit Kindern hinzu.

2) Am 15. Januar 2010 lebten zwölf Frauen ohne Kinder, 45 Frauen mit Kindern und 60 Kinder (30 Jungen und 30 Mädchen) in den Frauenhäusern. Diese Zahl beinhaltet nicht die Zahl der Frauen, die in den betreuten Wohnungen außerhalb der Frauenhäuser leben, sowie das „foyer d'accueil et de dépannage“ für jugendliche Mädchen.

In den letzten Jahren hatten wir in den Frauenhäusern im Jahresdurchschnitt eine Besetzungsrate von 92%. Die meisten Zimmer in den Frauenhäusern sind mit wenigstens zwei bis drei Betten ausgerichtet. Hier können entweder zwei Frauen untergebracht werden oder aber eine Frau mit einem bis zwei Kindern.

3) Im Jahre 2009 war die Verweildauer in den Frauenhäusern, die betreuten Wohnungen nicht inbegriffen, bei 106 Frauen weniger als ein Monat, bei 33 Frauen zwischen einem und drei Monaten, bei 31 Frauen zwischen drei und sechs Monaten, bei 24 Frauen zwischen sechs und neun Monaten, bei neun Frauen zwischen neun und zehn Monaten und bei neun Frauen mehr als ein Jahr.

4) Die Studie des Europarates aus dem Jahre 2008 mit dem Titel „Combattre la violence à l'égard des femmes: standards minimum pour les services d'assistance“ empfiehlt folgende Minimumstandards:

«Les foyers d'accueil sont les seuls services d'assistance pour lesquels les instruments européens fixent un standard minimum, à savoir une place ou «place familiale» pour 7.500 à 10.000 habitants.»

Bei einer Zahl von 474.000 Einwohnern wären das für Luxemburg zwischen 47,5 und 63,20 Plätze. Luxemburg verfügt derzeit über 136 Plätze für Frauen und Kinder in den Frauenhäusern. 2009 waren 75% der Frauen wegen Gewalt in diesen Strukturen.

Gemäß den Empfehlungen des Europarates verfügt Luxemburg über genügend Raum für gefährdete Frauen und hat die meisten Plätze in Europa.

Question 0370 (12.1.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **traitement médical à l'étranger**:

Il semble que le nombre de patients, résidant au Luxembourg mais qui ont l'intention de suivre un traitement médical à l'étranger sur ordonnance de médecins spécialistes exerçant au Luxembourg, va croissant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de demandes de prise en charge afférentes ont été adressées à la Caisse nationale de Santé pendant l'année écoulée?

- Est-ce que la CNS a pu constater une augmentation des demandes par rapport aux exercices des années précédentes?

- Quelles sont les spécialités auxquelles les patients ont le plus de recours pour un traitement à l'étranger?

- Ce recours à des médecins à l'étranger résulte-t-il du fait que ces spécialités ne sont pas exercées au Luxembourg ou bien y a-t-il un manque d'infrastructures adéquates voire défaut de médecins ayant des compétences dans ces domaines?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour pallier à ces déficits?

- Combien de patients étrangers ont été traités au Luxembourg en 2009 suite à une demande d'autorisation établie par un médecin spécialiste étranger? De quels traitements s'agissait-il?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Monsieur le Député s'est adressé au Ministre de la Santé dans une matière qui relève du département ministériel de la Sécurité sociale. C'est dès lors en ma qualité de Ministre de la Sécurité sociale que je réponds à la présente question.

En 2009, la Caisse nationale de Santé a traité 17.471 demandes d'autorisation de transfert à l'étranger.

Le nombre de demandes d'autorisation à traiter par la CNS reste plus ou moins stable. En 2008, la CNS a été amenée à traiter 17.847 demandes d'autorisation contre 17.280 en 2007.

En ce qui concerne les traitements qui font le plus souvent l'objet de demandes d'autorisation de traitement à l'étranger figurent en premier lieu la rhumatologie avec 3.125 demandes, suivis de l'ophtalmologie avec 2.867 demandes, les tumeurs malignes (2.267 demandes) et la cardiologie (1.853 demandes). Ces chiffres sont ceux de 2009. Il

importe toutefois de constater que l'ordre de priorité et de grandeur des traitements dispensés était identique depuis 2007.

Les autorisations de traitements à l'étranger sont accordées à la suite des demandes de transfert établies par les médecins traitants, qui sur le vu de l'état du patient et des résultats des examens effectués jugent qu'un traitement à l'étranger est indiqué. Les demandes motivées sont transmises au Contrôle médical de la sécurité sociale qui a exclusivement compétence pour apprécier le bien-fondé des motifs médicaux. Les avis du Contrôle médical de la sécurité sociale s'imposent aux institutions de sécurité sociale.

Pendant l'année 2009, 672 patients ont été traités au Luxembourg suite à une demande d'autorisation de traitement provenant de l'étranger. Les traitements dispensés étaient très variés. Une partie relativement importante concernait des prises en charge liées à la maternité. Ensuite suivaient des traitements de la cataracte sénile.

Question 0373 (13.1.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant les **frais de postcure de malades affectés de troubles alimentaires**:

Selon mes informations, près de 2% des adolescents et jeunes adultes, dont 90% de femmes, souffrent de troubles alimentaires, surtout de boulimie (plus de 1%) et d'anorexie (plus de 0,5% de la population visée). Puisque le Luxembourg ne dispose pas de services thérapeutiques spécialisés, la Caisse nationale de Santé oriente les malades vers des centres étrangers et prend en charge les frais de thérapie consécutifs. Il y a lieu de souligner que les malades et leurs familles approuvent cette solution.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre, est-il correct que, actuellement, le système de la sécurité sociale luxembourgeoise refuse de participer aux frais de postcure?

- Si tel est le cas, quels sont les motifs de ce refus, alors que tous les experts en la matière soulignent avec force la nécessité absolue de telles prestations assurées par des équipes multidisciplinaires en régime stationnaire ou ambulatoire?

- Vu l'absence de structures appropriées au Luxembourg, Monsieur le Ministre peut-il envisager une participation aux frais de postcure? Monsieur le Ministre considère-t-il que de nombreux malades concernés, en majorité des jeunes adultes en voie de formation, ne sont pas en mesure de faire face par leurs seuls moyens propres à un coût mensuel d'accueil de postcure s'élevant en moyenne à 4.500 euros?

Réponse (8.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La prise en charge des traitements des personnes souffrant de troubles alimentaires se fait, du fait d'une impossibilité de dispenser ces traitements au Luxembourg, à l'étranger par le biais de la procédure prévue dans le règlement communautaire (CE) 1408/71. D'après cette procédure, les assurés luxembourgeois



disposant d'une autorisation de traitement à l'étranger moyennant le formulaire E112 ont droit aux mêmes prestations que les assurés du système social du pays de traitement. Ces dispositions résultent de l'article 22 point 1a) i du règlement susmentionné.

C'est le médecin traitant de l'assuré qui prend l'initiative d'un transfert à l'étranger, qui détermine l'hôpital étranger qui lui semble le mieux adapté à la situation de son patient et qui sollicite une autorisation de transfert en déterminant une période de traitement. La CNS, après vérification des formalités administratives, transmet la demande au Contrôle Médical de la Sécurité Sociale (CMSS) pour approbation. Si l'avis du CMSS est positif, la CNS émet le formulaire E112.

Si les institutions de sécurité sociale étrangères prévoient des limites dans le temps d'un traitement des personnes souffrant de troubles alimentaires et refusent la prise en charge du traitement de postcure pour les assurés de leur système d'assurance maladie, cette restriction s'applique pareillement aux patients transférés à l'étranger moyennant E112.

Suivant renseignements pris auprès du CMSS, ces patients sont obligés de retourner au Luxembourg, où à part les structures dites «classiques» de psychiatrie, il n'existe malheureusement pas d'institutions spécialisées dans la dispensation de ce genre de traitement.

D'ailleurs le CMSS a déjà tenté de chercher, d'un commun accord avec les autres acteurs concernés, une solution à ce problème. Or, ces tentatives n'ont pas abouti jusqu'à présent.

Question 0374 (13.1.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **plan de sécurité pour la région «Nordstad»:**

En date du 12 janvier 2010 a été présenté le nouvel plan de sécurité pour la région «Nordstad». À en croire les affirmations des responsables lors de la présentation, plusieurs problèmes au niveau de la sécurité auraient été détectés au cours des derniers mois. Ainsi, le taux de criminalité est nettement plus élevé (6,9 délits sur 100 habitants) que dans le reste du pays (5,7) et les gens des communes concernées dénoncent également une disponibilité insuffisante des agents policiers.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si une affectation supplémentaire d'agents policiers est prévue pour la région «Nordstad»? Si oui, quelle en serait l'envergure? Dans la négative, quels seraient les motifs d'une telle décision?

- Au vu des problèmes susmentionnés, Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de transformer le commissariat de proximité à Ettelbruck en un commissariat d'intervention?

Réponse (8.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le plan local de sécurité «Fir eng sécher Nordstad» fait part des défis de la région en matière de sécurité intérieure. L'analyse des risques et le diagnostic de sécurité établi a permis de dégager huit objectifs opérationnels:

- Diminution des vols, des actes de vandalisme et des cambriolages;

- Diminution des actes de violence, des agressions et tapages nocturnes;

- Efforts en matière de lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants;

- Amélioration de la sécurité routière;

- Amélioration de la disponibilité des services de police et de la communication avec le public;

- Augmentation de la sécurité aux endroits publics sensibles;

- Diminution de la délinquance juvénile (actes de vandalisme, dégradation, graffitis, stupéfiants, affaires de vols);

- Augmentation du sentiment de sécurité des personnes âgées.

Une révision à la hausse des effectifs sera fait, d'une part, dans le cadre du programme pluriannuel de recrutement établi pour la Police grand-ducale et, d'autre part, en fonction des conclusions de l'évaluation globale de la Police actuellement en préparation par mes services. Ces réflexions porteront également sur les implantations des unités de la Police, le tout dans le sillage d'une réforme de la loi sur la Police et l'Inspection générale de la Police du 31 mai 1999.

Question 0377 (14.1.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A.:**

Par le biais d'une interview diffusée ce matin même par RTL Radio, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a fait des déclarations concernant d'éventuelles négociations en vue de la reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A..

- Dès lors, j'aimerais savoir si le Gouvernement luxembourgeois a connaissance de telles négociations? Le cas échéant, est-ce que le Gouvernement a l'intention de s'impliquer activement dans ces négociations pour favoriser une solution luxembourgeoise?

- Aussi, j'aimerais savoir si la ou les sociétés intéressées par une reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. sont de nationalité luxembourgeoise, voire s'il s'agit d'entreprises issues du secteur brassicole national? Dans ce cas, ne serait-il pas opportun de favoriser une solution nationale en vue de fonder une «brasserie nationale»?

- Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi peut-il me renseigner si dans le contexte d'une reprise de la société Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. par une autre société les emplois des 63 salariés concernés pourraient être préservés?

Réponse commune (2.2.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Le Gouvernement a été informé de l'intérêt exprimé par une entreprise luxembourgeoise pour reprendre les activités de brasserie de l'entreprise Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A., ce qui permettrait la continuation des activités de production de bière sur le site industriel à Diekirch.

Il est dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise de favoriser dans toute la mesure du possible des solutions alternatives à un arrêt pur et simple des activités de brassage à Diekirch.

Le Gouvernement a dès lors pris contact avec l'actionnaire de la Brasserie de Luxembourg S.A. afin de sensibiliser AB Inbev S.A. aux conséquences engendrées par un plan social, aux risques de perte de valeur de la marque de bière Diekirch en cas de délocalisation vers un site de production hors de la ville de Diekirch et enfin à l'existence d'alternatives permettant une continuation des activités.

Le Gouvernement appelle de ses vœux une reprise de l'activité de brassage afin de préserver les emplois des salariés menacés par un licenciement et déploiera tous les efforts possibles afin que cette activité puisse continuer au Luxembourg. Il est clair qu'une solution industrielle qui viserait le rachat de la Brasserie de Luxembourg Mousel-Diekirch S.A. par une entreprise du même secteur pourrait présenter des avantages évidents de pérennité de l'activité.

Question 0380 (14.1.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **vente projetée de l'église paroissiale de Roodt/Eisch:**

Selon mes informations, les autorités communales de Septfontaines envisagent de vendre l'église paroissiale de Roodt/Eisch.

Je voudrais dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

2) Est-ce qu'il existe des précédents en la matière, c'est-à-dire des cas où des autorités communales ont procédé à la vente d'édifices religieux?

3) Dans l'affirmative, quels sont les critères d'appréciation appliqués par l'autorité de tutelle pour juger si une telle aliénation est conforme à la législation communale?

Réponse (16.2.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

1) Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région n'est pas en mesure de confirmer l'information selon laquelle la commune de Septfontaines projeterait de vendre l'église paroissiale de Roodt/Eisch.

2) Il n'existe pas de précédent de vente d'église par une autorité communale.

3) En ce qui est des conditions de fond, il y a lieu de se référer à l'article 106 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et plus spécialement aux points 2° et 9°.

Question 0381 (15.1.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **grippe A/H1N1 - Nature du virus:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°286 Monsieur le Ministre relate que le nouveau virus de la grippe A/H1N1 contient des gènes de plusieurs virus connus d'origine porcine, aviaire et humaine. Une telle combinai-

son est absolument étonnante d'autant plus que le réservoir en virus dans la nature est immense, ce qui m'amène à croire que le virus de la grippe A/H1N1 dite «porcine» est de nature synthétique, artificielle et génétiquement modifié.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le Ministre partage ma conclusion?

- Est-ce que le Ministre peut-il me citer «la petite étude mexicaine» contestée dont il parle dans sa réponse à ma question N°286?

Réponse (12.2.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

D'après les informations dont je dispose, je ne saurais conclure à ce que le virus de la grippe A/California/2009 (H1N1) puisse être de nature synthétique, artificielle et génétiquement modifiée. La particularité des virus influenza A est de pouvoir infecter plusieurs hôtes, dont les humains, les oiseaux et les porcs, ainsi que les mammifères marins et les chevaux. Si un hôte est infecté simultanément par des virus influenza A d'origine différente, ces virus peuvent échanger des gènes ou des fragments de gènes. C'est ce qu'on appelle le réassortiment génétique, phénomène naturel, imprévisible et incontrôlable. Le virus A/California/2009 (H1N1) est ainsi composé d'un réassortiment de gènes viraux d'origine porcine, aviaire et humaine, indiquant qu'il a été produit par réassortiment de virus influenza A d'origines différentes lors d'une coinfection chez un des ces hôtes. Cette modification génétique est la conséquence d'un phénomène aléatoire et rien n'indique qu'elle ait pu être programmée ou causée par une intervention humaine.

L'article ayant relaté qu'une protection partielle contre la grippe pandémique A (H1N1) pourrait être obtenue à la suite d'un vaccin contre la grippe saisonnière est paru dans la revue *British Medical Journal* du 6 octobre 2009. Son titre est «Partial protection of seasonal trivalent inactivated vaccine against novel pandemic influenza A (H1N1) 2009: case-control study in Mexico City». Ses auteurs sont: Garcia-Garcia L, Valdespino-Gómez JL, Lazcano-Ponce E, Jimenez-Corona A, Higuera-Iglesias A, Cruz-Hervert P, Cano-Arellano B, Garcia-Anaya A, Ferreira-Guerrero E, Baez-Saldaña R, Ferreyra-Reyes L, Ponce-de-León-Rosales S, Alpuche-Aranda C, Rodriguez-López MH, Perez-Padilla R, Hernandez-Avila M de l'Instituto Nacional de Salud Pública, Cuernavaca, Mor, Mexico.

Dans cette étude, des patients infectés par le virus pandémique A (H1N1) et ayant bénéficié l'hiver précédent de la vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009 sont comparés à des patients également infectés par le virus pandémique A (H1N1), mais qui n'ont pas reçu de vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009. Chez les patients ayant eu une vaccination préalable par le vaccin saisonnier de la saison précédente, les auteurs ont observé moins de complications sévères. Cependant, la méthodologie de cette étude est contestable, et contestée par la communauté scientifique. Les auteurs mexicains ont d'ailleurs admis, dans une deuxième publication parue dans le même journal, que leurs résultats préliminaires devaient encore être confirmés ou infirmés par

d'autres études⁸. Aucune autre étude n'a à ce jour corroboré la quelconque effet protecteur de la vaccination contre la grippe saisonnière 2008-2009 vis-à-vis de la grippe pandémique 2009.

Question 0385 (19.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **licenciement de membres du corps enseignant dans une école privée catholique:**

Selon un article de presse de l'hebdomadaire «d'Lëtzebuurger Land» paru dans l'édition du 4 décembre 2009, la direction d'une école privée catholique aurait licencié des membres de son corps enseignant en violant des dispositions du droit de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'État, qui participe dans une large mesure au financement de cette école, devrait disposer d'un moyen de contrôle ou de lien à l'avenir les subsides aux écoles privées à la condition du strict respect des dispositions légales concernant le personnel afin d'éviter de telles situations?

Réponse (2.2.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suite au complément d'informations demandé par l'honorable Député, je précise qu'il existe une commission de contrôle auprès des établissements d'enseignement privé prévue à l'article 31 de la loi du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Elle se compose de six membres désignés par le Gouvernement en conseil. Trois membres sont proposés par le Ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions et trois autres par le Ministre ayant le Budget dans ses attributions, dont un choisi parmi les fonctionnaires de la Direction du contrôle financier et un choisi parmi les fonctionnaires de l'Inspection générale des Finances.

Les missions de la commission, qui procède à des contrôles annuels, sont détaillées à l'alinéa 2 de l'article 31. Elles consistent:

- a) à contrôler les données fournies par les établissements en vue de déterminer le montant des participations étatiques;
- b) à contrôler le bilan relatif aux recettes et dépenses;
- c) à émettre des avis sur toutes les difficultés auxquelles la présente loi peut donner lieu;
- d) à se tenir informée et à conseiller le Ministre au sujet de toutes les questions intéressant l'enseignement privé.

La qualification des enseignants est un facteur, parmi d'autres, qui intervient dans le calcul de la contribution allouée à l'établissement d'enseignement privé. Il y a toutefois lieu de souligner que l'État n'exerce pas de contrôle proprement dit sur l'entrée en service des enseignants ou une éventuelle rupture des relations de travail avec l'employeur qui est une association sans but lucratif.

⁸ **Garcia-Garcia L, Valdespino-Gómez JL.** Seasonal vaccine and H1N1. Authors' reply. *BMJ* Nov 2009;339: b4978



En ce qui concerne les licenciements intervenus en été 2009 à l'école privée catholique visée par l'honorable Député, je ne dispose par ailleurs d'aucun élément d'information, suite aux renseignements que j'ai pris auprès de la direction, qui laisserait conclure à une violation des dispositions du droit du travail.

Question 0387 (19.1.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **taxe européenne sur certains services ou produits**:

Dans un article de presse paru en date du 18 janvier 2010 au quotidien «Le Figaro», Monsieur le Ministre des Finances plaide en faveur d'une fiscalité plus juste et plus transparente au sein de l'Union européenne. À cet égard, il se prononce, entre autres, en faveur de l'introduction d'un impôt européen prélevé sur certains services ou produits destiné à être directement affecté au budget européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- La proposition d'instaurer une taxe européenne sur certains services ou produits, reflète-t-elle la position personnelle de Monsieur le Ministre des Finances et est-elle en accord avec le Gouvernement?

- Lors de la dernière réunion du Conseil Ecofin, le Ministre des Finances a-t-il réussi à convaincre ses homologues de l'introduction d'une telle taxe européenne? Sinon quels sont les États membres qui refusent l'introduction d'une telle taxe et quelles sont les raisons alléguées?

- Le traité de Lisbonne permet-il dans sa version actuelle l'introduction d'une taxe européenne ou devrait-il être amendé?

- Comment la position du Ministre des Finances est-elle à mettre en accord avec les déclarations récentes de Monsieur le Ministre d'État, qui estime difficile «d'adopter une approche commune [en matière d'une taxe européenne] parce que la fiscalité relève des sphères de décision nationales.

Réponse (2.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans mon article paru au «Figaro», j'ai développé, dans ma fonction de Ministre des Finances, une série d'idées avec l'objectif de contribuer au débat sur la fiscalité en Europe qui malheureusement se limite actuellement à la fiscalité de l'épargne et au secret bancaire.

Le moment venu, le Gouvernement aura à se prononcer sur d'éventuelles taxes européennes lorsque la Commission européenne fera ses propositions pour les prochaines perspectives financières de l'Union. Cette idée n'est pas à l'heure actuelle à l'ordre du jour du Conseil Ecofin. Pour ce qui est de la base juridique, tout dépend des modalités de ces taxes. Une introduction requiert en toutes circonstances l'approbation unanime des États membres.

Question 0391 (20.1.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **stratégie de promotion de et vers l'émirat de Dubaï**:

Selon l'AFP, l'émirat de Dubaï prévoit un déficit budgétaire de 16,9%, soit 1,62 milliard de dollars.

Face à cette situation, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Finances:

- si et dans quelle mesure la situation financière de Dubaï l'amène/ou le contraint à ajuster ou bien à revoir sa stratégie de promotion sur place.

Réponse (2.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La stratégie du Gouvernement pour la place financière consiste notamment à élargir les régions géographiques d'où viennent ses clients et investisseurs. Dans ce contexte, les pays du Golfe constituent une région intéressante dans la mesure où il s'agit de pays à forte croissance économique et animés d'une volonté d'investir également en dehors de leurs frontières les revenus du pétrole et du gaz.

De bonnes relations de confiance ont pu être établies par le Luxembourg avec ces pays par le passé et le Gouvernement compte les renforcer dans les années à venir, indépendamment de certains problèmes momentanés de Dubaï. Lors de ma récente visite dans la région, j'ai pu me rendre compte du grand intérêt de ces pays aux produits et services de notre place financière, tant dans la gestion de patrimoine que dans le domaine des fonds.

Question 0393 (20.1.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **restructuration d'AOL en Europe**:

Der Internetkonzern AOL zieht sich im Zuge seiner Umstrukturierung offenbar weitgehend aus

Europa zurück. In Deutschland sollen vier Niederlassungen geschlossen werden. Ob und wie es in den anderen Ländern weiter geht ist unklar. Allerdings sollen in den meisten der elf Länder, in denen AOL vertreten ist, bereits Gespräche mit den Betriebsräten aufgenommen worden sein.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- Wie steht es mit der AOL-Niederlassung in Luxemburg?

- Bleibt AOL in Luxemburg, oder sind auch hier bereits Gespräche hinsichtlich einer eventuellen Schließung aufgenommen worden?

- Welchen Einfluss könnte die Regierung geltend machen, damit AOL in Luxemburg verbleibt?

- Hat AOL eine finanzielle Unterstützung durch den luxemburgischen Staat erhalten?

- Wenn ja, ist die Gewährung einer solchen Unterstützung an Bedingungen geknüpft, wie zum Beispiel ein Mindestzeitraum während dem AOL seine Präsenz in Luxemburg aufrechterhalten muss?

- Welchen Nutzen hat Luxemburg bisher aus der Anwesenheit von AOL gezogen (Arbeitsplätze, Steuereinnahmen etc.)?

Réponse (16.2.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

2003 eröffnete der amerikanische Internetanbieter AOL in Luxemburg seine europäische Filiale. Im Zuge einer geänderten Geschäftsstrategie verkaufte AOL seine hiesigen Aktivitäten fünf Jahre später an mehrere Unternehmen in Frankreich, Deutschland und Großbritannien, wie man seinerzeit in der Presse nachlesen konnte.

Insofern ist Luxemburg nicht von den Meldungen in internationalen Zeitungen, die in jüngster Zeit von Stellenabbau und Schließungen bei AOL berichten, betroffen.

Zu keinem Zeitpunkt hat AOL eine finanzielle Unterstützung vom Luxemburger Staat erhalten.

Dank der AOL-Präsenz im Großherzogtum in den Jahren 2003 bis 2008 wurden weitere ausländische E-Commerce-Firmen auf das Land aufmerksam und beschlossen in der Folge sich ebenfalls hier niederzulassen. Dies führte zur Schaffung neuer Arbeitsplätze und zusätzlichen Steuereinnahmen (über die aufgrund gesetzlicher Bestimmungen keine Angaben gemacht werden können). Es steht außer Zweifel, dass AOL Europe Services eine maßgebliche Rolle beim Ausbau des E-Commerce-Standorts spielte.

Question 0397 (21.1.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **dotations supplémentaires pour certains fonds spéciaux**:

Dans sa réponse à la question parlementaire N°3085 (cf. compte rendu N°11/2008-2009), Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget nous a informé de deux dotations supplémentaires de respectivement dix millions d'euros au profit du fonds pour les monuments historiques et du fonds pour l'entretien et la rénovation des bâtiments de l'État ainsi qu'une dotation supplémentaire de 20 millions d'euros au profit du fonds pour l'emploi. Dans le Budget des recettes et dépenses pour l'exercice 2010 on trouve effectivement sous les fonds respectifs les deux premières dotations, cependant la dotation supplémentaire de 20 millions d'euros prévue à être inscrite au fonds pour l'emploi ne s'y trouve pas.

Dans un esprit de transparence budgétaire, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Qu'en est-il de la dotation supplémentaire de 20 millions d'euros renseignée dans la réponse à la question parlementaire susmentionnée?

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les montants avec lesquels les différents fonds spécifiques ont été dotés durant l'exercice 2009?

Réponse (12.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Il résulte des chiffres publics du fonds pour l'emploi (projet de loi sur le budget de l'État page 602) que des dotations supplémentaires pour un total de 187 millions d'euros ont été allouées au fonds pour l'emploi au courant de l'exercice 2009. Cette dotation exceptionnelle s'ajoute à la dotation supplémentaire de 150 millions d'euros alloués au titre de l'exercice 2008 et aux dotations budgétaires annuelles de 50 millions par an prévues dans la loi budgétaire.

Le Gouvernement a donc alloué beaucoup plus de moyens qu'initialement prévu pour financer les dépenses du fonds pour l'emploi, qui sont en augmentation en raison de la grave crise économique.

Le document parlementaire 6100 (projet de loi sur le budget 2010, volume 2) renseigne par ailleurs sur les recettes et dépenses de tous les fonds d'investissement de l'État.

Question 0398 (21.1.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **futur des gares périphériques prévues par les concepts de mobilité intégrée «mobilité.lu» et «Mobil 2020»**:

Dans le cadre d'une conférence de presse, l'honorable Député Lucien Lux a récemment déclaré que le Ministre des Finances bloquerait depuis au moins une année les moyens financiers nécessaires à l'avancement du projet des gares périphériques, éléments-clés dans les concepts successifs «mobilité.lu» et «mobil2020» concernant la mobilité intégrée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés par l'honorable Député?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer si d'autres projets d'infrastructures ont été bloqués par le Ministre des Finances?

- Dans l'affirmative, de quels projets s'agit-il?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer sur les raisons de cette mesure?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer s'il s'agit d'une mesure temporaire ou si le Gouvernement a définitivement abandonné le concept de mobilité intégrée comme défini par les projets «mobilité.lu» et «mobil2020»?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer dans quels délais ils entendent déposer les projets précités comme projets de loi à la Chambre des Députés?

Réponse commune (8.2.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Il n'est dans l'intention ni du Ministre des Finances ni du Ministre du Développement durable et des Infrastructures de bloquer à ce stade des projets d'investissement dont celui qui fait l'objet de la question parlementaire. Comme il est expliqué dans le programme gouvernemental de 2009, tout projet doit être évalué à la lumière de la situation des finances publiques. C'est un exercice du Gouvernement dans son ensemble, qui aura lieu dans les mois à venir et qui tiendra compte de tous les paramètres nécessaires pour assurer, d'une part, un haut niveau d'investissement et pour éviter, d'autre part, une croissance importante des dépenses publiques.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

